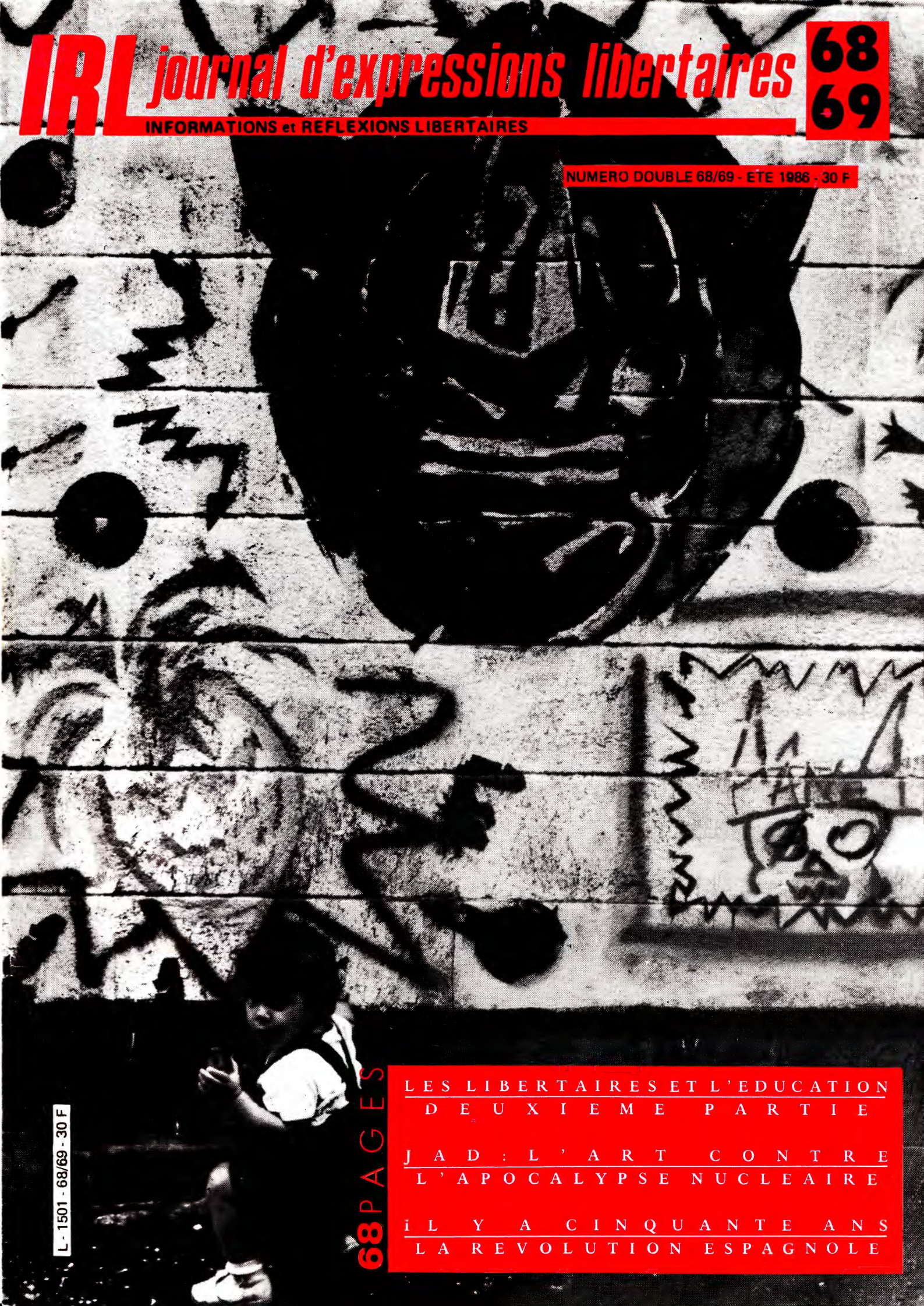


IRL *journal d'expressions libertaires*

INFORMATIONS et REFLEXIONS LIBERTAIRES

68
69

NUMERO DOUBLE 68/69 - ÉTÉ 1986 - 30 F



L - 1501 - 68/69 - 30 F

68 PAGES

LES LIBERTAIRES ET L'ÉDUCATION
DEUXIÈME PARTIE

JAD : L'ART CONTRE
L'APOCALYPSE NUCLEAIRE

IL Y A CINQUANTE ANS
LA RÉVOLUTION ESPAGNOLE

IRL vous intéresse ?

Depuis plus de dix ans, IRL s'efforce d'informer et de réfléchir sur les possibilités de développer *Un Anarchisme Contemporain*, donc par définition non-dogmatique. L'effort de la rédaction (des deux rédactions, pendant la période où les camarades parisiens se sont joints à nous), des lecteurs et lectrices, de tous ceux et de toutes celles qui se sont joints à nous depuis longtemps ou depuis peu, a contribué à créer une image différente de ce qui, pendant de longues années, était considéré comme une idée politique sclérosée : l'anarchisme.

AU-DELA DES ETIQUETTES — A travers 69 numéros de la revue, par les dossiers, les articles d'informations, de réflexions, nous avons prouvé que, en dehors des structures figées et des idées arrêtées, il était possible d'entrevoir *Un Anarchisme Contemporain* qui se caractérise principalement par les interrogations critiques et radicales sur notre passé et notre futur. Un anarchisme qui ne peut plus se définir seulement par les anciennes étiquettes qui collaient à la peau de nos ancêtres, étiquettes que certains continuent à brandir : anarcho-communistes, communistes-libertaires, individualistes, anarcho-syndicalistes, syndicalistes révolutionnaires, violents ou non-violents (ou par des nouvelles, anarcho-punk...), etc... Au-delà de ces étiquettes, mais en essayant de tenir compte de ceux qui s'en réclament, nous avons toujours ouvert nos colonnes à tous ceux et à toutes celles qui voulaient s'exprimer sur tel ou tel sujet, et qui voulaient, comme nous, que change la réalité dont nous sommes témoins et acteurs.

Si nous voulons que le monde change et luttons pour cela, si nous voulons contribuer à donner à l'humanité des chances de s'aventurer vers une utopie possible, praticable, nous ne pouvons accepter la coupure entre travailleurs manuels et intellectuels, ni que les syndicalistes soient relégués dans leur syndicat, et les vieux dans les clubs du troisième âge... Nous pensons qu'il nous faut travailler tous ensemble, non pas pour qu'il surgisse une potion magique d'un grand chaudron, mais plus simplement pour enrichir mutuellement nos pratiques et nos idées. Cela ne signifie pas non plus que tous doivent faire la même chose, ou se retrouver dans les mêmes structures, mais que nous devons nous efforcer d'avoir le minimum de respect et d'écoute les uns envers les autres.

Dans l'équipe d'IRL, nous n'avons pas des idées homogènes et, sur tel ou tel sujet, nous pouvons parfois nous heurter. Le journal reflète nos enthousiasmes, nos faiblesses, nos contradictions, nos désirs, et ceux de nos lecteurs et lectrices. Et le fait de recevoir des encouragements ou des critiques nous est une aide précieuse.

NOIR ET ROUGE — Beaucoup d'entre vous se sont peut-être posés la question de savoir pourquoi, à partir de telles bases, les deux rédactions d'IRL se sont séparées. Cette séparation a été, d'un point de vue humain, douloureuse, pour beaucoup d'entre nous. Mais politiquement elle a été bénéfique, puisqu'une partie de la rédaction parisienne est à l'origine du projet d'édition d'un nouveau journal *Noir et Rouge*, dont nous partageons, à quelques mots près, les intentions (*voir le texte de présentation de Noir et Rouge*). Nous ne pouvons, pour l'instant, expliciter clairement les raisons de cette séparation tant elle est sous-tendue de malentendus, de rancœurs, d'amitiés à renouer. Au-delà de cet épisode difficile, nous nous réjouissons de ce que la rentrée politique voie naître un nouveau journal et, donc, une nouvelle possibilité pour la pensée libertaire d'ouvrir une brèche dans le pouvoir des mass-médias, et cela d'autant plus que les buts que se sont fixés les copains de *Noir et Rouge* vont dans le même sens que ceux d'IRL.

Quant à nous, nous allons continuer, comme nous l'avons fait depuis deux numéros, notre travail rédactionnel en essayant de faire en sorte que d'autres, libertaires, avec ou sans étiquette, nous aident à améliorer le journal.

(suite page 67)

S O M M A I R E

J'Y SUIS J'Y RESTE	p. 3
Squatt : Mai 86	pp. 4 et 5
Pour le bien de l'homme	p. 6
JAD : un cri tout en couleur	pp. 7 à 11
Actualités — Guerre USA - Lybie	pp. 12 et 13
Il y a cinquante ans, la révolution	pp. 14 et 15
Les limites historiques de la philosophie et de la pratique anarcho-syndicalistes	pp. 16 à 23
DOSSIER : LES LIBERTAIRES ET L'EDUCATION (II)	
- Introduction	p. 25
- L'émancipation dans le syndicalisme	p. 26
- Les libertaires s'organisent	p. 27
- Symbiose armée-école	p. 28
- Et les élèves ?	p. 29
- La maison des enfants	pp. 30 et 31
- L'échappée-Belle	p. 32
- La croisée des chemins (lieu de vie)	pp. 33 et 34
- Insoumission à l'école obligatoire	pp. 35 à 39
- Famille, école, anarchie	pp. 40 à 43
- Pédagogie libertaire : risques et chances	pp. 44 et 45
- «L'école où on ne fait rien»	pp. 46 à 48
- L'éducation permanente	pp. 49 et 50
- Bibliographie	p. 51
Est-Infos	pp. 52 et 53
L'entonnoir et le matelas (sur le sectarisme)	pp. 54 à 56
Municipalisme libertaire ou socialisme anarchiste ?	pp. 57 à 62
Australie : l'anarchisme vit	p. 63
Chine : La campagne des cent fleurs	pp. 64 et 65
Avis de lecture	p. 66

J'Y SUIS J'Y RESTE

— Pourquoi cette grève de la faim aujourd'hui?

— Parce que la situation est grave, avec ce projet de loi de Pasqua sur les résidents étrangers qui a été adopté au conseil des ministres. Nous, on avait réfléchi sur ce projet et on a fait le constat de la démobilisation générale au niveau des anti-racistes et des associations de jeunes immigrés. On n'a vu qu'une seule réponse qui soit à la hauteur de la menace qui pesait sur nos têtes, et c'était une grève de la faim. C'était un moyen pour faire prendre conscience aux gens de la gravité de la situation, et de créer un déclencheur pour permettre à terme de pouvoir négocier quelque chose avec le gouvernement. On a choisi une grève de la faim plutôt qu'une manif, action plus ponctuelle, et qui présente beaucoup de dangers pour l'Arabe qui y participerait, les flics pouvant l'arrêter et le mettre dehors pour menace à l'ordre public; ce serait jeter les gens à la gueule du loup. On a pesé le pour et le contre; ce n'est pas à la légère qu'on a choisi la grève de la faim.

— A la veille des vacances, ça ne pose pas un problème de mobilisation?

— C'aurait été plus génial de le faire en mai! Mais c'est le gouvernement qui a fixé le calendrier. Ils auraient voulu qu'on attende juillet pour faire la grève de la faim. Quand le projet arrivera en lecture à l'Assemblée on aura presque un mois de grève de la faim. La grève sera mûre pour les décisions politiques.

— Quels sont les gens les plus touchés par ces projets de loi? Les jeunes immigrés, les anciens?

— Tous! Aucune personne n'est vraiment à l'abri. La notion de «menace à l'ordre public» pèse sur tout le monde, et comme elle n'est définie nulle part dans les textes juridiques, elle laisse la place à toutes les interprétations, aussi larges soient-elles.

— On avait l'impression ces dernières années d'aller vers une intégration des immigrés de la seconde génération; il y avait les grandes kermesses de SOS-Racisme et tout le monde était d'accord avec. Comment se fait-il qu'aujourd'hui ça se durcit, alors qu'il y a des gens de droite comme Stoléro qui vont à SOS-Racisme?

— On a vécu ces cinq dernières années le triomphe de la forme. Aucun problème n'a vraiment été posé, on a fait dans le factice, la poudre aux yeux, le multiculturel sans savoir ce que c'est que le multiculturel, dans le multiracisme sans même savoir ce que c'est qu'une race... On a brassé des grands mots et des grandes idées, tout le monde s'aimait bien. A mon avis, c'était et c'est encore une sorte de manipulation politique faite par les socialistes pour calmer le jeu: «on est tous des potes». On voit bien qu'en fait, en fin de compte, la France n'a pas

Depuis quelques mois, on voit des flics partout et les «bavures» redoublent en nombre et en intensité. Les déclarations tonitruantes de la bande armée Pasqua-Pandraud pour les justifier font froid dans le dos; mais pas grand monde ne semble réagir. Démobilisation après ces années de «socialisme»? On attend que ça passe tout seul? En tout cas, il y a en première ligne les immigrés. Djida et Nasser, du JALB (Jeunes Arabes de Lyon et de Banlieue) ont entamé le lundi 16 juin dernier une grève de la faim illimitée pour protester contre les projets de loi qui doivent être votés cet été et qui rendent bien plus facile l'expulsion de pratiquement n'importe quel immigré.

Nous sommes allés les interviewer.



avancé, et que maintenant on revient cinq ans en arrière. On n'a eu aucun acquis sur le fond, au niveau de la mentalité des gens. On dirait que les gens sont frappés d'amnésie, qu'ils ont tout oublié.

Pour la droite, l'immigration, c'est son cheval de bataille. La gauche, notamment le PS, laisse faire, en se disant que plus la droite fera de conneries, plus vite elle perdra. Alors ils ne bougent pas.

Nous, on avait cru quand même à cette démarche des pouvoirs publics, à cette attitude de dialogue, d'insertion. L'insertion, ça ne se décrète pas, ça se fait de manière concertée, il faut en créer les conditions; mais on croyait quand même à une certaine volonté. La carte de dix ans est un élément indispensable à l'insertion, de même que d'avoir des gens dans une catégorie d'expulsables. Ce sont des conditions nécessaires mais pas suffisantes. Maintenant, tout ça est remis en cause, et les gens qui ont mis en place cette carte de dix ans, etc., ne disent rien. Nous, on dit: on existe encore, on est là, «j'y suis, j'y reste!». Ca, ça n'est pas négociable.

Il y a des gens qui resteront là de toute manière; même si on les met dehors de force, ils reviendront, parce que c'est un choix de leur part. Ca n'est pas un projet de loi comme ça qui fera que tout d'un coup les gens changeront.

— Quand tu dis «nous», c'est les

«jeunes Arabes de Lyon et de banlieue», ou c'est plus large que ça?

— C'est bien plus large. C'est nous qui lançons l'action, mais ç'aurait pu être quelqu'un d'autre.

— Au niveau de l'action et du soutien, n'êtes-vous pas limités, à la fois aux jeunes, et aux Arabes? Il y a des jeunes non arabes qui peuvent avoir des problèmes avec les flics, et des Arabes pas jeunes qui sont aussi concernés. Est-ce que les autres générations vous soutiennent?

— C'est sûr. Il y a plein de gens qui passent ici dans notre local nous soutenir. Ca, c'est fondamental pour nous. Même s'ils peuvent être sceptiques quant à la finalité, ils nous soutiennent. Il y a des Français, des noirs, etc. Qu'on ne nous fasse pas dire qu'on veut sélectionner les jeunes ou les Arabes! Le nom qu'on a choisi pour notre groupe correspond surtout au rejet qu'on a pour le terme de «beur»; on n'y met pas un contenu arabo-islamisant. D'ailleurs, la plupart d'entre nous sommes des laïques.

Moi (Nasser), je suis naturalisé français. Le mot «arabe», pour nous, veut dire qu'on ne se cache pas derrière le terme de «beur»; qu'on est arabes, comme d'autres peuvent être portugais ou espagnols; ça ne fait frissonner personne qu'il y ait des jeunes portugais ou espagnols ou américains!

Propos recueillis par David



Au 14, rue Neyret, sur les pentes de la Croix-Rousse à Lyon, une vieille maison, inhabitée depuis plus de dix ans, propriété de la baronne de Montalembert, qui occupe la maison voisine. Une très belle maison, demeure bourgeoise comme on n'en fait plus, avec petit jardin et vue imprenable sur la ville. Malheureusement, l'intérieur, laissé à l'abandon, atteint un état de délabrement avancé. Un groupe de copains décide de l'occuper en décembre 1985. Cette décision correspond à un choix délibéré de personnes qui souhaitent vivre ensemble de façon collective, tout en laissant à ceux qui le désirent la possibilité de s'isoler ; qui désirent aussi « ne pas perdre leur vie à la gagner ». Pour certains, il s'agit d'un choix spontané ; pour d'autres, d'une décision politique mûrie au préalable dans d'autres actions, quelquefois dans d'autres squatts.

Ils essaient d'abord de prendre contact avec la propriétaire afin de négocier avec elle un accord par lequel ils s'engageraient à restaurer la maison. La baronne ne veut rien entendre. Ils s'installent donc illégalement, commencent les réparations, ouvrent parallèlement la maison aux habitants du quartier (qui, très souvent, sont de leur côté, menacés qu'ils sont à court ou à moyen terme d'expulsion, vue la politique de rénovation urbaine de la municipalité), aux amis désireux de donner un coup de main ou de discuter.

Courant janvier, ils sont assignés en référé par la propriétaire qui demande leur expulsion. Pour retarder celle-ci et pour tenter de négocier un bail, ils sont amenés à se défendre sur le plan légal ; ils amènent des preuves de l'impossibilité dans laquelle ils se trouvent d'obtenir un logement par le biais des régies, compte tenu de leurs faibles revenus et de leur désir de vivre ensemble. Le 25 avril, le juge leur laisse deux solutions : soit aller à la campagne s'ils désirent rester

en groupe, soit habiter seuls s'ils désirent vivre en ville. Le prenant au mot, ils font des demandes auprès de tous les offices d'HLM à Lyon. Les réponses sont évidemment négatives. Sur ces bases, ils assignent à leur tour la propriétaire en référé le 23 mai, pour redemander un délai.

Mais le 21 mai, au matin, ils sont expulsés, et la porte de l'immeuble est murée. L'après-midi même, ils improvisent une fête, avec feu de joie, dans un jardin public voisin, à laquelle participent amis et habitants du quartier. Et le 23, après un procès évidemment perdu, ils occupent à nouveau l'immeuble pour y manger, y faire la fête et montrer leur détermination à continuer dans la même voie. En fait, tout le monde, ou presque, était occupé à peindre la maison de couleurs bariolées, à accrocher des banderolles, et à improviser un concert de casseroles pour signaler leur présence ; les merguez n'ont pas le temps de cuire et on pourra seulement trinquer. Attirée par le bruit, une partie du quartier se réunit alentour ;

les gens s'amuse, les enfants font partir des pétards, les occupants aussi. Les flics arrivent également, bien sûr. D'abord débonnaires, demandant « qu'on soit sages », puis menaçants (CRS agitant leurs matraques, vite retirées d'ailleurs). Perplexes, enfin. Il faut dire que, stratégiquement, la maison ne se prête guère à un assaut en règle, sauf à déployer les grands moyens. C'est un beau soir d'été, relativement doux... Mais la nuit approche, l'électricité a été coupée... Il paraît bien difficile de la passer sur place, et il faudra bien, à un moment ou à un autre sortir ; mieux vaut le faire tant qu'il y a des gens dehors... On négocie donc avec les flics, et on sort, groupés, sans contrôle d'identité. Simplement (?) un cordon de police nous isole des gens du quartier. Il ne reste qu'à aller manger les merguez et finir la soirée ailleurs.

Les squatts, ce n'est pas nouveau, ni isolé. Il en existe d'autres, d'une plus grande envergure, ailleurs. Et on se souvient (du moins à travers les livres qu'on a pu lire) que c'était une des formes favorites d'action directe des anarchistes de jadis, et l'une des plus populaires.

Le désir de «vivre autrement», qui peut se traduire par la vie en collectivité, avec le désir de respecter l'individualité de chacun, mais qui exprime surtout le refus de rentrer dans un système tout fait, dans lequel il ne reste qu'à se couler, pour y préférer une forme de vie où l'on ait moins d'argent mais où on soit plus libre, n'est pas l'apanage de cette action. Il n'est d'ailleurs pas spécifique non plus des anarchistes.

Doit-on d'ailleurs parler d'action? Ou alors c'est reconnaître que vivre, simplement, comme on estime pouvoir et désirer le faire, est en soi une forme d'action. Il n'est pas besoin alors de provoquer le pouvoir et la police. Il suffit d'être à un endroit parce qu'on a envie d'y être, de vivre comme on le désire, pour les voir débarquer, et prouver ainsi que simplement vivre est illégal.

Ce type d'action est donc une constante du mouvement anarchiste qui témoigne ainsi que l'anarchie, ce n'est pas seulement des idées qu'on agit pour un futur hypothétique, mais qu'il est possible, tout de suite, de conquérir des espaces de liberté, certes limités et toujours remis en question (ce qui rend nécessaire que des idées les sous-tendent pour en permettre la cohérence), mais qui sont, de leur côté, une perpétuelle remise en question du système en place. En effet, le fait qu'une expérience soit limitée dans le temps n'est pas la preuve de son manque de portée. La propagande par le fait ne vise pas à entraîner

les masses par une stratégie mûrement élaborée, mais à prouver que, tout de suite, un certain nombre de choses sont possibles, que le pouvoir existe autant par la crainte qu'on a de lui que par sa réalité répressive. Il s'agit de créer des failles ponctuelles dans un édifice rigide, sans qu'on ait forcément une claire vision des formes nouvelles qui se créent à partir de là. Une société dans laquelle la production et le travail n'ont plus une utilité réelle, mais servent essentiellement à maintenir l'ordre établi, est évidemment une société injuste et, par bien des aspects, mythique. Il importe avant tout de la démystifier et le problème du logement est un des biais possibles pour cette démystification. D'autres personnes, affrontées plus directement à d'autres problèmes, peuvent en trouver d'autres.

Mais ce type de vie est, par nature, forcément précaire; il implique de ne jamais être au repos. Cinq mois de squatt, j'imagine, cela représente sans doute pour ceux qui les ont vécus des moments assez inoubliables. Mais d'un autre point de vue, c'est aussi cinq mois de tensions, d'anxiété, de difficulté à faire des projets autres que ceux d'une lutte.

La précarité offre, certes, des avantages. Elle oblige à se remettre sans cesse en question, en soi et dans les relations qu'on a avec autrui. Elle oblige à ne jamais laisser sa vie s'enliser dans les rets des habitudes et à la garder disponible à toutes les aventures possibles. Elle oblige aussi à faire un tri dans sa vie et à n'en garder que ce qui lui est essentiel. «Les gens, lorsqu'ils déménagent, dit un copain, ont besoin d'un camion. Moi, je ne peux me déplacer qu'avec un sac, et

je suis donc obligé de faire un tri, afin de ne garder que ce qui est essentiel». Un sac moins lourd, c'est aussi plus de liberté. Ceci exige aussi une plus grande exigence, tant vis-à-vis de soi que dans ses relations aux autres.

Toutefois, on ne peut non plus faire l'économie d'une autre exigence fondamentale, qui est l'aspiration au calme, au recul, à la réflexion. Il est sans doute des moments où chacun d'entre nous est las de lutter et aspire à se retrouver seul, tranquille. Il ne sert à rien de qualifier une telle aspiration de contre-révolutionnaire, dès lors qu'elle existe et que, comme disait l'autre, seule la vérité est révolutionnaire.

Seulement toute notre société est fondée sur cette seule exigence, travestie d'ailleurs en simple passivité. Elle est tournée exclusivement vers elle, aux dépens de l'autre exigence, celle qui tend à l'aventure, à l'ouverture. A peine nés, il nous faut déjà viser à nous installer. Enfants, nous n'existons que parce que plus tard nous serons adultes, arrivés, arrêtés dans notre développement. Adultes et dans le meilleur des cas (mais est-ce vraiment le meilleur?), nous voilà installés avec un bon métier, une famille, la perspective de faire construire une maison. Plus rien ne peut plus nous arriver, hormis cette angoisse et cette nostalgie qui nous saisissent parfois. Il ne reste qu'à attendre la mort, l'arrêt définitif.

Quelles que soient les critiques ponctuelles que l'on puisse porter à certains aspects de leurs actions, il est bon que certains montrent que l'«aventure de la liberté» est aussi une aspiration fondamentale de l'individu.

A lain



Pour le bien de l'homme

L'expérience de notre pays (c'est en URSS qu'à été construite la première centrale nucléaire) témoigne de l'efficacité des centrales nucléaires et des vastes perspectives qu'ouvre leur construction ultérieure, et, ce qui importe surtout, de leur sûreté, si l'on applique rigoureusement les technologies nécessaires et si l'on contrôle de façon requise la sécurité des centrales nucléaires en ce qui concerne l'homme et la nature. » (brochure « URSS 86 : au seuil du nouveau quinquennat » distribuée au pavillon russe de la Foire de Paris en mai 86).

On peut penser que la brochure n'a pas été retirée par négligence, je ne pense pas. De même que le sport, la science soviétique a pour tâche de justifier la supériorité du marxisme-léninisme sur le capitalisme. « Comme on le sait, la science occidentale est en crise, à cause de sa conception idéaliste, qui règne aujourd'hui encore parmi de nombreux savants. » (« Novia Tchovok » de Simion Oeriu, Sofia, 1947, p.167). La science soviétique a acquis une très grande réputation internationale grâce à ses brillants succès, qui sont remarquables dans l'application de l'énergie atomique à des fins pacifiques. Dès 1954, la première centrale électrique atomique fut mise en exploitation en URSS. Ces dernières années toute une série des nouvelles centrales sont entrées en service, particulièrement plus perfectionnées et puissantes, à Novovoroneg, Beloyarska, Dimitrovgrad, etc. En Ukraine, on trouve une des plus grandes à Tchernobyl. » (Istoria SSSP » de Iu. Iu. Kondufor et V.N. Kotov, réédité à Kiev en 1983, traduit de l'ukrainien en russe).

Si de 1947 à 1983 on peut faire coller logiquement des paragraphes de textes différents, c'est que la propagande est identique. Comme pendant la guerre d'Espagne, les grands procès de Moscou, la propagande est fondée sur le même système: « Calomnie à jet continu et à grand tirage, sans souci de vraisemblance : l'effet de la répétition et du cynisme devant être purement mécanique à la longue. » (Victor Serge préface au livre de Joaquin Maurin - qui applique ce principe aux anarchistes - « Révolution et Contre-Révolution » Paris 1937, p. 147 ; Maurin a fait son auto-critique vis à vis des anarchistes dans l'édition espagnole de 1964).

Une impression superficielle pourrait faire penser que j'exagère. Les touristes qui vont dans les pays de l'Est, en Chine, au Vietnam, savent qu'il y a des magasins à devises étrangères où l'on trouve la plupart des produits occidentaux de consommation courante. Donc la popu-

lation serait parfaitement au courant du double langage des autorités et ne croirait pas ses informations. Il suffit de parler avec les gens de ces pays pour s'apercevoir de l'importance de leur désinformation et de l'impact du régime sur le plan du chauvinisme et du racisme. Quant à la consommation, non seulement une proportion infime de la population peut se rendre dans les magasins à devises (sauf en RDA et en Hongrie), mais beaucoup n'imaginent absolument pas le niveau de vie occidental. Si vous allez en Bulgarie, ne croyez pas que la mode consiste à porter des colliers avec d'énormes poches. Il s'agit de rouleaux de papier hygiéniques qu'on ne trouve que tous les 2 ou 3 mois et que les gens achètent en grande quantité en les enfilaient dans une ficelle qu'ils mettent autour du cou. Dans les grandes villes, bien sûr, à Radomir, Lom, Koprivichitsa, etc., on se contente de papier journal.

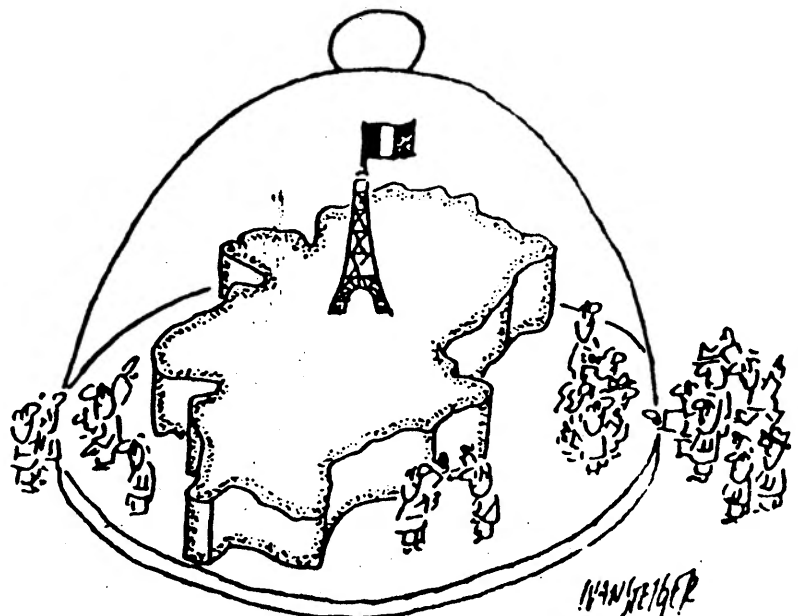
Cuba vient d'inaugurer ses magasins à devises et « El Pais » de Madrid qui cite l'événement (12-3-86) signale que le marché noir et la prostitution ont commencé à la porte de ces magasins. Les autorités cubaines réagissent-elles ? « Nous savons que l'ouverture au tourisme a un prix politique, qu'il faut assumer en attendant de voir s'il est compensé. » La continuité du système en URSS et ailleurs depuis une cinquantaine d'années, permet de dire que Cuba va conserver ces magasins à devises. Les moyens de production ne sont-ils pas

socialisés ? Les travailleurs ne sont-ils pas au Pouvoir ?

« L'histoire de notre parti est l'histoire du combat et de la victoire sur les partis petit-bourgeois : SR, menchevik, anarchiste, nationaliste. Sans le dépassement de ces partis et leur expulsion des rangs de la classe ouvrière, l'unité de la classe ouvrière aurait été impossible. Et sans l'unité de la classe ouvrière, il aurait été impossible de réaliser la victoire de la révolution prolétaire. (...) Je pense que les bolcheviques nous rappellent Antée, le héros de la mythologie grèque. Comme Antée, ils sont forts tant qu'ils conservent des liens avec leur mère, avec les masses, qui les ont engendrés, nourris et élevés. Et tant qu'ils conserveront leurs contacts avec leur mère, avec le peuple, ils ont toutes les chances d'être invincibles. Voilà la clé de l'invincibilité de la direction bolchévique. » (Staline « A propos des erreurs dans le travail du Parti »).

J'aime bien ces citations de l'histoire du parti communiste soviétique (version 1938, en russe) parce qu'elles montrent la logique de la destruction des adversaires, tout en tenant un discours 100 p.c. démocratique, dont la seule faille est l'oubli que les masses sont formées par les individus qui sont en dehors du Parti et des prisons.

Martin Zemliak



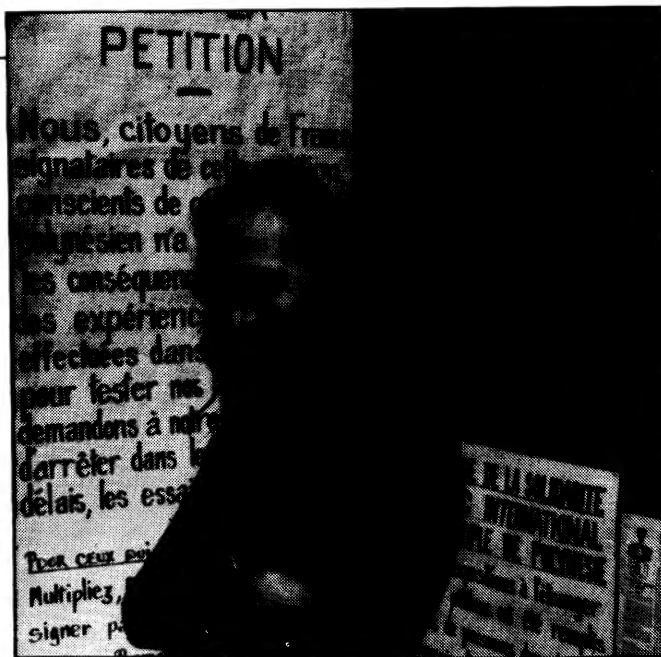
UN CRI



TOUT EN COULEURS

JAD a fait le tour du monde. Lyon représente pour lui une des dernières étapes qui l'ont promené d'un bout à l'autre de la planète, avec ses tableaux et sa complice Marielle.

JAD est un artiste antinucléaire; sa peinture militante est un cri tout en couleurs contre le colonialisme français. Aussi étrange que cela puisse paraître, cette aventure est gaie; elle représente, a représenté, à la fois le désespoir noir d'une personne qui ne veut pas se taire, et qui affiche sur les places du monde entier son espoir de voir les gens réagir contre les absurdités de cette société.



C Comment cette aventure a-t-elle commencé?

Il y a sept ans, après avoir fait une première exposition et manifestation avec les tableaux, l'idée m'est venue de faire une tournée mondiale puisque les tableaux avaient été peints pour protester contre les essais atomiques en Polynésie, où j'habite.

Cette manifestation avait montré qu'il fallait à tout prix sortir l'art des ghettos culturels dans lesquels on a tendance à le confiner. Surtout lorsqu'il s'agit d'un art engagé comme celui-ci. Et le meilleur moyen de faire passer le message a été de descendre dans la rue, de ne pas attendre que le public vienne à ces tableaux, mais que les tableaux aillent au public.

C'est ainsi que nous avons pensé à organiser cette tournée mondiale qui devait durer cinq ans, mais s'est prolongée de deux ans.

Comment l'idée de faire des tableaux t'est-elle venue?

J'ai fait de la peinture quand j'étais plus jeune, jusqu'à l'âge de vingt-deux ans. A ce moment, après avoir participé à deux expositions collectives au salon des indépendants à Paris, j'ai décidé d'abandonner la peinture parce que je ne voyais pas comment en vivre sans être contraint par le goût des éventuels acheteurs; comme je ne voulais absolument pas faire un art de décoration pour intérieur de bourgeois — pour moi, l'art était avant tout un moyen d'expression — j'ai préféré abandonner. Je suis donc resté 17 ans sans faire de peinture, et c'est seulement en Polynésie où je suis allé il y a douze ans (pour, d'un côté échapper aux méfaits de la civilisation occidentale, de l'autre trouver un décor qui se rapproche des tableaux de Gauguin, un des peintres que je préfère) que je

me suis remis à peindre. En Polynésie, j'ai trouvé une petite île où je me suis senti très heureux. J'y serais resté certainement si je ne m'étais pas aperçu que, si j'étais dans le décor adéquat à me satisfaire, j'étais amené à fréquenter des gens qui, eux, n'étaient pas très satisfaits de la présence de ma nationalité et de ma couleur de peau dans leur pays.

J'ai pensé, au début, que c'était seulement une affaire de racisme, et puis je me suis rendu compte que non, ils avaient parfaitement raison de rejeter les Français en règle générale, puisque ceux-ci ont utilisé leur territoire, pour y faire des essais nucléaires (ce que est vraiment le comble du culot parce que ces essais sont faits pour protéger les Français). Par ailleurs, la présence de toute l'infrastructure économique et militaire que nécessite le CEA (Commissariat à l'Energie Atomique), en dehors des dangers de radiation, provoque également un profond bouleversement de la société tahitienne. Celle-ci est rendue complètement dépendante économiquement des largesses du gouvernement français. Tout ça m'a permis de comprendre pourquoi ils n'appréciaient pas les Français.

A partir de ce moment-là, je me suis senti de plus en plus mal à l'aise dans ma peau en tant que Français vivant dans ce pays. Peu à peu, j'ai senti le besoin de montrer à mes amis polynésiens que j'étais différent des autres Français, pas seulement en intention, mais aussi dans la réalité. En fin de compte, il n'y avait pas d'autre chose à faire pour exprimer cette opposition aux agissements des autres Français: je me suis rappelé que j'étais peintre.

Tu te sers de la peinture pour exprimer tes idées politiques?

Pour moi, ce n'était pas tellement

des idées politiques, mais tout simplement des idées sentimentales: j'étais amoureux de ce pays, de ces gens, et il était naturel pour moi de chercher à protéger ces personnes, normal d'exprimer mon désaccord avec la façon d'être d'autres personnes avec lesquelles j'étais confondu par la couleur de ma peau, mon lieu de naissance.

Tu as fait tous les tableaux que tu exposes pour la première exposition à Tahiti?

Non, une bonne partie a été faite au cours du voyage. A Tahiti, lors de ma première exposition, je présentais seulement le fruit de deux années précédentes de travail: un grand triptyque qui s'appelle *Le chant du Pacifique* et puis quelques autres tableaux figuratifs.

Mais la grande majorité de ma production était jusque-là de la peinture abstraite. Je suis quelqu'un que l'on classe dans lignée des enfants du surréalisme, qui travaille dans la recherche de ce que l'on appelle, disons, *l'automatisme chromatique*.

Pour moi, qui étais resté sans peindre pendant 17 ans, à partir du moment où je me suis remis à la peinture, essentiellement au départ pour faire de la peinture de contestation, quand j'ai fait ce triptyque contre les essais nucléaires en Polynésie et le colonialisme, etc., je n'ai pas pu empêcher mes mains (frustrées en quelque sorte pendant longtemps) de produire, parallèlement à ces tableaux, une centaine de tableaux abstraits qui ont été montrés lors de ma première exposition. Car pour pouvoir faire passer mes tableaux contestataires, profitant de ce que je n'étais pas connu, je me suis d'abord présenté aux médias en tant que peintre abstrait. Et je ne leur ai fait connaître que ma peinture abstraite. Ils ont fait des articles sur moi suffisamment élogieux pour attirer un grand public. Et lorsque le grand public est arrivé dans la salle, j'ai dévoilé des tableaux figuratifs qui étaient cachés jusqu'à ce moment-là. Ça a fait un scandale, puisque la majorité des gens qui étaient venus à cette exposition travaillaient au CEA. Bien que cette exposition ait fait scandale, cela n'a pas suffi à faire passer l'information dans toute la Polynésie. Mais il y a eu des Polynésiens qui sont venus me voir pour me dire que eux aussi luttèrent contre les essais atomiques et qu'ils étaient très contents de voir qu'un Blanc, enfin, prenaient leur parti. Et ils m'ont proposé d'aller, avec mes tableaux, faire une manifestation de manière à ce que tous leurs amis, qui n'ont pas l'habitude de se déranger dans les galeries de peinture, puissent voir cette exposition.

C'est ainsi qu'ils ont été amenés à faire une première manifestation contre les essais atomiques souterrains. Au temps où les essais se faisaient dans l'atmosphère, il y avait eu beaucoup de

manifestations. Les Tahitiens m'ont fait l'honneur de porter les tableaux en tête de cette manifestation et puis, en discutant avec moi, ils m'ont dit: «C'est très bien de protester en Polynésie contre les essais nucléaires, mais il faudrait porter cette protestation en France parce que le public français n'est vraisemblablement pas au courant de ce que le gouvernement fait avec l'argent des contribuables.»

C'était d'accord, mais ces mêmes amis tahitiens m'ont exprimé le désir que, avant mon départ pour la France, je fasse un tour mondial d'exposition parce que, comme je ne m'appelle pas Picasso et que ne suis connu à Tahiti mais pas en France, je risquerais d'avoir beaucoup de difficultés pour pouvoir m'exprimer librement. Alors, ils m'ont conseillé de faire d'abord cette tournée mondiale, pour informer le public international de ce qui se passait ici et, d'autre part, pour acquérir suffisamment de popularité pour que, rentré en France, on ne puisse plus m'empêcher de faire cette exposition et de montrer au public français ce qui se passe là-bas.

Bien sûr, j'acceptai l'idée, mais, comme je n'avais pas les moyens de financer à moi tout seul cette tournée mondiale, je ne savais pas comment faire. D'autre part, je ne voulais pas vendre les tableaux, parce qu'il est évident que si je les avais vendus, automatiquement, le contenu contestataire en aurait été morcelé et dispersé.

Des personnes t'ont proposé de les acheter?

Oui, immédiatement, en Nouvelle-Zélande, des gens des galeries m'ont proposé de les acheter. Et comme par hasard, les offres qui m'ont été faites ont été plus particulièrement axées sur les tableaux figuratifs-contestataires. Ils m'ont offert des sommes phénoménales pour *Le chant du Pacifique*, et je n'ai jamais su si, en fin de compte, les sommes qui m'étaient offertes l'étaient en fonction de l'importance qu'ils accordaient à mes tableaux en tant que valeur artistique, ou si ce n'était pas tout simplement pour récupérer ce travail et le mettre de côté. J'ai pu m'apercevoir que cette manière de procéder avec les œuvres contestataires était courante, puisqu'il y a de nombreux musées qui ont dans leurs réserves énormément d'œuvres qui ne sont jamais exposées.

Et pour échapper à cette possibilité de soustraire au public ces tableaux, il n'y avait qu'une solution, ne pas vendre. Et ne pas vendre non plus les tableaux abstraits pour qu'on ne puisse pas dire que je profite des œuvres politiques pour le commerce et me faire connaître.

Comment as-tu commencé ta tournée?



J'ai commencé sans savoir comment j'allais faire. J'avais les moyens d'aller en Nouvelle-Zélande, mais après, je ne savais pas comment j'allais m'en tirer.

Et puis en Nouvelle-Zélande, les groupes anti-nucléaires et pacifistes locaux m'ont aidé à exposer dans beaucoup d'endroits, et m'ont montré qu'il était important pour moi de continuer à exposer là où le public se trouvait (et pas le contraire, faire venir le public à moi): universités, campus, places publiques, musées également quand ils étaient intéressants et ouverts au public, c'est-à-dire gratuits.

Et nous avons fait aussi des manifestations à Sydney, en Australie, où il y a eu une manifestation avec les tableaux et 25000 personnes.

Et ça a continué. Au Japon ensuite, à Hiroshima, où il y avait 40000 personnes.

En Nouvelle-Zélande, j'ai pensé tout d'abord que les antinucléaires et les pacifistes auraient pu payer le voyage, mais eux m'ont dit qu'il ne fallait pas qu'il en soit ainsi parce que, sinon, aux yeux du public, je passerais pour quelqu'un de financé par des organisations, et deviendrais un employé. «Il est important que ce soit toi qui aies fait ces tableaux et que tu continues à les faire parce que cela représente quelque chose de profond en toi; ces choses ne sont pas faites pour gagner un salaire, et il est important que tu t'exprimes librement. Si le public international apprécie ton travail, c'est à lui de te donner les moyens d'avancer dans cette tournée.»

C'est ce qui c'est passé pendant sept ans. Le public l'a fait et il m'a fallu une somme énorme pour faire plus de 500 000 kilomètres avec plus d'une tonne de matériel. Je n'aurais jamais cru que le public puisse financer une telle tournée simplement par des dons.

Dans cette longue tournée, dans tous ces pays, quels ont été les événements qui t'ont le plus marqué?

Au Japon, j'ai découvert une civilisation et une culture différente des nôtres. Et surtout, j'ai rencontré un public qui, non seulement était convaincu d'avance des dangers du nucléaire, mais aussi très cultivé sur le plan pictural et sur le plan de l'histoire de la peinture occidentale en général. J'ai eu la surprise avec des ménagères qui faisaient leurs courses dans la rue de discuter de Monet et de Pissaro, etc. Je me vois mal faire cela en France. Par contre, j'étais très gêné quand ces ménagères venaient à parler de la peinture japonaise, parce que, au-delà des plus connus, j'étais vraiment ignare (la culture française est essentiellement égocentrique!).

Comment le public français, qui devrait être le premier intéressé par tes tableaux, a-t-il réagi?

C'est très difficile. Il est certain que si j'avais commencé ma tournée par la

France, je ne serais jamais sorti de l'hexagone, car je n'aurais jamais eu les moyens d'aller dans un autre pays.

Je pense que cela est dû au fait qu'une bonne partie de mes tableaux accusé en quelque sorte les Français d'utiliser le territoire polynésien pour faire des essais nucléaires, et beaucoup ne supportent pas cette accusation. Et puis, d'un autre côté, le public français est peut-être dans le monde celui qui a une culture la plus livresque-littéraire. Il n'a pas l'habitude de lire une image. Il pense en fonction des mots mais pas en fonction des images et il a beaucoup de difficultés à faire une lecture idéographique correcte de ce qui lui est présenté. Je n'ai pas vécu ce problème dans d'autres pays où les gens ont l'habitude d'une peinture expressive: une peinture qui raconte une histoire. Tandis que chez nous, on est habitué à des natures mortes, des paysages qui ne racontent rien, peut-être un sentiment, mais pas une histoire.

Si tu as vécu les choses les plus intéressantes au Japon, tu as vécu les plus tristes et les plus dures à Lyon avec l'attentat contre tes tableaux.

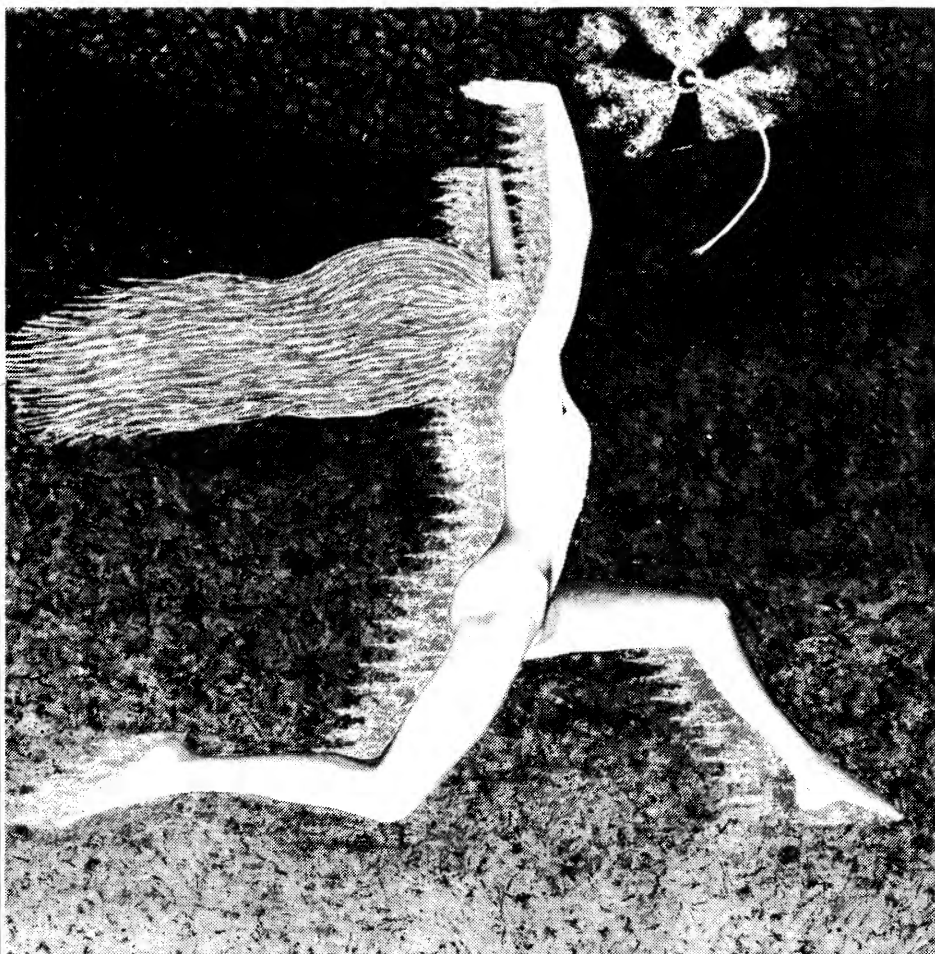
Oui. En France il y a des gens qui roulent les mécaniques. Ainsi, à Lyon, ce commando de fascistes qui est venu pour poignarder un des tableaux. C'est une chose qui ne m'était jamais arrivée en sept ans d'exposition à travers le monde. J'ai eu parfois des menaces, des en-gueulades mémorables avec des gens qui n'étaient pas d'accord avec notre travail, mais jamais quelqu'un n'a été jusqu'à faire une chose pareille. On se croirait revenu au temps de Hitler, quand on brûlait les livres qu'on n'aimait pas.

Ces tableaux sont quand même une œuvre d'art, ils ont eu l'honneur d'être exposés au musée d'art contemporain de Tokyo et dans beaucoup de centres culturels dans le monde.

Ici en France, je ne peux pas les exposer dans les centres culturels, ni dans des galeries commerciales. Dans celles-ci, parce que je ne vends pas mes tableaux, et dans les centres culturels, parce qu'ils sont plus ou moins financés par le gouvernement et qu'il y a eu vraisemblablement des ordres donnés; chaque fois que j'ai voulu le faire, il m'a été répondu que ce n'était pas possible.

Même sous le gouvernement de gauche?

Oui, bien sûr. Je peux même dire que dans les villes dites de gauche comme le Havre, il n'a pas été possible d'exposer mes tableaux dans un centre; la directrice m'a dit: «Je suis en train de jouer ma place.» Elle a été au moins franche. Je devais exposer à Toulouse au centre d'Armand Gatti; là aussi, il y a eu des problèmes, et ainsi de suite. Maintenant, je ne cherche plus, je me





contente d'exposer dehors. C'est là ma véritable place, car c'est là que je touche le plus de monde, même si cela abîme les tableaux: le soleil et la pluie les détériorent; en plus, quand ils sont attaqués au couteau, alors là...

Peux-tu nous dire avec qui tu as établi des contacts?

Cela dépend des pays. En Nouvelle-Zélande, j'ai travaillé avec des gens qui sont rattachés à des spiritualistes qui essaient de concilier méditation et révolution. Aux Etats-Unis, avec des chrétiens progressistes. Un peu partout dans le monde avec des libertaires, bien sûr. Cela n'a pas manqué et chaque fois que les autres groupes faisaient défaut, j'avais un dernier recours, les libertaires, toujours d'accord pour m'aider. Dans ma tournée j'ai eu plaisir à travailler avec des groupes différents parce qu'ils m'enrichissent.

La presse, dans cette longue tournée, t'a-t-elle toujours été favorable?

Jusqu'à l'arrivée en France elle a été soit favorable, soit silencieuse. En France elle a commencé à me ridiculiser: pour eux, je suis un vieux soixante-huitard, nostalgique, le nucléaire est nécessaire et il faudrait que j'aille en URSS faire cette exposition. Il y a quatre ans j'ai demandé à y aller, mais je n'y ai pas été autorisé! Quand j'étais à Hong-Kong, j'ai demandé à aller en Chine Populaire, ce qui m'a été aussi refusé!

Je voudrais préciser qu'au cours de ces voyages, j'ai augmenté considérablement le nombre des tableaux contestataires. J'ai voulu faire des tableaux contre le nucléaire non seulement militaire mais également civil, dont on voit aujourd'hui les conséquences (à Tchernobyl, par exemple).

Dans tes expositions, il y a une partie littéraire «autogérée» par ta compagne Marielle.

Oui, elle m'a accompagné dans ce voyage. Elle est poète et à travers des poèmes et des contes elle exprime son engagement contre le nucléaire en Polynésie. Dans le stand il y a une partie où j'explique pourquoi je fais mes tableaux et une partie où Marielle expose ses poèmes et ses livres. Pour elle, il s'agit d'autogestion littéraire parce qu'elle ne veut pas non plus tomber dans le système commercial et elle s'est passé de tous les éditeurs pour s'auto-éditer. Ses livres sont tirés en petites quantités mais sur les quatre, les deux premiers viennent d'être réédités. Ses œuvres, en outre, essaient de donner une autre image de la Polynésie que celle qu'on a l'habitude d'en avoir.

Vous arrivez à la fin de la tournée?

Oui. A la fin de l'année, je rentrerai en Polynésie pour rendre compte à mes amis de cette tournée.

Maintenant, le public français, en

particulier (pendant deux ans j'ai exposé dans cinquante villes) n'a plus l'excuse de dire qu'il n'est pas au courant. Et s'il ne réagit pas, tant pis, j'ai fait tout ce que j'ai pu pour l'informer.

*Interview réalisé par Mimmo
Mai 1986*



ADRESSE DE CONTACT

(pour le courrier uniquement)

JAD - Appt. 88 - 6, rue du Champ de Mars

- 76000 - ROUEN -

BIJOUX

BOUFFE A L'OEIL

A Lyon, il n'y a pas que des tristes individus de droite et racistes. Il y a aussi des copains qui ont eu une idée très chouette: aller se servir là où c'est possible. «Les Voraces» ont donc improvisé un pique-nique dans un grand magasin (au champagne, S.V.P.). Le tract distribué disait: «Déjà qu'on est pauvres, si en plus il faut se priver!». Evidemment... Et comme ils se sont discrètement esquivés une fois le pique-nique démarré, la direction du grand magasin ne savait pas trop quoi faire. Les braves consommateurs consommaient, tout bonnement, et sur place. Quand ça s'est terminé, beaucoup ont trouvé cela bien dommage! Les Voraces, eux, rigolent encore...

VIVE L'ART ADO!

Une petite note optimiste: le festival d'art ado organisé par le lycée autogéré de Paris, du 6 au 9 juin. Y'a même des jeunes qui s'intéressent à autre chose qu'au foot! Musique, théâtre, photo, défilé de mode, voilà le programme. Le tout dans une ambiance hautement autogérée, bien entendu. Ils ont inventé le «beurk art». Et en plus, ils sont branchés sur l'actualité: il y avait deux expositions sur Tchernobyl. Longue vie à tous, et bravo!

ET TCHERNOBYL...

C'est pour nous, sans aucun doute, le plus important, le plus dramatique. On aurait pu faire un numéro spécial sans épuiser le sujet. Alors, en quelques lignes, difficile d'en parler. Tout d'abord, on se serait bien passé d'avoir raison: le nucléaire est dangereux, il tue. On est quelques-uns à s'époumonner à le dire, mais la France s'en fout (voir la récente manif de Cattenom). C'est la première leçon de Tchernobyl. Three Mile Island (et d'autres incidents) nous l'avaient déjà dit. Passons sur le délire anticomunisme engendré par l'accident, du style 2000 morts, information mal faite, etc... C'est vrai, l'information n'a pas été correcte. Et chez nous, alors? Les nuages (radioactifs ou non) s'arrêtaient aux frontières, c'est bien connu. Quant aux incidents, on les découvre deux ans après, grâce à Tchernobyl (Bugey, avril 84); et les deux ouvriers irradiés à La Hague le mardi 20 mai, plus personne n'en parle... La seule réaction ministé-

rielle (ô combien énergique), à part le bla bla bla rassurant, a été la création d'une cellule d'information, et d'une structure interministérielle. Impressionnant! Les soviétiques n'ont pas le monopole de la connerie; surtout quand on connaît les liens étroits entre EDF, le CEA et les pouvoirs publics.

S'il est vrai que nous n'avons vraisemblablement pas été en première ligne (surtout parce qu'il n'a pas plu!), le nuage a quand même bel et bien laissé quelques traces; 30 avril à Lyon: particules de produits de fission en suspension (césium 137, iode 131, molybdène, niobium, baryum); le 11 mai: traces de ces produits dans l'eau pluviale et sur l'herbe du campus de la Doua à Villeurbanne. Les taux relevés à ces diverses occasions sont supérieurs de 50 à 400 fois à la normale. Sans danger sur l'homme, nous dit-on (mais les critères ne sont pas les mêmes selon les pays...). On veut bien les croire. Et l'équilibre écologique de la région (déjà bien malmené en Rhône-Alpes)? De toute façon, les scientifiques officiels ne nous diront que ce qu'ils veulent, comme d'habitude.

Reste que, actuellement, tout le monde pérore, réfléchit, échange des points de vue quant à la sécurité dans les centrales; et autour, au cas où il y aurait un accident (le but du jeu consistant à dire que nous, les Franchouillards, on interviendrait bien plus vite, et plus efficacement, que ces arriérés d'Ukraine). On se bat à coup de taux d'irradiation, de niveau mortel, de danger plus ou moins important de tel ou tel produit, etc... Mais personne ne remet en cause sérieusement le programme dent le gel de ce programme, d'autres une surveillance renforcée, un contrôle démocratique, etc. Avec, quelquefois, un arrêt des installations dangereuses (les quatre «vieilles» centrales graphite-gaz, l'usine de retraitement de la Hague, et Super-Phénix). Mais un mystère reste entier: pourquoi, en France, la contestation nucléaire radicale se fait-elle si peu entendre (5000 personnes seulement à Paris, pour une manif... mais un mois après!)?

Il est urgent d'analyser sérieusement les raisons de ce vide; sous peine de disparition pure et simple de toute remise en cause du nucléaire français... En attendant un accident bien de chez nous!



C O M I S O

L A G U E R R E U S A - L Y B I E

Toutes les images que nous avons vues sont des images du passé, passé glorieux, peut-être, mais passé. Sur les quatre champs occupés par le mouvement pour la paix, un seul est habité par des militants (trois-quatre) qui y font de la culture bio. On a assisté à une faillite générale du mouvement pour la paix. Pourquoi? Nous, les anars, pensons que se dire «pour la paix», c'est permettre que tout le monde soi d'accord avec toi; il ne peut en découler aucune lutte; les curés, les socialistes, etc... tout le monde est pour la paix, même ceux qui installent les missiles. Cela donne un mouvement qui ne peut faire autre chose que de mettre des bougies et construire des murs de carton. De plus, le mouvement ne croyait pas à la possibilité de la guerre et pensait que les missiles étaient une chose limitée; il croyait qu'une lutte légale, de l'intérieur des institutions pourrait modifier quelque chose. Les premières luttes avaient pour objectif de provoquer des débats à l'intérieur du parlement, le dépôt de motions, l'institution d'un référendum qui permette d'apprécier l'opinion des gens mais non d'abolir les missiles, car un référendum ne peut interdire les missiles de l'OTAN.

Le mouvement de la paix luttait aussi pour que Reagan et Gorbatchev se rencontrent, et a gaspillé son énergie dans ce but. Lorsque la rencontre a eu lieu, le mouvement n'avait plus rien à se dire. Et, après Genève, la guerre a continué.

De plus, le mouvement pour la paix était trop lié au PCI qui s'est

servi de lui dans un but de propagande électorale et pour ses actions au parlement. A l'inverse, le mouvement n'a pas pu utiliser le PCI comme il le pensait. Il s'est donc fait des illusions en imaginant qu'on pouvait résoudre quelque chose en déléguant les objectifs de la lutte aux politiciens. A la suite de tout cela, quand les missiles ont été implantés, quand la guerre a éclaté, le mouvement n'avait plus rien à dire; maintenant, il n'y a presque plus rien.

Le choix était aussi celui d'une lutte non-violente qui se traduisait par des actions symboliques dont beaucoup croyaient qu'elles suffiraient à empêcher l'implantation des missiles. Mais ce choix ne pouvait s'accorder avec les traditions insurrectionnelles des populations qui ne se seraient jamais déplacées pour mettre une bougie devant la base de missiles, ou pour offrir un gâteau en forme de colombe au commandant du camp.

Le mouvement de la paix italien a reproduit en son sein les mauvaises habitudes qui existaient dans les petits groupes extra-parlementaires de la gauche révolutionnaire: attitude de secte qui se bat pour de petites places à conquérir, et cela a empêché le développement de l'action.

Nous, anars, étions déjà depuis l'après-guerre implantés à Comiso et en Sicile, et nous disions qu'il fallait développer l'action directe, que les actions symboliques pouvaient être acceptables dans le cadre d'une situation ponctuelle, d'une journée, mais pas en tant que stratégie globale. Lorsque

NOIR & ROUGE

nous avons décidé d'occuper la base pour prouver qu'une action directe, ponctuelle, pouvait bloquer ce danger, nous sommes restés isolés à 400-500 personnes. Le PCI et le mouvement pour la paix ont empêché les gens de venir avec nous. Nous aussi, nous avons perdu, et nous sommes partis de Comiso. Seul subsiste un petit groupe, le même qu'avant les événements, qui continue à faire de la propagande.

Aujourd'hui, si nous parlons de Comiso, c'est qu'il s'agit d'un problème central de la stratégie antimilitariste. Nous entendons dire qu'actuellement le problème central c'est la guerre qui nous concerne tous, surtout nous qui habitons l'Europe méditerranéenne. Comiso est un point fondamental dans cette stratégie de la guerre. Cela ne signifie pas seulement que tout le monde doit retourner à Comiso, mais que tous les camarades intéressés par le problème doivent se coordonner, que doivent s'y relier dans les luttes sur l'objection, dans les casernes, etc... C'est l'enjeu principal. Actuellement, nous essayons de reconstruire des organisations autogérées dans le village, et il y a de bonnes possibilités car le risque de guerre est réelle sur nos côtes. En effet, pour répondre à Reagan, la Lybie a envoyé des missiles sur la petite île italienne au large de la Sicile (elle n'a pas été atteinte). Le danger est réel, et les gens de Comiso sont allés manifester pour la première fois sur la place. Mais quand les gens ont une prise de conscience sous l'emprise de la peur, cette prise de conscience ne les amènera pas à la lutte. Il n'est pas sûr que celle-ci continue. La peur peut aussi amener à un choix mystique. Mais les gens ont vu les bombes, et il y a tout de même une possibilité.

De plus, les illusions du travail que fourniraient l'implantation de la base ont disparu. En effet, l'organisation de la base est auto-suffisante. Dans une ville de 30 000 habitants, il y en a 60 qui travaillent à la base et quand celle-ci sera terminée, ils resteront 10 ou 20 pour nettoyer les WC et faire le ménage. Les Américains n'ont pas besoin d'aller acheter quelque chose en ville, ils ont tout à l'intérieur de la base. Les mafiosi eux-mêmes disent: « Les anars avaient raison, nous ne pouvons pas «travailler» à Comiso », et ils sont partis eux aussi du village. Il y a trop de flics.

Il existe donc des possibilités pour que la lutte reparte, en liaison étroite avec les habitants de Comiso, pour se libérer des USA...

L'accident de Tchernobyl a suscité aussi des réactions en Italie. Le gouvernement a tenté de les étouffer en disant que ce qui était possible en URSS ne l'était pas en Italie. Or, certaines centrales nucléaires (près de Rome) sont construites sur le même modèle. Quelles seraient les conséquences en cas d'explosion d'un missile ?

retranscription: Paul

Ce texte est un extrait de l'intervention d'un militant anarchiste italien, lors de la rencontre sur les luttes anti-militaristes en Sicile, le 18 mai à Wolmitza, 42 rue Burdeau 69001 Lyon.

Ni revue de propagande ni revue d'agitation, NR ne peut pas davantage être l'œuvre de journalistes et d'intellectuels coupés de la réalité et sans prise sur elle. Nous sommes des militants désireux de parler de problèmes qui nous concernent. Nous écrivons, là où nous nous trouvons et sommes engagés, sur ce qui nous motive. Et nous nous adressons à tous ceux qui, dans leur vie et dans les divers secteurs de la société, luttent contre l'exploitation et l'oppression. Nous n'entendons pas, par là, nier démagogiquement l'apport des universitaires, par exemple. Simplement, nous pensons qu'il faut savoir utiliser cet apport, et que NR saura le mettre à profit, parce qu'elle servira d'intermédiaire entre « spécialistes » et militants. Elle facilitera une intervention dans les mouvements sociaux, parce qu'elle théoriserait des informations sous une forme qui restera compréhensible par tous.

Enfin, de même que nous refusons la coupure rédacteurs-lecteurs en nous posant d'emblée comme des militants parmi d'autres, nous refusons la séparation manuels-intellectuels. Nous désirons fabriquer la revue ensemble, en la composant et en la maquetant nous-mêmes, pour en réduire le coût mais aussi « par principe ». Nous fonctionnons en groupes de travail constitués pour chaque dossier et comprenant des collaborateurs extérieurs; et chacun de nous est responsable à tour de rôle, pour un temps donné, des tâches matérielles aussi bien que rédactionnelles. Parce que, selon nous, un journal libertaire doit l'être aussi bien dans son contenu que dans son mode de réalisation, autrement dit dans les rapports établis entre ses membres afin de le concevoir. C'est à cette condition — complémentaire des objectifs poursuivis — que NR constitue une expérience intéressante.

Journal de dialogue et de débat, NR accueille — dans ses dossiers comme dans ses articles consacrés à des sujets d'actualité — toutes les formes d'expression: reportages, interviews, témoignages, analyses, dessins, photos... Car là encore la diversité est, croyons-nous, enrichissante.

Il ne nous reste plus, à présent, qu'à vous donner rendez-vous début septembre, avec le premier numéro: « Le syndicalisme dans la crise et la crise du syndicalisme ». Alors, si l'aventure NR vous intéresse, participez-y concrètement en lui apportant votre contribution rédactionnelle et financière, et faites-la connaître.

Certains pourraient s'interroger, surpris: « Pour quoi une nouvelle revue libertaire ? »

Nous leur répondons: Parce que cette nouvelle revue est aussi une revue nouvelle. Elle a sa place, de par son originalité, parmi les différents titres existant déjà dans la presse libertaire...

Mais d'abord, qui sommes-nous ?

Des hommes et des femmes qui, bien que d'origines et de cultures diverses, ont au moins trois points communs: une activité militante sur leur lieu de travail ou de vie; une longue expérience de groupe, notamment à travers la rédaction parisienne d'IRL (*Informations et réflexions libertaires*); et la réalisation de dossiers tels que « Tiers monde et anarchisme » ou IRL n° 59 « Solidarité avec la lutte du peuple kanak ».

Revue de réflexion libertaire, *Noir et rouge* n'est pas pour nous un but en soi, mais un outil permettant de traiter des problèmes qui se posent, quotidiennement, à nous comme à vous. Nous voulons tenter avec vous de confronter à la réalité sociale la pensée libertaire, de façon à favoriser en permanence sa

réactualisation et à faciliter, par son approfondissement, notre compréhension du monde moderne.

Carrefour où tous les courants libertaires pourront s'exprimer et tous les points de vue se confronter sur tous les sujets, NR — de par sa structuration en dossiers et sa périodicité bimestrielle — traitera les questions d'actualité avec le recul nécessaire, et analysera en profondeur les thèmes rapidement abordés par les journaux d'information ou à périodicité plus courte.

NR doit être un lieu d'échanges et de confrontation, avec un parti pris de non-sectarisme et la volonté d'exclure la polémique. Regroupant différentes sensibilités et n'étant pas liée à une organisation spécifique, NR ne peut avoir de ligne — de « juste point de vue » à faire passer à coups de slogans — ou de tabou.



Ce premier dossier de Noir et rouge concerne une question universellement débattue — par les travailleurs, les militants et les chercheurs en sciences sociales, la grande presse et la presse spécialisée: la crise du syndicalisme.

Le sujet renvoie aux problèmes les plus généraux de la société. Et, par conséquent, il ne peut être traité isolément, sous peine de rabâchage, de platitudes, de confusions et d'approximations comme il en traîne dans la grande presse.

Nous ne prétendons pas apporter des solutions auxquelles les autres devraient se rallier. Cette ambition est aussi ridicule que répandue. N'étant porteurs d'aucune science infuse, notre objectif est beaucoup plus modeste: fournir des informations, soumettre des réflexions suffisamment articulées entre elles pour que les lecteurs et les militants puissent se forger eux-mêmes une opinion qui — nous l'espérons — les aidera à adapter leur intervention.

Nous ferons une large part aux transformations et mutations sociologiques, économiques et technologiques dont l'examen est indispensable pour comprendre la période et préparer l'avenir.

Nous nous efforcerons de retracer l'histoire du syndicalisme et les différentes conceptions du mouvement social qui s'affrontent depuis la fin du siècle dernier; et d'exposer les propositions destinées à remédier à la situation critique dans laquelle le syndicalisme se trouve.

Enfin, bien sûr, nous déboucheurons sur la question de l'avenir du syndicalisme, sur sa place et ses rapports avec le mouvement social en général.

Le sujet est d'une telle complexité que les interrogations qu'il soulève ne peuvent comporter de réponses unanimes. C'est pourquoi les rédacteurs y expriment des points de vue divers et y relatent des expériences différentes.

Ce dossier a été rédigé dans le but de contribuer aux débats et recherches en cours. Puisse-t-il paraître suffisamment complet et utile au militant pour qu'il le classe dans sa documentation.

- Abonnement 6 numéros (1 an).
- Abonnement de soutien (un an) à partir de (ajouter 10 F pour l'étranger)

Libeller les chèques à l'ordre de CARES, et les retourner à *Noir et rouge*, chez Félix, 65 rue Bichat, 75010 Paris.

IL Y A 50 ANS LA REVOLUTION



A quatre-vingt quatre ans, dans son petit appartement de la banlieue lyonnaise, il lit beaucoup et collabore à plusieurs revues. Pendant la guerre et la Révolution espagnoles, il fut journaliste à Barcelone, correspondant de «Solidaridad Obrera», le quotidien de la CNT.

Nous avons voulu savoir ce qui l'avait le plus marqué, pendant ces années 36-39.

Avant 36, on parlait beaucoup de ce qu'aurait du être le communisme libertaire, mais cela restait quelque chose d'imaginaire, nous ne savions pas ce que, pratiquement, pouvait être une révolution, même si la gauche avait déjà montré ce que pouvait être une transformation sociale.

Avant juillet 36, des signes évidents montraient que la droite et les forces armées préparaient un coup d'état, et on savait que quelque chose allait se passer. On était donc préparé à répondre à la conspiration. Moi, en juillet 36, j'étais dans un petit village de la province d'Alicante où je donnais des leçons dans une école privée, indépendante (pas du type des écoles privées actuelles en France, j'étais un instituteur rationnaliste).

Que s'est-il donc passé dans ce village, le 19 juillet?

Rien, on m'a appelé à Alicante pour collaborer à une revue publiée dans cette ville. Mais, dans le même temps, le directeur de Solidaridad Obrera m'appela aussi, me disant que mon travail était à Barcelone. Je partis donc pour cette ville. Le directeur de Soli me dit de faire des reportages pour notre quotidien, et nous eûmes à notre disposition une voiture nous permettant de parcourir toute la Catalogne.

En tant que reporter, tu as pu observer un peu partout ce qui s'était passé pendant ces trois années de guerre et de révolution. Qu'est-ce qui t'a le plus marqué?

Naturellement, il s'agit des réalisations économiques: par exemple, ce qui s'est passé dans la province d'Aragon où on a supprimé l'argent, tout fonctionnant grâce à l'échange des produits.

Pendant ces années-là, il y avait un sens héroïque de la lutte collective, mais aussi un sens héroïque individuel en général. En effet, il fallait se priver de beaucoup de choses, à cause de la guerre et de la transformation révolutionnaire. Les gens en étaient conscients.

Dans les églises (c'étaient les locaux les plus spacieux) de chaque localité de

cette province, on montait des coopératives. Ainsi, chaque habitant de la localité venait avec son carnet et pouvait prendre ce dont il avait besoin. L'échange entre les collectivités se faisait de la manière suivante: par exemple, l'Aragon produisait beaucoup de pommes de terre, d'huile, de blé et de vin. Ces produits étaient envoyés à Barcelone d'où, en échange, on envoyait des charrues, des outils de travail, etc...

Ces réalisations et le mode de vie en Aragon m'impressionnèrent beaucoup. Je me rappelle une petite histoire. Alors que, avec le camarade qui conduisait la voiture, nous nous rendions à Bujalaroz, quartier général de Durruti, nous demandâmes à rencontrer celui-ci. Cela se passait un matin, dans l'église (la coopérative). Durruti était au front. Nous avons demandé quelque chose à manger, fromage, pain, par exemple; le chauffeur de la voiture a sorti son porte-monnaie pour payer. Une femme qui se trouvait là nous dit alors: «mais vous êtes ridicules, à Barcelone, vous utilisez encore l'argent? Allez, partez, ici on ne paie rien!».

J'ai fait d'autres reportages, à Valence, par exemple, mais là on voyait encore l'argent, ainsi qu'à Barcelone, où subsistait un système économique semblable à celui que nous avons combattu.

Ainsi la différence entre ce qu'on pouvait observer en Aragon et ailleurs tenait aussi bien au point de vue moral qu'à l'égalité et la simplicité qu'on pouvait constater dans les localités de cette province.

Quand, dans ces zones agricoles, tu parlais à des paysans qui n'étaient pas militants anarchistes, qu'est-ce qu'ils te disaient?

Certains n'étaient pas partisans de la collectivisation, mais il y avait une sorte de pression morale; en effet, les membres de la collectivité avaient plus de facilités que les autres pour acquérir les semences, les outils de travail... Pour cette raison, beaucoup entraient dans la collectivité. Une fois, à Valence, un grand propriétaire agricole, observant les qualités

morales des collectivités, en fut extrêmement surpris; les curés, surtout, lui avaient dit que nous étions des révolutionnaires dont l'œuvre était de détruire. Alors, il déclara: «puisque je vois qu'il n'en est pas ainsi, je vous cède de mon plein gré mes propriétés et je vais travailler avec vous».

Une autre anecdote dont je me souviens montre bien l'esprit qui régnait dans les collectivités. Etant en reportage dans un village, j'assistai à l'arrivée, dans une grosse voiture, de membres du gouvernement catalan, qui voulaient parler au maire; ils demandèrent où se trouvait celui-ci; il leur fut répondu qu'il était en train de travailler avec les autres; les membres du gouvernement n'en croyaient pas leurs yeux. Le camarade, devenu maire, n'avait pas changé sa vie en assumant ses nouvelles charges (auparavant, il était secrétaire de l'organisation syndicale).

A cette période, y a-t-il eu des changements dans les rapports hommes-femmes?

Le front nécessitait beaucoup de gens, des hommes...

Il y avait aussi des femmes?

Quelques-unes: il fallait cultiver la terre pour envoyer à manger au front, et c'étaient surtout des femmes qui effectuaient ce travail. Là, comme à l'usine, il ne fallait pas que la production s'arrête. A ce propos, il faut dire que l'élan héroïque n'était pas présent partout. Par exemple, dans une grande usine du textile (où travaillaient plus de mille personnes), des gens du Comité m'ont dit: «Les gens de la ville n'ont pas une mentalité propre à un développement du mouvement révolutionnaire. Ils ont l'habitude d'avoir des contremaîtres pour les obliger à travailler; maintenant qu'il n'y a plus de hiérarchie, au lieu de travailler plus, ils font l'inverse». La mentalité de ces ouvriers n'était pas prête à la grande transformation. Alors, nous avons été obligés de reconduire le système en place avant la Révolution: payer plus ceux qui travaillaient plus, etc...

En réalité, pour beaucoup, le mouvement révolutionnaire fut quelque chose d'inopiné, une surprise. Dans d'autres cas, même des camarades militants, au lieu d'avoir un esprit d'austérité, de sacrifice, pflaient et volaient dans des maisons; ils ont été fusillés.

Dans les collectivités, malgré certaines réticences, il y avait donc de l'enthousiasme. Mais qu'était la vie au front? S'agissait-il d'une guerre comme les autres, ou les participants vivaient-ils cela différemment?

J'ai discuté un fois au téléphone avec Durruti, à propos d'un article d'un journaliste de Madrid qui affirmait que, au front, les gens buvaient beaucoup de cognac pour pouvoir résister. Il m'a dit: «au front, il y a des gens de toutes sortes, et il arrive que, tout en étant anarchiste comme vous, on doit prendre le pistolet et dire à certaines personnes: il faut y aller; sinon, on fait machine arrière». Il ajouta que «la peur était contagieuse et qu'à certains moments, il fallait être autoritaire, sinon on serait pris par la panique, et ce serait la catastrophe». Il y avait l'enthousiasme et l'héroïsme, mais aussi des faiblesses, comme partout.

Nous, anarchistes, ne pouvons occulter ces contradictions, sinon nous deviendrons sectaires, faute d'esprit critique. Il faut reconnaître les choses «bonnes» et les choses «mauvaises»; dans notre mouvement, il y a les deux.

Qu'elle est alors, pour toi, l'importance de la Révolution espagnole?

Le plus important, pour moi, c'est que nous avons finalement réussi à mettre en pratique les théories que les anarchistes, comme Sébastien Faure, Emma Goldman... ont propagées par le monde. Certes, des tentatives et des révolutions se sont concrétisées en Ukraine, dans les kibboutz, en Israël, avant que l'Etat s'en empare. Mais, par son extension et son importance, notre histoire fut un grand exemple, un modèle, dans chaque collectivité, non seulement pour les anarchistes, mais pour toutes les forces politiques de la gauche.

Entre communistes, socialistes et la gauche catalane, il y avait souvent des rivalités et des luttes politiques. Moi, par exemple, à Areins, où je suis allé pour un reportage, toutes ces forces s'étaient unies et avaient chassé de leurs affaires toute intervention politique extérieure. Ils s'étaient mis d'accord selon les nécessités locales, et ne voulaient pas que d'autres viennent leur donner des ordres. La sécurité avec laquelle ils travaillaient ensemble était réelle, et c'était formidable.

Dans les collectivités, les gens pensaient pouvoir continuer longtemps et de mieux en mieux?

Oui, je me souviens d'une autre localité que j'ai visitée. Tout le monde était habillé en bleu de travail (un conformisme dicté par la nécessité); on ne pouvait pas boire de champagne

(il n'y avait pas de bouteille); mais chacun était sûr que, la guerre finie, les choses changeraient en mieux. Presque tout le monde croyait que cela ne s'arrêterait plus. Nous, les journalistes, faisons également de la propagande en ce sens. Mais il y a toujours eu quelques camarades pour penser et dire le contraire. En réalité, la non-intervention nous a fait beaucoup de mal. En outre, nous n'étions pas si bien préparés que cela. Les fascistes italiens et allemands mettaient tous leurs moyens contre nous; quant à l'aide russe, elle était très sélective et intéressée.

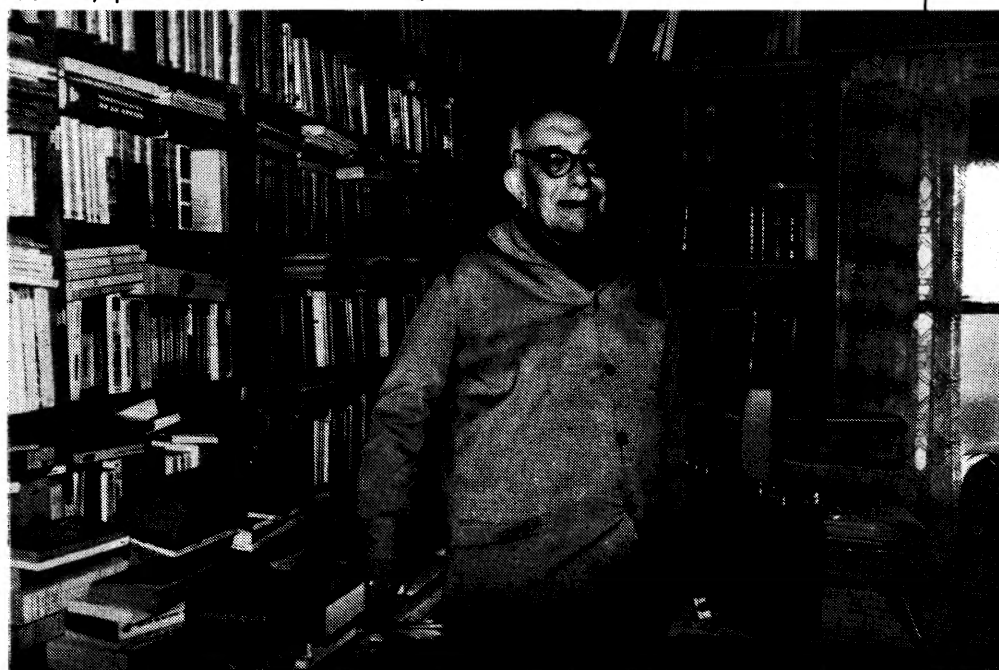
Toi, as-tu participé de plus près à la guerre ou à la Révolution?

Surtout à la Révolution, en particulier dans le domaine culturel. Si tout le monde pouvait porter un fusil, tout le monde ne pouvait pas écrire. Ainsi, Berneri, parmi d'autres camarades qui

d'occuper des postes de ministres au gouvernement. Il expliqua que cela était nécessaire pour limiter l'influence, dans le gouvernement républicain, des communistes, des catalanistes et des socialistes.

Federica était contre; elle ne voulait pas de cela; l'histoire de sa famille était liée à l'anarchisme depuis toujours, ses parents étaient anarchistes, et elle n'aurait pas voulu se trouver dans cette position (de ministre).

A ce moment, un camarade qui avait déjà un poste de responsabilité à la Généralité dit que, s'il en était ainsi, lui aussi démissionnerait, et que tous ceux qui se trouvaient dans ce cas feraient de même. Dans cette situation particulière, si tous les cénétistes ayant des charges officielles démissionnaient, ils laisseraient du même coup tomber la Révolution.



s'étaient rendu au front pour se battre, fut rappelé à Barcelone, parce que c'était un homme d'une grande culture, et sa place était sur le front de la propagande écrite. Tu connais le journal qu'il a publié à cette époque: *Guerre de Classes* (publié en français aux éditions *Spartacus, NDLR*).

Cette activité l'a perdu, car sa propagande, ses paroles, dénonçaient clairement ce que faisaient les communistes. Ce sont eux qui l'assassinèrent.

Chacun devrait occuper une place en fonction de sa valeur, de ses capacités.

Est-ce qu'il découle de ce principe que des gens devaient occuper le poste de ministre (et même parmi les anarchistes)?

On a beaucoup critiqué Federica Montseny d'avoir été ministre. Moi qui étais délégué du journal tous les jours à la réunion du Comité National de la CNT, j'ai vu la manière dont la situation se présentait. C'est le secrétaire national de la CNT qui proposa à Federica, à Peiro, à Garcia Oliver et à Lopez

Nous avons parlé encore longuement de la fin de la guerre, de camp de concentration «où des femmes et des enfants mangeaient des feuilles d'amandier», de ses cinq années en prison, de sa chance: «J'avais toujours signé mes articles Fontaura, et, lors de mon procès, j'ai pu, sous mon vrai nom, dire que j'étais simple correcteur», de son activité dans la clandestinité et de son retour en France.

Et on aurait pu encore parler des jours entiers car la guerre et la Révolution en Espagne furent un événement dont nous n'arrivons pas encore à saisir toutes les conséquences dans l'histoire du mouvement d'émancipation qui a trouvé dans les libertaires les plus têtus utopistes que la politique ait jamais engendrés.

Pour ce cinquantième anniversaire, nous espérons que ces quelques pages que nous vous avons présentées vous donneront envie d'en savoir plus sur qui s'est passé.

Interview et photo de Mimmo

LES LIMITES HISTORIQUES DE LA PHILOSOPHIE ET DE LA PRATIQUE ANARCHO-SYNDICALISTES

Dans le numéro 62-63 de l'été passé, nous avons commencé la parution d'un dossier sur « les libertaires et le syndicalisme ». Le texte que vous nous présentons ici devait passer dans la deuxième partie de ce dossier qui, malheureusement, n'a jamais vu le jour. Nous avons enfin décidé de vous le livrer, dans ce numéro double d'été. Nous espérons que vous aurez ainsi plus de temps pour le lire. Ce texte, traduit du portugais, reflète, bien entendu, les positions de son auteur et n'engage en rien la rédaction d'IRL. Si nous le publions comme cela, en dehors d'un dossier où des positions différentes peuvent apparaître, c'est que nous pensons qu'il ne peut qu'encourager et faire avancer le débat et l'échange de réflexions et d'expériences sur l'anarcho-syndicalisme et le syndicalisme en général. Nous rappelons aussi, pour ceux qui verraient ici une attaque contre l'anarcho-syndicalisme, que nous avons publié dans le numéro 66 un texte d'un adhérent de la CNT: « L'anarcho-syndicalisme aujourd'hui ».

Nous vous invitons donc à lire « les limites historiques de la philosophie et de la pratique anarcho-syndicalistes », (qui demande un peu d'attention), et de vous reporter à la première partie de notre dossier, ainsi qu'au numéro 66 et tous les autres où nous avons évoqué ces problèmes (SAT, CNT-PTT de Lyon, SAC suédoise, CNT espagnole...).

Dans les milieux anarchistes, officiels et classiques, on a tendance à perpétuer une certaine analyse de ses idées et pratiques. En 1985, l'histoire nous dit que la réalité socio-économique, culturelle et politique des peuples est extrêmement négative envers l'identification et la recherche de l'imaginaire collectif dans le cadre des paramètres de l'idéal anarchiste. Dans ce qui me touche, en tant qu'individu, je suis encore de ceux qui croient et vivent avec passion et volontarisme militant l'idéal conçu comme projet de société anarchiste. Mais, face à notre triste misère du quotidien vécu et à la fragile insertion de l'anarchisme dans le mouvement social avec des caractéristiques radicales, je me prends parfois à réfléchir, et souvent je fixe mon attention sur la quantité d'idéalisme et d'utopie que mon esprit transporte et dynamise. Par conséquent, il me vient mille et une interrogations pour tenter d'expliquer rationnellement l'état actuel de léthargie dans lequel est tombé l'anarchisme à l'échelle planétaire.

En fonction de cela, je m'interroge. Dans quel type de société vivons-nous? Quelle est sa complexité et quelles sont ses contradictions? Quel est le degré de robotisation et de cybernétisation du genre humain, face à l'introduction généralisée de l'informatique, de la robotique, de la télématique, de l'énergie nucléaire et d'autres types de technologie sophistiquée qui émergent de la troisième révolution industrielle dans le *modus vivendi* du capitalisme avancé? Qu'est-ce que, aujourd'hui, la classe ouvrière? Quelles sont les conséquences de ce que la modélisation paradigmatique de l'alternative sociale soit établie dans les paramètres des USA et de l'URSS? Quelle typologie de génocide a été établie entre les sociétés capitalistes développées et consommatrices, et les sociétés sous-développées en état de pénurie? Serions-nous proches de l'hécatombe humaine avec comme prélude la troisième guerre mondiale, ou bien l'instinct de conservation et de transformation de l'espèce humaine empêchera-t-il un tel acte? De plus, pourquoi les institutions militaires, partidaires, syndicales, familiales, scolaires, hospitalières, professionnelles, etc. ont-elles tendance à faire du contrôle et de la répression des individus prolétariés une hégémonie et une bureaucratization? Enfin, entre la multitude de problèmes qui nous affectent à l'échelle mondiale, régionale, nationale et internationale, quelles sont les hypothèses potentielles, d'aspect positif, capables de faire sortir l'idéal et la pratique anarchistes de l'état actuel de léthargie dans lequel ils se trouvent?

Problématisant et substantiant ces questions avec la thématique de l'anarcho-syndicalisme, comme philosophie spécifique importante de l'anarchisme et du syndicalisme dans le mouvement social ouvrier, il est intéressant de résumer son histoire. Celle-ci, riche d'enseignements de par la nature théorique et pratique de son passé, souffre, en ce moment historique, d'une crise et de vicissitudes négatives de grandes



proportions. Dégageant les contradictions et les transformations opérées au sein de la société capitaliste, de la philosophie et de la pratique anarcho-syndicalistes, nous arriverons à l'analyse à laquelle nous aspirions.

1 - L'ÉMERGENCE HISTORIQUE DU CAPITALISME ET DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

Par son dynamisme socio-économique, culturel et politique, le capitalisme a engendré et développé une typologie de relations sociales de production qui a culminé en un processus exacerbé d'oppression et d'exploitation de l'homme par l'homme. Cloîtrés dans les usines, champs et ateliers, les ouvriers du XIX^{ème} siècle (sans escamoter cette réalité dans les siècles précédents), se sont vus contraints à travailler jusqu'à épuisement comme des « bêtes productives » de marchandises et de luxe. Pour aggraver, d'une certaine façon, leurs conditions et leurs fonctions, ils recevaient des salaires à peine suffisants pour tuer la faim. Exclus des institutions représentatives de la société civile et de l'Etat, ils se sentaient comme des citoyens de seconde classe (1).

Conjugués avec cette réalité, les antagonismes et les contradictions surgis entre le prolétariat et la bourgeoisie souffrirent d'une grande systématisation. A ses débuts, la lutte du prolétariat contre le capital s'est située dans l'orbite manufacturière, ou bien, dans la lutte contre les maléfices provenant de l'irrationalité de la technologie insérée dans les processus productifs, des salaires de misère qu'ils recevaient, dans la grande extension et exténuation des journées de travail. D'un autre côté, par la voie de l'association et de la coopération, le prolétariat émergeait grâce à un type de lutte qui consistait à diminuer les effets à la hausse de l'augmentation des prix des biens de première nécessité et à se soustraire au joug civilisateur et idéologique du capitalisme, développant son émancipation culturelle. L'apprentissage de la lutte du prolétariat au XIX^{ème} siècle était, pour ce motif, essentiellement revendicatif et parfois radical, se situant dans les limites logiques de la société capitaliste, et peu investi dans la réalisation de la Révolution sociale (2). La constante aggravation des conditions socio-économiques et culturelles du prolétariat, entraîne l'apparition de conflits tendant à radicaliser le processus de la lutte contre le capital.

L'apparition et le développement du nombre d'ouvriers avec une énorme propension pour la lutte associative de classe et l'accès à la culture émancipatrice les entraînent vers une position d'authentiques « défenseurs » révolutionnaires de la cause ouvrière. Simultanément, devant les contingences négatives du processus de surdéveloppement du capitalisme, exprimées, essentiellement, dans la misère et l'aggravation de la souffrance du prolétariat, surgit au sein de la bourgeoisie et noblesse intellectuelles un groupe d'individus philanthropes et révolutionnaires qui luttent pour les mêmes objectifs que le prolétariat révolutionnaire. Les réminiscences théoriques et pratiques de l'anarcho-syndicalisme proviennent, en grande partie, d'un processus cumulatif et symbiotique entre les ouvriers et intellectuels révolutionnaires qui persista, fondamentalement, à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème}. Du syndicalisme, comme force et raison associative des esclaves prolétariés qui souffraient des contingences négatives de l'oppression et de l'exploitation capitalistes. De l'anarchisme, l'idéal et l'utopie d'une société paradisiaque projetée par les intellectuels révolutionnaires, comme forme d'alternative sociale (3).

Le fait que l'anarcho-syndicalisme apparaît dans l'histoire officielle, à partir du début du XX^{ème} siècle (4), nous aide à comprendre la réalité. Dans ce contexte, surgissent donc des formes de syndicalisme disparates. Toutes, sans exception, prétendent défendre la classe ouvrière et revendiquent la meilleure place en sa compagnie. L'anarcho-syndicalisme apparaît comme la forme la plus radicalisée et potentiellement plus émancipatrice, des travailleurs dans leur lutte contre l'Etat et le capital. Ouvriéristes par essence et apoliti-

ques par principe, ils se démarquent facilement et dénoncent les types de syndicalisme qui s'achèment vers le réformisme et sont soumis à la logique des partis politiques et du pacte social entre le capital et le travail. Précurseurs de l'action directe et assembléiste, comme forme révolutionnaire d'organisation prolétaire, du syndicalisme comme forme d'organisation de base de l'organisation scientifique du travail, de la production et de la distribution de la richesse sociale; prônant le fédéralisme comme forme de symbiose de l'« organisation » sociale globale, agglutinant et généralisant les intérêts spécifiques de l'entreprise, de la commune, de la région, de l'espace national et international dans une perspective commune et harmonique, en fonction de tout cela, ils sont devenus apolitiques, anti-étatiques et anti-capitalistes. La grève générale, la solidarité, l'entraide et l'association de classe, au niveau local, régional, national et international, d'un autre côté, représentent les moyens les plus efficaces pour la recherche positive de la Révolution Sociale.

Les répercussions pratiques des conflits et concurrences inter-syndicats surgissent, d'abord, au sein de la première Association Internationale des Travailleurs, vers la fin des années 60, au XIX^{ème} siècle. Les luttes personnalisées et menées par les factions de Marx et Bakounine expriment de manière incisive, cette réalité. Ensuite, surgissent les centrales syndicales liées aux partis politiques d'idéologie marxiste (en tenant compte, bien sûr, des exceptions), des syndicats autonomes et des syndicats avec des caractéristiques anarcho-syndicalistes. Provenant d'une systématisation organique et idéologique, l'apparition de la FORA en 1905 (5), de la CNT en 1910 (6), de la CGT en 1919 (7), etc... en sont l'expression la plus avancée et une marque certaine de l'évolution syndicale.

Nous pouvons affirmer de façon péremptoire, que l'anarcho-syndicalisme a eu une grande influence au sein du mouvement social ouvrier dans sa lutte contre le capital et le capitalisme de tendance réformiste et partidaire, les centrales syndicales (presque toujours appelées confédérations) de nature anarcho-syndicaliste se révélèrent radicales et tentèrent dans certains contextes historiques de faire tomber le capitalisme par la voie de la grève générale et de la Révolution Sociale (8). Toutefois, avec l'avènement de la Révolution russe en 1917, les objectifs de l'anarcho-syndicalisme vont souffrir d'une relative érosion. La positivité symbolique du bolchévisme dans l'imaginaire collectif du prolétariat révolutionnaire provoque une contagion généralisée en son sein et, par la-même, pose le problème de la Révolution Sociale de manière différente. Logiquement, dès lors, l'apolitisme, l'anti-étatisme et l'anti-dictature du prolétariat défendus avec ardeur par les anarcho-syndicalistes seront mis en cause. La « Révolution Sociale », à travers l'exemple historique russe, cesse d'être du domaine de l'impossible et de l'utopie, pour devenir un exemple de modèle social impératif à réaliser par le prolétariat, au niveau universel.

Le développement de l'esprit de parti et la bolchévisation du mouvement syndical devient chose courante. Les diktats de l'Internationale Syndicale Rouge à la lumière de l'internationalisme prolétarien se dynamisent au sein du mouvement partidaire et syndical. La désagrégation des courants anarcho-syndicalistes se développe à l'échelle mondiale. Ce fait est si notoire que même les centrales syndicales qui défendaient très vivement les principes de l'anarcho-syndicalisme se mirent, durant les premières années de l'évolution de la Révolution russe, à la soutenir, même lorsque celle-ci fusillait les Anarchistes (9).

Devant les contingences de la « paradigmatisme » sociale confinée dans les modèles de type capitaliste occidental ou « socialisme réel » de type soviétique, le capitalisme est poussé à un fort développement et une restructuration de son processus productif de richesse sociale et de capital. La menace généralisée de l'implantation du « socialisme réel » à l'échelle planétaire et la constante percée des conflits sociaux découlant de la situation prolétaire, en poussant le capitalisme vers un processus réformiste, provoque la production et la consommation massive de marchandises. Simultané-

ment, par le voie d'un réformisme institutionnel au niveau parlementaire, politique, culturel et syndical, se crée une réalité qui va se « conjuguer » avec les attentes et les aspirations historiques du prolétariat, rendant concret l'accès de ce dernier à la promotion et à la dignité sociales. Ainsi, par la voie de l'investissement massif dans de nouvelles technologies et par l'organisation scientifique du travail, le capitalisme produit de plus en plus de capital et de marchandises et, en même temps, produit une meilleure socialisation normative du tissu social. Le capitalisme redistribue fonctionnellement les revenus entre les différentes couches sociales de manière plus positive, réorganisant, parallèlement, la problématique mercantile en termes d'offres et de recherche du marché. Dans ce sens, bon nombre de revendications historiques du prolétariat, qui avaient été « mises en avant » dans l'exigence de l'amélioration des salaires et d'un meilleur partage de la richesse sociale existante, vont être satisfaites par la production et la consommation de marchandises. Le prolétariat assouvissait, ainsi, sa faim de consommation mercantile et oubliait ses revendications typiques de la Révolution Sociale. Accédant promotionnellement aux institutions les plus représentatives ou imaginant une telle hypothèse, au travers de l'université, de familles riches, du parlement, des ministères, de l'armée, du cinéma, du football, des banques, de la loterie, etc... ils se sentent des citoyens à part entière en droits et en devoirs. Dans la réelle concurrence du spectacle des relations humaines, des institutions et des entreprises etc... l'hypothèse d'accéder au top niveau de la hiérarchie des fonctions et de la promotion sociale leur est permise.

L'anarcho-syndicalisme, face à la paradigmatisme des modèles de sociétés alternatifs et face à l'intégration et à l'identification du prolétariat dans la logique normative de l'évolution capitaliste, devrait être forcément l'objet d'une désagrégation historique. Depuis l'éclosion de la seconde guerre mondiale, cette réalité s'est développée et, pour le moment n'entrevoit rien d'autre que le fait de ne pas se perpétuer.

2—ACTUALITE DES CONTRADICTIONS INHERENTES AU DEVELOPPEMENT DU CAPITALISME ET DE L'ANARCHO-SYNDICALISME

La télématique, l'industrie spatiale, la robotique, la cybernétique, l'énergie nucléaire, l'électronique, la biotechnologie, les moyens d'information et de communication grâce aux satellites, etc... définissent exponentiellement l'actuel modèle de production et de consommation du système capitaliste développé et donnent une signification historique émergente et potentielle de la troisième révolution industrielle. L'exponentialité structurelle de celle-ci, comme indication et fonction, nous est démontrée, de façon non équivoque, par la forme sophistiquée et fantasmagique selon laquelle les entreprises produisent une diversité typique de marchandises et les centres commerciaux et les supermarchés modelés de façon spectaculaire, les vendent aux citadins consommateurs. Née d'une socialisation inhérente à la restructuration du processus productif mercantile, une grande partie de la population active travaille et a l'usufruit des revenus gérés dans les entreprises productrices de marchandises types —énergie nucléaire, électronique, robotique, informatique, électro-ménager, télévision, matériel de guerre, immeubles en béton autoroutes, etc... L'ensemble des travailleurs supportent les contingences négatives du travail salarié, puisque, en tant qu'esclaves modernes du capital, ils peuvent avoir l'usufruit des revenus et consommer une grande partie des marchandises produites. Logiquement, le capitalisme se restructurant dans la voie de la troisième révolution industrielle, de son côté, a optimisé les hypothèses normatives de valorisation du capital. Si on n'escamote pas la fonction structurante de la publicité et des moyens de communication cybernétisés par la socialisation normative des individus, ce dont on ne doute pas c'est que le modèle de consommation

mercantile, auquel il est fait référence, est disputé à outrance par la multitude de consommateurs qui pullulent dans les sociétés capitalistes développées. Modèle de production et modèle de consommation, par l'identification sociale qu'ils provoquent, sont la cause et l'effet d'une homogénéité globale qui systématisent une prédisposition généralisée dans le même sens. Les contradictions et les antagonismes existant entre les diverses couches sociales sont, de cette façon, dilués dans le même imaginaire collectif de production et de consommation en masse. Le sens univoque de ces modèles fait que les couches sociales plus affamées et marginalisées aspirent, dans la majeure partie des cas, à travailler et à consommer selon les règles normatives établies (10).

En termes de fonctionnalité hiérarchique institutionnelle porteuse d'harmonie et d'identité socio-économique et civilisationnelles, etc... c'est, essentiellement, l'espèce humaine qui produit et reproduit le système capitaliste, donnant vie aux modèles de production et de consommation. Le résultat de ce phénomène historique est, toutefois, contradictoire. Pour des raisons évidentes, la société de consommation et de production massifiée a un développement, chaque fois plus sophistiqué, des techniques et des méthodes de rationalité scientifique du travail inséré dans le processus productif de marchandises et de capital. Il résulte de ce processus évolutif de restructuration du capital, le remplacement du facteur travail par les nouvelles techniques. Ce type d'évolution historique provoque, nécessairement, le chômage qui, d'un autre côté, est cumulativement accompagné par l'essor démographique croissant de la population humaine sur cette planète.

Le chômage passe pour être le plus grand traumatisme et le fantasme prééminent de l'imaginaire collectif de la société de production et de consommation de masse. Au delà des traumatismes et des insuffisances socio-économiques, le chômage entraîne des conséquences beaucoup plus vastes au niveau de la condition humaine. La société productiviste et consummatrice, tout en ayant fait de l'homme une espèce exponentielle et structurellement au chômage, dans sa réalité quotidienne normative, l'a vidé de l'intelligence humaine et l'a robotisé. L'homme prolétarisé du capitalisme développé, a désappris à parler et a perdu les facultés créatives du langage communicatif et informatif. Il a perdu la capacité de parler, d'écrire et de penser, à partir et en fonction de soi. La propension pour la solidarité, pour l'amour, pour le plaisir et la fête, comme formes de base de la sociabilité des individus, se perdent dans le spectacle programmé d'une société a-critique et abrutissante. L'individu prolétarisé, n'existant et ne persistant que comme une courroie de transmission fonctionnelle de la technologie sophistiquée, et consommant avec rage le spectacle mercantile de sa vie, est contraint, d'un autre côté, à consommer un système de civilisation et de



culture, médiatisé par la logique cybernétique des institutions productrices de débilite sociale.

Dans un monde réparti entre ceux qui ont du travail et ceux qui n'en ont pas, la situation de chômeur amène facilement au désespoir et à la perte de points de références identifiantes au sein d'une multitude normalisée par le travail et la consommation de masse. La preuve la plus probante de cette réalité, subsiste au niveau de la typologie des revendications exprimées par les institutions représentatives des travailleurs — syndicats et partis ouvriers. Pour ceux-ci, en ce moment historique, la grande revendication, dans les pays capitalistes développés, consiste à demander du travail. Il est évident que la rationalité évolutive du système capitaliste n'est pas compatible avec ce type d'exigence historique. Si le capital pouvait donner du travail à tous ceux qui l'exigent et qui sont dans le besoin, ils le donnerait, vu que c'est sa fonction. Mais, dans l'éminence de la déstabilisation de la socialisation des individus provenant du chômage massif, si le capital, en tant que système, peut supporter, en partie, cette réalité avec une base en subsides socio-économiques de chômage type, en contrepartie il n'arrive pas surmonter les insuffisances en rationalité et intelligence fomentées pas la condition et la fonction d'inactif. Ceux-ci, ne sachant faire autre chose que travailler et consommer massivement, lorsqu'ils perdent ce statut rationnel de normalité, rentrent facilement dans un processus de disfonctionnalité sociale.

Comme conséquence logique du modèle productiviste et de consommation que la multitude des pays développés produit et reproduit, une autre réalité sociale a été créée dans les pays considérés comme sous-développés. En amont et en aval, le modèle productiviste de consommation du capitalisme développé ne pouvait se reproduire et s'étendre dans les conditions positives s'il était restreint à ses marchés internes avec les ressources naturelles à l'intérieur de ses seules limites territoriales. La majorité des ressources humaines et des matières premières nécessaires à ses processus productivistes proviennent des pays considérés comme sous-développés. D'un autre côté, ses marchés internes sont exigus en termes de potentiel de recherche pour écouler toute la production mercantile existante. L'industrie de guerre, l'électro-ménager, la télévision, les automobiles, etc... sont, manifestement, en surnombre par rapport aux besoins de consommation normative et potentielle des sociétés développées. En termes de cause à effet, on peut affirmer que la rationalité du système capitaliste n'est compréhensible qu'à l'intérieur des paramètres de sa consommation exigüe, constante, et de sa production excessive. Dans ces circonstances, sa survie historique n'est possible que grâce à la complémentarité fonctionnelle d'un système social sous-développé identifié à sa rationalité, mais qui persiste toujours en tant qu'appendice fonctionnel et complémentaire de ses règles impératives dominantes. La dualité richesse/pauvreté, dominateur/dominé, spoliateur/spolié, oppresseur/opprié, etc... apparaît, ainsi, comme le résultat logique de la restructuration capitaliste au niveau universel et à partir d'une hiérarchisation fonctionnelle établie entre les inégalités dans le développement.

Dans ce sens, une bonne partie des individus prolétariés qui subsistent en tant que consommateurs et producteurs de marchandises dans les pays développés (Europe occidentale, Japon, USA, Australie, Europe orientale, etc...) persistent et se reproduisent du fait de l'existence en aval et en amont des pays sous-développés qui les alimentent et les justifient. Le statut socio-économique, culturel et civilisationnel des sociétés qui émergent vers la troisième révolution industrielle s'accompagne de la misère, de la faim, du génocide subis par les exploités et les opprimés d'Afrique, d'Amérique latine et centrale et d'Asie. Il est évident que les individus qui font partie de ces sociétés spoliées et opprimées par les sociétés industrialisées, ne subissent pas tous la même réalité. En elles subsistent aussi ceux qui oppriment et exploitent. Mais cela n'invalide pas les relations existant entre ces deux types de pays.

Aujourd'hui, pour de tels motifs, les sociétés développées ne produisent pas exclusivement des phénomènes

générateurs de conflits et d'antinomie à partir de leur logique sociale négative. La conflictualité et les antagonismes classiques entre le prolétariat et la bourgeoisie vont être restructurés, par la voix de l'usufruit synchrone qu'ensemble ils produisent et consomment dans leur fonction sociale, au niveau du capitalisme développé; ils bénéficient collectivement du pillage, de l'oppression et de l'exploitation qu'ils font subir aux peuples sous-développés. La déshumanisation de l'espèce humaine, au niveau universel, a atteint une telle dimension que la production et la consommation de l'industrie de guerre, des centrales nucléaires, des moyens de communication, etc... permettent aux sociétés de consommation, par la voie du spectacle télévisé quotidien, de jouir de façon normative, en tant que formation et information, dans leur imaginaire collectif, de la guerre et du génocide des peuples qui sont en train d'être exterminés. La tragédie est telle que, au-delà de l'impuissance gigantesque passive que ces images contiennent, elles servent encore comme palliatif au divertissement de la crétinisation et déshumanisation des esclaves modernes du capital.

Il est significatif de constater les conséquences prévisibles des phénomènes analysés. Continuer à consommer dans la pratique les actuelles aspirations et attente du capital, de l'Etat, des classes travailleuses, des syndicats, des partis, des églises et autres institutions normatives, revient à aller vers un paradoxe social insoutenable. Augmenter la production et la consommation, en permettant simultanément la recherche irrationnelle du luxe et des modèles productivistes et ultra-consommateurs sous jacents, signifie développer, encore plus, la technologie inhérente à la troisième révolution industrielle et, en conséquence, produire, toujours plus, la guerre, le génocide, le pillage, la crétinisation et la dégradation de l'homme puis détruire la nature. Le processus d'entraînement de ce développement irrationnel — le chômage et la détérioration qualitative de la vie quotidienne des individus provenant de la restructuration capitaliste — par les diktats impératifs qu'ils contiennent, provoquera la robotisation et la crétinisation progressive de l'individu prolétarié. De là, résulte, nécessairement, la désocialisation fonctionnelle de ceux-ci mêmes, et la désagrégation progressive des institutions normatives ce qui provoquera une augmentation de la répression et du contrôle sur tous ceux qui tendent vers la contestation et la marginalisation du système social en vigueur.

Simultanément, à ce processus de normalisation et de répression dans le cadre des paramètres de la société en place, la fameuse «fonction révolutionnaire» et la «capacité autonome» des travailleurs se sont diluées dans cette réalité. Le spectre miraculeux de sa mission impérative «consubstanciée» dans une attitude anti-politique, anti-étatique et anti-capitaliste s'épuise progressivement, devant la force structurante de cette normalité. La systématisation de ce processus qui, en principe, devrait culminer avec la «grève générale» ou la «Révolution Sociale» tarde à se réaliser dans la pratique et, aujourd'hui, se trouve être potentiellement, une bonne idée comme forme de critique radicale des options réformistes et bureaucratiques du mouvement partidair et syndical, mais sans résultat pratique conséquent. La «grève générale» ou la «Révolution Sociale» ne s'identifient pas à la personnalité et au statut socio-économique, culturel et politique d'un prolétariat productiviste et consommateur. L'individu prolétarié, avant d'être esclave moderne du capital et de l'Etat, se trouve être, fondamentalement, un ensemble de potentialités physiologiques et intellectuelles productrices de l'instinct et de la rationalisation conservatrices.

En ce sens, il ne suffit pas de nier la fonction patronale et étatique seulement lorsqu'on a faim, quand on est au chômage, ou lorsqu'on veut avoir plus de bien-être social et économique. Tout cela, en grande partie, a été satisfait par la logique évolutive des réformes capitalistes et s'établit à l'intérieur de ses paramètres normatifs. Pour ces raisons, si l'on veut avoir, aujourd'hui, la «grève générale» ou la «Révolution Sociale», il faut que les individus prolétariés se nient en tant que condition et fonction. Cela implique qu'ils transforment, radicalement,

leur imaginaire collectif et leur perspective de modèle social. Cela implique le choix d'une société basée sur des étalons anti-productivistes et anti-consummationnistes. Cela amène ces individus à mettre en cause leur fonction et leur condition, à l'école, au travail, au sein de la famille, dans les tribunaux, à l'armée, dans la politique, dans les partis, dans les syndicats, dans les églises, etc..., et à ne pas réduire leur vie quotidienne à des instincts organiques et surtout digestifs. Assumer cette position, c'est agir dans une perspective d'émancipation d'un être humain libéré des causes qui fondent l'exploitation et l'oppression de l'homme par l'homme.

Devant ces contradictions inhérentes à la misère, et à la mort socialisée de l'espèce humaine à l'échelle universelle, précédemment résumées, il importe maintenant d'extraire et d'articuler les potentialités de l'anarcho-syndicalisme dans ce contexte.

On sait que la base théorique et pratique du courant syndical de référence, est essentiellement ouvrieriste et productiviste. Malgré la volonté méritante de nombreux militants orthodoxes défenseurs intransigeants de l'anarcho-syndicalisme, sa capacité d'intervention au côté des masses travailleuses est très faible et tend à devenir stérile. Le fameux et systématique rappel des exemples historiques survenus, antérieurement, dans le cadre de la dynamique de l'anarcho-syndicalisme, révèle une impuissance du présent car il est le produit d'un passé phantasmagique qu'il n'est pas possible de reconstituer. Le peu d'influence des pratiques et des principes anarcho-syndicalistes au sein des masses travailleuses, au niveau mondial est une preuve, non équivoque, de cette réalité.

Les répercussions de ce phénomène négatif envers les aspirations et les attentes de l'anarcho-syndicalisme engendrent, de façon inévitable, la démobilisation, la fatigue militante et organiquement, des scissions, des manigances et des « trahisons » au sein de structures syndicales enfermées dans leurs positions (11). Lorsque la nécessité de recourir à cette typologie de comportements militants existe, cela nous montre la problématisation des organismes syndicaux qui, tout en se réclamant des principes d'un syndicalisme émancipateur et révolutionnaire, se pontifient de manière identique à celle de leurs congénères qu'ils ne cessent de critiquer. L'essence de ces phénomènes persiste parce que les syndicats, à être ensemble et à avoir pour mission exclusive la défense intransigeante des intérêts spécifiques des masses travailleuses, expriment la défense de leurs intérêts les plus immédiats, ceux-là mêmes qui sont sous-jacents à l'évolution normative du système capitaliste. Pourtant, en défendant ce que veulent les ouvriers et en agissant en leur nom, n'importe quelle organisation, aussi radicale qu'elle se prétende, est, logiquement, sujette aux contingences normatives et contradictoires de son insertion institutionnelle. Les luttes ouvrières systématisées contre le système capitaliste, qu'elles passent par les syndicats, par les commissions de travailleurs, par les assemblées ou les conseils ouvriers, émanent toutes de la même contradiction réformatrice — revendiquer une amélioration relative des conditions socio-économiques, politiques et culturelles, à partir des paramètres du système social en place.

Pour cela, lorsque surgissent des scissions internes à la logique pratique et théorique de l'anarcho-syndicalisme dans le contexte social ouvrier et capitaliste, toutes ces organisations, sans exception, prouvent la même réalité. La fuite de nombreux militants des organisations anarcho-syndicalistes vers des méthodes de luttes violentes contre le capital et le salariat (13), comme forme plus « convenable » et « révolutionnaire » pour l'émancipation du prolétariat, la tendance historique à l'intervention « réformatrice » à l'intérieur des institutions d'entreprise et syndicales, comme forme plus « adéquate » et « pédagogique » pour amener les travailleurs à leur émancipation (13), etc... démontrent les contradictions et les caractéristiques scissionnistes qui se présentent à l'anarcho-syndicalisme aujourd'hui. Dans la majeure partie de ces cas, ces phénomènes expriment l'incapacité à comprendre la réalité économique, sociale, politique et

culturelle qui les entourent. Incapables de voir les contradictions du mouvement ouvrier et syndical, à partir de leur condition et fonction de militants de l'anarcho-syndicalisme, ils renversent et surmontent idéologiquement ces contradictions, par une culpabilisation systématique du système capitaliste et des caractéristiques négatives du syndicalisme réformatrice en bureaucratique (14).

Ainsi, c'est une pratique courante que de considérer les courants syndicaux qui, actuellement déterminent le contenu et les formes du mouvement social ouvrier dans sa lutte contre le capitalisme, comme des courants inféodés à la dynamique des plans des partis et projetés dans une optique réformatrice, bureaucratique et contre-révolutionnaire. On sous-entend, dans la majeure partie des cas, que ces éléments négatifs qui retirent leur vertu et trahissent les principes du mouvement social révolutionnaire sont, selon la conception anarcho-syndicaliste, issus de l'inexistence d'une pratique syndicaliste, éminemment émancipatrice et révolutionnaire. Les apologistes du syndicalisme révolutionnaire, du conseilisme et, en particulier, de l'anarcho-syndicalisme ont été les défenseurs prodiges et acharnés de ce schéma révolutionnaire, typique d'un purisme et d'une religion ouvrieriste. L'intelligibilité de cette conception se résume toujours à la même définition. Si le mouvement ouvrier se trouve être plié et atomisé de par la logique de développement de la croissance historique du capitalisme, cette réalité subsiste du fait que le machiavélisme de la classe dominante (opprimant, exploitant, idéologisant, etc...) et la trahison réformatrice des partis et des syndicats amènent à cela. Ce type de position est souvent défendu dans la société portugaise (15).

Et si, historiquement, l'anarcho-syndicalisme, au début du XXème siècle, a eu une relative crédibilité et insertion révolutionnaire au sein du mouvement social ouvrier, aujourd'hui le pragmatisme de ces thèses se révèle répétitif et sans aucun intérêt positif avec les actuelles caractéristiques du prolétariat. On note que la problématique actuelle du syndicalisme ne peut se résumer à la vieille thématique manichéiste, des bons et des mauvais syndicats, des bons et des mauvais syndicalistes. Les syndicats et le syndicalisme, dans ces circonstances, ne peuvent être perceptibles à partir des paramètres habituels de la « trahison » et des « magouilles » politiques des bureaucraties syndicales. Ils ne sont pas non plus, et surtout, ce que le mouvement social ouvrier attend comme expression spécifique de son encadrement et de sa socialisation positive dans la logique évolutive du capitalisme. Cela nous montre que, si les syndicats sont pleins de vices bureaucratiques, réformatrices et politiques, cela est également dû, en grande partie, au simple fait que le prolétariat, parce que c'est commode ou par aliénation, assume de cette façon, ses intérêts spécifiques à travers les institutions susdites et, en dernière instance, parce que le propre contenu des revendications économiques, sociales, politiques et culturelles élaborées par les centrales syndicales ont satisfait les aspirations et les attentes de son imaginaire collectif et de son *modus vivendi* quotidien.

D'un autre côté (et ceci est, sans doute, l'aspect le plus important), on note, tendanciellement, que le type de syndicalisme intégré dans les principes normatifs du système en vigueur souffre d'une désagrégation relative (16). Les problèmes existants, sous cet aspect, montrent avec évidence, une nouvelle fois, que les contradictions du syndicalisme et des syndicats ne sont pas le produit exclusif d'une stratégie des bureaucraties syndicales. Ce fait est le produit de la perte de crédibilité revendicative des syndicats, mais aussi le produit de l'essence de développement du capital et des mutations qui en résultent, dans tout le processus de production et de valorisation de celui-ci. Le syndicalisme et le syndicalisme, dans leur fonctionnalité spécifique, comme entreprises de gestion sociale du travail salarié et des intérêts normatifs du prolétariat, face à ces mutations technologiques avec d'énormes répercussions dans la recherche et l'offre du marché du travail, doivent se réadapter aux nouvelles contingences engendrées par ce processus. S'ils ne le font pas, les bureaucraties syndicales, en tant que gestion-

naires et propriétaires des plus-values engendrées dans leurs syndicats, plus que quiconque, auront intérêt à ce que leurs entreprises de gestion sociale se rentabilisent en se modernisant, et n'entrent pas dans une faillite historique.

Il ne faut pas oublier que le phénomène de perte de crédibilité et d'influence syndicale envers les masses travailleuses n'est pas, en soi, un produit exclusif des mutations technologiques ni, non plus, du manque de restructuration des syndicats. La crise actuelle du système capitaliste à l'échelle universelle, le manque de dynamisme syndical et donc l'augmentation du taux de désyndicalisation dans les grandes centrales syndicales et dans les courants anarcho-syndicalistes, proviennent aussi de l'impossibilité de pouvoir survivre sans travail. La troisième révolution industrielle, qui dynamise l'institutionnalisation d'une normalité exprimée dans un chômage progressif et dans la production d'un vide existentiel, systématisé aussi la crise syndicaliste.

Et, dans ce domaine, soyons un minimum lucides — ouvriers, capitalistes, bureaucrates syndicaux, partis, Etat, etc..., chacun à sa façon, collabore à la défense volontaire de son statut et de son amélioration spécifique, même s'ils se trouve être misérable. Que nous le voulions ou non, les « exploités » et les « opprimés » des sociétés capitalistes développées, parce qu'ils bénéficient d'un statut privilégié déterminé dans le contexte mondial et parce qu'ils souffrent aussi idéologiquement de la paranoïa de la promotion sociale, sont ceux qui, en grande partie, produisent et reproduisent, de manière volontaire, le système social dans lequel ils sont insérés. Si l'anarcho-syndicalisme est en crise, cela est dû au fait qu'il n'est pas possible de revendiquer ce à quoi aspirent les travailleurs — travail et richesse sociale exprimée en consommation de marchandises. Les individus prolétariés ou candidats potentiels à cette fonction, étant au chômage, se démotivent de tout et des syndicats, de plus, ils plongent facilement dans une situation de désocialisation généralisée, parce qu'ils ne savent faire autre chose que ne pas travailler et parce que, en conséquence, ils n'obtiennent pas des revenus suffisants pour survivre dans la société paradigmatique dans l'imbécilité et la consommation de la mort lente.

3 — QUELLES HYPOTHESES POUR L'ANARCHO-SYNDICALISME ?

L'anarcho-syndicalisme, comme forme de systématisation historique de l'émancipation sociale du prolétariat, soit en termes de sa typologie revendicative soit révolutionnaire, a cherché, dans la majeure partie des cas, à diminuer l'exploitation et l'oppression du travail par le capital, à atténuer l'action répressive de l'Etat ou, parfois, à la supprimer etc... mais, au fond, il n'est jamais arrivé à remettre en cause l'essence profonde des modèles productivistes et hyperconsommateurs inhérents à l'actuel paradigme social. Ou alors, s'il est vrai que la « Révolution Sociale » est un principe théorique et pratique qui définit les caractéristiques spécifiques de la fonction historique de l'anarcho-syndicalisme, nonobstant tout cela, ses prédispositions générales du système social ne cadrent pas avec la défense de l'idéologie du productivisme, du consumérisme et du travail qui existe dans cette société. En admettant que le patronat et l'Etat disparaissent du contexte social, en admettant aussi qu'il y ait une organisation scientifique du travail, de la production, de la consommation, etc... tout cela n'empêcherait pas que persistent des vestiges de la société actuelle.

Lorsqu'on regarde la typologie organisationnelle des institutions familiales et d'entreprises de nature anarcho-syndicaliste, lorsqu'on regarde également la nature organique des confédérations syndicales anarcho-syndicalistes, on voit l'existence d'une division sociale du travail qui est compatible et fait partie intégrante normative du capitalisme. D'un autre côté, la typologie des revendications dans la sphère potentielle de la « Révolution Sociale » se restreint à une continuation

d'un productivisme et consumérisme basé sur la production et la reproduction du bien-être socio-économique, culturel et politique. Ou bien la production mercantile de bien-être au travers de l'effort physique et laborieux est dans la déprédation de la nature et de l'espèce humaine.

Le projet social réductionniste de « Révolution Sociale » n'est pas surmonté par sa vision ouvriériste, ni dans la destruction de l'Etat et du capital. Le fait que ce soit aux travailleurs à s'auto-organiser et à projeter leur propre modèle d'émancipation à l'intérieur d'une conception « manufacturière » productrice de marchandises et dans la distribution « égalitaire » de ces dernières, à partir d'une conception organiciste du syndicalisme, par opposition aux actuelles fonctions de l'Etat et des partis politiques, est, encore, une vision industrialiste et matérialiste de l'histoire, selon les principes du matérialisme historique marxiste. Inclusivement, le coopérativisme et le communitarisme fédéralistes s'insèrent, comme formes organiques d'institutionnalisation de la société, au niveau global, mais toujours en fonction des règles normatives et impératives sous-jacentes à un syndicalisme organique omnipotent et omniprésent dans la détermination des nécessités de la production, reproduction et distribution de richesse sociale de la société.

Extrapolant cette éventuelle insertion de l'anarcho-syndicalisme « dans le présent », il est impossible de systématiser un type quelconque de syndicalisme qui ne soit pas structuré dans la sphère de la logique du réformisme et de la bureaucratie syndicale. Et cela parce que l'actuel état de développement et de complexité du capitalisme, conjugués aux aspirations immédiates et aux intérêts conservateurs du prolétariat, ne permettent qu'un espace d'intervention normative dans la réalité sociale. Demander le droit au travail quand la restructuration technologique de la troisième révolution industrielle le rend impossible, est un contresens, malgré la rationalité de celui qui l'exige, tant que persisteront les causes qui le fondent. Demander d'autres prérogatives, comme l'accès à un logement décent, à une plus grande consommation et à une plus grande stabilité sociale, économique, culturelle et politique, devient de plus en plus difficile à satisfaire. La dilapidation des terres (fleuves, sols, mers, forêts, espèces animales, etc...) met en danger la réalisation de ce type de réformes et, aussi, la propre survie du capitalisme et de l'espèce humaine.

Le cadavre refusé, que représente cette société, devient une réalité. Quoiqu'elle reste debout et se perpétue à travers les réformes ponctuelles, celles-ci sont de caractères simplement préventives et avec peu de chances de devenir curatives. Partant de ces conditions, il ne reste à l'anarcho-syndicalisme que deux options. Ou il s'achemine vers la défense d'une amélioration progressive du « statut » du travailleur, conjuguant cette action dans une perspective pédagogique d'évolution progressive vers la « Révolution Sociale »; ou alors, il opte, purement et simplement, pour une alternative « radicale », ce qui implique, dans une certaine mesure, l'écrasement de ses prémisses philosophiques et pratiques. S'il se tourne vers la première hypothèse, il risque de ne faire qu'assimiler, en son sein, certains militants syndicalistes ou ouvriers mécontents des autres centrales syndicales, et revendiquer à peine plus de réformes que ces dernières. S'il ne le fait pas, peu d'ouvriers se grouperont autour de ses objectifs programmatiques. Il est vrai que les ouvriers sont dans les entreprises, champs et ateliers mais, au-delà de ce à quoi la majorité de ces derniers aspirent (quoique, parfois, avec un certain degré de radicalité quand la réalité normative du capital entre en crise), que restera-t-il du projet d'émancipation, et de la « Révolution Sociale », défendus avec intransigeance par l'anarcho-syndicalisme. Revendiquer la « Révolution Sociale » sans mettre en cause l'essence des modèles productivistes et consuméristes de cette société et la persistance du travail salarié, du luxe et de l'Etat, etc..., aujourd'hui, est historiquement un acte, éminemment, contraire à ce que l'on veut faire.

Dans la prévision possible et potentielle, toutefois en ce qui concerne l'évolution de la désagrégation du modèle social actuel paradigmaté impérativement par l'URSS et les USA, dans la mort lente dégoûtante et dans le génocide dans l'imbécillité généralisés par la voie de la massification et des contrôles cybernétiques et psychiatriques des individus, etc... tout cela ne pourra être assumé comme fonction et condition du mouvement social ouvrier actuel. Pour cette raison, tout syndicalisme (et même l'anarcho-syndicalisme) qui prétend organiser les producteurs et les consommateurs de richesse sociale à partir du prolétariat décrit dans les pages précédentes, sera contraint à produire et à reproduire le modèle social sous-jacent à cette réalité.

Prolétariat/Salariat et bourgeoisie/capital sont le reflet d'une même réalité. Le prolétariat «manufacturier» aux mains calleuses et affamé de «consommation mercantile» et de «promotion et dignités institutionnelles» a été tué par la logique évolutive des réformes socio-économiques et des mutations technologiques du capital. La faillite historique de cette matière première révolutionnaire se prêtant, simultanément, à la recherche de la mort du prolétariat classique, pose la mort de l'individu prolétarisé qui est exploité et opprimé, de l'individu prolétarisé qui meurt en se tuant au travail et meurt de dégoût lorsqu'il ne travaille pas. Aujourd'hui, pour ce motif, le projet possible d'émancipation universelle de l'espèce humaine n'est pas réductible, ni exclusive, à une quelconque classe sociale, aussi pauvre et aussi misérable soit-elle. C'est grâce aux individus prolétarisés et cloîtrés qui prétendent à leur émancipation authentique et volontaire que le projet de Révolution Sociale pourra être dynamisé et réalisé.

Seul l'individu peut lutter contre les diktats impératifs de la rationalité massifiée qui produit le chômage et produit une espèce humaine acéphale, qui ne sait faire autre chose que de travailler et mourir de mort lente. Seul l'individu qui luttera contre la production et la consommation de la mort, substantivée par les centrales nucléaires, le matériel de guerre, la destruction des océans, fleuves et sols, la destruction et le génocide de l'espèce humaine et autres espèces existant sur la planète, pourra systématiser une Révolution Sociale possible. Partant de ces hypothèses de base, la typologie revendicative révolutionnaire, étant de caractéristiques globalisantes et universelles, implique une association et une solidarité particulièrement fortes entre individus authentiques; de là, découle qu'une «Révolution Sociale» n'est pas possible à partir d'une philosophie et une pratique corporatistes, comme c'est le cas de l'anarcho-syndicalisme, qui se soumet à une classe sociale -le prolétariat manufacturier. Contre cette hypothèse, seuls les individus prolétarisés pourront être le centre agglutinateur et systématiser de l'émancipation du genre humain. Seuls eux, avec leurs différences socio-économiques, culturelles et civilisationnelles et avec leurs authenticités volontaristes pourront permettre la formation d'une société potentiellement anarchiste.

Il est trop évident que ce projet social d'émancipation universelle de l'humanité n'est crédible que si toutes les fonctions et conditions qui donnent sa substance à la société actuelle s'éteignent. De même que doit disparaître la masse travailleuse et tout ce qui la produit et la reproduit -salariat, luxe, marchandise, Etat, capital, etc..., pour des raisons consubstantielles et d'identification avec cette réalité, le patronat, l'église, les tribunaux, la police, l'armée, les bureaucrates syndicaux et politiques, etc..., devront automatiquement disparaître aussi. Les individus appartenant à cette société, s'ils s'acheminent volontairement vers la mort historique de leur condition et fonction, seront en pleine égalité de circonstances, avec tous ceux qui pourront vivre dans la société envisagée.

En synthèse, pour terminer, l'anarcho-syndicalisme, en confrontation avec ces paramètres de «Révolution Sociale», est dépassé par les événements et ne pourra jamais aspirer à cet objectif à partir d'une philosophie théorique et pratique, qui a déjà donné ses résultats positifs au début du XXème

siècle, mais qui, aujourd'hui, se révèle inadéquate. Parce qu'il est de nature ouvriériste et industrialiste, il défend une conception de société productiviste et consumériste (quoique sans patron, sans Etat, et sans politicien), évolue dans la logique normative du capital et, en ce sens, peut être utile et persister, mais jamais en tant qu'élément de base de l'émancipation humaine, qui, aujourd'hui, aspire à la réalisation immédiate de la Révolution Sociale. L'anarchisme, en ce sens, individualiste associativiste, est l'alternative jamais comme «modèle» de société, mais comme systématisation historique d'un mouvement social, dispersé, agissant dans le même sens universel et émancipateur du genre humain.

Jose Maria Carvalho Ferreira
Traduit de la revue «A IDEA, revista de cultura
e pensamento anarquista»
n.36-37, juin 1985,
par Manuel Ferreira

n o t e s

(1) Comme excellente conceptualisation de la réalité socio-économique politique et culturelle du prolétariat du XIXème siècle dans les pays capitalistes développés d'alors, voir Paul Lafargue «Le droit à la paresse», Friedrich Engels «La situation de la classe travailleuse en Angleterre».

(2) Révolution sociale dans le sens anarchiste. Ou bien, transformation radicale du système capitaliste à l'échelle universelle et à travers l'abolition de l'Etat et du capital.

(3) Les principales personnalités, de plus grande envergure intellectuelle et révolutionnaire, entre autres, de l'anarchisme, en cette période historique, furent Michel Bakounine, Pierre-Joseph Proudhon, Pierre Kropotkine, Elisée Reclus, Errico Malatesta, etc... Sur le problème de la relation entre le mouvement ouvrier révolutionnaire et les intellectuels, voir l'excellent livre de Jan Wacław Makhański, «Le socialisme des intellectuels», Seuil, Paris, 1979.

(4) Sur cette réalité, parmi les œuvres variées qui ont traité de la problématique de l'anarcho-syndicalisme, voir les livres suivants: Sébastian Marotta, «El movimiento Sindical Argentino», Calomino, Buenos Aires, 1970; Daniel Guérin, «Ni Dieu, ni Maître», Maspéro, Paris; Manuel Joaquim de Sousa, «O sindicalismo em Portugal», Afrontamento, Porto, 1974; Juan Gomez-Casas, «Historia del anarcosindicalismo en Espana», Aguilera, Madrid, 1977.

(5) Sur la FORA (Fédération Ouvrière Régionale Argentine), voir Sebastian Marotta, *ibid*, et Diego Abad de Santillan, «La FORA - Ideologia y Trayectoria», Proyeccion, Buenos Aires, 1971.

(6) Sur la CNT espagnole, voir Juan Gomez-Casas, *ibid*; Diego Abad de Santillan, «Contribucion en la Historia del movimiento Obrero espanlo», Cajica, Mexico, 1971; Juan Gomez-Casas, «Historia de la FAI», Zero, Bilbao, 1977.

(7) Sur la CGT portugaise, voir Manuel Joaquim de Soza, *ibid*; Campos Lima, «O movimento operario em Portugal», Afrontamento, Porto, 1972.

(8) L'exemple de la Révolution Espagnole de 1936-39 a été, sans aucun doute, l'expression pratique de l'anarcho-syndicalisme, la plus radicale, malgré ses contradictions bureaucratiques et réformistes. Voir à ce sujet: Jose Peirats, «La CNT en la Revolution Espanola», Ruedo Iberlico, Paris, 1971, 3 volumes; et Gaston Leval, «Espagne Libertaire (36-39)», Editions du Monde Libertaire, Paris.

(9) Ce fait est particulièrement bien analysé dans l'introduction de Joao Freire au livre de Nene Vasco, «Concepção Anarquista do Sindicalismo», Afrontamento, Porto, 1984. Sur l'adhésion et la désagrégation de l'anarcho-syndicalisme lors de la révolution russe, voir Diego de Santillan, «La FORA - Ideologia y Trayectoria», pp. 241 à 260. Juan Gomez-Casas, «Historia del Anarcosindicalismo en Espana», pp. 107 à 139.

(10) L'anarcho-syndicalisme orthodoxe alimente, souvent, ses espérances révolutionnaires dans les couches sociales du prolétariat les plus affectées par la mutation et la crise du capitalisme. Les articles de Federica Montseny, «La Nueva Revolucion»; «Cris o Mutacion»; publiés dans le journal Solidaridad Obrera, organe de la CNT de Catalogne, n. 142 de la 2ème quinzaine de février 1984 et du n. 145 d'avril 1984, respectivement, sont une expression significative de cette position.

(11) Sur cet aspect, voir les articles de Juan Gomez-Casas, «Atencion: Nuevas Definiciones sobre Anarcosindicalismo»; «La Unidad y las bases dentro de la CNT», journal Solidaridad Obrera, n. 128 (numéro extraordinaire du VIème Congrès de la CNT), d'avril 1983 et n. 142, 2ème quinzaine de février 1984, respectivement, ils attestent assez bien des contradictions actuelles existant au sein de l'anarcho-syndicalisme en Espagne.

(12) «Apelos da Prisao de Segovia», Antígona, Lisbonne, 1984, Groupes Autonomes, malgré leurs vicissitudes marxistes, est un excellent réquisitoire sur l'émergence historique des options «radicales» et «violentes» des Groupes Autonomes qui sont en contradiction avec l'orthodoxie anarcho-syndicaliste.

(13) Comme critique particulièrement intéressante des incompatibilités de la théorie et de la pratique anarcho-syndicalistes, en ce moment historique, voir le livre de Carlos Semprun-Maura, «Ni Dios, Ni Amo, Ni CNT», Viejo Topo, Paris, 1975.

(14) Cette position est particulièrement défendue par Ramon Liarte dans son article «Alternativa Confederal—El Anarcosindicalismo», Cenit, n. 222-23 de juillet à décembre 1977.

(15) Sur cet aspect, voir «A Batalha», depuis son numéro du 21 septembre 1984 à nos jours. Comme exemple historique, voir entre autre, les livres suivants: Correia Pires, «Memorias de um Prisioneiro

do Tarrafam», Deaga, Lisbonne, 1975; Acacio Tomas Aquino, «O Segregado das Prisoes Atlanticas», A Regra do Rojo, Lisbonne, 1978; Jose Reis Sequeira, «Relembrando e Comentando»; Jose Francisco, «Paginas do Historial Cegetista», Sementeira, Lisbonne, 1983; Edgar Rodrigues, «O Despertar Operario em Porugal (1834-1911)»; «Os Anarquistas e os Sindicatos (Portugal 1911-22)»; «A Resistencia Anarco-Sindicalista à Ditadura (Portugal, 1922-39)»; «A Oposicao Libertaria em Portugal (1939-74)», Sementeira, Lisbonne, 1980-82.

(16) Sur l'actuelles désagrégation des syndicats insérés dans le capitalisme développé, voir l'article «Os Sindicatos sem Capacidade de Resposta», A Batalha, n°99, septembre 1983; et l'article de Jorge Rodrigues et Luis Marquez «As Novas Vias do Sindicalismo Europeu» Expresso (Revista), du 1-12-1984.

EXPLOSIONS DE LIBERTÉ

ESPAGNE 36

HONGRIE 56

1936 - 1956 - 1986

1986: le cinquantième anniversaire de la révolution espagnole, le trentième anniversaire de l'insurrection hongroise. Deux dates clé dans l'histoire fournie des tentatives autogestionnaires. Deux soulèvements d'ouvriers, de paysans, face à deux formes de totalitarisme qui prétendent s'opposer et se combattre: le fascisme et le stalinisme.

Mais il ne s'agit pas seulement d'un soulèvement contre l'oppression tendant à s'en remettre à un régime prétendument démocratique, mais bien de tentatives pour contruire des formes radicalement nouvelles de gestions politiques et économiques qui sont basées sur une réelle prise en main par les producteurs eux-mêmes de leur vie, de leurs moyens de production, et de toute l'organisation sociale. Deux tentatives, parmi les plus significatives, mais qui sont loin d'être des exceptions, puisqu'elles se situent dans le droit fil de tous les combats pour la liberté et l'autogestion: la Commune de Paris, la Révolution russe, les soulèvements mexicains ou macédoniens, qui sont évoqués dans cet ouvrage. Celui-ci ressitue également ces tentatives dans l'ensemble des débats qui se poursuivent depuis plus d'un siècle sur les possibilités d'émancipation des travailleurs, sur l'opposition entre socialisme autoritaire et socialisme libertaire.

Outre les textes de Franck Mintz sur ces problèmes, on trouvera en documents complémentaires nombre de témoignages inédits sur l'autogestion en Espagne, sur les Conseils Hongrois. Egalement un long texte de Bernier écrit en 1936 et qui ressitue avec une remarquable lucidité la «Guerre d'Espagne» dans son contexte européen et mondial et qui montre bien comment les «démocraties» font le lit des différentes formes de fascisme. Enfin, la traduction d'une partie d'un texte anglais *The Hungarian Revolution*, publié en 1984 à Cardiff.

Pour éditer ces différents textes et rappeler à l'occasion de ces deux anniversaires que **des explosions de liberté** — soigneusement enfouies dans l'histoire officielle — éclatent fréquemment et prouvent — s'il en était besoin — la capacité des gens à se gouverner eux-même, deux Editions se sont unies: **L'Atelier de Création libertaire et Acratie**. Une co-édition de deux maisons d'éditions associatives dont, rappelons-le le travail est entièrement bénévole et se situe hors du champs de l'Édition traditionnelle pour qui trop souvent ne compte que les crières de rentabilité.

60 F au lieu de 78 F

Acratie et Atelier de création libertaire

ANARCHO-SYNDICALISME ET COMMUNISME SAINT-ETIENNE 1920-1925

En quelques années, au lendemain de la première guerre mondiale, le mouvement ouvrier français connaît une transformation durable et profonde. Du syndicalisme révolutionnaire d'avant 1914, qui unissait la majeure partie des forces syndicales, il ne subsiste pratiquement plus rien; un courant nouveau, le communisme, s'impose alors comme force essentielle au sein de la classe ouvrière française. L'histoire et les raisons de cette transformation ont fait l'objet de nombreuses considérations générales, plus rarement d'analyses détaillées de ce qui s'est passé concrètement dans le fonctionnement, les pratiques et les représentations des milieux militants ouvriers.

La ville de Saint-Etienne permet cette analyse. Ville ouvrière, Saint-Etienne dispose alors, et depuis de nombreuses années, d'un vaste ensemble d'organisations ouvrières, fortement unies malgré leur grande diversité. Radicaux-socialistes proches de la municipalité, anarchistes, socialistes puis communistes, syndicalistes purs, contribuent, malgré leurs divergences, à faire vivre une vingtaine de syndicats actifs et combatifs, une bourse du travail vivante et riche d'un grand nombre d'activités. Des marchands forains au puissant syndicat des mineurs en passant par les cuirs et les peaux, les employés de commerce ou les métallurgistes, un vaste réseau d'organisations rend alors palpable l'espérance, partagée par tous, de voir un jour la classe ouvrière supplanter avec ses propres valeurs, ses propres manières d'être et de faire, un ordre social qui la rejette et qu'elle rejette.

Grâce à une presse ouvrière ou non, se faisant largement l'écho de la vie militante et revendicative, grâce surtout au grand nombre de rapports de police secrétés par l'inquiétude des pouvoirs publics, nous pouvons avoir accès, dans le détail, intimement, au jour le jour, à la vie du mouvement ouvrier stéphanois.

C'est à cette vie que s'intéresse principalement **Anarcho-syndicalisme et communisme, Saint-Etienne 1920-1925**, Daniel Colson, préface Pierre Ansart, co-édition Centre d'Études Foreziennes et Atelier de Création Libertaire, 230 pages, prix public 120 F (moins 30% pour les lecteurs d'IRL, soit 90 F port compris).

Anarcho-syndicalisme et communisme, Saint-Etienne 1920-1925, Daniel Colson, préface Pierre Ansart, co-édition Centre d'Études Foreziennes et Atelier de Création Libertaire, 230 pages, prix public 120 F (moins 30% pour les lecteurs d'IRL, soit 90 F port compris).

PC ET FRONT NATIONAL

Il faut que je donne mon petit mot à propos d'un article paru dans le dernier numéro d'IRL (n.67). Un article qui m'a arraché des cris de douleurs. Si, si. Dans son quasi-éditorial de la page 3, Alain affirme tranquillement, sans preuve, sans donnée chiffrée, sans analyse sérieuse, qu'une partie importante de ce qui constitue la classe prolétaire et qui constituait hier la base du PC se situe aujourd'hui à l'extrême-droite. C'est sûr, tout paraît simple : en 5 ans, le PC perd 10% de l'électorat ; dans le même temps, le Front National part pratiquement de zéro pour gagner 10% de l'électorat. Il ne reste plus qu'à faire le calcul, moins 10 d'un côté, plus 10 de l'autre, bon dieu mais c'est bien sûr, ce sont les mêmes, et bonjour la théorie des vases communicants ! Le problème, c'est que tout ça est archi-faux !

1 - Il y a bien un glissement de l'électorat du PC, non pas vers l'extrême-droite mais vers de Parti Socialiste ; le résultat des dernières élections législatives de mars 86 est à cet égard particulièrement probant ; 2 - Il y a également un phénomène d'abstention de l'électorat communiste, surtout net aux moments des élections européennes de juin 84 (qui ont vu la montée du Front National) ; 3 - La composition sociologique de l'électorat d'extrême-droite est dominé par les cadres moyens (20%), les cadres supérieurs (13%) et les petits commerçants (9%) (Enquête SOFRES de janvier 84). Certes, la proportion d'ouvriers (29%) est plus importante que pour l'électorat de la droite «classique» (19%) mais l'enquête révèle que «l'appoint communiste est presque totalement absent» (moins de 1%).

Ce que les différentes études de sciences politiques et de sociologie montrent, une rapide analyse locale le confirme, comme l'a fait le groupe Makhno sur St-Etienne : ce sont les quartiers bourgeois qui votent Le Pen, pas les quartiers prolétaires ! J'espère pouvoir personnellement, si j'en ai le temps, poursuivre des recherches et fournir un article plus conséquent là-dessus, en m'appuyant sur les faits et non pas sur les rumeurs ou sur les fantasmagories vis-à-vis de la classe ouvrière.

Je crois sincèrement qu'Alain fait preuve d'une méconnaissance totale des ouvriers (et pas uniquement dans cet article). A-t-il seulement vécu dans une famille ouvrière ? Oui, il y a des cons partout. Il y a des ouvriers qui votent Le Pen. Oui ils ne se révoltent pas alors qu'ils le devraient (et les bourgeois face au péril nucléaire qui les exterminera comme les autres, que font-ils ?). Du moins, pas toujours. Mais ils ont leurs idées. Beaucoup savent qui est Le Pen et l'ont jugé.

Je crois aussi qu'Alain méconnaît l'électorat communiste. Il ne s'agit pas de rangées de militants

prêt à faire leur sale besogne comme le Guépéou. Sur le terrain, dans l'usine ou au bistrot, nombre (pas tous, bien sûr) de militants communistes font preuve de chaleur, de solidarité et d'humanité. C'est justement ce qui a fait la force du PC. Au niveau des chefs, de cellule et des cadres du parti, c'est autre chose. Et Alain parlait de l'électorat communiste, non ?

On peut se demander pourquoi est née cette rumeur sur la prétendue fascisation de la classe ouvrière. La réponse sort pratiquement de la même analyse des résultats électoraux : le PG s'effondre, il faut l'achever et récupérer ses voix, pour qui ? pour le PS, là où s'effectue déjà le glissement. D'un côté, on assiste à une puissante critique du PC (cf le dernier ouvrage d'intellectuels ayant adhéré au PC), avec une bonne publicité donnée à son courant rénovateur. De l'autre, le PS et ses acolytes entonnent le chant de la modernité de la disparition de la lutte des classes, de la nécessaire adaptation, etc...(*). Tout cela n'est qu'un classique recentrage social-démocrate social-démocrate, avec la pointe de démagogie et d'intellectualisme nécessaire ! Et nous, anarchistes, nous devrions jouer les chœurs par derrière ? Si je m'inquiète effectivement de la montée de l'extrême-droite, je me réjouis, contrairement à Alain, de l'effondrement (encore faudrait-il se méfier), du PC, du parti de la dictature rouge. Et si le parti disparaît, les hommes restent, et c'est là qu'il faut être.

Je ne fétichise pas la classe ouvrière, ni dans un sens optimiste (je laisse ça aux marxistes qui ont d'ailleurs réussi le tour de force à nous faire croire à une situation sociologique d'opposition de classe type - le XIX e - qui n'a jamais existé), ni dans un sens pessimiste (la classe ouvrière ? ça n'existe pas. Ben voyons !). Je pense qu'il faut essayer de trouver la meilleure adéquation militante (théorie et action) entre la réalité objective et la situation subjective, instable par excellence. C'est pourquoi il faut, à mon avis, inverser la phrase d'Alain, ce «sans doute la lutte de classes existe-t-elle, même si les limites imprécises des classes en rendent parfois le repérage difficile» en «les limites des classes sont imprécises mais la lutte des classes en rend le repérage moins difficile». Sinon, on prend la cause pour la conséquence. Ou alors, qu'est-ce qu'une grève ?

Je ne voudrais pas abuser des colonnes d'IRL, mais compte-tenu de l'importance du débat et de la nocivité de ce que je pense être une manipulation idéologique, j'espère que vous pourrez publier ces lignes.

(*). Regardez, d'ailleurs, ces ouvriers, ils votent le Pen ! Complètement discrédités !

Philippe (Hiroshima-Japon)

Dear Friends,
Greetings to you from an anarchist in India!

Our friend, Rosella of Milan Libertarian Group gave me your name and address. Hope all is well with you, your families and friends, also with your good work.

Let me introduce myself as an enlightened anarchist who lives the life and principles of anarchism in my daily life. Without living such a life, mere protests have very little meaning for me. If you want to know more, we shall mail you a copy of our **Enlightened Anarchism** on hearing from you.

I often feel that person-to-person contact is more important than having only contact with organisations which have no heart to feel or love to inspire. Even our anarchist organisations cannot have deep affection of the heart

for another. I would, therefore, like to have names and addresses of individual anarchists in France and Europe who are thoroughly fed up with authoritarianism and bureaucracy. I would also like to have names and addresses of individual religious anarchists who are not dogmatic or blind believers. Hope you will be able to help. Thank you.

Lastly, we invite you to our place. You are welcome to stay with us for a week or so. You may even come with your family. We have a small guest-house where you may stay. But you should write to us in advance, as we may have other guests.

We remember you all in our prayers.

With deep love to you all,

Swami Nirmalananda
Viswa Shanti Nikethana,
B.R. Hills-571 317
Karnataka, India

MON PAPE EST A MOI !

Appel aux groupes, organisations, individus, etc. :

Jean Paul II, alias «Jean Paulski», alias «baïse-béton», pape des catholiques, sera présent à Lyon les 4, 5, 6 et 7 octobre 1986.

Qu'un pape connu pour ses prises de position ultra-réactionnaires (femmes, sexualité, luttes du tiers-monde, etc.), mouillé jusqu'au cou dans les scandales politico-financiers italiens (loge P2, Banco Ambrosiano, affaires cardinal Marcinkus...), ami de le Pen, de Romain Marie et autres fachos internationaux, vienne pader à Lyon avec la complicité active de la droite, de l'extrême droite et de la gauche (Hernu), nous est intolérable.

L'Eglise, organisation dictatoriale, continue, en dehors de tout rationalisme, de prôner l'existence d'un dieu et d'une âme.

Sa fonction, sous couvert d'humanisme et de charité, est de perpétuer la soumission des hommes et des femmes au pouvoir du fric et de l'Etat.

Aujourd'hui encore, ceux qui tentent de révéler le scandale permanent, subissent la répression du pouvoir (voir les anticléricalistes allemands).

Face à la montée de l'intégrisme sous toutes ses formes (école privée, Romain Marie, FN, Monseigneur Lefèvre), de nombreuses initiatives sont déjà prévues : spectacle, affiches, expo de dessins, manif, débat, etc.

Nous invitons tous ceux qui se sentent concernés à s'associer avec nous afin de mettre en œuvre tous ces projets et contester activement la venue du pape à Lyon.

Salutations anticléricales.

Si vous pensez venir ou si vous avez des propositions, pouvez-vous nous contacter le plus rapidement possible à l'adresse ci-des-

MES VACHES SONT A MOI !

Jean Coulardeau, agriculteur en Haute-Loire, après avoir été relaxé au tribunal du Puy, comparait le jeudi 12 juin à la cour d'appel de RIOM (Puy de Dôme), pour non-application d'un arrêté ministériel qui rend obligatoire le vaccin anti-aphteux pour les bovins.

L'opportunité d'une telle vaccination n'a pas été évoquée puisque ce n'était pas le rôle de la cour, mais la cour a statué sur la validité de l'arrêté ministériel contesté par Coulardeau. La loi prévoit que le ministre de l'Agriculture doit prendre l'avis d'un comité consultatif, ce qui n'a pas été fait. «Je ne vois pas pourquoi je serais poursuivi pour non-respect de la loi si le ministre est dispensé de la respecter», a conclu Jean Coulardeau.

Le jugement sera rendu le 26 juin.

Le soir même du procès s'est tenue une conférence-débat sur ce thème à Clermont-Ferrand, conférence organisée par le GAEL (Groupe d'Actions et d'Etudes Libertaires). Un vétérinaire homéopathe, un médecin homéopathe, le président de l'association des cultivateurs agro-biologistes, et un professeur de médecine de l'Université de Paris, ont mené le débat qui a porté bien sûr sur la vaccination des bovins, mais aussi sur les vaccins en général, sur la médecine douce, etc...

Environ 80 personnes ont assisté à cette conférence, même la presse pour une fois s'est déplacée.

GAEL

sous. Une permanence aura lieu pendant les vacances.

OSTIE (Opposition à la Soumission à la Théocratie et à l'Intrusion Ecclesiastique), c/o ACLR, 13 rue P. Blanc, 69001 LYON

LES LIBERTAIRES



ET L'ÉDUCATION

C

omme promis, voici donc la deuxième partie de notre dossier sur l'éducation. C'est pas vraiment la suite. Il s'agit d'autres contributions, d'autres réflexions, d'autres témoignages. Le dossier a provoqué des réactions au sein même de la rédaction. Nous avons été plusieurs fois entraînés dans de longues discussions qui ont mis en évidence des points de vue pour l'instant apparemment inconciliables. Ces positions peuvent sembler irréductibles, mais elles contribuent, de fait, à faire avancer le débat. Vraisemblablement de manière trop affective, parce que nous sommes tous d'anciens enfants ... devenus parents pour certains! Et puis, ce domaine éducatif nous renvoie également à notre propre image, à notre propre intervention dans la société. Et cette image est parfois difficile à regarder... Bref, tout cela pour dire que le dossier reflète, sans aucun doute, cette diversité.

Bien entendu, la boucle ne sera pas bouclée, et IRL est prêt à recevoir toute réaction, tout autre article dans les numéros à venir. Le sujet est bien loin d'être épuisé. On en a oublié, c'est certain, mais c'est pas volontaire. Alors, que les oubliés nous écrivent...

Les événements politiques se précipitent; la symbiose armée-école peut sembler un peu oubliée. Mais attention, la droite saura l'utiliser en temps utile, n'en doutez pas! D'ailleurs, le pessimisme semble de rigueur.

Dans le dernier numéro, nous écrivions pour présenter le dossier, suite au changement intervenu le 16 mars: «l'arrivée de la droite au pouvoir n'a jamais été, ne sera jamais une bonne nouvelle pour la liberté... ni pour les libertaires!» Nous persistons et signons. Et voilà, entre autres, une triste confirmation: un projet de loi créant un *grade* de directeur d'écoles vient d'être déposé. Les directeurs deviendraient fonctionnaires d'autorité. Pour les non-initiés, jusqu'à présent, ce sont des instituteurs comme les autres, sans aucun pouvoir sur les adjoints. La droite renforce la hiérarchie (un corps d'Inspection et de Direction serait créé au Ministère), et divise pour mieux régner! Classique, mais efficace. Certains directeurs préparent déjà leurs galons...

On pourrait aussi parler de l'œuvre «éducative» du nouveau gouvernement en matière de sécurité ou de télévision... Une seule conclusion s'impose donc: un appel à la lutte sur tous les fronts (syndical, politique, associatif, etc...) pour faire échec à l'autoritarisme outrancier, et permettre à nos idées en matière d'éducation d'avancer, de progresser, de monter leur pertinence et leur valeur.

L'émancipation dans le syndicalisme

Des racines du syndicalisme enseignant... à une pratique syndicaliste révolutionnaire au sein de la F.E.N.

Au début du siècle, face à la collaboration de classe des Amicales d'instituteurs, se sont créés les premiers syndicats départementaux d'instituteurs. Une fédération de ces syndicats se constitua en 1905 et, consciente de la profonde solidarité nécessaire des enseignants avec la classe ouvrière, elle donna son adhésion en 1907 à la CGT (qui était alors très marquée par le syndicalisme révolutionnaire et l'anarcho-syndicalisme).

En 1910, paraît le premier numéro du journal de la Fédération: l'Ecole Emancipée.

En 14-18, tandis que les dirigeants de la CGT s'enlisent dans le chauvinisme et l'union sacrée, la Fédération est réprimée pour son action contre la guerre et sa pratique de l'internationalisme.

Elle s'élargit en 19 en devenant la Fédération des Syndicats de l'Enseignement, c'est-à-dire une fédération d'industrie (syndicat général) regroupant tous les personnels de l'éducation nationale.

Lors de la scission de 1921, elle rallie la CGT-U (dominée par le PC qui vient de scissionner du PS en 1920 lors du congrès de Tours). Pendant 15 ans, connue sous le nom de Fédération Unitaire (FU), elle sera au sein de la CGT-U la seule fédération à résister à toutes les tentatives de stalinisation, tout en restant fidèle à son orientation de lutte de classe et d'internationalisme.

Parallèlement, la Fédération Générale de l'Enseignement (FGE) regroupant notamment le SNI issu des amicales, numériquement plus importante, adhère à la CGT.

En 1936, intervient la réunification CGT/CGT-U, précédée en 1935 par la réunification FGE/FU. La FU devient ainsi minoritaire au sein de la FGE et, en maintenant sa revue, l'Ecole Emancipée, elle impose son organisation en tendance.

A la Libération, la position de l'EE pour une politique révolutionnaire («arracher le pouvoir des mains de la bourgeoisie et instaurer le régime socialiste») se heurte aux bureaucrates au congrès de la CGT de 1946.

Lors de la scission de 1947 (CGT et CGT-FO), l'EE joue un rôle important dans le maintien de l'unité de la FEN. Une alliance tactique avec la majorité fédérale (future UID) aboutit à la «motion Bonnisel-Valière» qui, au congrès du SNI de 1948, entérine l'unité. La motion proclamait «sa foi dans la valeur révolutionnaire du syndicalisme» et mandatait les responsables du SNI «pour mettre tout en œuvre en vue de la réunification confédérale».

L'autonomie était alors conçue par l'EE comme un pis-aller devant être temporaire. Elle fut transformée par les dirigeants majoritaires en isolement qui facilita le maintien de leur politique réformiste contre laquelle l'EE n'a jamais cessé de lutter.

Quand aux formes de lutte, l'EE, sans repousser les moyens d'action ordinaires (pétitions, délégations, grève de 24 h...) reste attachée à l'action directe correspondant à l'ampleur des revendications. La gestion des luttes par ceux qui les mènent implique des structures démocratiques (AG de grévistes, comité de grève, coordination d'établissements en lutte ou de comités de grève, etc...). L'EE dénonce les actions-alibi sans lendemain qui lassent les personnels ou les entraînent dans une logique électoraliste.

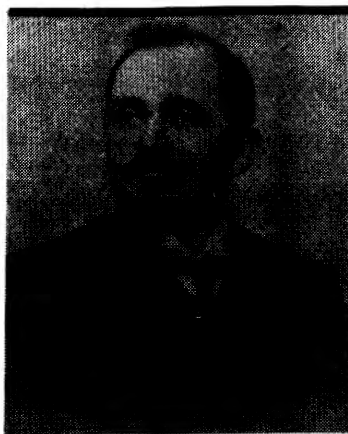
Les préoccupations de l'EE ne se limitent pas aux seuls problèmes corporatifs et de l'institution scolaire.

Elle condamne toute force de répression à l'échelon national (qu'elle soit de «gauche» ou de droite) et international (à l'est comme à l'ouest).

Elle lutte contre les institutions répressives: armée, justice, police, prisons.

Elle entend participer aux luttes des femmes pour leur émancipation.

Elle dénonce la dégradation du cadre de vie: pollution, électro-nucléaire, pillage du tiers-monde, etc...



Ismaël AUDOYE (1868 - 1925)

Le Fondateur de l'Ecole Emancipée

L'ÉCOLE EMANCIPEE AUJOURD'HUI

Les contradictions internes, les différences de sensibilité ou d'opinion politique existent bien sûr à l'EE. Toutefois, dans ce qui constitue le fondement d'un travail commun, on peut citer:

— Le refus du consensus social: tendance «lutte de classe», l'EE est pour une coordination réelle entre les travailleurs en lutte, pour la recherche de mots d'ordre qui permettent d'unifier et de centraliser les luttes, qui permettent aux luttes enseignantes de rejoindre celles de la classe ouvrière.

— L'opposition à la hiérarchie sous tous ses aspects (dans la société et à l'école). C'est pourquoi l'EE se prononce en faveur des augmentations salariales uniformes, contre la catégorisation des personnels, contre l'inspection, etc...

— Tout en défendant l'école laïque contre les attaques et les menaces de démembrement, d'où qu'elles viennent, l'EE analyse l'institution scolaire comme un des rouages de la reproduction des rapports sociaux.

Partant de cette analyse qui prend en compte les contradictions internes de l'institution, l'EE soutien (et participe à leurs débats) les groupes pédagogiques pour contribuer à desserrer l'étau pour les enfants des couches sociales rejetées par l'école.

L'EE défend la liberté pédagogique contre l'autoritarisme à tous les niveaux.

Groupe départemental du Rhône

Nous ne pouvons, à la suite de cet article, qu'insister sur la qualité de la revue «L'Ecole Emancipée», qui traite deux fois par mois de tous les problèmes autour de l'Éducation nationale, ainsi que de tous les points «sensibles» à la tendance: antimilitarisme, antiracisme, luttes alternatives, écologie, etc...

Contacts auprès des groupes départementaux, ou de JF Chalot, 191 impasse Debussy 53100 Mayenne.

A lire pour plus d'informations sur l'EE (entre autres):

— «L'Ecole Emancipée, une contre-culture de la Belle Époque», de Thierry Flammant.

— «Trente ans de combat syndicaliste et pacifique» de Louis Bonet.

— «Histoire de la Fédération Unitaire de l'Enseignement».

Des libertaires s'organisent

Il y a des libertaires dans l'Education Nationale. Malgré tout le mal qu'ils peuvent en penser. Certains y restent même par choix militant délibéré. Etonnant, non ?

Combien sont-ils ? Bien malin qui pourrait le dire. Car ils sont, comme toujours, un peu partout : à l'Ecole Emancipée, tendance syndicale de la FEN à très fortes racines libertaires, au

SGEN-CFDT (qui a su drainer beaucoup de «post-soixante huitards»), ou tout simplement non syndiqués (car le corporatisme des syndicats enseignants est bien peu compatible avec des objectifs libertaires...). Peut-être même encore ailleurs (par exemple à la CNT-AIT, comme nous le verrons plus loin).

Quoiqu'il en soit, ils existent, très majoritairement dans les structures

syndicales évoquées ci-dessus.

Mais aussi dans deux structures (désolé s'il y en a d'autres... IRL veut bien recevoir toute information à leur sujet...) plus spécifiquement libertaires :

- la CNT-AIT ;
- la Coordination Libertaire des Travailleurs de l'Education.

J.-M.

UN SYNDICALISME DIFFERENT

Aujourd'hui l'éducation n'a pour but que de perpétuer les principes d'une société autoritaire quelqu'en soit le type d'économie. Dès la naissance, les adultes imposent à l'enfant des comportements et des modes de pensée visant à reproduire les schémas sociaux existants. Puis, le milieu éducatif (la famille, l'école, et ses «spécialistes») détruit systématiquement toute créativité et toute spontanéité.

Ainsi l'aliénation n'est pas le seul fait des enseignants mais de la société toute entière, chacun participant à la sienne propre et à celle d'autrui.

Certaines institutions (armée, famille, mariage...) parachèvent la «formation» de l'individu jusqu'à son insertion dans le monde du travail où il devient logiquement le défenseur d'intérêts qui lui sont étrangers voire opposés. Remettez ce cycle formation-aliénation en question concerne chacun d'entre nous à des degrés divers.

Ainsi la formation ou l'absence de formation des enseignants est efficace dans le sens où elle prépare à l'acceptation du pouvoir, de la hiérarchie, et de l'autorité, par le truchement du rapport savoir-pouvoir.

Au vu de cette situation, ne pouvant accepter les luttes exclusivement revendicatives et catégorielles des syndicats réformistes, nous pensons que toutes les personnes concernées doivent se regrouper dans un syndicat unitaire comprenant entre autres les parents, les enseignants, les administratifs, les personnels de service, etc...

Le syndicat de l'éducation adhère à la Confédération Nationale du Travail (C.N.T.): organisation fédéraliste qui utilise l'action directe en ayant pour but le communisme libertaire.

La C.N.T. est organisée selon le principe du fédéralisme, ce qui implique l'autonomie de chacune de ses composantes entre elles (individu, section syndicale, syndicat, union locale, union régionale), la solidarité active étant le lien nécessaire entre celles-ci.

La C.N.T. préconise l'action directe

comme forme de lutte; ceci équivaut à dire que la C.N.T. est une organisation anti-autoritaire, qui refuse les «professionnels» du syndicalisme, en leur préférant les délégués élus et révocables sur mandat impératif des assemblées générales.

La C.N.T. a pour but le communisme libertaire, c'est-à-dire qu'elle est anti-étatiste, et qu'elle veut remplacer l'organisation sociale irrationnelle que nous subissons, par une société libre et égalitaire.

La C.N.T. est donc une organisation anarcho-syndicaliste. Elle est syndicaliste dans le sens où, dans la lutte de tous les jours, elle se bat pour que les travailleurs puissent défendre leurs intérêts économiques et moraux.

Elle est libertaire, car notre but est de transformer radicalement la société dans tous ses détails; et c'est pourquoi, en plus des luttes strictement syndicales, elle s'intéresse aux luttes sociales en général (lutte des femmes, antimilitarisme, écologie...).

C'est dans ce cadre large que nous pensons que les travailleurs libertaires, ainsi que tous ceux qui sont insatisfaits par le cadre étroit que leur offrent les

syndicats inféodés aux partis, doivent travailler.

Ce syndicat (C.N.T.) tout en ne négligeant pas les intérêts immédiats des salariés et enseignants doit permettre la prise en charge des luttes pour une pédagogie nouvelle, libératrice, qu'il faudra inventer, ou ré-inventer (n'oublions pas les expériences de Paul Robin, des écoles modernes de Francisco Ferrer, ainsi que toutes les recherches modernes en matière de connaissance de l'enfant). Notre travail doit donc être de redéfinir notre rôle d'éducateur, de comprendre notre fonction actuelle, afin de changer, dès maintenant les rapports autoritaires que notre fonction nous impose ou favorise.

Syndicat de l'Education CNT
39 rue de la Tour d'Auvergne
75009 PARIS
Tél. (1) 48 78 78 64

Note de la rédaction:
Nous publions ce texte en tant que contribution, au même titre que d'autres que nous avons reçus. Nous précisons que dans la région parisienne il existe deux unions régionales: l'une qui a son adresse à la rue de la Tour d'Auvergne, l'autre au 33 rue des Vignoles et dont l'organe est «Le Combat Syndicaliste»; cette dernière regroupe la quasi-totalité des syndicats CNT en France.

IRL

LA COORDINATION LIBERTAIRE DES TRAVAILLEURS DE L'EDUCATION

La C.L.T.E. est une structure qui a pour vocation de réunir des adhérents de la FEN, du SGEN-CFDT, et des non-syndiqués pour réfléchir et coordonner les diverses interventions libertaires dans le domaine de l'éducation.

Cette coordination est née à l'initiative d'un camarade parisien. L'année passée (1984-1985), elle s'est réunie à deux reprises, et a édité un petit bulletin intérieur faisant le point sur divers problèmes sensibles aux libertaires (pédagogie Freinet, syndicalisme, réformes Chevènement, laïcité, immigration). Aux Journées Libertaires de Lyon, quelques liens supplémentaires avaient pu se nouer.

Cette année, la coordination ne s'est pas réunie, mais il nous semble impor-

tant que des contacts subsistent entre nous, afin de maintenir un réseau de gens qui réfléchissent, qui pratiquent sur le terrain de l'éducation avec une vision libertaire. Car si chacun a une réponse politique précise (tel syndicat, tel type d'organisation, etc.), nous essayons tous d'avoir des pratiques (pédagogiques, ou autres) les moins éloignées possibles de notre idéal. Et la préoccupation d'une telle coordination peut être, effectivement, de jeter un regard sur la réalité des pratiques libertaires éducatives en France, en 1986.

Si des copains et des copines travaillant dans le secteur éducatif (sans exclusive) sont intéressés par cette coordination, ils peuvent nous contacter :

- aux relations intérieures du Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 PARIS;
- ou à IRL 13 rue Pierre Blanc 69001 LYON

Symbiose armée-école

Le 23 septembre 1982, Charles Hernu et Alain Savary signaient un protocole d'accord entre les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale concrétisant de nombreuses déclarations d'Hernu sur la nécessité d'une « symbiose Armée-Education ». Le but avoué de ce protocole est d'établir des relations régulières entre les deux institutions. L'idée n'est pas nouvelle: le militarisme dans l'éducation passe déjà par de nombreux canaux, tels les manuels scolaires, et des journées « sport-armées-jeunesse », des interventions de conférenciers militaires et des visites de casernes par des classes existent. Le protocole va systématiser ces opérations et ajouter quelques armes à l'arsenal militaire en matière de main-mise sur l'enseignement. D'abord, dès avant la signature du protocole, une commission « défense-éducation nationale » est constituée et sa première action est de censurer certains manuels scolaires jugés « scandaleusement antimilitaristes ». Sur le terrain, les manœuvres d'approche de l'institution éducative vont se diversifier: affectation de militaires enseignants pour donner des cours de soutien à des élèves en difficulté ou des cours d'informatique dans les facs, stages de lycéens dans des formations militaires, participation de l'armée à des projets d'action éducative ou à des concours co-organisés avec des journaux ou des maisons d'édition, invitation d'enseignants à des colloques sur l'histoire ou l'instruction civique, don de matériel militaire à des lycées techniques, etc...

Face à cette offensive tout azimuts, la réaction ne s'est heureusement pas faite attendre: dès les premières déclarations d'Hernu, en 81, une coordination nationale et des groupes locaux anti-symbiose se sont créés et diffusent informations et pétitions. Après la signature du protocole d'accord, le réseau et son action s'amplifient: pétitions, manifs, expos, intervention directe lors de concrétisations de la symbiose et édition d'un trimestriel, le Ramassis d'Infos sur la militarisation de l'enseignement. Aujourd'hui, la coordination a des correspondants dans une quarantaine de départements et organise chaque année une rencontre nationale.

Mais si l'information est bien passée au niveau local et départemental, c'est le vide presque complet dans les médias nationaux et l'armée fait son possible pour couper la parole aux anti-symbiosistes: expos censurées, charge de flics lors d'un concert de soutien, répression judiciaire et professionnelle d'enseignants antimilitaristes, tentatives d'intimidation lors de tractages, etc...

Les militaires vont jusqu'à kidnapper une classe dont l'instituteur refusait de participer à une plantation d'arbres.

En 1984, Savary passe l'arme à « gauche », à Jean-Pierre Chevènement. Celui-ci se montre bientôt digne de l'entonnoir militariste porté avant lui par son copain Hernu et Debré la Terreur. En mars 1985, il déclare qu'enseignants et militaires ont tout à gagner à mieux se connaître et propose de mettre l'accent sur trois thèmes de cette collaboration: la lutte contre l'illétrisme, l'intégration de jeunes immigrés et... l'instruction civique, l'un des dadas du nouveau ministre. Le discours soi-disant moderniste de Chevènement ne peut pas cacher son retour à des « valeurs » réactionnaires: l'élitisme républicain est son leitmotiv, il impose le retour de la Marseillaise dans les écoles et fait de fréquentes allusions à Jules Ferry et à la III^{ème} république (l'époque des bataillons scolaires où les enfants subissent une formation militaire dès l'école primaire et où les enseignants véhiculent le culte patriotique et l'esprit de revanche contre les Allemands). Cette idée de renouveau du civisme est déjà mise en avant par Hernu dans ses premières déclarations sur la symbiose; il montera lui-même au front en 83 pour donner des cours d'instruction civique à des élèves de quatrième. En 84, c'est Jean Gatel, alors secrétaire d'état à la défense qui prône la « défense de l'esprit de défense » par le civisme. En octobre de la même année, lors du colloque sur le civisme organisé par Robert Fabre, des responsables militaires sont présents et y vont de leur laïus sur l'esprit de défense. En janvier 85, le Service d'Infor-

mation et de Relation publique des Armées sort un document sur le civisme en collaboration avec le Centre National de Documentation Pédagogique; les déclarations de Chevènement ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd...

Mais si les militaires et la droite applaudissent le nouveau ministre, il n'en va pas de même de la plupart des enseignants: beaucoup d'instituteurs conçoivent l'éducation civique d'une façon différente de celle des instructions officielles et apprendre la Marseillaise à leurs élèves ne leur semble pas forcément compatible avec l'idée qu'ils se font de leur travail. Il y a donc un débat à ouvrir, tant que la balle est dans le camp des éducateurs, avant de voir les militaires faire du « civisme » à leur manière et préparer des citoyens-chair à missiles bien obéissants.

François « War »
(C.O.T. — Groupe antimilitariste)

Le relais syndical n'a malheureusement pas été pris. La FEN a même affirmé son accord avec le protocole Hernu-Savary. Seuls l'Ecole Emancipée, des individus du SGEN-CFDT, parfois des individus (des sections?) de la FCPE (parents d'élèves) ont essayé de lutter. Des collectifs sont nés en France, pour faire de l'information, pour demander une hypothétique abolition. Puis, les énergies se sont épuisées. Le COT d'Albi coordonne les irréductibles qui persistent et signent.

Pour vous aider dans vos luttes: Ramassis d'Infos sur la Militarisation de l'Enseignement, c/o ADIR, BP 82, 16001 Angoulême cédex.



Et les élèves ?



Quatre vingt dix pourcent des établissements scolaires d'Etat ou privés forment des jeunes selon le programme établi. Mûrs ou pas, ayant une idée de leur futur ou pas, les élèves sont orientés. Les indécis, les malades n'ont qu'à pas l'être. Quant aux informations sur les carrières, à l'heure de l'ordinateur, des statistiques et des prévisions elles ont toujours été fumeuses, imprécises et accompagnées du conseil «si vous connaissez quelqu'un dans la branche, c'est mieux» (pour être informé et, au besoin, pistonné).

Toute pédagogie libertaire se doit de prévoir le refus de mûrir des élèves. Je me garde de dire *l'enfant*, qui sous-entend son «orientation», son «infériorité». Comme tout jeune se forme d'abord vis-à-vis de son milieu, en réaction, il est prévisible que les problèmes de complexes (d'infériorité ou de supériorité) par rapport aux parents sont loin de disparaître.

Dans le fond ce qui me gêne dans la pédagogie, c'est la ségrégation qu'elle implique: soit les parents sont écartés pour mieux «former» l'élève (pour le meilleur — «Summerhill» — ou pour le pire — «Komsomol» des pays de l'Est), soit on les utilise comme matière scolaire. De ce fait, on donne l'impression aux élèves que l'école est un cadre for-

mateur obligatoire, suivi du service militaire (pour une bonne partie), puis du travail. Sans partager les idées d'Illitch (pas Lénine, Ivan), je crois qu'il faut réduire le plus possible l'espace école. Est-ce faisable? Avant la Révolution, je ne crois pas.

Pour des raisons que j'entrevois sans plus (impact de la télévision, désertion des parents), je constate en France la formation d'un groupe homogène: les élèves. Ses caractéristiques sont un mélange tellement hétéroclite de notions scientifiques, historiques, culturelles et politiques que je les comprends mal et qu'ils ne se comprennent guère mieux entre eux quand on aborde des sujets généraux. La langue parlée est fort peu variée, et la plupart des mots français «techniques» sont mal connus: «castrer, pubis, embargo, coup de semonce, laconique, etc.». Dans ce sens, on ne peut parler de handicaps culturels entre les fils de travailleurs immigrés, d'ouvriers et de bourgeois; j'ai l'impression qu'ils parlent tous vietnamien ou breton à la maison, tellement le français est peu connu (en 2ème, TA, TC, TD, TB et BTS).

Evidemment, il y a un désir de surmonter ces lacunes, mais il existe aussi le sentiment chez les élèves qu'il suffit de suivre la routine, la vague qui les porte. On entend de plus en plus parler

de gars ou de filles d'une trentaine d'années qui vivent aux crochets des parents, qui ne sont pas mécontents dans le fond de prolonger leur fonction. Est-ce un reflet du chômage? J'ai d'avantage l'impression qu'il s'agit d'une crise de société: les jeunes ne s'y intéressent pas ou peu (et on les comprend).

Quand on regarde du côté des pays sous-développés et de l'Est, on constate que les études restent un symbole et une clé de la réussite sociale, comme avant en France. Que faire?, comme disait Tchernychevski en 1863. Eh bien, je ne vois que ce que disait la fille d'une voisine (de ma banlieue parisienne): «Puisque de toutes façons il y a le chômage, autant étudier ce qui me plaît le plus.» Mais le pire c'est que l'indolence semble dominer la passion chez les jeunes, et la société de consommation augmente ce qui est passager, superflu et facile. Il est juste qu'elle laisse passer Brassens, Balavoine... donc j'attends tranquillement que les choses s'améliorent.

Grand Père Max

la maison des enfants

La Maison des Enfants est un lieu d'éducation et de socialisation pour des enfants, entre deux et dix ans.

C'est un lieu qui veut apporter tous les ingrédients nécessaires aux enfants pour qu'ils puissent grandir, cela en tenant compte de leurs choix, de leurs rythmes, de leurs désirs, plus que de leur âge civil.

Là chacun apprend à être responsable de soi et de son agir envers les autres.

Nous essayons de laisser au savoir sa valeur vitalisante, c'est-à-dire qu'un apprentissage a pour condition nécessaire d'avoir un sens pour l'enfant. En pédagogie, c'est le plus souvent la dernière roue du carrosse. Nous pensons que c'est primordial, et si ce sens n'existe pas, nous essayons de comprendre ce que cela signifie, en le prenant en compte dans le respect de l'enfant.

Nous essayons de faire vivre un lieu où l'organisation est condition de liberté et d'éthique, et la liberté et l'éthique conditions de l'organisation. Ainsi, de l'éthique, peut naître la parole des enfants, parole qui les pose, si elle est prise en compte avec le respect qui leur est dû, comme sujets auteurs.

D'où l'importance des différentes instances qui permettent de discuter de ce qui va, de ce qui ne va pas, (Réunion du Coq, Réunion répartition, Réunion point d'interrogation) et de trouver ensemble des réponses sujettes à des modifications postérieures. Ainsi, il en va du règlement, modifié au fil du temps par les enfants et les adultes.

Ce qui est important c'est la relation de chaque individu au groupe, et du groupe à chacun de ses ressortissants, chacun est écouté dans le respect et la confiance, en faisant l'apprentissage de la tolérance face aux difficultés de certains, sur toile de fond des responsabilités confiées à chacun, et d'une gestion partagée.

Il ne s'agit pas de préserver l'enfant de la réalité sociale, mais de le protéger d'un système pédagogique qui refuse de lui laisser découvrir son propre rapport aux signes et qui par ses méthodes d'instructions écrase les capacités d'expressions sémiotiques des enfants, pendant la période (2 à 9 ans) où ils les découvrent, et se les approprient au rythme de leur «geste».

UN PEU D'HISTOIRE...

1973. Des parents d'un théâtre de la Cartoucherie de Vincennes organisent une garde collective de leurs bébés.

1976. Ces parents décident d'une ouverture à l'extérieur, et, avec de nouveaux parents crée une alternative à la crèche; dans la «Maison Blanche», qui fonctionne avec un permanent.

1978. Il est décidé de faire évoluer la pédagogie et le fonctionnement du lieu avec l'âge des enfants. Une vingtaine d'enfants de 2 à 6 ans vivent dans ce lieu, certains ont des problèmes relationnels. Le travail est pris en charge par deux permanents.

1980. Nous fondons une Association de loi 1901 qui donne une base juridique et situe la Maison des Enfants face à l'extérieur. C'est pour nous un outil dynamique, d'élargissement de nos moyens.

1981. Ce lieu fonctionne sur la base d'ateliers scolaires et péri-scolaires, avec des enfants qui ont entre 4 et 8 ans. La poursuite du travail pédagogique est entravé par un manque de moyens financiers, d'autant plus que nous voulons maintenir ce lieu ouvert à des enfants d'origine défavorisée.

1982. Nous avons de nouveaux projets d'ateliers pour les enfants entre 5 et 9 ans, projets pour lutter contre la discrimination culturelle, comme :

- Initiation à l'informatique sur systèmes ouverts «LOGO»
- Imprimerie
- Ciné-club
- Radio-amateurs

1983. Ouverture à des enfants de 4 à 12 ans. L'équipe pédagogique est formée de 5 permanents. Nos méthodes de travail, pour ce qui est des outils de base (Français, Mathématiques), se sont affinées. Un atelier de bricolage a été construit avec les enfants.

1985. Création d'une Crèche Parentale «SEQUANA» pour les enfants de 2 à 6 ans en vue d'obtenir des financements de la CAF et de la Ville de Paris.

II BUTS DE L'ASSOCIATION

La Maison des Enfants de la Cartoucherie a pour buts l'éveil de la personnalité des enfants au sein d'un groupe, l'acquisition de toutes techniques et de toutes connaissances permettant le développement des capacités intellectuelles, physiques, créatives et de vie sociale des enfants, ainsi que d'aller à l'encontre des discriminations culturelles. Elle a aussi pour but la réflexion sur les méthodes pédagogiques.

III UN ESPACE SOCIAL

Un lieu: Une maison, un espace, des arbres, un large territoire au sein de la Cartoucherie, un voisinage propice aux rencontres (Théâtre, Centre équestre), ce cadre permet un équilibre harmonieux entre les temps de travail, recherche, découverte et les moments de jeu et de dépense physique. Les enfants peuvent jardiner, faire du vélo, s'occuper des animaux,

Une équipe: Une équipe de recherche, une commission pédagogique, cinq permanents, des intervenants qui travaillent en coordination, en analysant la dynamique présente tout en continuant à élaborer la «grammaire» du lieu.

Un groupe d'enfants: Un noyau d'une trentaine d'enfants de 2 à 10 ans, dont la présence est quotidienne. Ce groupe fonctionne indépendamment des classes d'âge, et est ouvert à la présence ponctuelle d'autres enfants.

IV UNE DYNAMIQUE PÉDAGOGIQUE

... qui privilégie:

- l'autonomie des enfants
- leurs singularités
- leurs responsabilités
- une pédagogie qui prend en compte, dans chaque type d'apprentissage les préoccupations des enfants, et qui met à leur disposition un champ d'utilisation dynamique de cet apprentissage: qu'il ait un sens pour lui.
- une vie de groupe avec le droit à la différence et l'écoute des autres différences.

V LA «GRAMMAIRE»

C'est-à-dire, les instances et/ou les outils nécessaires d'une part au travail de la loi du lieu, et d'autre part à l'analyse du texte qui s'écrit dans ce lieu (épaisseur du vécu de tout ce qui traverse ce lieu).

- Travail sur la loi (éthique) avec les enfants, ceci au travers de diverses réunions (place pour l'interpellation)
- Cahier de râlage et réunion râl'âge
- Réunion du Coq (tous les matins)
- Réunion répartition (charges, gestion)
- Réunion du Groupe des groupes afin de travailler les effets de collage pour y mettre de la parole et de l'espace.



VI DES ACTIVITES.....

- Les ateliers de Base :

- LANGAGE (écriture/lecture/langues)

- OUTILS LOGIQUES (calcul/espace/temps)

Les enfants y sont répartis en fonction de leurs acquisitions.

- Les groupes de recherche :

Les enfants se constituent en différents groupes de recherche par choix de thème. Ni l'âge, ni l'appartenance aux groupes de Bases ne sont ici déterminants.

Dans ces groupes, les enfants travaillent un thème et rétroactivement leur méthode, mettant ainsi à jour les choix de leur démarche.

- Répartition des charges et Gestion du lieu :

Les enfants échangent leurs charges (service de table/poubelle/rangement des jeux/volet/gestion des repas) au cours des réunions répartitions; la seule règle étant qu'ils ne peuvent pas garder leur «charge» plus de trois semaines.

VII DES ATELIERS

Certains existent, d'autres sont à mettre en place.

MOUVEMENTS

Piscine
Acrobatie
Équitation
Expression corporelle
Vélo

Tous les jeux plein air

CREATION

Terre
Peinture
Musique
Théâtre
Cuisine
Bricolage

DECOUVERTES/OBSERVATIONS

Topologie
Biologie
Nature
Bibliothèque
Ciné-Club
Religions
Mécanique
Histoire
Archéologie
Astronomie

COMMUNICATION

Journal
Informatique
Radio-Amateurs
Photo
Écriture

VIII UNE SYNERGIE INTERIEUR/EXTERIEUR

D'une part, les enfants accueillent des personnes de l'extérieur (enfants/adultes); d'autre part, des activités ont lieu et sont prévues à l'extérieur (bibliothèque/piscine/enquêtes/échanges avec d'autres groupes....)

PETITE CONCLUSION POUR NE PAS EN FINIR....

Il ne s'agit pas de préserver l'enfant, de lui créer un monde à l'abri de la réalité sociale, mais au contraire, on doit l'aider à y faire face. Il doit apprendre ce qu'est la société, ce que sont ses instruments, sans que cela se fasse au prix d'un écrasement de ses propres capacités d'expressions sémiotiques.

*La Maison des Enfants
Cartoucherie. Route du
Champ de Manœuvre
Paris 12ème
Tél. (1) 48 08 61 03*

L'échappée belle

En 1983, le groupe Michel-Bakouine de la Fédération Anarchiste lançait l'initiative l'une «colonie de vacances». Depuis, ce projet est devenu une réalité. Tous les ans, au mois de juillet, des enfants et des adultes se retrouvent pour vivre ensemble un moment de plaisir, de fête et de fraternité.

«L'Echappée-Belle» marque notre volonté de mettre nos idées en pratique. Par-delà les mots et les discours, d'essayer de vivre l'idéal anarchiste d'égalité, de liberté et d'entraide, dès aujourd'hui. Gérer nous-mêmes notre vie et construire ainsi une alternative libertaire au «vieux monde».

«L'Echappée-Belle» c'est la gestion collective d'un moment de vie, mais c'est aussi permettre à des militants révolutionnaires de se rencontrer hors des sentiers battus du militantisme traditionnel.

«L'Echappée-Belle» est une réponse à nos préoccupations en matière d'éducation libertaire. Une éducation s'adressant aussi bien à des enfants qu'à des adultes. Une éducation anti-autoritaire procurant à chacun et à chacune les moyens d'épanouir au maximum ses potentialités pour arriver à une complète autonomie.

«L'Echappée-Belle» c'est enfin une réponse, limitée certes, aux problèmes sociaux des uns et des autres, par la pratique de l'entraide et de la solidarité. Solidarité au niveau «national» mais aussi au niveau international. Voilà pourquoi depuis l'an dernier nous avons constitué une caisse de solidarité. L'argent, récupéré par voie de souscriptions, doit permettre l'accueil pendant un mois de deux enfants et d'un accompagnateur «étranger», tous frais payés (déplacement et séjour). Un appel dans ce sens a été envoyé au mouvement libertaire européen.

Aujourd'hui, après trois ans d'existence, une vingtaine d'adultes et une trentaine d'enfants constituent «L'Echappée-Belle». Le collectif organisateur groupe des militants libertaires et des sympathisants. Participent à la définition du projet (recherche de lieux d'accueil, récupération de matériel, secrétariat, etc.) tous ceux et celles qui en seront les acteurs et actrices. Les adultes bien sûr, mais aussi les enfants dans la mesure du possible.

Au niveau financier, adultes et enfants payent leur séjour. Pas de personnes rémunérées, donc. Le prix du séjour comprend la nourriture, l'hébergement, les loisirs et les frais généraux. Des tarifs dégressifs sont prévus en fonction des moyens des participants et de nos possibilités.

Le fonctionnement du séjour résulte de l'expérience des années précédentes. Le principe d'un lieu central vers lequel convergent des petits groupes pour vivre quelques jours un projet précis a été retenu. Le lieu central servant avant tout de coordination et de rassemblement des petits groupes ainsi que d'accueil pour les nouveaux arrivants.

Ces dernières années, «L'Echappée-Belle» c'était l'organisation d'un seul et unique séjour. Mais tant pour des problèmes de distances, d'éloignement des participants et des frais que cela occasionnait, il était impératif que d'autres projets voient le jour. De plus, notre démarche politique a toujours été de créer une dynamique visant à multiplier les lieux et initiatives s'inscrivant dans une alternative libertaire.

Ainsi, pour cet été 1986, «L'Echappée-Belle» organisera deux projets dis-

tincts sur le plan géographique. Un premier dans l'ouest de la France (entre Poitiers et Angoulême) et un autre dans le sud (plateau du Larzac). Les deux séjours auront lieu du 5 au 26 juillet. Une rencontre entre tous les participants sera organisée en Dordogne.

Dans l'avenir, nous le souhaitons vivement, peut-être y aura-t-il encore d'autres Echappée-Belle. Ou d'autres projets du même ordre, ou adoptant la même démarche. Penser l'alternative libertaire ne suffit pas, il nous faut la construire.

Pour toute demande de renseignements sur «L'Echappée-Belle» et sur les séjours de cet été, écrivez à l'adresse suivante :

A.D.I.R., B.P. 82,
16001 ANGOULEME CEDEX

« LA CROISEE DES CHEMINS » ASSOCIATION D'ACCUEIL D'ENFANTS

Elle a pour but :

- d'organiser la vie collective d'enfants, d'adolescent(els), d'adultes, au sein d'un lieu à échelle humaine ;
- de rechercher et de créer les conditions du libre épanouissement de tous les individus au sein de la collectivité, en garantissant à chaque personne, enfants, adolescent(els), ou adultes, son pouvoir équivalent d'intervenir sur les décisions collectives, et en favorisant la coopération libre et volontaire de chacun à l'organisation de la vie collective ;
- d'accueillir au sein de ce lieu de vie, des enfants, des adolescent(els), mis(els) plus ou moins en difficulté au sein de leur mode de vie habituel ;
- de construire, d'organiser, de développer le soutien individuel et collectif à ces buts et actions, sous toutes les formes afin de persévérer dans cette direction.

Un lieu de vie à la croisée des chemins

J'ai été très sensible au compte-rendu de la réunion qui s'est tenue à Périgueux le 26 janvier 1984, à propos des lieux de vie.

L'impression qui m'incite aujourd'hui à communiquer avec vous, c'est le sentiment d'une certaine écoute à l'égard de l'existence des lieux et de ce qu'ils tentent de réaliser. Une écoute qui ne s'est pas toujours, il faut bien le dire, manifestée.

« L'existence même des lieux de vie est en relation avec la reconnaissance par les partenaires » précise le compte-rendu.

Nous touchons là, à mes yeux, une problématique qu'il m'apparaît important de souligner. Cette problématique évoque en moi le rapport que j'ai avec l'autre, notamment lorsqu'il est différent.

1— Est-ce que je me sens capable d'accepter l'autre, de le connaître, de le reconnaître tel qu'il est, y compris lorsqu'il est différent de moi-même ?

2— Est-ce que je me sens capable de comprendre l'autre à travers son point de vue à lui, son raisonnement à lui ?

3— Est-ce qu'il ne m'arrive pas, malheureusement, de « reconnaître » l'autre seulement à condition qu'il se rapproche ou se moule dans l'image que j'attends de lui ? Et, en fait, de le nier dans ce qu'il a de particulier, de spécifique, de propre ?

Personnellement, les points 1 et 2 sont ceux vers lesquels je veux tendre. Mais, malheureusement, je n'y parviens pas toujours. Et il m'arrive d'agir selon le point 3, à mon grand mécontentement quand je m'en rends compte.

Le problème de la reconnaissance des lieux de vie engendre une problématique analogue.

Le compte-rendu précis décrit, à juste titre, les fondements des lieux de vie, à partir de l'idée de partage et de rupture.

Je reviendrai plus loin sur ces fondements.

J'ai la conviction que les lieux de vie ont, en effet, des orientations très différentes des pratiques relationnelles répandues et dominantes.

Toute ma question est donc :

Est-ce que la reconnaissance de l'existence des lieux de vie tend à s'effectuer dans le respect, dans l'acceptation de ce qu'ils sont réellement, avec leurs particularités propres ?

Ou bien est-ce que cette reconnaissance suppose, de la part des lieux, une soumission à certaines attentes, à une certaine image, envers les partenaires,

qui dénature et qui nie les pans de leur originalité ?

Et c'est, en effet, tout le problème posé par l'existence, entre autres, de la circulaire Dufoix qui veut réussir l'exploit de reconnaître une pratique relationnelle en rupture avec les pratiques dominantes, et ce, en utilisant des cadres juridiques et économiques qui sous-tendent les pratiques dominantes.

Cette reconnaissance-là m'effraie, parce qu'elle est ambiguë en ce qui concerne la nature de la « reconnaissance » mise en œuvre.

C'est pour contribuer à sortir de cette problématique qu'il me paraît important, en effet, que chaque lieu se définisse, vis-à-vis de tous ses partenaires.

Et c'est cette démarche que je voudrais amorcer en mettant ces lignes à votre disposition. Je ne perds pas de vue qu'une définition, même très fidèle, ne garantit pas une reconnaissance authentique. Elle constitue une condition nécessaire, mais pas suffisante.

Je n'ai pas envie de réaliser un écrit qui prétendrait définir d'un coup le lieu de vie dans tous ses aspects, et d'une manière complète. C'est quelque chose qui me paraît impossible. Les mots mêmes ont bien du mal à traduire une expérience vécue.

Je ne veux pas définir le lieu de vie en général, car, à mes yeux, ce serait une manière de dénaturer aussi les lieux de vie, en les enfermant dans un modèle immuable. Et je pense qu'ils sont justement le contraire.

Je ne veux pas parler au nom des autres lieux de vie, qui ont leur propre parole pour le faire mieux que moi-même.

C'est pourquoi j'ai l'intention de vous communiquer mon expérience en tant que personne qui vit un quotidien d'un lieu.

Je souhaiterais que cette communication suscite en vous des réactions, et qu'ainsi s'engagent des échanges, des dialogues, que nous pourrions poursuivre afin de nous connaître, de nous reconnaître mutuellement, tels que nous sommes, davantage.

Je suis l'un des membres de cette petite association qui regroupe actuellement deux adolescents et un adulte, et qui demeure ouverte à des enfants, à d'autres adolescent(e)s, à d'autres adultes. Je voudrais essayer d'expliquer ce qui caractérise, de mon point de vue personnel, notre expérience de vie en groupe.

Je voudrais que chaque personne qui vit là, en compagnie des autres, éprouve au fond d'elle-même un intérêt personnel à être là, en compagnie des autres. Même si de temps à autres, ou dans des moments plus difficiles, le besoin de prendre l'air se manifeste pour elle. Je ne voudrais pas qu'une personne vive, ici, simplement parce que quelqu'un d'autre a décidé pour elle ; et que rien absolument rien n'existe en elle, qui la motive pour vivre là.

J'essaie de faire en sorte que le matériel et les biens collectifs qui sont ici, à commencer par la petite ferme louée elle-même, soient ressentis par chacune des personnes comme du matériel et des biens à sa disposition, tout en respectant les autres et leur besoin d'utiliser également ce matériel.

Cette association entre des enfants, des adolescent(e)s, des adultes se forme à travers l'acte de vivre, d'organiser la vie en groupe. Un réseau de relation se tisse. Je cherche, dans les relations que je construis avec les autres, en n'y arrivant malheureusement pas toujours, à permettre aux personnes de se sentir libres d'exister telles qu'elles sont, d'exprimer librement ce qu'elles éprouvent sincèrement au fond d'elle-mêmes, d'utiliser leur esprit critique, leur libre arbitre, leur responsabilité d'être humains à part entière.

Je trouve qu'un tel cadre, non seulement offre un intérêt à toute personne, mais également offre beaucoup d'intérêt à des enfants, à des adolescent(e)s, qui éprouvent certaines difficultés plus ou moins importantes, dans leur milieu de vie habituel et dans leur mode de vie, justement parce qu'ils sont privés de ce respect de leur personne auquel ils ont droit, de ce libre arbitre dont ils ont besoin.

Je me suis rendu compte que ces jeunes, assoiffés de liberté, se montraient en même temps effrayés par la responsabilité qu'elle entraîne, et se sentaient dépourvus du savoir-faire nécessaire qui leur permettrait de faire usage de leur libre arbitre en toute sécurité, de leur point de vue.

Et face à cette liberté vertigineuse, je sens dans le quotidien des enfants, des adolescent(e)s se raccrocher à moi-même, avides du soutien d'une personne adulte, suffisamment mûre elle-même, qui soit en mesure à la fois de les aider, dans des domaines où ils ne se sentent pas autonomes, et à la fois de leur permettre d'acquérir les apprentissages dont ils ont besoin pour eux-mêmes.

Je m'efforce alors, sans toujours y arriver, de répondre à cette demande d'aide immédiate, par mon savoir-faire, lorsque je le possède, et j'essaie simultanément de maintenir à tous moments, ouvert, l'accès possible à leur autonomie, dans ce domaine, à leur responsabilité sur leur propre vie, pour qu'ils puissent les saisir dès qu'ils s'en sentent la force.

J'essaie, pendant leur usage de leur autonomie, de les accompagner par des échanges avec eux sur leur expérience au sein de la réalité et de faciliter ainsi la découverte qu'ils poursuivent de monde qui les environne, et la découverte d'eux-mêmes.

Les enfants, les adolescent(e)s constituent eux-mêmes le moteur qui actionne leur propre épanouissement, leur propre développement, dans des directions qui sont déterminées par leur organisme tout entier.

Cet accompagnement de ma part, à l'égard de ces jeunes personnes, ne signifie pas l'abstraction de ce que je suis, de ce à quoi j'aspire personnellement. J'éprouve des besoins et je souhaite qu'ils soient respectés par les autres, comme je m'efforce de respecter ceux des autres. Ainsi, j'existe, et c'est aussi vivre que d'en tenir compte, du point de vue des jeunes.

Les nécessités, les besoins de la vie quotidienne font naître des activités dans lesquelles chaque personnes s'investit plus ou moins selon sa motivation, ses compétences, son énergie, sa volonté d'apprentissage.

Notre petite association dispose d'un budget, et je cherche à ce que chacun puisse exercer sa volonté aux côtés de celle des autres sur l'utilisation de ce budget, en ce qui concerne les ressources et les dépenses collectives. Chaque personne dispose d'une autonomie financière personnelle et équivalente à celle des autres, et décide en toute liberté de son usage. Chaque mois, le bilan financier global est visualisé, pour tous, et les ressources disponibles exposées. La micro-informatique, que j'ai introduit dans notre petite association, représente une aide précieuse pour faciliter ce type de gestion collective, entre autres.

J'ai essayé de vous faire part brièvement d'une partie de mon expérience, bien qu'il soit très difficile, à mes yeux, de communiquer avec des mots ce qui se passe dans le quotidien.

J'ai bien conscience que ces lignes ont du mal à rendre, à la fois, la richesse, et à la fois, les difficultés que je côtoie, mais elles constituent un essai pour le faire. Je souhaite vivement qu'elles soient un promptoire pour ceux qui souhaitent approfondir davantage ce point de vue.

Je voudrais maintenant ajouter quelques points de vue qui sont les miens, et qui s'articulent davantage sur le compte rendu précédemment paru.

Notre pratique personnelle et d'organisation (et pas seulement d'idée, laquelle n'en est que la conséquence) à l'intérieur de notre lieu de vie, se fonde sur un partage le plus équitable possible entre les personnes et, notamment, sur une possible intervention de chacun sur l'organisation de la vie, chaque personne pouvant, avec le moins de barrières possible, se situer comme sujet de sa vie, et utiliser ainsi son propre pouvoir personnel dans le quotidien.

Il s'agit là, à mon avis, de l'un des fondements du lieu de vie. Cette caractéristique interne se trouve effectivement en rupture avec ce qui caractérise les organisations sociales des groupes, non seulement dans le secteur de l'enfance et de l'adolescence inadaptées, mais aussi des groupes, dans la vie en général, qu'elle soit familiale, professionnelle, politique, du domaine du loisir, ou tout autre.

En effet, le trait dominant, à mes yeux, des ces organisations, c'est que la plupart des personnes dans ces structures sont repoussées, plus ou moins, dans un statut d'objet, d'instrument, alors qu'un nombre réduit de personnes occupent au contraire une position de décideurs, d'utilisateurs actifs. Il existe donc une différence profonde de nature entre ces deux conceptions.

Il me paraît logique que des jeunes, des enfants, eux-mêmes, en rupture de relation, d'une manière viscérale, la plupart du temps, avec leur milieu naturel (famille, quartier, école, travail...) ressentent un espoir, en découvrant la réalité interne du lieu de vie.

Ils disposent d'une possibilité, là, de vivre une expérience qui peut leur permettre un rétablissement de la communication avec les personnes du lieu de vie, et, en conséquence, une meilleure communication à l'intérieur d'eux-mêmes.

À l'intérieur du lieu de vie, tout d'abord, le processus de rupture de relation entre les jeunes et leur environnement immédiat s'inverse vers une recommunication.

Cette discordance entre les options de vie à l'intérieur du lieu, et entre les options dominantes du tissu social environnant ne simplifie pas les relations du lieu avec l'extérieur, ni son intégration dans le milieu environnant.

Mais cette discordance ne débouche pas systématiquement sur une marginalisation du lieu.

Au contraire, une communication plus riche peut se construire entre le lieu et l'extérieur, dans une optique de respect mutuel des options de chacun, de coexistence.

Les interactions entre le lieu et l'extérieur deviennent le champ d'échanges et de réflexion très profonds et très fructueux, tant que demeure la manifestation du respect mutuel.

Cet effort de communication avec l'environnement s'avère essentiel pour les jeunes. Lorsque la communication existe suffisamment entre le lieu et l'extérieur, le mouvement de rupture de relation des jeunes avec autrui, qui s'est déjà inversé en recommunication, dans le lieu, se développe à l'extérieur du lieu et conduit les jeunes vers un rétablissement de la communication avec l'environnement, à travers l'ambiance de respect mutuel et avec, comme compagnons et appuis, les personnes du lieu de vie.

Les jeunes vivent donc dans ce champ de réflexions et d'échanges que constitue l'interaction entre le lieu de vie et l'environnement social, et en tirent bénéfice par une maturation.

J'ai observé que les jeunes ne perdent pas leur identité personnelle, ne sont pas niés dans leur personnalité.

Au contraire, ils conservent la possibilité d'exister tels qu'ils sont, tout en découvrant davantage les réalités environnantes, et tout en cherchant des moyens de vivre en harmonisant leur personnalité propre avec ces réalités environnantes. Il peut s'agir autant de conformer son comportement aux réalités environnantes pour les transformer.

À partir de ma sécurité, de l'acceptation et de l'accompagnement que représentent les personnes du lieu de vie pour eux, les jeunes peuvent utiliser leur créativité pour développer leur autonomie, et rechercher un type de relation avec l'environnement social qui leur permette le maximum de respect auquel ils ont droit, et dont ils ont été manifestement privés.

Il n'est pas toujours aisé, bien sûr, de maintenir cette communication entre le lieu de vie et le tissu social environnant à un niveau optimum. Mais c'est bien là, l'un des buts vers lesquels je tends, sans pour autant que cette reconnaissance par l'environnement ne se transforme en l'aliénation, le reniement des options pratiquées par le lieu.

Il subsiste tout de même, en dépit de ces efforts, une frange réduite de l'environnement, plus éloignée d'ailleurs, qui se montre obstinément hostile aux fondements pratiques des lieux de vie, avec des manifestations d'intolérance très longues et très difficiles à vaincre, ou parfois même impossibles à dépasser, faute de parvenir même à enclencher un rudiment de communication.

En espérant lire vos réactions, vos points de vue, je vous adresse mes amicales salutations.

Gérard Coulon, permanent d'un lieu
« La croisée des chemins » — Association
d'enfants, d'adolescent(e)s, d'adultes —
Le Patut — Buanes — 40320 Geaune.

Insoumission à l'école obligatoire

Quel rapport entre le livre de Catherine Baker *Insoumission à l'école obligatoire* et ce dossier sur les libertaires et l'éducation ? Elle ne se dit pas anarchiste et elle ne se réclame d'aucune « pratique éducative ». Elle parle au contraire de son immense aversion — aversion raisonnée — pour l'école, pour la seule école pratique — et non de son éducation. Elle dit des choses que j'aimerais pouvoir dire, mais que je ne peux pas dire, car on me cloue immédiatement le bec avec des « tu phantasmes, tu n'y connais rien, tu ne sais pas car tu n'as pas d'enfants ».

Catherine Baker est passée à la Gryphe le 25 janvier pour participer à un débat autour de son livre ; j'y suis allé pour l'interviewer. Ce que vous trouverez ci-dessous est extrait du débat et de l'interview. C'est un texte retravaillé, redécoupé, etc. ; j'ai eu à choisir quoi garder, et je l'ai fait en fonction de ce qui m'arrangeait le plus, évidemment...

Les interventions et les questions, tant dans le débat que dans l'interview, sont de diverses personnes.

David



Le débat

Peux-tu nous retracer ton expérience par rapport à l'école avec ta fille ?

Dès que la question s'est posée, dès que les petits enfants autour d'elle ont commencé à se rendre à la maternelle, c'est-à-dire vers les trois ou quatre ans, je lui ai posé la question. Je lui ai dit : « Est-ce que tu as envie d'y aller ; tu rencontrerais des gens différents, tu pourrais t'amuser, tu pourrais changer d'occupation... ». Mais elle n'avait pas envie. Ça a duré comme ça pratiquement 15 ans — l'âge que Marie aura bientôt. Mais elle n'a jamais souhaité aller à l'école et on s'est débrouillé avec ce désir-là. Si elle m'avait demandé d'y aller, de toutes mes forces je l'aurais soutenue, mais elle a toujours su aussi qu'elle pouvait compter sur moi : tant qu'elle n'aurait pas envie d'y aller, en aucun cas je ne l'y obligerai. Je ne vais pas faire le coup de la liberté de l'enfant ; il était évident que Marie était influencée par moi, mais aussi par tout le reste — et ça comptait beaucoup — et elle a été forcément soumise à des tas de pressions. Mais au moins, étant donné le jeu des influences contradictoires, j'ai voulu qu'elle puisse en fin de compte dire oui ou non. Je crois qu'elle a eu beaucoup de courage de refuser d'aller à l'école parce que tout était contre elle, sauf moi — y compris dans les trois communautés où nous avons habité et où tous les autres mêmes allaient à l'école.

Il y a 26 familles en France que je connais et qui n'ont pas mis leurs enfants à l'école. J'ai été très étonnée et un peu inquiète de voir notre absence d'une réflexion théorique qui dépasse le « Je voulais que mon gosse soit heureux ». Comme ça ne me contentait pas, je me

suis dit que j'allais réfléchir à la question — d'où ce livre. C'est un livre « théorique », mais facile à lire car c'est une lettre ouverte à ma fille, qui a quinze ans. En ce moment j'écris la suite, un livre « pratique », une enquête auprès de ces 26 familles qui racontent comment ça se passe au jour le jour, comment on se débrouille avec les mômes quand on ne les envoie pas à l'école, et comment on vit avec des mômes.

D'ailleurs ces mômes ne sont pas forcément les siens. En effet l'une des critiques qu'on nous fait c'est que « s'il n'y a pas l'école, il y a la famille, et c'est encore pire ». Je trouve ça délirant. Ça montre à quel point les gens sont étroits d'esprit, et qu'ils ne sont même pas capables d'imaginer autre chose que cette alternative idiote. Marie, en ce moment, je ne sais pas ce qu'elle fait, alors que ça fait quinze jours que je suis partie de la maison. Ça pouvait déjà être vrai il y a quelques années. Ça ne nous intéressait pas de vivre les yeux dans les yeux. Marie s'est trouvé des réseaux, des amis.

LA SOUMISSION AU POUVOIR

Il m'a semblé que ton livre ne consistait pas tellement à raconter ton expérience, mais à critiquer l'école, et de façon très violente.

Je ne suis pas la première à gueuler contre l'école — tous les pédagogues le font aujourd'hui. Ce qu'on me reproche c'est simplement d'avoir mis ces idées en pratique : si l'école est si dégueulasse, je ne vois pas pourquoi j'y mettrais mon môme. Et ça, on ne me le pardonne pas. De *Libération* à *La Croix*, tous ont entonné en chœur : « Pauvre Marie ! Elle va payer les lubies de sa mère ! ». Pas une seule fois on n'a essayé d'analyser les

idées que j'ai pu avancer, même pour les démolir. Ce qu'on me reproche, ce n'est pas mes idées, c'est de les avoir mises en pratique.

Depuis 68, on dit que le grand drame, c'est le pouvoir. Mais ce n'est pas vrai. C'est la soumission au pouvoir qui est un drame. Et lutter contre la soumission, c'est autre chose. Ça vise chacun de nous. Tous, jeunes ou adultes, on est confrontés au problème de la soumission à l'école. C'est trop facile de dire qu'on est contre l'école, et puis de s'arranger avec.

Je ne suis pas une intello. Simple-ment j'ai fait le compte de ce qu'apporte l'école, et j'ai dit : je ne vois pas du tout ce qu'il y a à y gagner. Je vois ce qu'il y a à y perdre. Résultat : je dis non, je n'irai pas faire massacrer ma gamine à l'école.

Marie a subi des influences ; mais à trois ans elle était bien capable de dire qu'elle ne voulait pas se lever comme ses amies à huit heures pour aller à l'école. Elle a pu choisir ; moi, à son âge, on ne m'a pas demandé mon avis.

Si aujourd'hui Marie décide de passer le bac, elle le peut — trois ans, ça doit suffire pour passer le bac ! Par contre, moi, aujourd'hui, l'école, ça m'est interdit. L'école, c'est de tel âge à tel âge, et puis ensuite c'est la vie active, et puis ensuite on est vieux. Tout est tellement bien organisé.

Un des problèmes c'est que si on ne met pas son enfant à l'école, on est un peu obligé de réussir. Quand des parents mettent leur enfant à l'école, s'il devient illettré, ou caractériel, etc., c'est presque normal, c'est tellement courant, alors que si on ne met pas son enfant à l'école, on sera tout de suite coupable pour tout ce qui ira de travers.

Souvent, je me suis dit : Mon Dieu, quelle chance que mon enfant ne soit ni toxico, ni dépravée sexuelle, ni simplement malade : si elle avait un cancer, forcément tout le monde dirait : c'est parce qu'elle n'est pas allée à l'école ! C'est un problème pour tous les parents déscolarisants : s'il y a un problème, ce sera évidemment parce que le gosse a été marginalisé, qu'il en a souffert, etc.

On m'a raconté des tas de choses sur mon inconscient pour expliquer pourquoi je ne mettais pas ma fille à l'école : quelqu'un qui refuse la norme scolaire est forcément quelqu'un d'anormal, psychologiquement. C'est un syndrome ! Refuser d'aller au service militaire, d'aller à l'école, c'est pathologique !

Les journalistes, après la sortie de mon livre, ont été immondes. Des journalistes d'Antenne 2 ont essayé de faire du chantage sur Marie ; mais on s'était bien mis d'accord toutes les deux pour la garder en dehors de ça. On savait que si on lui posait la question : « Ca t'arrive de t'ennuyer ? », et qu'elle réponde candidement : « Oui... des fois... », ça faisait un gros titre : « **MARIE S'ENNUIE !** ». Les journalistes, c'est ça.

Ma seule défense contre ça a été de ne pas rester isolée, et de garder des liens avec les 26 autres familles déscolarisantes.

UN GOSSE QUI PARLE

Au niveau pratique : un petit enfant, ça fait caca partout. Comment faire pour que ça ne fasse pas caca partout ?

C'est une question que je m'étais beaucoup posée, douloureusement. D'abord, je me suis arrangée en mettant des couches pour que ça ne salisse pas toute la maison. Mais effectivement je n'ai jamais mis Marie sur le pot. J'ai attendu. C'est venu peut-être plus tard que pour un autre enfant, mais à trois ans elle savait qu'elle n'avait pas envie de rester avec des couches sales et qu'il y avait un moyen plus pratique pour elle, c'était d'aller sur le pot.

Il y a des tas de problèmes comme ça dont on se fait une montagne ; alors qu'en fait les choses peuvent être très simples ; à condition d'avoir une sorte de foi inébranlable dans la sagesse de l'enfant — en tant que petit animal ; il sait ce qui est bon pour lui. Vivre avec un nourrisson, ça m'a émerveillée de jour en jour. Le même voit vite ce dont il a besoin. Et au bout de deux ou trois ans on est tout étonné de se trouver avec un gosse qui parle, qui raisonne, qui tient des conversations.

Je veux bien croire que j'ai eu de la chance de tomber sur cette gamine-là. Mais il se trouve que sur les 26 familles déscolarisantes que je connais, toutes ont eu des gosses pour qui la vie était simple. Alors j'en viens à me demander si c'est pas justement les gosses à qui on essaie de fourguer une éducation qui seraient des gosses un peu perturbés !

On me disait aussi quand elle était petite, que j'allais voir, ça serait pas pareil à l'adolescence ! Aujourd'hui, Marie a 15 ans, on est vraiment très complices, très aimantes, et en même temps on se voit très peu, on est très autonomes.

« L'ÉCOLE, QUEL MASSACRE »

Je trouve un peu simpliste de dire qu'il suffit de ne pas mettre un enfant à l'école pour qu'il soit bien. On peut parfaitement imaginer que pour un enfant, qu'il aille ou non à l'école, à partir du moment où les gens autour de lui lui font confiance, il n'y aura pas de problème. A l'inverse, les adultes qui s'occupent des enfants ont aussi leur histoire, et ils ne sont pas tous capables de s'occuper d'un enfant. Si les 26 familles dont tu parles n'ont pas eu de problèmes avec leurs bébés, ce qui m'intéresse plus c'est leur réflexion en général sur les enfants que le problème même de l'école. Il y a dans le monde des tas d'enfants qui ne sont pas scolarisés et ils ne sont pas forcément très bien !

Pas du tout ! L'école est obligatoire partout. Le taux d'analphabétisme est phénoménal — 23 % aux Etats-Unis ; mais ces analphabètes sont tous allés à l'école !

Il y a des tas de pays où les enfants ont des difficultés pour aller à l'école.

J'ai été chargée récemment de donner un cours à une trentaine de futurs inspecteurs d'académie africains. Je me disais que, vue toute l'énergie qu'ont mise les gens des pays récemment alphabétisés à se sortir de la misère en misant sur l'école, ce serait très difficile pour eux de me comprendre si je leur parlais d'*In-Soumission à l'Ecole Obligatoire*. En plus, de futurs inspecteurs d'académie ! Et puis, j'ai été surprise ; ils ont vite su que je venais d'écrire ce livre, et on a eu des discussions fantastiques. Ils se sont séparés en deux ; il y avait ceux qui pensaient que l'école était la seule voie pour l'alphabétisation ; il y avait d'autres qui disaient : « Ah oui ! L'école, quel massacre ! Si seulement on avait une seconde envisagé la possibilité d'alphabétiser autrement, on n'en serait pas là ! ». Des villes entières ont fait connaissance avec le phénomène nouveau que constitue l'adolescence, alors qu'avant il y avait simplement la jeunesse, un âge comme un autre. L'adolescence a été un phénomène créé de toutes pièces, avec l'envahissement des grandes villes par des jeunes qui étaient sensés venir à la ville apprendre quelque chose et qui se retrouvaient éjectés et au chômage. Parmi ces étudiants africains avec qui je discutais, certains me disaient : « L'école a créé de toutes pièces des problèmes nouveaux, mais n'a pas réglé le problème de l'alphabétisation. »

Quand on dit que les enfants ont du mal à aller à l'école dans certains pays, je ne suis pas convaincu que ce sont les enfants qui ont du mal à y aller ; ce sont plutôt d'autres, des adultes, qui ont du mal à les y envoyer ou à les y faire envoyer. De toutes manières, on ne demande pas son avis à l'enfant. Ce qui m'intéresse dans ton livre, c'est que justement, pour une fois, tu n'y considères pas les enfants comme des balles de ping-pong mais comme n'importe quel autre humain. On dit des enfants : « Il faut qu'ils aillent à l'école, ils ne sont pas assez grands pour décider tout seuls » ; nous, on est des libertaires, mais si on tient ce raisonnement, on peut aussi le tenir pour n'importe qui : les fous, les gens ayant un « QI » inférieur à telle valeur, les peuples « primitifs », les gens qui ne sont pas assez allés à l'école pour comprendre que le nucléaire est sans danger, etc...

D'ailleurs on parle du problème dans certains pays du tiers-monde pour envoyer les gosses à l'école, mais j'ai été très surprise de voir mon livre — qui est globalement un bide — se vendre parfois à 5 ou 6 exemplaires dans tel patelin de l'Ariège. Puis on a compris, avec le courrier des lecteurs, que des gens au fin fond des villages de montagne commençaient à se demander si, quand même, ça valait la peine de se donner tant de mal, alors que leur gamin qui a 18 ans est ouvrier agricole et qu'il s'est fait chier toute son enfance pour en arriver là, si ça valait la peine d'y envoyer le petit qui a 4 ans et qui doit se lever le matin à six heures pour avoir l'autobus à sept, etc.

VIVRE AUTREMENT

Quand je travaillais au *Monde*, je me levais à cinq heures : Dans les rues, ça me frappait de voir les femmes courir avec leurs landaus à six heures du matin pour mener leur enfant à la crèche ; c'était des femmes qui allaient bosser en usine. Ça me broyait toujours le cœur ; je me disais, mais quelle vie ! Le matin, réveiller le même à 5h, la crèche, la maternelle... Alors, on me dit : il n'y a rien d'autre. Pour moi non plus, il n'y avait rien d'autre. Pourtant, je me suis dit : je vais vivre autrement. Au *Monde*, je gagnais bien ma vie ; mais j'ai décidé que c'était fini, et je vis autrement. Je gagne 1300F par mois depuis trois ans ; on ne peut pas choisir de ne pas mettre son gosse à l'école et vivre comme avant ; on ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre. L'insoumission coûte très cher. Il y a des choix à faire dans la vie.

L'interview

Comment en es-tu arrivé à refuser de mettre ton enfant à l'école ?

C'est quelque chose de global. C'est parti de mes premières révoltes person-



des choix, des décisions : « Ca tu pourras l'avoir, et pas ça. » ?

Là, je lui ai toujours fait comprendre qu'effectivement, j'étais dépendante de ça ; et que cette dépendance-là me trouvait insoumise. Je n'étais pas soumise du tout au fait de n'avoir pas d'argent ; je le lui disais : « On ne peut pas se payer un voyage pour aller voir ta grand-mère, c'est vrai que c'est injuste. Mais c'est parce que je ne travaille pas à l'extérieur, que je fais ce qui me plaît, j'écris des livres. Je pourrais faire autrement, mais je serais malheureuse. » Et ça, à trois ans, elle le comprenait très bien.

Mais en pratique, c'est toi qui détermine la porte-monnaie qui permet de décider quoi acheter pour elle et quoi acheter pour toi

Oui et non. D'abord, on a partagé très vite l'argent entre nous. Je payais les factures EDF, téléphone, loyer — avec l'argent que j'empruntais, d'ailleurs. Mais je n'ai jamais de l'argent liquide sur moi. Il y avait des amis qui nous filaient cent balles. A ce moment-là, on partageait, depuis qu'elle est toute petite. Elle a toujours su que s'il y avait de l'argent liquide dans la maison, on le partageait. Elle a acquis très tôt l'idée qu'il y avait peu d'argent ; mais il n'y avait pas une relation où l'une en avait plus que l'autre.

Je vois un contraste entre ce que tu dis par rapport à l'argent, alors que tu n'en as pas beaucoup eu, et ce que disent beaucoup de gens qui en ont peut-être beaucoup plus et qui font souvent du misérabilisme par rapport aux immigrés ou au tiers-monde.

C'est ça qui me rend malade, parce que, si les gens me disaient : « Je n'ai pas les moyens de faire ce que tu fais, parce que ça me coûterait trop cher, ça m'empêcherait de vivre. », j'aurais peut-être bien des problèmes pour leur répondre, je dirais oui, c'est vrai, j'ai bénéficié de circonstances favorables, etc. ; mais on ne me dit *jamais* ça. On me dit toujours : « Ah oui ! Mais pense aux pauvres, aux autres. » Je sais bien qu'on ne peut pas comparer ma vie à celle d'un fraiseur-tourneur, car même s'il gagne trois fois plus que moi, de toute manière il est plus pauvre que moi, on sait bien pourquoi et je ne le nie pas. Mais que ce soit justement les petits bourgeois intellectuels, car ce sont en général eux, les profs par exemple, qui vont aux débats auxquels je participe dans les bibliothèques ou les maisons de la culture, que ce soit eux qui me font le coup des pauvres, en prétendant qu'ils n'auraient pas assez d'argent pour se permettre de critiquer, je trouve ça incroyable ! Même au débat à la Gryffe ça a un peu flirté avec ce genre d'idée à un moment : que si on est pauvre on ne critique pas, car on n'a pas les moyens

nelles, contre la fonction qu'on voulait me faire jouer dans la société. Je suis un produit typique de mai 1968 ; j'avais 20 ans à l'époque, et mes idées sur l'école n'étaient pas très originales : on était plein de gens à dire que si on avait des mômes on ne les mettrait pas à l'école ! Ma seule originalité c'est d'avoir fait durer, d'avoir mis mes idées en pratique, alors que mes amies ont sans doute calé quand l'âge de la vraie scolarité est arrivé. Je suis peut-être simplement plus têtue que d'autres.

Mais sinon, la remise en question des rôles, du fait que je ne voulais pas fonder une famille normale — papa, maman, et l'enfant — tout ça est venu ensemble ; avec la remise en question de mon métier de journaliste, de ma façon de vivre...

UNE CHANCE DE VIVRE AVEC UN GOSSE

Pourquoi d'abord l'idée d'avoir des enfants ?

J'avais assez envie de vivre avec un enfant ; pas forcément avec quelqu'un issu de mon ventre, je crois que si j'avais pu en adopter un je l'aurais fait — ç'aurait été aussi bien. Du moins je le crois. C'est que je trouvais que c'était dans la vie une chance inouïe de vivre à côté d'un petit être comme ça qui n'avait pas trop de préjugés, pour qui le monde était nouveau. J'aime bien apprendre et je pensais qu'avec un gosse j'apprendrais beaucoup.

Est-ce qu'on peut toujours considérer qu'on peut donner le choix aux gens d'agir pour ce qui les concerne comme ils veulent ?

Jamais ! Je crois qu'à partir du moment où on accorde un droit à quelqu'un, on est déjà dans les relations de pouvoir. Je n'ai pas accordé le droit à

Marie de choisir entre l'école, etc. — encore une histoire de peste et de choléra. La question ne se posait pas d'accorder un *droit*. J'étais témoin de sa vie, je m'en sentais complètement alliée. Je me disais que quelles que soient ses décisions, et pas seulement par rapport à l'école, mais aussi par rapport à la propriété, par rapport à son rythme de vie, diurne ou nocturne, etc., elle pourrait compter sur moi comme alliée pour aller dans son sens ; à condition que ça n'aïlle pas contre moi. Je ne lui ai jamais interdit quoi que ce soit, ni punie pour quoi que ce soit. Ca ne m'a pas empêchée de faire des colères, mais au moins elle savait que ce n'était pas une question de principes ni de pouvoir établi, c'était moi qui disais : « Ca m'emmerde que tu aies fait ça, là, tout de suite ! ». Mais elle n'était pas *punie* ; jamais cette idée ne m'aurait effleurée. Je crois qu'elle en a tiré quelque chose : elle sait que l'on peut s'opposer sur des trucs, et que des fois c'était moi qui cédaï, des fois elle. Il arrivait, surtout quand elle était petite, que par exemple je veuille sortir et qu'elle exigeait que je reste à la maison avec elle. Les petits ne sont pas *polis*, du genre « bien, fais comme tu veux. » ; le gosse affirme : « Je veux ça. », et moi je disais, non, je veux autre chose. Je crois que Marie en a gardé un respect de moi qui est un respect d'elle-même aussi. Elle sait que j'ai toujours fait ce que j'ai voulu — très égoïstement. Je pense qu'elle en est heureuse, parce qu'il y a une chose que je ne pourrai jamais lui dire, c'est : « Je me suis bien privée pour toi, etc. » Au contraire, elle m'a toujours aidée à faire ce que j'avais envie de faire.

L'ARGENT

Et quand elle te demandait des choses, et que tu n'avais pas assez d'argent pour les acheter, il y avait quand même

intellectuels pour. Mais bien sûr que si ! Sur les 26 familles déscolarisantes que je connais, beaucoup sont des gens qui n'ont pas d'argent, qui n'ont jamais suivi d'études, et ça ne les empêche pas de réfléchir.

VINGT-SIX FAMILLES

Et ces familles, elles ont suivi le même chemin que toi ?

Pas tout à fait. La plupart tiennent aux apprentissages, et s'arrangent pour que les gosses puissent apprendre à lire, écrire et compter, ce que je n'ai jamais fait. Je m'empresse de dire ça, pour qu'il n'y ait pas d'amalgames : je ne suis pas une porte-parole des parents déscolarisants.

Sur les 26 familles, il y a 23 mères seules. Alors quand on me dit que tout ça c'est réservé à des privilégiés, etc., je vois ces mères célibataires qui travaillent à mi-temps, en des conditions en général très dures. Il n'y en a pas beaucoup qui gagnent plus de 2300 F par mois.

Même réduite à une mère, c'est quand même une idée de famille. Il y a l'enfant et puis la famille, support matériel.

A l'heure actuelle, les gens qui sont en dehors de la famille sont dans les DDASS et dans les orphelinats, et ce n'est pas là que l'on va leur donner le choix d'aller ou pas à l'école.

De plus, ce n'est pas en tant que chefs de famille que ces femmes déscolarisantes ont pris la responsabilité de ne pas mettre leurs gosses à l'école, c'est en tant que femmes elles-mêmes opprimées et réagissant pour la personne qui se trouvait être la plus proche d'elles, donc pour leur enfant. Mais chaque fois que des mômes sont venus à la maison, et c'est arrivé souvent, je leur ai dit : « Pour l'école, tu choisis ». Je prévenais les parents, et je disais au môme : « est-ce que tu veux aller à l'école demain ? ». En général il ne se posait pas lui-même la question : « ben oui, je vais à l'école ». Il se trouve qu'en général il faisait la java avec Marie jusqu'à trois heures du matin, et que quand je le réveillais tôt le lendemain, il disait « j'ai pas envie d'y aller ». Alors je répondais : « C'est très bien, alors tu dors ». C'est tout. Ainsi je prenais la responsabilité pour d'autres gosses, de leur dire : « C'est toi qui choisis ». Et quand les parents me tapaient sur les doigts et disaient que je l'avais laissé se coucher tard, je disais que dans ce cas il ne fallait pas qu'il vienne à la maison, parce que moi, je ne mettrais jamais un gosse au lit.

CHACUN POUR SOI ?

Une des choses qui m'ont intéressé dans ton livre c'est la dénonciation de la

façon de voir l'enfant comme un futur adulte, c'est l'idée qu'il fallait le considérer comme un être humain. D'ailleurs, sur d'autres plans aussi dans ton livre tu vas quand même pas mal au delà du problème de l'école. Tu parles en particulier de ce que tu appelles l'individualisation. Il me semble qu'à certains moments c'est assez ambigu, et que ça peut se confondre avec l'individualisme.

Ah non !

La différence ne me paraît pas tout-à-fait claire. Tu dis par exemple que si quelqu'un d'autre veut envoyer son gosse à l'école, s'il le décide franchement, qu'il le fasse. Mais il ne décide pas que pour lui, il décide aussi pour le gosse...

Je dis que je ne me permets pas de condamner, mais je ne suis pas d'accord avec ce qu'il fait. Je ne le condamne pas, parce qu'à partir du moment où il considère qu'il a bien réfléchi et qu'il ne trouve pas d'autre solution que de mettre son enfant à l'école, je peux discuter avec lui, tout en n'étant pas d'accord. En revanche, pour moi la rupture est totale avec quelqu'un qui me dit : « De toutes manières, on est bien obligé. » Je ne dis pas que je suis d'accord avec quelqu'un qui envoie son môme à l'école, mais ce n'est pas à moi à faire la police et à imposer mes idées, même si ce sont des idées de liberté, à qui que ce soit. C'est toujours au nom de la liberté que l'on a fait les pires enfermements, au nom de la révolution. On sait bien comment ça se passe, Pol-Pot et le reste, c'est toujours au nom de la liberté, du peuple, du bonheur, qu'on oblige les gens à être dans la ligne juste. Je ne veux pas entrer dans ce jeu-là. Ça ne m'empêche pas d'être en désaccord.

Tu racontes dans ton livre la réaction d'une institutrice qui assiste à une bagarre où une gamine se fait tirer les cheveux par d'autres. La gamine se plaint, mais au nom du non-interventionnisme la maîtresse laisse faire. Tu commentes :

« Si quelqu'un, adulte ou enfant, te tirait les cheveux, te faisait boire la tasse, t'attaquait d'une manière ou d'une autre, j'espère bien que je viendrais à ton secours, je le ferais pour tous ceux que j'aime et j'attends de toi la même aide et protection. »

Je suis d'accord avec ça, mais est-ce que ce n'est pas en contradiction avec ce que tu viens de dire ?

Non, je dis que j'interviens si on m'appelle au secours.

En intervenant, tu prends un parti, tu imposes ta volonté contre celle de certains autres...

Si on m'appelle au secours. Je ne vais pas aller arracher un enfant aux pattes de ses parents sous prétexte que s'il ne m'appelle pas au secours, c'est qu'il ne peut pas, qu'il est trop opprimé. Mais je

peux très bien envisager le cas d'un gosse qui sait très bien ce qu'il veut, et qui m'aurait dit, par exemple dans la communauté, « c'est pas juste, Marie ne va pas à l'école et moi, ma mère me force à y aller ». Dans ce cas-là, il aurait pu compter sur moi comme alliée contre l'adulte en question. Mais ça ne s'est jamais produit, car les enfants sont très rapidement complices de ce qu'on attend d'eux.

Cela dit, le problème de l'interventionnisme ou non est quand même un problème grave, car on peut toujours se demander s'il n'y a pas une demande inconsciente, etc., et c'est aussi un piège. Tant qu'à faire, je préfère que les demandes soient conscientes, parce que sinon ça me fait penser à l'Afghanistan : « Ils ne nous ont pas vraiment demandés mais ils ne souhaitaient en fait qu'une chose, c'est qu'on arrive. » C'est extrêmement dangereux. Je ne peux pas me permettre de me dire qu'inconsciemment les gosses ont besoin que je vienne à leur aide. Mais je ne m'enferme pas non plus dans ma tour d'ivoire, en me disant « les autres, je m'en fous ». C'est une position très difficile. Dans le cas où tu sais dans quel camp tu es, si on ne t'appelle pas explicitement à défendre telle ou telle personne, ça devient très vite très abstrait, de dire « je suis de votre côté ». Je ne dis pas que je suis du côté des gosses, ça me semblerait abstrait et terriblement malhonnête, parce que je n'ai pas les moyens aujourd'hui de dire que je suis du côté des enfants.

LES CHOSES SERAIENT TRÈS SIMPLES...

Est-ce que l'on ne s'arrange pas aussi un peu pour que les enfants ne puissent pas trouver les mots qu'il faudrait pour s'exprimer ?

Oui et non. John Holt a dit très justement que lorsqu'un gosse de cinq ou six ans dit de sa maîtresse qu'elle est méchante, et que les adultes répondent avec un air niais « mais non, tu ne comprends pas, elle n'est pas méchante, elle est seulement sévère », etc., il faut vraiment être pervers pour imaginer que le gosse de cinq ans n'est pas capable de s'apercevoir de qui est l'ennemi. A cinq ans il le sait très bien, même s'il ne sait pas dire autre chose que « elle est méchante ». A trois ans, un gosse sait bien dire qu'il ne veut pas aller à l'école. J'ai cité une belle page parue dans le *Monde*, du Docteur Machin, qui explique qu'un certain Jacques, qui a 14 ans, est malade, car il ne veut pas aller à l'école, et que c'est sans doute un problème psychologique. Mais ce n'est pas du tout un problème psychologique, s'il ne veut pas aller à l'école c'est qu'il a compris que l'école lui faisait du mal. C'est assez simple à comprendre. Mais si les gosses n'ont pas le moyen de théoriser leur refus, ils ont le moyen de dire « je veux

pas » ; et si tous les gosses qui ne veulent pas aller à l'école pouvaient ne pas y aller, les choses seraient très simples.

Es-tu sûre que les gosses n'ont pas le moyen de théoriser leur refus ?

Non, je n'en suis pas sûre. Je pense qu'il est possible à un même tout petit de théoriser son refus, mais sans doute dans une théorisation qui serait difficile à admettre pour les adultes. En tout cas, on sait bien que globalement les enfants sont contre le fait d'aller à l'école, et on fait totalement semblant de l'ignorer.

Le statut de l'enfant n'est pas un statut d'être vivant, d'être humain ; dans une famille, c'est un statut de propriété.

Le mot prolétaire veut dire celui qui n'est propriétaire que de ses enfants. Même les gens comme nous qui sommes sensibles à ça, quand on est avec un gosse on ne se rend absolument pas compte de comment on agit avec lui. Il y a déjà simplement une question de force physique. On est plus fort que l'enfant physiquement et tout le droit du monde n'a jamais reposé sur autre chose que ça. On leur parle au-dessus de la tête, on ne se met pas accroupi pour parler, or ce serait la moindre des choses. Parler de haut à quelqu'un ce n'est pas une attitude normale, mais avec un enfant, on n'y pense pas, tellement on est habitué à parler de toute notre hauteur. On ne se rend pas compte à quel point ça peut être important pour un gosse de toujours voir venir la parole de plus grand, de plus fort...

Tout le monde disait que Marie était très en avance sur son âge, parce qu'elle parlait très bien. En réalité elle a parlé très tard, mais quand elle a commencé ça a été pour moi un émerveillement, de voir à quel point elle avait des conversations, tout à fait fantastiques, et moi, je suis absolument persuadée que Marie n'était pas un être original, pour ça, mais simplement j'avais pris l'habitude de parler avec elle de choses sérieuses ; quand elle avait deux ans, je lui parlais de mes problèmes de la journée, si c'était des problèmes de fric, c'était des problèmes de fric, si c'était des problèmes d'amour, c'était des problèmes d'amour. Même si je savais qu'elle n'était pas en mesure de comprendre tous les mots, ça ne m'empêchait pas d'utiliser ces mots quand même. Si elle ne comprenait pas tout, je n'allais pas me mettre à lui parler en langage simpliste.

« C'EST TROP COMPLIQUE POUR TOI »

Si on attendait que les enfants sachent parler pour leur parler, ils ne parleraient jamais...

Bien sûr, et pourtant quand les gens vous parlent de leurs problèmes, et que le gosse dit « qu'est-ce que c'est », ils

disent « ah ben non, mon chéri, c'est trop compliqué pour toi ». Les meilleurs gens font ça, pas seulement les beaufs.

Marie, je dois dire, sciait tout le monde, quand, à table, avec des amis, on se mettait à parler de choses, et qu'elle mettait son grain de sel. Les gens étaient absolument renversés. Je me souviendrai toujours de la fois où on était plusieurs femmes, féministes, et que dans la conversation on en est venu à parler de masturbation. Marie devait avoir cinq ans, peut-être, et au bout d'un moment elle s'est mise à parler, absolument comme si elle pensait très souvent à la question, et elle a parlé de sa propre masturbation, exactement sur le même plan. C'était vrai que c'était quand même un peu étonnant ; je savais bien qu'elle profitait de son corps, elle en jouissait ; on était très proches l'une de l'autre. Mais je ne savais pas qu'elle pouvait le mettre en mots, je croyais qu'elle le vivait uniquement sur le plan physique. A cinq ans, elle était tout-à-fait capable de suivre une conversation et de discuter réellement du plaisir. Même si elle ne comprenait pas ce qu'était la cul-

pabilisation, elle posait des questions — « de votre temps, c'était comme ceci, comme cela ? ».

Est-ce qu'on ne t'a jamais fait des reproches style Françoise Dolto, qui croit à la nécessité pour les enfants de passer certains stades, l'œdipe, etc. ?

Oh si, constamment. Il se trouve que j'ai une relation avec une femme, d'où l'étiquette d'homosexuelle, que je récu-se, parce qu'il se trouve que j'ai rencontré un individu que j'aime et qui est une femme. Mais combien de gens m'ont balancé à la figure que, quand même, vis-à-vis de Marie, ça allait lui poser des problèmes, dans l'adolescence, etc. Moi, je constate que cela ne l'a vraiment pas perturbée, sur ce plan, et pourtant combien de fois j'ai pu entendre même des lesbiennes qui disaient « nous on ne peut pas avoir d'enfants, tu comprends, ce serait trop dur pour eux d'assumer ». Je n'ai jamais eu l'impression que ça a posé le moindre problème à Maire.

*Propos recueillis par David
le 25 janvier 1986*



Ecole Famille Anarchie

T A B L E R O N D E

Quand des parents discutent d'éducation, c'est toujours très passionnel. Nous n'y avons pas échappé! Le ton a monté, généralement aux moments les plus intéressants... rendant la cassette inaudible! Au départ étaient prévus divers points, diverses questions. Et puis, on s'est laissé emporter. Voilà ce que ça a donné. Ce n'est pas l'intégralité, bien entendu. Et l'ordre de la discussion n'est pas toujours respecté, car nous avons jugé préférable de regrouper plus ou moins les différents points abordés.

Les prénoms ont été (d'un commun accord) changés. Nous étions huit : deux femmes, six hommes. Sept sur huit sont parents. On peut ajouter que ce dossier n'est pas venu par hasard, puisqu'il y a beaucoup d'enfants chez les membres de l'équipe de rédaction : quatre adultes (sur six), ont six enfants au total. Nous sommes donc en plein dans le sujet... Paraîtrait que les libertaires font peu d'enfants!

Après cette parenthèse statistique, j'ajouterai, pour terminer, une remarque : parents libertaires, certes, mais pleins de pudeur malgré tout! Car le mot amour n'a été prononcé par personne... Etonnant, non! En tout cas, il pourrait être bon que les libertaires en parlent... Et si je le dis, c'est qu'à IRL, le sujet nous tente, nous démange... A suivre, donc!



POURQUOI?

Luc: Comment les militants libertaires qui ont des enfants vivent-ils?

Maurice: Comme les autres!

Chantal: Mais peut-être ne vit-on pas tout à fait comme les autres.

Maurice: Tout le monde ici a-t-il des enfants?

Henri: Tout le monde, sauf moi. Un sur sept, quoi! Mais ça m'intéresse bigrement, de savoir pourquoi on a des enfants. Ça a une influence sur l'enfant, c'est sûr; après, on vit avec.

Maurice: Il y a une différence extraordinaire dans le vécu, quand tu n'as pas d'enfant, et quand tu en as. Ça change la vie.

André: Après, tu ne vois plus les choses de la même façon.

Maurice: Et ça, tu ne peux pas l'imaginer avant de l'avoir vécu. Tu peux l'imaginer intellectuellement mais pas dans le vécu quotidien. Dans notre société, tout au moins. Dans une autre société, les structures familiales seraient différentes, peut-être?

Henri: En quoi est-ce différent?

Danièle: Le bébé n'est pas autonome, il a des besoins physiologiques. Tu es bien obligé de calquer ton emploi du temps sur son vécu à lui. Tu ne peux plus sortir comme tu veux.

Luc: Il n'y a pas que cela. La vie chez toi change aussi complètement. Tu n'as plus un moment pour bouquiner tranquillement, par exemple. Tu accumules aussi une certaine fatigue, et tout cela fait que, malgré tous les raisonnements, toutes les réflexions, tout se passe complètement différemment de ce que tu avais prévu.

Chantal: Oui, mais toi, tu vis dans une structure familiale ordinaire. Peut-être André ne vit-il pas du tout la même chose, car ils ont choisi de vivre différemment avec l'enfant.

André: Peut-être, oui. Mais ce que tu dis sur la fatigue que tu accumules, le temps, ne pas pouvoir lire, je le ressens aussi. Ça mange beaucoup de temps. Ce qui veut dire que si tu es avec un enfant sans arrêt, c'est sans arrêt comme ça. Alors, ce qui est sans doute un peu dommage, c'est de se faire bouffer le temps à deux, alors qu'il y a sans doute une organisation qui permet à chacun de garder plus de temps. Ce qui me gêne et qui fait que j'ai beaucoup de mal à en parler, c'est que j'ai l'impression qu'on rationalise après coup, comme par exemple pour l'histoire du «pourquoi on fait des enfants». En réalité, on ne peut que constater des faits.

Henri: Faire des enfants est quelque chose d'important dans la vie. Dire qu'il n'y a pas de raison rationnelle derrière un tel acte me paraît grave!

André: J'affirme pourtant que c'est comme ça.

Henri: C'est une façon de dire qu'aucun acte dans sa vie est rationnel et clair. On ne peut rien faire et on est condamné à l'obscurantisme...

André: Ce n'est pas vrai. Par exemple, si quelqu'un dit «j'ai décidé de ne pas avoir d'enfant», je ne le crois pas. On ne décide pas d'avoir un enfant. J'ai l'impression qu'il y a une forme d'idéalisme là-dedans. Parce qu'après, on décide comment on va l'éduquer, on décide tout quoi! On a une espèce de responsabilité totale sur l'éducation qu'on va lui donner. Je suis passé par des péripéties

pour avoir un enfant, mais je refuse de dire que je l'ai décidé, pas plus que j'ai décidé de venir au monde.

Henri: C'est être maître de ce qu'on fait!

Luc: Est-ce qu'on est vraiment maître de ce qu'on fait?

Paul: Tout choix que l'on fait est quand même plus ou moins existentiel. Même si ce n'est pas rationnel, ça suppose un choix d'existence, ou de création, l'envie de laisser une trace...

André: Oui mais, par exemple, j'ai une relation avec la mère de ma fille, on se voit souvent, mais on ne vit pas ensemble. On l'avait décidé avant. Je suis contre le fait de vivre en couple, d'être toujours avec quelqu'un. Donc, si on le raconte comme cela, et surtout si on ajoute que j'ai décidé ça, ça devient un truc exemplaire, militant. Or, ce n'est pas vrai du tout. C'est simplement que je suis torde d'une telle manière que je me retrouve comme ça et, qu'après coup, j'y trouve des avantages. Je ne suis pas sûr que ça en ait beaucoup. Par exemple, je suis souvent très inquiet de penser que ma fille puisse en souffrir ultérieurement. Mais je ne peux pas dire que je l'ai choisi. Ce serait absurde. Par ailleurs, je suis contre la famille, donc je pourrais facilement dire : parce que je suis contre la famille, j'ai décidé de vivre comme ça. Ma vie, je pense justifier après coup de son intérêt, mais je sait très bien que les raisons qui font que je vis de telle ou telle manière ne sont pas le résultat d'un projet anarchiste. Ce serait grotesque de dire ça.

Chantal: Là, d'accord; personne n'a dit que c'était le résultat d'un projet anarchiste. Tu dis que tu n'as pas choisi. Mais tu as décidé de vivre ça parce que, dans

ta tête, tu as décidé que tu es contre la famille.

André: Non, c'est après. Disons, en même temps...

Chantal: De toute façon, tu l'as décidé!

Henri: Discutez-vous de ce qui est ou de ce qui devrait être? Dans l'état actuel des choses, on prend des tas de décisions qui répondent à des raisons parfaitement irrationnelles, dont on n'est absolument pas maître. On arrive parfois à être maître d'un certain nombre de choses, et j'estime que plus on arrive à comprendre les choses, mieux c'est. Par rapport aux enfants, je répète ce que je disais, c'est quelque chose d'important, et je pense que plus une chose est importante, plus il est fondamental d'essayer d'être un minimum clair sur le pourquoi. Je ne pense pas que plus une chose est importante, plus elle relève des tréfonds de l'inconscient, et de motivations lourdes et incompréhensibles, dont on n'est pas maître. Je pense au contraire qu'il faut se poser des questions, qu'il faut essayer de comprendre ce qu'on fait. Or, bon, vous ici, pourquoi vous avez des enfants, ça n'a pas l'air de beaucoup vous motiver.

Chantal: C'est toi qui le dit!

A QUI?

Henri: Je pense qu'un enfant, il faut qu'il s'appartienne entièrement. Il n'est pas quelqu'un qui voit en lui ses spermatozoïdes, l'avenir de ses cellules sexuelles, ou quelque chose comme ça. Il est important d'analyser ce qui se passe. Ne serait-ce que pour l'enfant lui-même. Que les enfants soient propriétés de leurs parents comme ils le sont aujourd'hui, ça me...

Chantal: Ce n'est pas évident!

Henri: Le parent, il n'est peut-être pas propriétaire; disons possesseur.

Maurice: Il est possesseur s'il est bien dans les normes de la société. Mais, sinon, le branle-bas du système a vite fait de se mettre en route, et il n'en est plus du tout possesseur. Il n'en est possesseur que dans des limites très précises: la morale et des tas d'autres choses.

André: On peut aussi ajouter, mais c'est différent de ce que tu dis, qu'une fois que l'enfant existe, ta propriété, elle t'échappe vite: elle crie, elle hurle, etc...

Maurice: L'enfant se révolte.

André: Et il a une résistance qui nous éreinte.

Paul: Jusqu'au moment où ils arrivent à créer des biens qui font que nous sommes nous-mêmes leur propriété.

Maurice: Bien sûr. Quand les enfants grandissent, on s'aperçoit que les parents sont aussi complètement dépendants de leurs enfants. C'est peut-être pour cela que tant d'enfants font chanter leurs parents, au niveau affectif. La liberté des parents, par rapport aux enfants, est parfois vraiment réduite à zéro.

Henri: Les parents eux ont eu la liberté de choisir de faire des enfants.

Luc: Oui, mais qu'est-ce que ça veut dire

pour la suite? Pour en revenir à la propriété, l'histoire de dire, nos enfants ce ne sont pas NOS enfants, c'est pas évident du tout. Moi, je vis dans une structure de couple traditionnel. Un gamin, jusqu'à deux ans, est absolument incapable d'être autonome. Jusqu'à trois ou quatre mois, c'est du lait, des biberons ou l'allaitement, la plupart du temps. Donc dépendance par rapport à la mère. Bien sûr, ce n'est pas un instinct de propriété, mais il y a quand même un être humain dans la maison qui est complètement dépendant des autres.

Paul: Socialement, tout le monde est dépendant de tout le monde. Mais comment un lien affectif se transforme-t-il en lien de propriété, de possession?

Chantal: Moi, je ne pense pas qu'il se transforme en lien de propriété ou de possession. Je pense qu'il y a les deux. Ce sont deux choses séparées.

Paul: Mais comment un lien qui est normalement affectif, qui devrait être chaleureux et assez chouette, petit à petit, arrive-t-il à se pervertir, souvent en tout cas, et partiellement, en quelque chose qui est de l'ordre de la possession, de l'ordre du pouvoir des parents sur les enfants?

Chantal: Je crois aussi qu'on peut y échapper. Mais c'est parfois le seul moyen que tu as, soit pour avoir la paix, soit pour faire comprendre quelque chose. Parce qu'il y a des fois, les enfants ont besoin de quelque chose et ils n'arrivent pas à le dire. Tu voudrais les comprendre et tu n'y arrives pas. Que faire?

Henri: La discussion a un ton lugubre depuis tout à l'heure. J'ai l'impression d'assister à une discussion entre «parents responsables», qui se justifient sans cesse, avec des visages d'enterrement. L'enfant, c'est un individu. Quand on a une relation avec un individu, cette relation peut être chouette. On en tire beaucoup de trucs.

Maurice: Si la relation est égalitaire. L'est elle avec nos enfants?

Henri: La relation ne peut être égalitaire que si les deux sont un minimum volontaires dans cette relation. Moi, mes parents, j'ai jamais eu envie de vivre avec eux.

Chantal: A quel âge as-tu décidé cela?

Henri: D'aussi loin que je me rappelle...

Jacques: Et à 4 ans, 2 ans?

Y A-T-IL DES ELEMENTS LIBERTAIRES DANS NOS ACTIONS?

Jacques: On ne fait pas assez de réflexions aujourd'hui. L'éducation? Le rapport de propriété, de non-propriété, ça dépend de ce que les gens ont dans la tête. Pas nous forcément, en général. Le rapport au concret, nos diverses conditions de vie, nous amène à choisir une forme «d'éducation» qui donne la vie que nous avons avec les enfants. Vous qui êtes des parents libertaires,

politiquement, pensez-vous qu'il y a des éléments d'éducation libertaire, ou non autoritaires, dans vos actions. Ou est-ce qu'il y a forcément des éléments autoritaires, ou qui forcent les gens à faire des choix dans les relations que vous établissez, que vous avez établies avec les enfants?

André: On est donc dans le même sujet que tout à l'heure. Si on admet qu'on décide notre vie, et donc qu'on décide de faire un enfant, je pense que c'est dangereux parce que, du coup, l'enfant dépend vraiment de nous, de notre décision, alors que si on dit qu'il est venu parce que nous-mêmes, on est venu comme ça, on a un côté égalitaire même avec l'enfant qu'on a. Donc, face à ce monde, à aucun moment l'enfant peut dire, s'il a mal aux dents, par exemple: mais alors, toi qui m'a fait, pourquoi j'ai mal aux dents?

Henri: C'est exactement ce que disent les évêques contre la pilule. A partir du moment où l'enfant est décidé, c'est plus Dieu qui l'a créé, c'est une décision humaine!

André: Je ne suis pas d'accord avec ça!

Henri: Ce que tu dis, j'ai l'impression d'entendre ça...

André: Moi, je suis conscient d'être au monde sans qu'il y ait un Dieu qui m'a créé. J'en suis convaincu. Et je suis donc conscient que je ne suis pas Dieu pour mon enfant. Mon enfant est au monde comme moi, et si un jour je peux établir des relations égalitaires, essayer de construire des relations sociales qui me paraissent mieux, et que j'appelle anarchistes, ou autre, ça se fera, ÇA SE FERA, mais ce n'est pas moi qui le ferai.

Sur l'éducation, c'est pareil. On n'est pas libertaire dans tout. Il y en a qui sont libertaires dans les syndicats, et qui battent leur femme! D'autres sont libertaires dans leur vie courante, et réactionnaires politiquement; que sais-je encore... Donc, s'il se trouve qu'on est libertaire dans ses comportements, ou disons, s'il on a des comportements immédiats qu'on peut après coup appeler libertaires, peut-être que l'enfant en subira des effets bénéfiques (et encore, on n'en est pas sûrs), mais, à mon avis, quelqu'un qui est libertaire peut très bien élever son enfant tout ce qu'il y a de plus classiquement: Tous ceux qui ont tenté de manière volontariste d'organiser leur vie en fonction de leurs idées, les trois-quarts du temps, ils ont fait le contraire de ce qu'ils voulaient.

Jacques: Dans ma question, je ne veux pas dire qu'on va faire des enfants anarchistes, ou des enfants heureux. Ce que je demande, c'est est-ce que vous avez l'impression que dans les relations que vous avez avec les enfants (les relations, c'est ce que j'appelle éducation), vous pensez qu'il y a des éléments libertaires, et lesquels?

André: J'ai, quant à moi, l'impression d'élever ma fille comme l'élèvent tous

les gens de mon milieu, c'est-à-dire une couche de cadres moyens intellos qui sont passés par Mai 68, qui ont tendance à être assez libéraux, papa gâteau ou je ne sais quoi, par rapport à nos parents. Je pense être beaucoup plus de ce modèle-là que sur un modèle spécifiquement anarchiste. Est-ce que cela est plus libertaire que d'être ouvrier terrassier? Pour moi, la réponse, c'est que je n'ai pas l'impression qu'il y a une spécificité politique dans la manière d'élever ses enfants.

Paul: Quant à moi, le seul point où j'ai le sentiment d'être libertaire, ce n'est pas dans les relations directes que je peux avoir avec mes enfants. Là, je me retrouve coincé dans la situation de père, pas forcément autoritaire, mais où les enfants réclament des repères, ou autres, que sais-je? C'est plus dans la possibilité d'ouverture vers d'autres milieux, d'apprentissage d'autres choses que ce que je peux connaître. J'essaie de faire passer en eux l'idée que ce qu'ils vivent maintenant, en famille, c'est pas la seule chose possible, qu'ils peuvent trouver ailleurs que dans la famille des trucs qui les intéressent.

Mais je me suis parfois senti obligé de leur imposer des choses. Comme si, en ne leur imposant pas quelque chose, ils n'avaient aucun choix. Pour la musique, par exemple. A partir d'une décision imposée, l'un de mes mômes a pu choisir de faire de la musique, non sans actuellement m'exclure totalement de cela. Il ne veut plus du tout que je m'en occupe. Il me semble que si je n'imposais rien, choix n'existerait plus. Il n'y aurait plus d'opposition du tout. C'est peut-être con, ce que je dis là. Je n'en suis pas satisfait.

Chantal: Je pense qu'une chose peut jouer quand on est anarchiste ou libertaire, lorsque l'enfant naît, c'est de toujours le considérer comme un individu. Ma fille, quand elle est née, c'était un individu qui est venu dans notre famille, avec nous. Ce n'était pas le bébé qu'il fallait faire grandir, dresser d'une certaine façon.

Par exemple, je ne dirai jamais: elle m'a fait ça. Je dirai: elle a fait ça. C'est peut-être déjà une façon différente de voir l'enfant. C'est une petite chose, mais cela peut nous différencier des autres parents. Ce n'est pas une question de langage, c'est un tout.

Paul: C'est aussi une manière de se considérer soi-même. On peut se considéré comme investi d'un pouvoir parental (donc ce qu'on dit est vrai), ou alors on peut relativiser ce qu'on dit (quitte à admettre l'arbitraire de nos paroles).

Jacques: Honnêtement, on ne peut pas dire qu'on est libertaire à cent pourcent avec les enfants. Par contre, je ne pense pas qu'on puisse dire, on est libertaire dans un syndicat, ou au boulot, etc... Je pense que ce qui est intéressant chez les anarchistes, c'est qu'on essaie de retrouver des éléments libertaires dans la

vie de tous les jours. Si on coupe notre vie en rondelles, je trouve que ce n'est pas intéressant. Un anarchiste qui est anarchiste dans son syndicat, et pas ailleurs, ça ne mène pas loin. Un anarchiste qui n'essaie pas d'avoir des rapports différents avec les enfants, ça me paraît aussi stupide. Je trouve que l'intérêt pour nous, c'est d'essayer de réfléchir pourquoi, à certains moments, on n'arrive pas à maintenir des relations qu'on peut appeler libertaires, ou égalitaires, etc... Si on dit comme Paul, il faut imposer pour que les enfants puissent choisir, c'est comme dire que l'autorité est nécessaire pour qu'il y ait la liberté.

André: Ce qu'on peut penser, c'est que le mouvement libertaire soit un mouvement tel que la vie des enfants en soit bouleversée de manière favorable. Quoiqu'on ne sait jamais! Quand je dis qu'il y a cloisonnement, je pense que, par exemple, on peut très bien être un père militant exemplaire, mais qui n'est jamais chez lui! Et que, donc, sa femme, non libertaire, fait bouillir la marmite et élève les enfants. Un militant libertaire peut finalement être comme n'importe qui, et ses enfants lui reprocheront qu'il n'était pas là, qu'il n'y avait pas de fric à la maison, etc... Les effets sont imprévisibles. Mais on espère quand même tous que notre vie est suffisamment déviante pour faire bouger quelque chose. Et je l'espère moi aussi.

L'AVENIR ... ET LE QUOTIDIEN...

Jacques: Que ma fille devienne n'importe quoi, je m'en fous. Ce qui m'intéresse, et qui est difficile, c'est d'établir un dialogue. Et si on arrive à établir ce dialogue, pour moi, c'est déjà important.

Luc: D'accord. Mais je ne pense pas que cela soit une spécificité d'éducation des parents libertaires. Moi, j'ai beaucoup de copains et de copines qui ne se réclament absolument pas libertaires et qui ont des relations avec leurs mômes beaucoup plus chouettes que bien des militants libertaires. Ça peut s'expliquer par des tas de raisons. C'est vrai que militer, ça représente un certain nombre de contraintes.

Paul: Et si la spécificité des parents libertaires, c'était de se sentir moins importants?

Luc: Oui, mais il n'y a pas que nous.

Henri: Vous parlez tous d'éducation, de façon d'éduquer les enfants. Moi, j'aimerais bien qu'entre les libertaires, il y ait une spécificité dans la relation entre les gens, entre les libertaires eux-mêmes.

Jacques: Quand vous dites que les parents libertaires sont comme les autres, je ne suis pas d'accord. Même dans votre façon de vivre que je connais un peu, ou chez d'autres parents libertaires, surtout les jeunes. Et même parmi les copains plus âgés, j'ai toujours trouvé qu'il y avait une différence entre les systèmes de valeur qu'ils établissent

entre les membres de la famille, dans le noyau familial, dans leur vie, et l'extérieur. Par exemple, les copains et les copines qui ont des enfants, ici, à la Croix-Rousse, et que nous rencontrons, même s'ils établissent un rapport qui, comme ça, apparemment, ressemble à celui que nous avons nous avec nos enfants, il y a plein d'autres choses qui vont vraiment dans un sens plus ou moins traditionnel, que je ne vois pas chez les parents libertaires. Par exemple, le respect de la famille en tant que telle n'est pas quelque chose qui est sacré dans les milieux libertaires.

André: Vu de l'extérieur, le mouvement libertaire apparaît extrêmement classique. Je rapporte là l'impression de gens qui sont proches de nous. La seule originalité est qu'il n'y a pas beaucoup d'enfants ou peu. Mais à chaque fois que des libertaires font des enfants, ils sont beaucoup plus classiques que tout un vaste mouvement qui s'est développé dans les classes moyennes, qui a remis en cause un tas de truc. Je pense à l'après Mai 68, la revue Sexpol, etc...

Jacques: D'accord, s'il y a eu des gens qui, pendant une époque, ont vécu en communauté, qui ont remis en cause leur sexualité etc... c'est un truc très important. C'est des trucs que, moi aussi, je ressens, j'essaie de vivre. Ce que je veux dire, par exemple, c'est que nous qui sommes là, dire qu'on vit une vie traditionnelle, ça me paraît gros, quand même! Il y a des éléments de vie traditionnelle, certes, mais il y a aussi des nouveautés, des nouvelles choses qu'on a établies, et qui, selon moi, montrent qu'on a changé des choses.

André: Pour Henri, moi, j'aimerais reprendre mon ton lugubre, car tout ce qu'on dit le justifie complètement. Je suis très content d'avoir une fille, pour les plaisirs qu'elle m'apporte. Mais c'est vrai que, d'un point de vue libertaire, c'est-à-dire l'idée d'individus autonomes qui passent des pactes entre eux, qui restent libres, qui décident d'aller à tel ou tel endroit, je crois que, bien que ça me déprime un peu, je crois que d'avoir des enfants, ça met quand même dans une situation qui est fondamentalement anti-libertaire.

Jacques: Ah non!

André: On s'aperçoit que même si on voulait laisser les enfants libres, ou s'ils sont plus jeunes, plus autonomes, de toute façon, on se trouve dans des situations invraisemblables. Car Paul avait raison, les enfants ont besoin d'être structurés, etc... On peut rentrer dans de grands débats pour savoir pourquoi. Je crois que, fondamentalement, le rapport aux enfants est vicié. On n'est pas libertaire partout. Et même dans les mouvements communautaires, ou autres, ça s'est toujours cassé la figure, et ça se retourne contre nous et contre les enfants. On pourrait sans doute imaginer une société autre où les enfants auraient suffisamment d'adultes autour d'eux pour se développer plus harmonieuse-

mément. Mais non, on est prisonnier d'une société qui nous met dans des rôles qui sont fondamentalement autoritaires; et lutter contre ça nécessite de lutter et de tout changer par tous les bouts.

Jacques: C'est bien ce qu'on essaie de faire! Il y a deux choses différentes: l'une est de dire, on ne vit pas dans une société libertaire, et donc nos relations sont viciées, de toute manière et partout.

André: Mais là, c'est pas vicié!

Jacques: Ah si, moi, je pense que c'est vicié. Je pense que tous les rapports que nous avons, même dans les milieux libertaires, sont viciés. Plus ou moins sans doute. On préfère se rencontrer entre nous parce que nos buts, nos vues respectives sont à peu près communs. Et nos types de relations nous semblent corrects ou plus ou moins corrects. Ceci dit, il y a des problèmes entre nous! Ces problèmes sont dus à nos caractères, notre façon de travailler. Et c'est aussi vicié par l'extérieur; par exemple, dans notre habillement, notre fric, etc... Mais on essaie de se battre contre cela. Et les relations que j'ai avec les enfants, qui ne sont pas libertaires à cent pourcent évidemment, pour moi, c'est la même lutte que celle que je mène ici.

André: C'est plus dur!

Jacques: Ce que je veux dire, c'est qu'il est important de faire l'effort de se battre «avec» les enfants, pour essayer d'avoir d'autres rapports. C'est pas dit qu'on va établir des rapports égalitaires...

Maurice: C'est surtout à eux de se battre!

ETABLIR D'AUTRES RAPPORTS

Jacques: Le rapport que j'ai avec mes deux filles, c'est non seulement un rapport d'éducation pour elles, mais aussi pour moi. Et ce souci me paraît très important, pour essayer d'établir d'autres rapports. Ce n'est pas sûr qu'on y arrivera. Comme ce n'est pas sûr que les journaux que nous faisons, les manifestations, servent à quelque chose. Cela n'empêche que je pense que la pensée libertaire, ou le mouvement libertaire, ou les journaux libertaires sont les choses les plus importantes qu'il y a. Comme il est important d'améliorer les relations que nous avons avec les enfants. Et si on pense qu'être adulte, c'est forcément être une autorité, je crois que le discours est vicié dès le départ! Ce n'est pas forcément être une autorité...

Henri: Moi, je vous demande pourquoi vous faites des enfants. Si vous pensez dès le départ que les rapports que vous allez avoir avec les enfants ne peuvent être que viciés, et donc autoritaires, je ne comprends plus! Je disais toute à l'heure que c'était lugubre. Oui! J'ai l'impression de voir des gens qui essaient de montrer combien le fait d'avoir des enfants, c'est une grande responsabilité, et combien ça vous pèse, et combien tout ça fait que vous devez dire des choses sérieuses.

Luc: Et si c'était vrai!

Henri: Alors, il fallait pas faire des gamins!

Jacques: D'accord, pour moi, faire les enfants, ça a été une joie, un plaisir. Mais comme on disait au début, on n'imagine pas forcément ce qui va se passer! C'est vrai que c'est un plaisir d'être avec l'enfant, de jouer avec les enfants, de se retrouver gosse, quoi! C'est un plaisir de côtoyer quelqu'un qui grandit, qui pose des questions.

Maurice: Ça t'empêche de devenir vieux, une enfant. Je vois, au boulot, des gens de cinquante ans qui ont souvent du mal à être lucides, parce qu'ils ne sont pas interpellés par des jeunes, je pense.

Henri: T'as des vieux cons qui ont des enfants!

Paul: J'aimerais répondre sur l'autorité. Je n'ai pas parlé d'autorité. Je voulais simplement dire que je n'ai pas trouvé d'autre moyen de permettre à mes enfants de pouvoir exprimer librement leurs désirs ou leurs personnalités, que d'exprimer, moi, le plus librement possible, la mienne, mes désirs, ma personnalité, c'est-à-dire éventuellement mes projets, etc... Et il se trouve que, dans les faits, effectivement, je suis plus fort qu'eux...

Henri: La police permet aux manifestants d'exprimer les pavés.

Paul: Mais si moi, je n'existe pas en tant qu'individu, si je dis, c'est mes enfants donc ils sont la toute puissance, je suis chargé de responsabilité, donc je leur dois tant, je dois m'écraiser, je dois n'avoir aucun projet sur eux, qu'est-ce que je fais? Je disparaîs en tant qu'individu. Est-ce que c'est le meilleur moyen pour que eux, ils puissent devenir des individus?

Jacques: Il ne faut pas disparaître! Mais c'est une chose que d'être entre individus et c'en est une autre de se considérer, dès le départ en tant qu'adulte, comme responsable et donc de considérer que l'enfant sera dépendant de toi.

Je pense que si nous ne faisons pas d'efforts en tant que parents libertaires, c'est grave! C'est même stupide par rapport aux idées que nous avons. Selon moi, quelqu'un qui se dit libertaire, qui veut changer le monde et qui n'essaie pas de le changer, aussi, dans les rapports avec les enfants, c'est stupide; sa volonté à changer le monde est inexistante! Mais c'est vrai que notre tâche est d'autant plus difficile que nous ne sommes pas seulement face aux enfants qui ont envie de faire ce qu'ils veulent. Nous sommes aussi dans une société donnée.

POUR LA VIE!

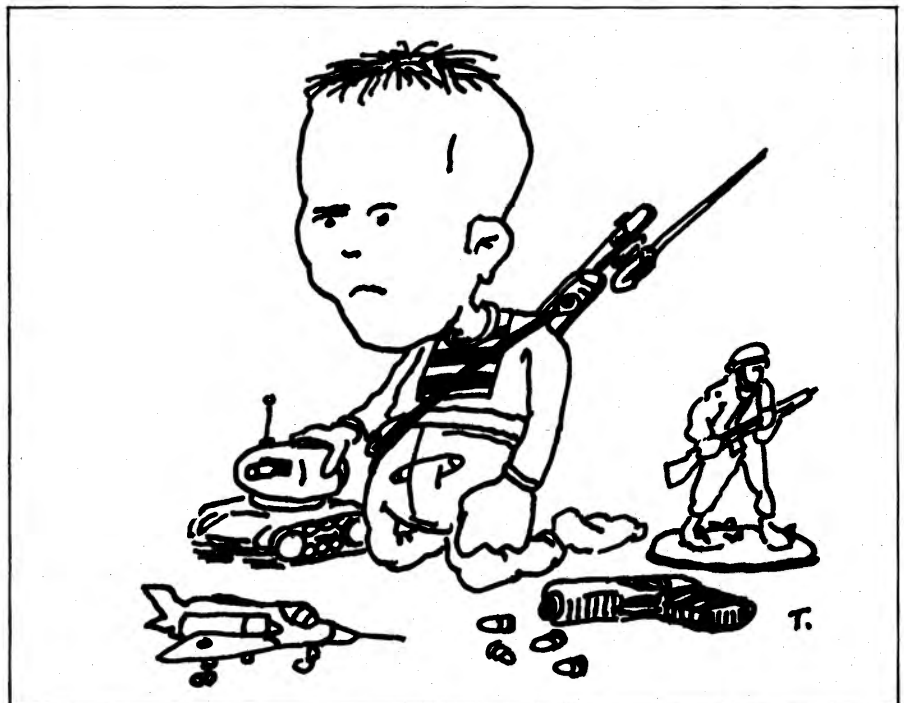
Jacques: Le rôle d'un parent libertaire, c'est de s'éduquer lui-même pour qu'il puisse arriver à repousser certains rôles que la société veut lui imposer.

Maurice: Il faut bien penser à l'aspect social et à notre rôle social. Et l'assumer car sinon quelqu'un d'autre le fera à notre place. Et tant qu'à faire, je préfère que ce soit moi qui le joue, ce rôle. Sinon, je n'aurais pas fait de même, effectivement! Je préfère assumer le fait d'avoir un même, et de l'élever moi.

Jacques: Il faut ajouter que le rôle que vous avez choisi d'assumer n'est pas le même que celui d'une famille traditionnelle! C'est peut-être là la différence avec des parents non libertaires.

Paul: On a surtout parlé de nos craintes, de ce qu'il ne fallait pas. Maintenant, ce qui me vient à l'esprit, c'est plutôt de proposer des directions, des pistes, etc... Plutôt que de donner des interdits. Peut-être donner un but à la vie, par exemple.

Maurice: En tout cas, si nous étions lucides, hyper-lucides, nous ne devrions pas faire de mêmes. Regarde encore Tchernobyl! Mais c'est pas vrai, on est quand même contents de vivre!



Pédagogies libertaires

risques et chances



« LES ENFANTS N'APPARTIENNENT NI A LEURS PARENTS, NI A LA SOCIÉTÉ FUTURE, ILS APPARTIENNENT A EUX-MEMES ET A LEUR FUTURE LIBERTÉ. »

Michel BAKOUNINE

EDUCATION ET PEDAGOGIE

Education et pédagogie sont deux notions voisines mais distinctes. Toutes deux appartiennent à cette constellation de concepts parmi lesquels figurent également l'enseignement, l'instruction, la formation, l'apprentissage (et j'en oublie), que nous laisserons de côté.

Par éducation, il faudrait comprendre, comme le fait le Robert, « l'ensemble des moyens mis en œuvre pour assurer le développement de l'être humain ».

Notons, en passant, un sens commun de l'éducation comme connaissance et respect des usages sociaux et des valeurs morales dominantes : dire de quelqu'un qu'il est bien éduqué, qu'il a une bonne éducation, dans ce sens, c'est dire à quel point de conformité pénible, de soumission quotidienne, de rappel à l'ordre, il est arrivé.

Quant à la pédagogie, elle est constituée par l'ensemble des méthodes, des techniques par lesquelles l'éducation

devient concrète, mise en relation et en pratique.

La pédagogie correspond, dans ses méthodes, dans ses techniques, aux finalités de l'éducation : et celles-ci sont elles-mêmes définies par le système social, économique et politique en vigueur, qu'il soit libéral ou marxiste.

« Après la deuxième guerre mondiale, il règne aux Etats-Unis une très forte idéologie de l'égalité des chances, et cela entraîne le développement de l'enseignement scientifique et technique. On forme les intellectuels à des professions d'ingénieurs ou de techniciens pour mieux les insérer dans le système. A la même époque, le contrôle est en train de passer aux mains d'une élite technobureaucratique.

En URSS, il y avait eu la grande période expérimentale, pendant les années vingt et trente, avec Makarenko, avec la collectivisation de l'éducation. Mais après la deuxième guerre le système scolaire a été considéré comme un instrument non seulement pour contrôler la formation des intellectuels, mais aussi leur place dans le système social. En

outre, on rencontre les mêmes objectifs dans les systèmes scolaires de ces deux pays ; le système est fait de telle sorte qu'il forme des travailleurs et les distribue dans la production, tout cela dans le cadre d'une société technocratique. Une bonne partie de la formation dispensée consiste à adapter les gens au système, au travail, pour qu'ils servent la société — il s'agit simplement aux USA et en URSS, de maîtres un peu différents, mais il faut les servir de la même façon. » (Interview de Joël Spring, réalisée par Marianne Enckell, parue dans le journal Agora)

L'éducation s'attache surtout aux enfants : ainsi famille, école, église, travail, armée, certaines associations, médias, etc., sont autant d'institutions qui jouent, selon des modalités différentes, un rôle répressif aussi bien (mal ?) qu'un rôle formateur. Et toutes sont des institutions autoritaires vouées à la conservation d'une société de domination.

Il appartient à chacune de ces institutions, selon sa compétence, de modeler la part de l'enfant qu'elle s'attribue

ou qui lui est attribuée. Elles transmettent aux enfants «bonnes» valeurs et «bonnes» manières...

QUELQUES IDEES LIBERTAIRES A PROPOS DE LA PEDAGOGIE

Nous ne procéderons pas à l'inventaire complet des ingrédients dont se compose la pédagogie libertaire : nous n'en donnerons que les idées majeures.

Les anarchistes considèrent l'enfant comme autonome et libre, susceptible d'évolution permanente. Aussi leurs efforts ne se portent-ils pas directement sur l'enfant, mais bien sur les conditions — sociales, intellectuelles, affectives — dans lesquelles l'enfant vit et se développe. Il s'agit, dans cette perspective, d'aménager un milieu favorable à la découverte et à l'expérimentation, de créer des conditions qui donnent à l'enfant la possibilité de progresser à son rythme, selon ses désirs et ses besoins, la connaissance étant conçue non comme extérieure à l'enfant mais comme naissante avec lui, par sa volonté et ses facultés de jugement critique.

Ces idées pédagogiques ne sont pas spécifiques à la pensée anarchiste, d'autres écoles — écoles actives par exemple — les reconnaissent. Ce qui les distingue cependant, ce sont les finalités auxquelles ces idées se réfèrent.

Les valeurs et structures essentielles de la pédagogie libertaire dérivent, dans le présent, de la critique de la société de domination, de l'utopie d'une société future :

— éducation positive :

la pédagogie se fonde sur l'expérimentation, sur l'observation et l'interprétation des faits matériels et sociaux (et non pas sur la croyance ou le dogme) ;

— éducation intégrale :

le développement intellectuel, manuel et physique est conçu comme un ensemble composé non divisé hiérarchiquement : chacun des ces trois aspects est proposé à l'enfant, afin qu'il soit en mesure de choisir sans contrainte aucune celui qu'il veut développer au mieux ;

— éducation permanente :

le développement des capacités créatrices et des facultés critiques concerne l'être humain quel que soit son âge : à l'inverse du rôle de fonctionnaire, d'agent de la production/consommation, de reproducteur des valeurs et des structures, imposé à l'adulte dans une société autoritaire, l'éducation permanente considère l'être humain comme un être en évolution constante, inachevé et perfectible ;

— gestion directe :

la détermination des contenus et des méthodes de la pédagogie se fait collectivement, par l'ensemble des individus qui y sont impliqués, et non par une partie d'entre eux (adultes par exemple) pour l'ensemble. Le complément de la gestion directe est l'autonomie des individus et la solidarité entre eux, ainsi que l'autonomie et la solidarité du groupe

(centre ou réseau éducatif, institution pédagogique...) par rapport aux autres composantes de la société.

RISQUES ET CHANCES DES PEDAGOGIES LIBERTAIRES

« Dans la seconde moitié du XIX^{ème} siècle, la pensée éducative libertaire partage avec celle positiviste, outre la matrice du siècle des lumières, un scientisme souvent naïf et dogmatique, une tendance à renouveler les contenus et méthodes d'enseignement en s'inspirant des sciences physiques, une considération attentive aux facteurs sociologiques et sociaux, en particulier au milieu dans lequel l'homme se développe, une conscience du lien étroit entre la misère, l'ignorance et la criminalité, une nouvelle organisation de l'éducation populaire, des femmes et des enfants. Tout ceci explique la collaboration fréquente des anarchistes et des positivistes à des initiatives comme les universités populaires, les ligues pour l'enseignement laïque et les associations de la libre pensée. Et ceci explique également la rupture d'une alliance équivoque, même si personnellement sincère, dès qu'apparaît la différence profonde entre les finalités assignées à l'éducation par un courant culturel prudemment réformiste sur le plan politique et les finalités poursuivies par un mouvement radicalement révolutionnaire. » (Extrait de Ideologie libertaria e formazione umana de Tina Tomasi, la Nuova Italia, Firenze, 1973)

Il y a deux risques que la pédagogie libertaire doit et peut éviter.

« De façon analogue, la critique de l'autoritarisme traditionnel, c'est-à-dire du rôle habituel du maître, des méthodes catéchistes et mnémoniques, des programmes détachés des intéressés et des attitudes personnelles des élèves ; mais aussi la défense de leur développement spirituel libre, autonome, l'appel à une activité scolaire le plus possible en collaboration, rapprochent la pédagogie anarchiste de la pédagogie active. Mais ce qui les divise, sans équivoque possible cette fois, c'est la conception différente de la liberté :

- selon cette dernière, elle est atteignable dans le cadre des systèmes libéraux et démocratiques à travers une école intégrée aux structures politiques et économiques en vigueur. Ecole en pratique accessible à quelques privilégiés seulement même si en théorie ouverte à tous ;
- selon la première, elle implique au contraire des transformations politiques et économiques radicales sans lesquelles les innovations méthodologiques et didactiques se réduisent à une pure formalité et fonctionnent comme instruments contraignants plus efficaces que ceux qu'elles voulaient remplacer. » (Idem)

Elaborer un certain milieu — celui de l'école par exemple — une pédagogie libertaire, alors que l'enfant est l'objet, dans les autres milieux qu'il fréquente, d'une éducation autoritaire, relève de

l'illusion. La pédagogie, aussi libertaire soit-elle, ne constitue pas une condition suffisante pour vivre autonome, libre, créatif. Alors que l'enfant est soumis, pendant sa scolarité, hors de l'école, et après sa scolarité, à des pressions de tous ordres, l'éducation libertaire ne peut les ignorer pour sauvegarder un milieu pédagogique favorable : elle se doit, pour sortir de sa marginalité, d'atteindre une dimension sociale et de collaborer, sans perdre son autonomie, avec d'autres mouvements libertaires de la société, qui aideront aux formations spécifiques.

Contre les tendances autoritaires, centralisatrices, déshumanisantes, des pouvoirs politiques, économiques, moraux... la diversité des expériences, des formations, peut assurer le développement unitaire de la société.

« Les anarchistes partagent certains motifs loin d'être marginaux de la pédagogie marxiste, à commencer par la position nettement politique du problème éducatif, la large acceptation de sa dimension socialiste, le refus de l'éducation populaire comme don paternaliste prodigué par une classe dominante qui a besoin de main-d'œuvre qualifiée ; mais ils divergent sur des aspects non moins importants. En effet, les anarchistes nient à l'Etat, même prolétarien, la fonction éducative en tant qu'ils sont convaincus que l'individu ne doit être assujéti à aucune institution, et accusent les communistes de vouloir, aussi dans ce domaine, soustraire les hommes à un esclavage pour les soumettre à un autre non moins pesant, et de réduire la vie individuelle et associative à un ensemble d'activités imposées d'en haut. » (Idem)

Le second risque tient de l'illusion marxiste, qui procède d'un raisonnement de type mécaniste. Quand l'infrastructure économique sera modifiée, l'éducation et la pédagogie se modifieront automatiquement. Les marxistes considèrent communément qu'il existe une aliénation suprême qui détermine toutes les autres : l'aliénation économique. Or les hommes qui sauront, selon eux, supprimer cette aliénation, sont des hommes politiques, les hommes d'un parti.

L'enfant n'a donc plus de valeur en soi, il n'en a une qu'en qualité de futur adulte. Il va sans dire que dans ces perspectives, éducation et propagande se confondent, et que les enfants deviennent les moyens dociles d'une idéologie d'Etat.

L'éducation à la soumission et au respect de la hiérarchie est propre au système libéral et au système marxiste.

Mais l'éducation, telle que les anarchistes la conçoivent, a une fonction bien différente : découvrir le sens de la liberté !

Tiré de la brochure :
Soirée sur l'éducation libertaire
éditée par la *Coordination*
Anarchiste de la Région Genevoise

« L'école où on ne fait rien »

UNE EXPERIENCE PEDAGOGIQUE DIFFERENTE DANS LES YVELINES

Face à l'école-caserne qui réduit au silence l'autonomie de l'enfant et qui brise son rythme naturel et ses expressions différentes, des voix s'élevaient et des expériences se mettent en place pour affirmer qu'un autre fonctionnement de l'école est possible. Parmi ces expériences nous évoquons celle entreprise dans les Yvelines (78) à Chanteloup les Vignes. Pratique de la lecture fonctionnelle, d'une pédagogie différenciée, rôle de l'instituteur en tant que conseiller technique, un autre système d'évaluation, mais aussi tensions, heurts avec l'administration et les parents d'élèves, telles sont les différents aspects de cette expérience décrite par Kathy et Gérard, deux intervenants qui continuent à s'interroger et à rêver d'un lieu de vie où l'enfant se concilie avec lui-même et avec les autres.

Abdoul

Wahid: Vous travaillez dans une école à pédagogie Freinet, en quoi les activités sont-elles non traditionnelles?

Gérard-Kathy: Tout d'abord, nous ne travaillons pas réellement dans une école à pédagogie Freinet. Il n'y a pas à proprement parler de pédagogie Freinet, mais plutôt un ensemble de techniques offrant certaines possibilités pédagogiques. Ceci du moins dans l'esprit actuel. Pour Freinet lui-même c'était autre chose.

Notre école utilise certaines techniques Freinet et d'autres qui ne le sont pas. La base de notre organisation sociale est le système coopératif. Tant pour les enseignants que pour les enfants. Les enseignants fonctionnent en équipe pédagogique, c'est-à-dire qu'au sein du groupe, la fonction de directeur n'est que symbolique. Elle est obligatoire administrativement mais les décisions sont prises en commun, les responsabilités administratives sont partagées. Les décisions sont prises le plus souvent à l'unanimité, sinon à la majorité absolue.

Pour ce qui concerne les enfants, il existe deux structures complémentaires: la Coopérative de classe où sont prises les décisions concernant le groupe classe et les décisions à prendre renvoyées dans les groupes par la Coopérative Centrale. La Coopérative Centrale gère les décisions concernant le fonctionnement global de l'école.

La liaison entre les enfants et les enseignants se fait par l'intermédiaire des délégués à cette Coopérative Centrale: un délégué enseignant et un délégué par groupe-classe.

LA LUTTE CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

Sur le plan pédagogique, étant situé dans une zone d'éducation prioritaire à populations d'origines très diverses,

notre objectif primordial est la lutte contre l'échec scolaire (est-elle possible au sein du système?). Nos moyens?

Partant du principe que, dans le système éducatif actuel, tous les apprentissages sont conditionnés par la lecture, l'équipe a cherché à pallier aux difficultés énormes rencontrées chez une forte proportion des enfants, en pratiquant une technique d'apprentissage de la lecture dite fonctionnelle (cf. Jean Foucambert, I.N.R.P.). Cette approche de la lecture peut se résumer ainsi: prendre du plaisir à lire et mettre du sens sur ce qu'on lit. A cette fin, l'école possède une Bibliothèque Centre Documentaire de 2000 titres commune aux deux écoles primaire et maternelle, lieu de nombreuses activités: lecture libre-plaisir, animations autour des écrits, table de presse, club lecture, exposition sur thème, prêt.

Le deuxième axe de travail se situe dans la volonté d'une pédagogie différenciée: pour un meilleur respect du rythme de chaque enfant et avec un travail individualisé. Pour ce faire, l'école est divisée en trois cycles: le premier cycle comprend la petite et la moyenne section de maternelle, le deuxième cycle comprend la grande section de maternelle, le CP et le CE1, enfin, le troisième cycle comprend le CE2, le CM1 et le CM2. La structure de cycles correspond à la volonté d'assouplir les paliers annuels, source de redoublement. A l'intérieur d'un cycle, l'évolution d'un enfant se fait sans rigidité. Par exemple, il n'existe pas de redoublement en CP. Ainsi, un enfant qui a un démarrage tardif, ne s'en trouve pas pénalisé et le risque d'échec ultérieur est d'autant diminué.

Il faut d'ailleurs dire que nous considérons que l'apprentissage de la lecture se fait en permanence sur les huit ans de scolarité (et même sur la vie) avec trois

ans pour les apprentissages fondamentaux (2ème cycle).

Au sein d'un cycle, l'enfant suit un rythme d'apprentissage qui lui est propre dans chaque matière. Il a à sa disposition des fichiers respectant le contenu des instructions officielles.

Ce système permet aux enfants d'avoir des ralentissements dans leur rythme de travail et des moments d'activités intenses. Parallèlement à ces temps d'apprentissage scolaires, répondant à la demande de l'administration et des parents, nous sommes conscients du fait que les apprentissages sont essentiellement liés au vécu et au plaisir. Nous réservons donc une partie du temps scolaire à la réalisation de projets individuels ou collectifs. Par exemple: aller à la patinoire, faire un spectacle, faire un journal ou un livre, faire un voyage, etc...

L'ADULTE: UN CONSEILLER TECHNIQUE

Les enfants, une fois leur objectif fixé, prennent en charge chaque étape de la réalisation du projet. L'adulte n'intervient que comme conseiller technique.

Wahid: Est-ce que vous pouvez nous parler plus concrètement d'un projet vécu ou à vivre?

Kathy: Si tu veux, je peux parler d'un projet qui démarrera l'an prochain avec toutes ses implications sur une année scolaire.

Cette année, ma classe a correspondu avec une classe d'enfants tunisiens. Cette correspondance a bien fonctionné, les enfants ont eu beaucoup de plaisir à écrire et à recevoir des lettres, et tout naturellement, l'envie a grandi de les connaître et de les rencontrer dans leur pays. Donc, l'année prochaine, nous projetons d'aller en Tunisie.

A partir de là, les enfants vont prendre en charge toutes sortes d'activités parfois scolaires. Il faudra gagner une partie de la somme nécessaire au voyage en vendant gâteaux, livres, en ouvrant un restaurant certains samedis midis, etc... Il faudra apprendre à connaître la Tunisie pour trouver des lieux de visites, pour mieux s'adapter au milieu géographique et culturel. Il faudra contacter toutes sortes d'organismes pour obtenir renseignements pratiques et aides financières, etc...

Donc à partir d'un projet comme celui-ci, les acquisitions scolaires qui sont faites ne sont plus artificielles: il faudra savoir gérer l'argent gagné, il faudra bien être capable d'écrire correctement des lettres ou de téléphoner en s'exprimant clairement, se poser des questions sur

les législations et l'organisation sociale (ex : vaccins, passeports, etc...). Et bien au-delà des acquisitions scolaires, le projet permet aux enfants de vivre sur le plan relationnel, émotionnel et social à l'intérieur du groupe bien des expériences.

W: Mais en dehors de projets, comment les enfants gèrent-ils leur travail?

G: Pour en revenir sur le projet, il faut préciser que plus les enfants sont jeunes, plus les écueils sont immédiats: les enfants au CP-CE1, par exemple, ne possèdent pas encore suffisamment l'écrit ni la lecture. La dimension du projet n'est alors plus la même: réaliser un théâtre de marionnettes est déjà un grand projet. L'essentiel étant la façon dont l'enfant va prendre en charge son travail pour le mener à bien et évaluer les difficultés, pour réajuster l'objectif si besoin est.

LA LIBERTE SOUS CONDITION

G.K: En dehors du projet, la gestion du travail devient la gestion d'une obligation, l'objectif n'est pris en charge par l'enfant qu'au travers de la conscience qu'il a de l'obligation d'aboutir. La liberté devient liberté sous condition. Dans ce cas, le maître bien plus souvent que conseiller technique devient garant de l'atteinte de l'objectif.

L'objectif d'autonomie se trouve sérieusement amputé puisque l'enfant n'a même plus le choix de refuser. En fait, il l'a en refusant le travail et en acceptant, par exemple, le redoublement, mais son choix n'est pris en compte qu'en tant qu'incapacité à atteindre un objectif: l'enfant qui ne réussit pas n'est pas considéré comme ayant fait un choix mais comme un incapable. Un refus latent est donc traduit en incapacité patente.

L'enfant ne peut même plus tirer profit de sa démarche. On s'aperçoit donc que la structure administrative a un grand pouvoir limitant sur une démarche différente. Les Instructions Officielles (I.O.) sont un frein puissant.

C'est pourquoi les contrats de travail que nous avons souvent essayé d'introduire se révèlent à chaque fois inefficaces dans l'objectif de la prise en charge de son travail par l'enfant: il sait qu'à un moment ou à un autre, le maître-garant interviendra si l'objectif n'est pas atteint et qu'il y a trop de risques à prendre du champ avec les I.O.

A ce moment, l'enseignant ne peut plus être du côté de l'enfant comme lors du projet: il y a donc rupture dans le respect du rythme de l'enfant. Bien sûr, une bonne solution serait d'abandonner les I.O. mais dans ce cas nous ne pourrions même plus exister.

LA COURSE AUX POINTS VERTS

Notre système d'évaluation n'a d'ailleurs pas non plus atteint l'objectif escompté.

Les enfants possèdent un code à trois couleurs pour évaluer leur travail:

- point vert: j'ai acquis la notion, je peux passer à autre chose,
- point orange: j'ai acquis l'essentiel mais il me faudra revenir sur la notion,
- point rouge: la notion n'est pas acquise, je dois revoir mon travail.

Ce système, nous l'avons mis au point pour échapper à la note sanction et pour aboutir si possible à l'auto-évaluation, en passant par la co-évaluation. Mais les objectifs de travail restant extérieurs à l'enfant, l'auto-évaluation devient évaluation extérieure. La course aux points verts existe au même titre que celle des 10/10. Ceci est décevant pour nous, même si l'on tient compte du fait que dans les petites classes les enfants ont encore beaucoup besoin de l'approbation extérieure.

W: Vous pratiquez un travail individualisé, n'y a-t-il jamais de directif?

G.K: Si, mais peu de temps dans la journée: de vingt à trente minutes. Au deuxième cycle, en lecture, nous avons vingt minutes d'intervention d'enseignement, c'est-à-dire du travail collectif dirigé pour lancer des pistes de travail sur des points précis. En dehors de cela, les enfants travaillent seuls et à des rythmes différents.

W: Cette demi-heure de « directif » suffit-elle pour les apprentissages?

G.K: Certainement pas. C'est impossible, à cause de toutes les contraintes: temps, législation, contenu, etc... Pour ce faire, il faudrait bouleverser complètement les structures, mais aussi pouvoir établir d'autres rapports avec les parents qui sont les premiers à être ultra-directifs avec leurs enfants, ne serait-ce qu'en projetant sur eux leurs propres angoisses. Bien que considérée comme école de secteur comme une autre, le peu de différence que nous marquons dans notre démarche fait que nous sommes souvent perçus comme « école où on ne fait rien ». Les enfants sont donc en proie à un dilemme: qui croire? Les enseignants qui nous font travailler ou les parents qui disent que ça n'est pas du travail? Nous sommes à cause de cela obligés par moments d'être même carrément autoritaires!

W: Pour revenir à la réunion de coop, en quoi consiste-t-elle?

G.K.: Il faut distinguer entre deux fonctionnements. D'abord, la coop de classe où les enfants débattent librement des problèmes de vie courante de la classe ou d'école en y cherchant une solution satisfaisante pour tous. Le conseil de coop de classe renvoie devant le conseil de coop d'école, les résolutions des problèmes ou le vote des décisions concernant toute l'école. Il se réunit une fois par semaine à date et heure fixe (selon chaque groupe de classe), mais aussi à la demande si besoin est. Le conseil de coop d'école auquel assistent un représentant enseignant et un représentant enfant par classe se réunit à la



demande soit des enseignants, soit des enfants... Les délégués jusqu'à très récemment n'avaient pas de pouvoir de décision et la coop fonctionnait en démocratie directe. Elle devait répertorier les demandes et doléances des divers groupes-classes, établir les votes à effectuer et renvoyer le compte-rendu de réunion dans les groupes-classes qui effectuaient les votes et renvoyaient les décisions en coop centrale qui dépouillait. Depuis peu, à la suite d'un vote demandé par le délégué des enseignants, les enfants ont opté pour une représentation indirecte: les délégués ont pouvoir de vote « pour que les décisions soient prises plus rapidement ». Il sera intéressant de suivre l'an prochain l'évolution d'une telle décision qui avait failli déjà l'an dernier faire capoter la coop centrale. La structure de celle-ci est difficile à faire fonctionner efficacement pour la raison que les enfants sont obligés de passer par les enseignants pour ce qui concerne l'argent ou ce qui implique la réglementation administrative, etc... C'est un débat constamment ouvert dans l'équipe qui cherche à définir plus clairement les pouvoirs de la coop et qui se heurte aux barrières institutionnelles. Par exemple, les enfants ont souhaité passer les récréations sous le préau; ce qui impliquait un service supplémentaire pour les enseignants. Si nous avions refusé, il était impossible légalement pour les enfants d'assurer le service eux-mêmes. Là encore l'autonomie de gestion est sérieusement restreinte!

W: Autrement dit, il n'y a pas de réelle indépendance de l'enfant par rapport à l'adulte, dans la gestion de son temps scolaire?

DES RAPPORTS ET DES ECHANGES DIFFERENTS

G.K: Non, d'autant plus que les enseignants eux-mêmes ne sont pas auto-



nomes. Et les raisons sont toujours les mêmes: les I.O., l'administration et sa réglementation, les parents en général. Nous nous trouvons toujours dans la position d'accorder une liberté sous conditions. Mais conditions extérieures à l'enfant et au choix qu'il pouvait faire, aux objectifs qu'il pouvait se fixer.

Malgré tout, on ne peut certainement pas faire beaucoup plus que ce que nous faisons dans le cadre de l'institution; et l'orientation globale de l'école est tout de même celle d'une prise en compte beaucoup plus réelle de l'enfant en tant qu'individu responsable. Il n'y a qu'à observer les relations adultes-enfants. Elles ne sont peut-être pas parfaites, mais les liens et les échanges sont très différents de ceux des rapports d'auto-

W: Malgré les limites par rapport aux objectifs initiaux, vous estimez que l'expérience est tout de même intéressante pour ces moments où les enfants peuvent sentir d'autres types de rapports, d'autres façons de faire, qui leur donnent la possibilité de réfléchir sur une alternative réelle?

G.K.: Disons que, malgré ce que nous considérons comme des incohérences liées à nos propres contraintes de fonctionnement, c'est ce sur quoi nous tablons. Notre but était ici de mettre l'accent sur les limites obligatoires d'un projet comme le nôtre par rapport à une volonté de cohérence et d'évolution plus grande encore, même si un tel article ne permet que de survoler la question. Mais nous pouvons déjà juger du bénéfice d'une telle pratique sur les enfants qui nous parviennent en cours d'année de l'extérieur. La première attitude est souvent agressive, due certainement à une angoisse issue d'une perte des repères scolaires habituels et une

libération simultanées. Puis petit à petit, les attitudes agressives et destructrices disparaissent pour faire place à un comportement beaucoup plus social. Et un jour tel ou tel enfant finit par lâcher: «là où j'étais avant, c'était pourri». Au delà des structures sociales et pédagogiques mises en place, c'est la qualité des rapports adultes/enfants qu'elles permettent qui priment.

L'ANGOISSE DES PARENTS!

W: Et comment réagissent les parents vis-à-vis de cette expérience?

G.K.: Ce projet a été élaboré au départ pour aider en priorité les enfants de ceux... qui nous cassent bien souvent le plus de sucre sur le dos! Plus qu'un problème de communication, nous sommes confrontés à l'angoisse des parents qui revivent à travers leurs enfants leur propre échec. Et ils n'ont bien souvent aucun repère pour comprendre ce que nous faisons étant donné déjà que nous sommes les seuls dans la ville à pratiquer de la sorte. Nous leur demandons beaucoup de confiance pour des résultats qu'ils ne pourront juger que cinq ans plus tard puisque leur évaluation est celle du passage au lycée. Et cela ne fait que deux ans que nous pouvons présenter des résultats en secondaire (l'école étant récente). Comment leur permettre de comprendre qu'en lecture fonctionnelle l'autonomie est peut-être plus longue à acquérir, mais au bout du compte, l'enfant est gagnant: nous n'avons aucun enfant dégoûté de lire et le prêt des livres fonctionnent très bien. Comment leur permettre de comprendre que le système coopératif a une importance primordiale pour l'avenir sociale de leur enfant?

Il n'est pas évalué scolairement et n'est jamais pris en compte ultérieurement. Comment leur permettre de comprendre que dans un projet leur enfant met à l'épreuve ses acquis? C'est à cause des parents que le projet «plein temps» a été abandonné il y a trois ans pour un partage temps scolaire/ temps projet. Comment leur faire comprendre qu'ils n'aident pas leurs enfants en exprimant tout haut leur désaccord et leur incompréhension?

Mais voilà, ils n'ont pas le choix, c'est l'école de leur secteur. Et leur enfant n'a pas le choix non plus. Comment leur faire comprendre que 2000 livres en BCD sont aussi importants que quelques livres de classe? Les parents qui nous soutiennent sont le plus souvent ceux dont l'enfant est en réussite même s'ils estiment parfois que le milieu socio-culturel n'est pas tout à fait à la hauteur pour leur enfant. Ceux qui nous dénigrent le plus sont ceux qui considèrent que leurs enfants sont en échec. Entre les deux, il y a les parents qui ne portent pas tellement d'intérêt à la «méthode», mais qui sentent que leur enfant se plaît bien...

ENVIE DE CONSTRUIRE QUELQUE CHOSE OU TOUTE L'ENERGIE EST POSITIVE

W: Tout à l'heure, vous avez parlé d'un projet plus cohérent, plus évolutif, en avez-vous un?

G.K.: Oui, il dépasse d'ailleurs le cadre de la simple école. Parce que si au bout du compte, comme nous l'avons dit, le bilan de ce que nous vivons tant sur le plan relationnel adultes/adultes et adultes/enfants que sur le plan de l'acquisition sociale et pédagogique est positif, il y a bien des moments où l'on se sent découragé, vidé!... Tous ces compromis, pourquoi? Des résultats, certes, mais disproportionnés aux efforts investis. Qui servons-nous le plus, les enfants ou l'institution qui se sert de nous comme vitrine en nous maintenant dans le limites étroites acceptables pour ses objectifs. Peut-on réellement penser lutter dans l'institution contre elle? Tout en les acceptant, nous vivons tout de même très mal ces moments de déchirure avec les enfants ou avec les adultes parce que l'école et toutes ses règles deviennent invivables.

Et puis, il nous reste toujours, si légèrement enfouie, et de plus en plus envahissante, l'idée du départ, d'une autre chose, qui nous a naïvement fait nous retrouver dans ce système, il y a quelques années. Mais avec le temps elle a pris de la consistance et une grande unité: faire «notre lieu de vie». Un projet sans compromis, sans incohérence (peut-on rêver). En quoi consiste-t-il? Un lieu où coexistent adultes et enfants. Chaque adulte possède une activité professionnelle rémunérée et consacre une partie de son temps aux enfants. Pour ces derniers, l'école n'est qu'une possibilité parmi d'autres dans l'espace de vie et ils sont libres d'y aller ou non. Les activités libres et le jeu y seront réhabilités et la réalisation de projets poursuivie complètement!

Tout cela en accord avec un fonctionnement basé sur la plus grande autonomie du groupe possible sur le plan alimentaire, matériel et énergétique.

Bien sûr, pour ce faire, il est nécessaire que les parents soient en accord total avec le mode éducatif et nous risquons très vite de changer de milieu social, ce que nous regrettons!

Mais, pour l'instant, nous ressentons, plus que nécessaire, l'envie de construire quelque chose où toute l'énergie est positivée.

Pour l'instant, afin d'essayer d'ouvrir ce projet aux plus larges couches sociales possibles, nous pensons à un système associatif ou collectif. Mais l'un comme l'autre possède ses failles. Si vous avez des idées, nous sommes prêts à les prendre en compte.

(titres et intertitres de la rédaction)

Pour une éducation permanente

Pour parodier quelqu'un de célèbre, je dirais volontiers que l'éducation est un domaine trop sérieux pour être laissé aux mains des éducateurs. En effet, il est sans doute regrettable que ce dossier ait été fait par une majorité de «spécialistes» de l'éducation. Non pas spécialistes parce qu'ils en savent plus que d'autres, mais parce que c'est leur travail (leur gagne-pain, ne l'oublions pas...). Cette pratique leur donne-t-elle une vérité en la matière? Certes pas. Tout au plus, leurs interrogations sont-elles très nombreuses. Quant aux réponses? A creuser. Une première revendication serait donc, à mon sens, de «désécialiser» l'éducation. Mais nous sommes déjà dans le domaine d'une société à venir, et de ses multiples conceptions. Il me semble beaucoup plus important, en attendant cet hypothétique avenir, de réfléchir à quelques questions qui peuvent nous amener à des pratiques novatrices.

EDUCATION?

L'éducation est l'action de développer des facultés physiques, intellectuelles et morales. La première réflexion qui vient à l'esprit est donc que l'assimilation usuelle d'éducation et d'enfance est usurpée. Pour deux raisons: premièrement le concept d'enfance reste à définir; deuxièmement, l'éducation ne s'adresse pas qu'à l'enfance.

DE L'ENFANCE...

Cette notion est toujours édictée en opposition avec d'autres «étapes» de la vie humaine: nourrisson—adolescent—adulte—troisième âge, etc... L'enfance peut-elle être considérée comme une entité à part entière? Et, dans ce cas, que peut-on en dire? La notion d'enfance paraît évidente à tous. Parce qu'elle représente un groupe social dominé, et que les adultes ont intérêt à maintenir cette domination? Laquelle domination est un phénomène qui se retrouve dans toutes les classes sociales. Même si on peut dire que les tentatives d'abolition les plus radicales de cette domination ont été l'œuvre des couches sociales historiquement opprimées: syndicalisme ouvrier et enseignant du début du siècle, par exemple. Nous sommes là face à une question qui engage profondément la réflexion libertaire: la vie est-elle une succession de classes d'âges, ou bien l'individu est-il un «être social en perpé-

tuelle évolution»? Si la réponse paraît avoir peu de rapport avec le quotidien, les libertaires ne peuvent faire l'économie d'une telle interrogation.

Mais la revendication libertaire est peut-être aussi le droit à l'enfance perpétuelle (on va encore se faire traiter de petits irresponsables puérils...). Car l'idée de l'âge adulte véhiculée dans l'imaginaire social actuel a de quoi faire honte à n'importe quel enfant...

Bref, si d'aventure enfance—âge adulte, etc... ne sont que des «inventions» destinées à pérenniser un système de domination, il est bien évident que nous devons réfléchir à la façon de faire évoluer cet état de fait.

...AU TROISIÈME ÂGE

L'éducation doit s'appliquer à l'individu, quelque soit son âge. L'usage a privilégié la tranche d'âge la plus jeune parce que, ainsi, les individus peuvent plus tard devenir aptes à produire pour un système (capitalisme privé ou d'état, systèmes économiques plus anciens), et donc permettre à ce système de se reproduire. Pour nous qui n'avons pas de système à reproduire, l'éducation doit être permanente, de tous les instants.

Et ce n'est pas seulement l'école (heureusement!) ou la famille (heureusement bis!).

Les libertaires ont beaucoup réfléchi, et agi sur l'école. Ils ont essayé d'agir aussi sur une alternative à la famille (la réflexion serait sans doute à affiner dans ce domaine, en tenant compte des données modernes de la psychologie).

Et le reste? Télévision, presse, sport, bistrot, milieu associatif dit «populaire», etc... Tout cela est le milieu éducatif de l'individu. Lieux communs? Tout ça disparaîtra le lendemain du Grand Soir ou, tout au moins, sera modifié, changé. Le peuple se réappropriera ces moyens d'éducation (d'asservissement?)...

Et si le Grand Soir ne vient pas? Angoisse!!!

Et si le Grand Soir n'était qu'une succession de petits matins collés bout à bout, jamais terminés, jamais accomplis? Réformisme...

Mais l'acte d'éducation (l'acte pédagogique) n'est pas révolutionnaire, il est réformiste par excellence. Accepter de passer du temps pour éduquer l'individu autrement (vers plus d'autonomie, grâce à ses propres expérimentations qu'il construit lui-même) peut être

éventuellement considéré comme une préparation à une prise de conscience pré-révolutionnaire (et encore... que deviennent les fils et les filles de révolutionnaires?), mais ce n'est en aucun cas une révolution.

Or, les libertaires savent bien que l'éducation à l'autonomie, à la liberté ne s'accomplira pleinement que dans une autre société. A nous de construire cela, avec tous ceux, toutes celles qui veulent faire un bout de chemin avec nous. Et montrons-leur clairement l'objectif de rupture radicale qui est dans notre projet... révolutionnaire!

D'ailleurs, entre nous, pour en revenir à nos moutons, peut-on éduquer quelqu'un? Ou l'individu s'éduque-t-il seul? Pour nous, il est impossible de transmettre la bonne parole à un individu. Car l'individu quel qu'il soit a le pouvoir de faire ce qu'il veut de la bonne parole reçue. Reste, qu'on le veuille ou non, que tout individu ne peut évoluer, ne peut «s'auto-éduquer» (dans le sens où il construit son propre savoir) qu'en contact avec d'autres individus et, ou, en contact avec des productions d'autres individus (livres, films, photos, discours, musique, etc...). Et ceci me donne l'occasion d'affirmer une évidence: il n'est aucunement question de remettre en cause les acquis éducatifs tels que lecture et écriture pour (presque) tous. Et ces acquisitions peuvent se faire hors de toute structure sociale.

Par contre, il est évident qu'actuellement sera la pédagogie de lutte tant qu'un hypothétique Grand Chambardemen ne frappe. Les libertaires ne sont pas les seuls à le constater...). Les raisons sont multiples. Bien sûr, on peut se demander qui lit? Qui écrit en dehors de l'école? Pourquoi lire? Pourquoi écrire? Il reste que le pouvoir appartient (encore, et pour longtemps) à ceux qui lisent et qui écrivent...

A nous, donc, de trouver un ailleurs, une autre chose que l'école actuelle, publique, privée, alternative ou différente. Inventons l'invention. Par exemple, en se posant la question:

Qui éduque qui?

— L'enfant peut sans aucun doute apprendre à l'adulte.

— Le handicapé (le «fou») peut apprendre à l'individu «normal».

— Le paysan peut apprendre au cadre commercial.

— L'arabe au vietnamien, au breton, au basque ou à l'australien.

— Et vice versa pour tous les cas de figure.

Tout cela ne peut nous mener qu'à une conclusion connue des libertaires: notre société sera non ségrégative. L'accord théorique là-dessus est entier. Reste la pratique...

QUELLES PRATIQUES PEDAGOGIQUES?

Au-delà du vocabulaire, bonjour le quotidien! Car nous sommes tous engagés, d'une manière ou d'une autre, dans des actes d'éducation. Et nous sommes tous d'accord pour ne pas attendre les bras croisés le « Grand Chambardement ». Nous essayons de mettre en œuvre dans nos relations inter-individuelles des pratiques moins autoritaires, moins dominatrices. Et nous essayons d'envisager le changement social à venir. Sans oublier que le combat pour ce changement social a encore, quoiqu'on puisse en penser, une dimension de classe, et donc de lutte de classe... Et que le domaine éducatif ne peut rester en dehors de cela. Nous savons aussi que l'éducation libertaire n'existera que lorsque la domination (d'un individu sur l'autre, d'une classe sociale sur l'autre, de l'Etat sur le citoyen, etc...) aura disparu. Notre pratique pédagogique se veut différente parce que nous sommes en lutte contre un système de domination.

C'est, quant à moi, ce que je trouve fondamental dans la pédagogie libertaire: elle sera la pédagogie de lutte tant que un (?), le (?) Grand Chambardement ne sera pas intervenu. C'est ce qui nous différencie des pédagogies nouvelles, modernes, etc... Autonomie de l'individu, liberté de l'individu, oui, certes. Mais, aussi et surtout, contre les structures actuelles, et non avec (suivez mon regard concernant l'après 81...).

Et cela gomme le problème (éternel...) de savoir si c'est dans ou hors des structures officielles du système que l'on doit

agir. C'est contre (du dehors, du dedans ou d'ailleurs...). Claude Sigala en fait les frais actuellement; Ferrer en est mort, Freinet s'est fait exclure de l'Education nationale, Robin était un maniaque sexuel, etc... Ce qui ne veut pas dire que ceux qui ne se font pas virer ne sont pas des libertaires! Nous n'avons pas besoin d'additionner nos héros pour avancer, pas plus que nous tenons absolument à faire de l'opposition systématique. C'est le système qui rejette nos méthodes! Nous devons nous poser en permanence une question: notre action éducative (école, famille, médias, etc...) est-elle dirigée contre le système? Ou fonctionne-t-elle uniquement comme soupape de sécurité? Car les démocraties modernes ont très bien su récupérer beaucoup d'alternatives et détourner leurs objectifs, afin de canaliser vers une marginalité douceuse et non combative les « irréductibles » et leurs acolytes.

Je ne ferai pas un catalogue des pratiques pédagogiques à mettre en place. La pédagogie étant avant tout affaire d'individus, il n'y a pas de pédagogie miracle ni de miracle pédagogique. Pour moi, les militants libertaires doivent être présents sur tous les terrains, selon leurs engagements militants et philosophiques personnels: école (bien sûr... avec tous les débats que cela induit concernant la laïcité, la privatisation, les écoles parallèles, etc...), famille (et les alternatives), radios libres, presse écrite, livres, télé (pourquoi pas? à réfléchir...), informatique, etc...

Et j'aimerais terminer par une réflexion (une de plus!): il me paraît urgent pour le mouvement libertaire (et d'autres proches de nous: alternatifs, écolos...) de faire le point sur notre vision, notre intervention quant à ce que d'aucuns appellent « les nouvelles technologies »: audiovisuel, informatique, télématique, etc... Nous ne pouvons avoir de prise sérieuse sur le monde en devenir si nous ne réfléchissons pas à ce sujet. L'informatique

peut être un atout formidable si on sait aller contre l'informatique mise en place par le capitalisme moderne. Lutte inégale, diront certains. Bien entendu! Mais nos luttes sont toujours inégales. Il n'empêche qu'il est important de connaître, pour se les réapproprier, tous les « iques » qui fleurissent en ce moment.

Ou, peut-être, pour les rejeter. Mais, dans ce cas-là, avec une argumentation solide autre que: c'est de la merde. Car, si c'est de la merde dans les mains de certains, ça peut sans doute être autre chose... Et si c'était, tout simplement, ce que les gens en font...

Allez, à vos ordinateurs! Mais sans oublier le reste! Paraît que l'on peut en devenir dingue: ne plus manger, ne plus boire, etc... Ah, pianoter!

Nous, on inventera l'informatique conviviale (beaucoup ont déjà commencé).

INTRODUCTION A L'AVENIR

Quelle conclusion possible? Aucune, bien entendu. C'est, là encore, un sujet bien trop sérieux pour accepter une conclusion quelle qu'elle soit.

Je dirais simplement deux choses qui me paraissent essentielles pour l'avenir du mouvement libertaire dans le domaine éducatif:

— inventons autre chose que l'école obligatoire actuelle. C'est une préoccupation qui m'a frappée chez Catherine Baker, lors d'un débat sur son livre « Insoumission. à l'école obligatoire »: essayer de dépasser la querelle sur « quel type d'école? pour qui? » pour tenter d'inventer un « après », un « au-delà de l'école publique, laïque et obligatoire ».

— tenter d'appliquer à nos diverses et multiples actions éducatives et pédagogiques le principe de base de la pédagogie libertaire: la liberté... qui ne se conquiert que dans (et par) la lutte.

Jean-Michel

C E R E L

I PLACE DU PRESBYTERE B.P 49

II300 LIMOUX.

Bonjour,

Nous vous communiquons d'ors et déjà, et pour ceux qui sont intéressés, les dates du COLLOQUE SUR L'EDUCATION qui aura lieu les 22 ET 23 NOVEMBRE 86, à la MJC de Carcassona .

Nous enverrons ultérieurement le programme détaillé ainsi que le nom des intervenants.

BIBLIOGRAPHIE

« Le maître-camarade et la pédagogie libertaire »
J.R. Schmid Maspéro
« L'école capitaliste en France »
Baudelot/Establet PB Payot
« Le manifeste éducatif »
Mendel/Vogt PB Payot
« La mystification pédagogique »
B. Charlot PB Payot
« L'École aux enchères »
Charlot/Figeat PB Payot
« L'école émancipée, une contre-culture de la belle époque »
T. Flammant Les Monédières
« Naissance d'une pédagogie populaire »
E. Freinet Maspéro
« Ecoles en rupture »
Collectif Syros
« Ecole sous surveillance »
ICEM Péd. Freinet Syros
« L'école primaire divisée »
Baudelot/Establet Maspéro
« Insoumission à l'école obligatoire »
C. Baker Barrault
« Libres enfants de summerhill »
Neil Maspéro
« La liberté, pas l'anarchie » (*)
Neil PB Payot

« Pour ou contre Summerhill »
Dossier PB Payot
« Tu seras ministre, mon fils »
P. Boumard Barrault
« Ni vieux, ni maître »
Bonniec/ Guillon A. Moreau
« Une société sans école »
Illich Seuil
« Ferrer »
Comité de défense des victimes de la répression espagnole I. Davy
« La pédagogie libertaire »
E.M. Lipiansky Cahier Cerise
« Je suis comme une truie qui doute »
C. Duneton Points Seuil
« L'éducation libertaire »
Raynaud Spartacus
(rééd. Monde libertaire)
« Le droit de l'enfant au respect »
J. Korczak Laffont
« L'enseignement »
Recherches numéro 23
« De l'éducation »
M. Stirner Spartacus
« Main-mise sur l'enfance »
A. Masson Payot
« Manuel à l'usage des enfants qui ont des parents difficiles »
J. Van Den Brouk Points Seuil



Cette bibliographie ets, biensûr, tout à fait incomplète! Désolé pour les oubliés...

(*) Ce titre n'est d'ailleurs pas le titre original. Où les éditeurs vont-ils chercher tout cela?

P R E M I E R E P A R T I E

MAI 68 – MAI 86
FREINET ET L'ANARCHISME
LES INSTITUTIONS QUI LIBERENT dans une classe Freinet.
TECHNOLOGIES NOUVELLES
CONTRE LA HIERARCHIE

POUR UNE EDUCATION INTEGRALE
LA CHASSE AUX LIEUX DE VIE
SUMMERHILL: EDUCATION ET ANARCHISME
L'AGE DE RAISON

**ARTICLES D'IRL
SUR L'EDUCATION
ET AUTRES SUJETS
DU MEME GENRE**

numéro 3 (mai juin 74)
« Enfance inadaptée » (p.10 et 11)
numéro 4 (oct.-nov. 74)
« Enfance inadaptée (suite) » (p.9 et 10) avec réponse à l'article.
numéro 6 (mars avril mai 75)
« Allons z'enfants » (p.14 et 15)
numéro 7 (été 75)
« Allons z'enfants: la méthode Freinet », témoignage d'un instituteur (p.13 à 14)
numéro 11
« Licenciements à l'école nouvelle » (p.8 et 9)
numéro 12
« Du côté des écoles nouvelles: — Attention, une école peut en cacher une autre — Pour la poursuite d'une expérience d'école autogérée » (p.8 à 10)
numéro 13 (1976)
« A propos des écoles nouvelles: Ecole nouvelle, halte à la démagogie »: réponse à l'article publié dans le numéro 12 par une des intervenantes au Tournesol.
numéro 14
« Ecoles nouvelles, parallèles et autres » (p.21, 22 et 23)

numéro 18 (mars 78)
« Le projet AUDASS (Automatisation des directions de l'action sanitaire et sociale) » (p.8)
numéro 30 (nov. 79)
« Histoire d'un terrain vague » (p.7)
« A propos d'une actualité relative à la violence », prise de position de l'équipe de prévention de la SLEA (société lyonnaise pour l'enfance et l'adolescence) (p.8)
numéro 31 (décembre 79)
« Education libertaire, éducation du possible » (p.3 à 8)
« Sans doute, demain, nos enfants ne seront pas libres comme nous aurions souhaité l'être. Du moins pouvons-nous tenter de faire en sorte qu'ils ne renoncent pas à la liberté. Et que peut-être leur croissance soit moins rigide que la nôtre, comporte plus de failles, qu'en somme, ils soient moins tronqués que nous. »
« Et la famille » (p.9)
« Une relation non-autoritaire à l'enfant semble passer en premier lieu par la qualité des relations qu'instaurent entre eux ceux qui ont fait cet enfant et avec ceux qui acceptent également d'en avoir la charge »
numéro 33 (avril 80)
« Regarde, elle a les yeux grand ouverts » (p.7 à 11)
Interview de membres de la

« Commune » (Aix-en-Provence); évoquent les rapports avec les enfants, la maternité, la paternité, le désir d'avoir des enfants.
numéro 38 (février mars 80)
« Le sexe des anges »: l'affaire Dugué. (p.10 à 12)
numéro 39 (avril mai 81)
« Avoir 13 ans en Espagne » (p.23 à 27) interview d'enfants d'une école espagnole sur l'enseignement les profs, le catalan, les parents, la délinquance, la police, la société, l'énergie nucléaire, le futur, la démocratie...
numéro 40 (été 81)
« Une crèche familiale à Rilleux » (p.9 et 10)
numéro 42 (décembre 81)
« L'enfant, le pédophile et la société » (p.4 et 5)
numéro 43 (février 82)
« France accueillante, anti-psychiatrie rurale, mi/lieux de vie » (p.8 à 10), article sur le CRA (Collectif Réseau Alternatif)
numéro 45 (mai juin 82)
« La libellule dorée et le doux charme de l'île An-archie » (p.19 à 22) Troupe de marionnettes hispano-américaine. L'histoire de 3 amis pirates (Dreyfus, Malatesta et Shaffan) qui parcourent les mers à la recherche de l'amour et la liberté et qui arrivent sur l'île d'An-archie.

numéro 48 (déc. 82 janvier 83)
CORAL:
— « La calomnie au service de qui? » (mise au point des responsables du Coral) (p.5)
— Interview de François Roux, un des avocats) (p.4)
numéro 49 (janv. févr. mars 83)
— « L'affaire du CORAL: les désarrois du juge Zalzmänn » (p.4 à 7)
— « L'autogestion, les enfants et Janusz Korczak » (p. 24 et 25)
Basé sur une interview d'Henri et Louise Favel-Fajwcowicz qui côtoyaient Korczak en Pologne et dans le ghetto de Varsovie » (article extrait de la revue Auto-gestions n.11 sur l'autogestion pédagogique).
numéro 58 (janvier février 85)
« Autour d'une grève dans un collège » (p. 20 et 21)
« Une grève de 25 profs dans un collège de 350 élèves, pendant une semaine. Quelle importance? Et pourtant cette petite grève qui resta en un sens isolée est significative du mécontentement et de l'état d'esprit actuel des enseignants des collèges et lycées ».





Un des grands arguments théoriques de Lénine et de Staline est la question des nationalités puisqu'en apparence, dans tous les pays se réclamant du marxisme-léninisme, il y a des écoles et une stimulation des ethnies minoritaires. Si la Belgique et la Suisse sont des pays bi-culturels et tri-ou quadri-culturels, l'URSS abrite une centaine de langues ayant un statut officiel, la Yougoslavie en a huit, la Chine suit ce schéma également. On ne peut donc que s'étonner qu'au bout de dizaines d'années de privilèges, le problème nationaliste puisse encore envenimer les pays dits communistes: les Albanais du Kosovo en Yougoslavie, les Hongrois en Roumanie, les musulmans en Bulgarie, les habitants des républiques baltes, des républiques de langues proches du turc, etc., en URSS.

LA QUESTION UKRAINIENNE

L'aspect intéressant est le XIX^{ème} siècle, avec en 1846, la constitution de la Fraternité de Kiril et Méthode (noms de deux moines de Salonique de langue slave qui, au Moyen-Age, donnèrent formation à la future église orthodoxe, de structure fédérale, par opposition à Bizance et Rome, centraliste et autocratique). Dans les années 1870, Dragomanov, ami et éditeur de Bakounine, définit ainsi les bases du nationalisme ukrainien: «fédéralisme dans les rapports avec les pays voisins, liberté individuelle dans le cadre de la vie sociale, socialisme pour la question économique, rationalisme et réalisme pour les questions de la science et de la culture. L'autonomie nationale de Dragomanov apparaît sous la forme d'une union libre de petites unités nationales («gromadi») dans l'ensemble de l'Ukraine, ayant la garantie de leurs droits en tant que minorité nationale.»¹

Mais historiquement, l'Ukraine était divisée entre la Pologne, la Russie et l'Autriche-Hongrie. Si les deux premiers pays impérialistes faisaient tout pour nier l'identité ukrainienne, elle était par contre reconnue par l'Autriche-Hongrie.

En 1900 le parti révolutionnaire ukrainien fut créé, et en 1905 il y eut une division entre sociaux-démocrates intégrés dans le parti russe, et sociaux-démocrates groupés dans le parti ouvrier social-démocrate ukrainien. On constate donc l'empreinte libertaire du XIX^{ème} siècle a disparu au profit du marxisme petit bourgeois.

1917 vit la naissance d'un gouvernement ukrainien en mars, qui tenta aussitôt de former une armée ukrainienne à partir des nombreuses recrues disséminées dans l'armée russe. En mai 1917 le premier congrès militaire ukrai-

nien désigne Simon Petlura comme responsable. Comme à Petrograd, les politiciens sont des socialistes, et le gouvernement ukrainien reconnaît au départ les nationalités minoritaires: en l'occurrence les Juifs et les Polonais et les Russes; certains postes leur sont confiés dans le gouvernement.

Les relations entre Petrograd et Kerevski d'une part, et le gouvernement ukrainien de l'autre étaient mauvaises; elles devinrent exécrables avec Lénine et les bolcheviks. Comme on le sait, le gouvernement ukrainien s'opposait à l'armée révolutionnaire de Makhno (pourtant beaucoup plus proche des idées de Dragomanov que ce gouvernement) tout comme du reste les bolcheviks². Un exemple de l'incapacité des nationalistes ukrainiens fut la suppression des droits pour les minorités, puis leur rétablissement³. Autre exemple, cette fois affligeant: l'alliance avec les Autrichiens et les Allemands puis opposition à eux; et enfin guerre contre la Pologne, puis alliance avec la Pologne (entre juin et décembre 1919, une application de la fameuse dialectique marxiste sans doute). De plus, le gouvernement ukrainien recherchait l'appui de la France et de la Grande Bretagne, en guettant une aide de l'armée blanche de Denikine, qui en bon Russe, méprisait les Ukrainiens⁴. Si Lénine abandonna une partie de l'URSS par le traité de Brest-Litovsk, Petlura, au nom du gouvernement ukrainien, signa en avril 1920 «l'abandon à la Pologne des territoires occidentaux de l'Ukraine.»⁵

Petlura fut tué en 1926 par l'anarchiste Schwartzbard, qui voulait venger les pogroms anti-juifs en Ukraine. Il est certain qu'il n'avait pas tort, mais, ironie de la politique, Petlura et son gouvernement prirent des mesures pour protéger les Juifs (riches)⁶. En fait, les témoignages makhnovistes sont accablants: Petlura favorisa évidemment les pogroms parce que son nationalisme se fondait sur la mystique de la patrie pour annihiler «l'esprit de parti ou de classe»⁷. Ces tendances droitières et fascistes expliquent la facilité avec laquelle les communistes au pouvoir rejettent les Ukrainiens autonomistes dans le rang des nazis.

Dans l'URSS actuelle, le nationalisme ukrainien est cependant toujours présent. Un des témoignages les plus importants est *Internationalisme ou russification?* d'Ivan Dziouba⁸. Leonide Pliouchtch, un des rares dissidents en faveur du socialisme autogestionnaire, et de plus ukrainien, indique que l'ouvrage en *samydav* (samizdat en langue ukrainienne) d'Ivan Dziouba (écrit en 1965) fit une impression profonde.

Il s'agit d'une longue étude accompagnée de 243 notes (presque uniquement sur les sources), particulièrement confuse et banale, vue d'un œil occidental. La confusion vient de ce que le texte est à la fois illégal, tout en étant un mémoire adressé au PC d'Ukraine et au Conseil de Ministres d'Ukraine, pays théoriquement distinct de l'URSS et siégeant comme tel à l'ONU (concession occidentale pendant le marchandage de Yalta). Ainsi l'auteur s'appuie sur Lénine, et même Staline, et Engels, pour argumenter en citant au passage Herzen et Bakounine⁹, tout en gommant complètement l'Ukraine de 1917-1921 et la grande famine de 1933 (sauf une allusion page 171).

Pour un lecteur des pays de l'Est, l'intérêt repose sur trois plans. Pour la théorie, il découvre un Lénine contre le secret en politique, le centralisme, et un Staline pro-ukrainien, de même que Skrypnik — bolchevik ukrainien — dénonçant l'impérialisme bolchevique. Pour la pratique, le lecteur découvre qu'en 1927 le Parti impulsait «l'ukrainisation», alors qu'elle était bafouée à l'époque où écrivait Dziouba. Et de même toutes les langues sont discréditées par rapport au russe: en 1950, 71% des journaux et 78% des tirages étaient en russe, et en 1963 on atteignait 78% et 81,4%. La stupeur apparaît quand on constate que l'ukrainien est enseigné en Slovaquie aux minorités ethniques, et en Pologne, et que des auteurs non publiés en URSS le sont en Tchécoslovaquie, alors que pour des milliers d'Ukrainiens travaillant en Sibérie, il n'y a pas d'école ukrainienne. Et le lecteur est renforcé dans sa conscience de l'importance d'une culture minoritaire par des citations sur la cassure psychologique que ce non-respect entraîne, sans compter Georges Dimitrov et De Gaulle qui sont appelés à la rescousse.

Dans une postface fort nécessaire, *La tragédie de Dziouba*, Léonide Pliouchtch démolit le texte que nous venons de voir: «Lorsque parut l'ouvrage de Stenchouk «*Qu'est-ce que défend Dziouba et comment?*», chacun s'aperçut qu'on pouvait trouver aussi des «citations» de Lénine contre le patriotisme ukrainien. Des «citations» de Dziouba et de Stenchouk, lesquelles étaient les plus vraies?» (encore une fois où la dialectique marxiste ressemble à de l'hypocrisie pure et simple). Ensuite il fustige Dziouba qui, par veulerie, s'est fait retourner par le KGB: condamné à cinq ans d'emprisonnement en 1972, Dziouba fut libéré en 1973 et écrit depuis en faveur de la russification de l'Ukraine. Pliouchtch exprime finalement en quelques lignes les «oublis» de l'étu-



de de Dziouba: «Quant à l'émancipation sociale, on peut dire que les Ukrainiens, tout comme les Russes, n'ont fait que tomber sous le joug des «serviteurs du peuple». Cette «émancipation», c'est la famine des années 1932-33, qui a coûté la vie à au moins six millions de paysans ukrainiens; ce sont des ouvriers qui manifestent à Novotcherkask en 1962 et sur lesquels on tire à bout portant; c'est l'arrestation des grévistes, des participants à des meetings (comme le major Hrychtchouk, animateur de celui des ouvriers de l'usine hydro-électrique de Kiev)(...)».

En fait les poussées nationalistes actuelles en URSS et dans ses satellites, de même que dans certains pays capitalistes européens (Bretons, Languedociens en France), est d'abord une réaction contre le centralisme qui écrase toute singularité. Cette opposition est bien sûr plus forte si elle peut s'appuyer sur des traditions encore vivantes (l'islam dans les républiques turcophones d'URSS, les Indiens aux USA, les Canaques, les Corses en France).

Notes:

- 1) P. Ia. Stebnitski, *Ukraina i ukrainsite*, Sofia, 1919, p: 21.
- 2) Voir Voline: *La révolution inconnue*, Archinoff: *Le mouvement makhnoviste*, et surtout Skirda: *Les cosaques de la liberté*.
- 3) Martchenko Borys, *Simon Petlura*, Paris, 1976, Bibliothèque Ukrainienne Simon Petlura à Paris, p. 29.
- 4) Op. cit. pp. 36 et suivantes.
- 5) Op. cit. p. 60.
- 6) Voir *Adieu Volodia* de Simone Signoret et Marc Ferro dans *Le nouvel observateur*, 15 mars 1985.
- 7) Sciborsky, 1928, cité par Ioury Pundik, *Le nationalisme ukrainien*, Paris, 1968, éditions PIUF.
- 8) Dziouba, *Internationalisme ou russification?*, Paris, PIUF.
- 9) Pp. 23 et 218.

QUI S'INQUIETE AU SUJET DES MUSULMANS EN BULGARIE ET POURQUOI ?

Le titre d'une brochure de propagande bulgare en 1985 tend à justifier la répression dont nous sommes fait l'écho l'année dernière (1). L'argumentation utilisée est la suivante : - chacun est libre d'après la constitution de changer de nom et de religion ; - les musulmans sont libres de pratiquer leur culte en Bulgarie ; - les Bulgares d'origine turque « ont rejoint leurs familles jusqu'en 1978 », il n'y en a plus à présent. La brochure cite à plaisir de nombreuses personnes présentées comme mortes dans la presse turque.

La réalité est la suivante : il y a en Bulgarie deux types de musulmans. Les premiers, plus généralement sur la côte, mais aussi dans tout le pays, sont les habitants turcs, comme on en trouve en Roumanie, en URSS et en Yougoslavie. Jusqu'à une date récente, ils avaient droit au turc à l'école et à des publications dans cette langue. Leur nombre semble tourner actuellement autour de 200.000. Les deuxièmes sont de langue bulgare : comme en Bosnie Herzégovine, ce sont des slaves convertis à l'islam. Depuis que les communistes ont été placés au pouvoir par l'URSS ils développent l'idée que les « pomatsi » (nom de ces musulmans) furent convertis il y a des siècles par la force. Et c'est également par la force qu'ils veulent leur faire renier leur religion. Dès 1976, Kiril Yanatchkov dans « *La répression en Bulgarie* » avait dénoncé des cas.

A l'heure actuelle la question semble réglée : ainsi les musulmans cités par la propagande bulgare comme approuvant les mesures du PC s'appellent (tout en étant des imams) : « Yassen Yassenov Tchechmedjiev, Yassen Mikhailov Terziev, Todor Jeleu Mikhailov, Guérogui Assenov Anguelov (...) ». Or, en 1976 les pomatsi cités s'appelaient : « Redjep

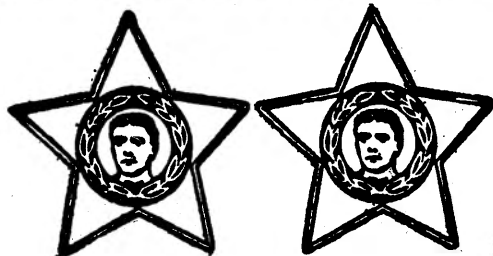
Pustev, Salikh Kouguev, Ali Mustafafov, Hussein Daraktchiev, Moussa Molov ». On le voit tous les prénoms musulmans ont disparus chez les musulmans d'aujourd'hui !!

La parfaite réussite de ces mesures de bulgarisation, mise à part la force des fusils, tient au fait que les salaires ne sont versés que sur présentation de la nouvelle pièce d'identité imposée avec des noms bulgares à tous les habitants... Et comme la main d'œuvre dans le bâtiment, des travaux pénibles et dangereux est en particulier musulmane turque (même si sur le papier elle n'existe pas), il a bien fallu qu'elle accepte une nouvelle identité pour être payée.

On peut remarquer que toute référence au marxisme est absente. Du moins pour la théorie, car pour la pratique c'est le stalinisme des années 40 qui est la référence : déportation des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga, en particulier, indépendamment de la famine imposée à l'Ukraine dans les années 30. En réfléchissant mieux, on pourrait dire que le critère des USA a aussi été suivi : quand le Japon attaqua, plusieurs dizaines de milliers de nord-Américains d'origine japonaise (y compris les personnes nées aux USA) furent placées en camp de concentration. La Bulgarie a adapté la méthode de l'URSS et des USA à l'époque actuelle des droits de l'homme : il faut être enregistré pour travailler et étudier, mais cet enregistrement n'est pas possible dans la pratique si on s'appelle X ou Y. Dans une certaine mesure, on retrouve le système des pays d'Europe occidentale de la carte de séjour donnant droit à la SS et au salaire officiel, et des clandestins (voir « *Tête de Turc* » de Günter Wallraff) corvéable à merci selon qu'ils sont blancs, bronzés et noirs. **Exploiteurs de tous les pays, vous êtes unis par votre pratique idéologique.**

Martin Zemliak

(1) « IRL » N. 61



YENİ İŞİK

L'entonnoir et le matelas

On pourrait dire du sectarisme politique ce que Bakounine disait de l'idéalisme philosophique ou religieux: c'est une maladie de l'esprit.

Aucune organisation n'est à l'abri de tendances au sectarisme. Dans la pratique quotidienne cela se manifeste par la tendance à considérer comme mauvais a priori tout ce qui n'émane pas de l'organisation.

Psychologiquement, c'est une forme de peur devant l'inconnu, de panique devant la réalité et, en fin de compte, un manque d'assurance dans ses propres convictions. Alors, plutôt que de se frotter à l'inconnu (l'Autre), plutôt que de faire face au monde, on le nie, on le déclare mauvais et pour éviter la contradiction à laquelle on n'est pas sûr de pouvoir répondre, on refuse de discuter.

Le sectarisme en politique présente les principales caractéristiques suivantes:

1.— Il se crée des objectifs en dehors de toute considération concrète sur la réalité ambiante et sur les possibilités concrètes d'application. Ou encore, ayant défini des objectifs à long ou très long terme, il refuse la mise en place d'étapes intermédiaires qui constitueraient un compromis avec le réel.

2.— Dans ses rapports avec autrui, le sectarisme met systématiquement l'accent sur ce qui sépare plutôt que sur ce qui peut unir. L'état d'esprit sectaire sera d'autant plus sourcilieux sur les principes qu'il craindra que le contact avec la réalité (c'est-à-dire, inévitablement, avec la contradiction) détruise la pureté originelle de sa construction théorique.

3.— Le retrait par rapport à la réalité amène les individus composant le groupement sectaire à viser l'autoconservation statique du groupement plutôt que son développement dynamique. On cherchera le repli sur soi au sein d'une matrice rassurante vis-à-vis du monde extérieur.

En résumé, le groupement sectaire sera coupé de la réalité du monde extérieur; pointilleux sur des détails peu importants; fermé sur lui-même; méfiant envers tout élément «étranger».

Dans le texte qui suit, je m'attacherai plus particulièrement aux aspects 2 et 3 sus-mentionnés. J'essaierai de montrer que le phénomène du sectarisme est étroitement lié au phénomène de l'autoritarisme et à ce que le psychanalyste

Eric Fromm appelle «la peur de la liberté».

L'autoritarisme est un phénomène beaucoup plus profond que le simple désir de «donner des ordres» ou «d'imposer sa volonté» aux autres. Ce ne sont là que ses manifestations les plus apparentes.

En premier lieu, il peut être défini comme une tendance à abandonner son indépendance individuelle et à se fusionner avec une unité (individu ou groupe) extérieure à soi en vue d'acquérir une force ou un pouvoir dont on est soi-même dépourvu.

Le lien entre sectarisme et autoritarisme apparaît évident. On considère que le groupe auquel on se sent attaché (dans le cas du sectarisme politique il s'agit d'une organisation) cesse d'être un moyen pour parvenir à une fin, un instrument permettant d'unir les actions individuelles pour parvenir à un résultat collectif; l'organisation devient un but en soi. En tant que telle elle ne peut pas se tromper, puisque n'étant plus un moyen; la reconnaissance d'une erreur revient à mettre en cause fondamentalement l'être intime des individus qui se reconnaissent en elle. Reconnaître une erreur — chose en soi parfaitement banale — est intolérable pour le tempérament sectaire. Cela n'équivaut pas seulement à reconnaître un accident de fonctionnement qu'on peut réparer, mais à remettre en cause la finalité, la justification de l'existence de l'organisation à laquelle on s'assimile.

Le lien avec le phénomène religieux apparaît alors: Dieu ne peut pas se tromper. Il apparaît lorsqu'on analyse la nature du lien qui unit le tempérament sectaire à l'Unité dans laquelle il se reconnaît. C'est une religion — du latin *religio*, «qui relie». On a besoin de se sentir relié à une unité suprême extérieure à soi; dans cette Unité, on puise une certaine force, une certaine autorité et aussi une certaine sécurité. Remettre en cause cette Unité c'est remettre en cause le lien, donc soi-même.

Que ce soit la reconnaissance — interne à l'Unité — d'une erreur, ou la critique venant de l'extérieur, le résultat est le même. Pour les mêmes raisons qu'on ne peut reconnaître à l'Unité, au Tout (*Lacan* dit: le grand Autre, ou grand A — mais il ne le cercle pas. — Amusant, non?) la possibilité d'erreur, on ne peut accepter de critique.

La critique n'est pas la constatation

(justifiée ou non) d'une erreur de fonctionnement passagère et accidentelle, c'est une négation de l'Unité, donc du lien (de la *religio*) donc de l'individu relié, a lien é (qui a perdu le lien avec lui-même).

Pour le tempérament sectaire-autoritaire religieux, il n'y a pas de moyen terme: le lien à l'Unité dans laquelle il se reconnaît existe ou n'existe pas. Le cordon ombilical est en place ou il est coupé. On est pour ou contre, et si on n'est pas pour on est contre.

On observe quotidiennement des manifestations de sectarisme. Prenons telle organisation politique. Jamais elle ne reconnaît qu'elle fait des erreurs. Or on peut penser que lorsqu'une organisation perd des militants, de l'influence, de l'audience, lorsque son développement stagne, lorsque les militants qui arrivent partent peu après: on peut penser qu'à la base de ce phénomène il y a quelque part une erreur. Mais ça ne peut pas être une erreur. La faute revient forcément à un facteur extérieur: les ennemis politiques; les amis traîtres; les sous-marins. Remettre en cause la politique même de l'organisation reviendrait à nier le lien mystique qui lie l'organisation à ses membres.

De même, jamais l'organisation ne reconnaît la légitimité d'une critique ni n'accepte de véritable débat en cas de critique. Critiquer l'organisation, c'est être contre l'organisation. L'organisation étant infaillible elle n'est pas critiquable puisque si elle était critiquable elle ne serait plus infaillible... Ceux qui critiquent sont nécessairement des ennemis. Il est donc parfaitement légitime de les empêcher de s'exprimer, de les censurer, de ne pas vendre leur presse ou de retirer de la vente certains journaux qui se font critiques — comme cela se fait couramment dans certains pays totalitaires comme l'URSS.

L A T E N D A N C E M A S O C H I S T E

Eric Fromm, un psychanalyste peu connu dans le mouvement libertaire mais que Gaston Leval tenait en grande estime, décrit ce phénomène de soumission-domination en disant que certains individus abandonnent l'indépendance de leur moi et cherchent à se fusionner avec une force extérieure à eux pour échapper à un sentiment insupportable de solitude et d'impuissance, et établissent ainsi des liens de soumission-domination ou, en d'autres termes, sado-masochistes. Il s'agit ni plus ni moins que de se libérer du fardeau de la liberté. Dans certains cas, dit Fromm, cette tendance masochiste trouve un modèle culturel (*cultural pattern*) dans lequel elle se réalise; l'individu y trouve la sécurité en se sentant uni à d'autres qui éprouvent les mêmes sentiments. On comprend donc, dans le cas du tempérament sectaire, en quoi la remise en cause la plus superficielle du modèle



(l'organisation) constitue une négation du moi profond du sectaire.

Le sadisme n'est pas un simple désir d'infliger de la douleur: c'est une impulsion à affirmer le contrôle, la maîtrise sur quelqu'un ou sur quelque chose. C'est le plaisir de dominer.

Dans le sectarisme il y a donc un mouvement de balancier entre la soumission et la domination. La soumission de l'individu à l'objet auquel il s'identifie s'accompagne de la volonté de domination envers les objets extérieurs. Ainsi s'explique deux manifestations caractéristiques du sectarisme: le désir maladif de contrôle et le rejet des mouvements périphériques.

Le Tout auquel le sectaire s'identifie étant un absolu, il ne peut rien exister en dehors de lui. En conséquence toute manifestation concrète qui prétend se réclamer des mêmes références doit nécessairement être contrôlée par le Tout. A l'inverse toute manifestation qui se réclame des mêmes références et qui refuse de se plier doit être éliminée. Dans le premier cas on a: Si tu es avec moi tu es dans moi ou tu n'es pas. Dans le deuxième cas on a: Si tu te dis avec moi et n'es pas dans moi c'est que tu es contre moi.

Écoutons ce que dit Fromm:

«L'annihilation du moi individuel et la tentative de surmonter en conséquence l'insupportable sentiment d'impuissance ne sont qu'un des aspects des tendances masochistes. L'autre aspect est la tentative de devenir partie prenante d'un tout plus grand et plus puissant extérieur à soi, de se submerger dedans et d'y participer. Cette puissance peut être une personne, une institution, Dieu, la nation, la conscience ou une compulsion psychique»

(Fear of Freedom, Routledge ed.)

Fromm souligne l'identité des tendances qui se trouvent à la base de ces deux attitudes, domination et soumission: l'incapacité à supporter l'isolement, la faiblesse de son propre moi. C'est pourquoi il suggère d'appeler le but qui est cherché dans ces deux tendances la symbiose.

SE REFUGIER DANS L'ORGANISATION

«La symbiose, dans le sens psychologique, signifie l'union d'un moi individuel avec un autre moi individuel (ou avec tout autre pouvoir extérieur à son propre moi), de façon à ce que chacun perde l'intégrité de son propre moi et à les rendre complètement dépendants l'un de l'autre.»

Ce que dit Fromm dans la sphère de la psychanalyse, nous l'avons tous constaté dans la sphère politique: combien de militants abdiquent leur Moi autonome pour se réfugier dans la sécurité de l'organisation, devenue une fin en soi qui les domine? Ces militants-là perdent tout esprit critique, ils oublient que l'organisation n'est qu'un outil comme un autre; ils s'identifient complètement à elle. L'organisation devient le siège de leur moi profond. La remettre en cause, c'est porter atteinte à leur moi.

A l'inverse, ces mêmes militants qui ont abdicé — aliéné — leur moi à l'organisation, deviennent impitoyables lorsqu'un individu se réclamant des mêmes références refuse de s'aliéner à son tour: il devient un objet qu'il faut parvenir à dominer ou à détruire. Il y a donc un mouvement continu de balancier entre la soumission et la domination, le masochisme et le sadisme. Fromm pose d'ailleurs très justement la question: le sadisme n'est-il pas identique à la volonté de pouvoir? La réponse qu'il donne est fort intéressante: bien que la forme ultime du sadisme ne s'identifie pas à la volonté de pouvoir, la volonté de pouvoir est l'expression la plus significative du sadisme.

«Au sens psychologique, la volonté de pouvoir n'est pas enracinée dans la force mais dans la faiblesse. C'est l'expression de l'incapacité du moi individuel à être autonome et à vivre. C'est la tentative désespérée d'obtenir une force d'appoint là où la force réelle manque.»

Fromm fait d'ailleurs remarquer que le mot pouvoir a deux sens: le pouvoir de

faire, la capacité et les moyens de réaliser quelque chose. Mais aussi le pouvoir sur quelqu'un, la capacité de dominer. Le pouvoir peut signifier l'une de ces deux choses: potentialité ou domination, mais ces deux significations s'excluent l'une l'autre. Le pouvoir-domination conduit à l'impuissance. L'impuissance — je n'emploie pas le mot au sens sexuel (pas seulement, en tout cas...) — est le résultat de la volonté de domination.

Mais quel rapport avec le sectarisme? C'est très simple: il est la face cachée de la volonté de pouvoir, le frère jumeau de l'autoritarisme. L'autoritaire qui cherche à contrôler, à dominer ceux qui se trouvent dans sa sphère d'action devient nécessairement sectaire dans ses relations avec les Autres, ceux qui ne jouent pas son jeu. Il cherchera donc à accentuer les différences pour mettre en relief l'incompatibilité entre lui-même et les autres.

La totalité dans laquelle le sectaire se reconnaît ne peut pas être l'égalité des autres. Il ne peut y avoir de relations d'égalité: au pire c'est le rejet, au mieux c'est le paternalisme, qui est une façon d'affirmer l'illusion de sa propre supériorité. C'est cette démarche qui, fondamentalement, se trouve à la base du racisme. Le racisme, c'est le sectarisme qui s'exerce à l'encontre d'une race au lieu de s'exercer à l'encontre d'une opinion. On peut même ajouter que le sectarisme est le totalitarisme de ceux qui n'ont pas (encore) le pouvoir. Les manifestations de sectarisme à l'échelle d'un groupement se transforment nécessairement en totalitarisme si ce groupement parvient à une position hégémonique dans la société.

Du point de vue sectaire, seules les relations de soumission ou de domination existent. Toute différence de vue se traduit en terme de supériorité ou d'infériorité. C'est en ce sens que le sectarisme est un comportement destructeur, suicidaire. Il conduit à l'isolement puisque tous ceux qui auraient pu être des alliés ou des compagnons de route s'éloignent — et l'isolement à son tour nourrit et entretient le sectarisme. Il conduit aussi à la sclérose intellectuelle et au conformisme mental puisque tous ceux avec qui il aurait été possible de discuter, de débattre, donc de s'enrichir, s'éloignent. Le sectaire — individu ou groupe — reste seul, mais avec la grandiose certitude d'être le seul à avoir raison, d'avoir raison d'être seul.

Le sectaire, tout absorbé qu'il est dans son monde, en arrive parfois à confiner à la bêtise. Lorsqu'on a affaire à un groupement qui ne rassemble pas la totalité des individus qui partagent la même référence — qu'elle soit religieuse ou politique — ces «marginiaux» (qui à l'occasion peuvent être plus nombreux que les sectaires qui se trouvent dans le groupement), ces «marginiaux» au lieu d'être considérés comme des égaux, des alliés et, pourquoi pas, d'éventuelles

«recrues», sont considérés comme des adversaires, ou encore sont traités avec un mépris condescendant. Le mode de raisonnement figé et étroit du sectaire, le rend incapable de saisir la nature réelle et les avantages de cette «marge», de cette «mouvance».

La «mouvance» d'une organisation est à la fois cause, effet et reflet de cette organisation.

Elle est cause parce qu'avant d'adhérer à l'organisation il a bien fallu que le militant fasse partie d'une façon ou d'une autre de la mouvance. Donc plus la mouvance est grande, variée, vivante, active, plus l'organisation a de chances d'être active, vivante, etc... On peut dire qu'une certaine façon que la mouvance sert de «entonnoir» à l'organisation.

La mouvance est aussi effet. Inévitablement, des gens quittent l'organisation pour une raison ou une autre. Parfois ils cessent totalement de partager ses références politiques: dans ce cas il n'y a rien à faire. Mais la plupart du temps ils conservent un degré plus ou moins grand pour les références de l'organisation: ils vont dans la mouvance, ils ne sont donc pas perdus. Dans ce cas, la mouvance sert de «matelas»... Du moins si les relations sont bonnes entre la mouvance et l'organisation. Ils resteront actifs pour certaines choses qui les intéressent plus particulièrement, ils participeront d'une manière ou d'une autre à la vie du mouvement (mouvement = organisation(s) plus mouvance) en venant aux meetings, aux manifs, aux galas, etc... Et à leur tour ils pourront contribuer à amener des gens au mouvement, ou à l'organisation.

Il est évident en conséquence que l'organisation et la mouvance sont en relation dialectique. Elles sont le reflet l'une de l'autre, elles ont besoin l'une de l'autre.

Le sectaire est évidemment incapable de comprendre cela — que ce soit le sectaire de l'organisation ou celui de la mouvance. Le sectaire de l'organisation ne comprend pas que c'est dans la mouvance que se trouve le militant de demain, et que c'est dans la qualité des relations que ce futur militant entrevoit entre organisation et mouvance que va sans doute se déterminer la qualité du lien qui unira le dit militant et l'organisation.

L'un des principaux apports des théoriciens de l'anarchisme est d'avoir montré que lorsqu'une structure sociale se constitue, elle finit par avoir une dynamique interne qui lui est propre. Il existe aussi une dynamique interne au sectarisme.

Lorsque la gangrène sectaire envahit une organisation — c'est là une menace permanente à toute organisation — il s'établit un type de lien particulier avec sa mouvance:

— d'une part la mouvance devient à son tour sectaire vis-à-vis de l'organisation: de l'organisation particulière dont il est question, mais aussi vis-à-vis du

principe d'organisation. Puisque l'organisation c'est cela, autant ne pas s'organiser: Il est inutile d'insister sur le caractère catastrophique de ce genre d'attitude.

— d'autre part, le caractère pathologique des relations entre l'organisation et la mouvance fait que les militants qui sont éventuellement susceptibles d'être attirés par l'organisation seront précisément ceux qui seront le plus prédisposés au sectarisme, ce qui contribue à alimenter et à accélérer encore plus la dégénérescence sectaire.

De ce qui précède, il faut éviter de tirer de fausses conclusions:

— considérer le sectarisme à travers la seule «grille de lecture» de la psychanalyse peut conduire à la conclusion que l'action politique en elle-même n'est qu'une forme d'aliénation, un refuge dans lequel plongent certains esprits malades ou peu équilibrés.

— on peut aussi être amené à conclure que toute forme d'organisation, constituant un refuge par rapport au monde extérieur, conduit inéluctablement au sectarisme, et que la meilleure façon d'éviter le sectarisme est de ne pas s'organiser.

Le sectarisme est une aberration, c'est-à-dire qu'il est la forme pathologique, monstrueuse, d'un phénomène qui en lui-même est parfaitement banal. Comme névrose, il est en puissance dans chacun de nous, ce qui ne signifie pas que tout le monde est névrosé. Ceux qui, au nom de l'anti-sectarisme, théorisent l'inutilité de toute organisation, font comme les gens qui, pour éviter la chaude-pisse, s'abstiennent de tout rapport sexuel...

Dans la société fondée sur les relations d'exploitation et de pouvoir, il est inévitable que le conditionnement psychologique des individus soit le reflet de telles relations. On pourrait penser qu'une organisation qui vise à supprimer ces relations d'exploitation et de pouvoir serait constituée d'individus qui se sont largement débarrassés de ces conditionnements. L'expérience montre à l'évidence que ce n'est pas le cas, et même, les velléités anti-autoritaires peuvent souvent cacher leur contraire. Eric Fromm, encore lui, analyse ce phénomène de façon très pertinente.

Certains individus, dit-il, s'opposent par principe à toute forme d'autorité. Cette opposition à l'autorité n'est parfois qu'un paravent pour des tendances à la soumission. On peut être facilement porté à croire que la structure du caractère de ces individus est à l'opposé du type soumis et qu'ils possèdent un degré extrême d'indépendance. «Ils ressemblent à des gens qui, sur la base de leur force intérieure et de leur intégrité, combattent ces forces qui entravent leur liberté et leur indépendance» (E. Fromm). En fait, la lutte du caractère autoritaire contre l'autorité est essentiellement un défi, une provocation. C'est une tentative de s'affirmer et de

combattre son propre sentiment d'impuissance.

On pourrait d'ailleurs reprendre cette argumentation de Fromm et l'appliquer à cette forme particulière du sectarisme qu'est le refus de l'organisation. Cette opposition n'est que l'expression d'une peur panique de l'individu devant l'inconnu, l'Autre, qui se trouve au-delà des limites de la matrice rassurante que constitue le noyau de copains. Comme le sectaire de la mouvance se laisse dominer non plus par l'organisation-fin en soi, mais par la rationalisation du refus de toute structuration organique qui dépasse les limites de la matrice. Lui aussi, il nie le monde, comme l'enfant qui refuse de naître.

Cet aspect-là du sectarisme politique est en général négligé, peut-être parce qu'on le trouve plus «sympathique» et parce que son discours se pare la plupart du temps d'une apparence d'anti-sectarisme. Mais il est tout aussi corrosif que l'autre.

Il reste cependant qu'il y a une différence entre sectarisme organisationnel et sectarisme anti-organisationnel: le premier dispose en général de plus de moyens que le second pour faire des conneries...

CONCLUSION

L'organisation sectaire dispose d'un pouvoir que même Dieu ne possède pas: elle peut rapetisser les grands et tuer les morts.

Il existe une photo prise pendant la révolution russe où l'on voit les dirigeants bolchéviks poser sur une volée de marches.

Lénine est debout au milieu de l'escalier et, à côté de lui, Trotski. Cette photo a subi deux modifications résumant bien l'évolution sectaire du parti:

— dans un premier temps les ouvrages soviétiques montrent la photo coupée au niveau des jambes afin qu'on ne voie pas que Trotski, le visage au même niveau que celui de Lénine, mais se tenant deux marches plus bas, était beaucoup plus grand que ce dernier;

— dans une phase ultérieure, Trotski a carrément disparu de la photo.

Cette anecdote peut prêter à sourire: c'est vraiment trop gros, et puis d'abord, ça se passe sous Staline, alors... Pourtant, nous devrions y prendre garde. La tentation de tuer les morts peut toujours apparaître, ne serait-ce qu'en condamnant la publication de la notice nécrologique d'une camarade avec lequel on a pu avoir des désaccords.

Si nous ne voulons pas mourir nous-mêmes politiquement (je pense à l'ensemble du mouvement libertaire), il est nécessaire de détruire cette pulsion de mort qu'est la tendance au sectarisme et de laisser éclater la vie, qui implique nécessairement, comme Bakounine l'a souligné maintes fois, la contradiction.

Eric Vilain

Municipalisme Libertaire OU Socialisme anarchiste ?



Ce serait une erreur grave que de négliger l'analyse des propos que nous offrent en pâture les membres des classes dirigeantes, qu'ils soient bourgeois ou marxistes. Ce serait une erreur plus grave encore que de considérer les variations, les adaptations et les évolutions de leurs propos comme de simples masques cachant leur éternelle justification de l'autorité. C'est vrai, ce rôle de poudre aux yeux existe. Il sert à bercer d'illusions les troupeaux fidèles d'électeurs ou à racheter la mauvaise conscience des dirigeants qui se prennent à réfléchir un peu. Il entretient le système de domination.

Mais ces propos ont aussi une autre fonction : celle d'apporter les indispensables mécanismes correcteurs à ce système.

L'ENJEU DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

La domination d'une partie de l'humanité sur l'autre, cette réalité incontournable quoiqu'essaient d'en accroire certains, ne repose sur aucun principe inhérent à l'espèce humaine. Elle est le fruit d'une longue évolution : l'histoire. Le passage des sociétés communistes dites primitives à des sociétés divisées en classes et en Etats a bien sûr fait l'objet de multiples tentatives d'explication ; celle du changement de mode de production brandie par les marxistes a fait ses ravages dans le mouvement socialiste en sacrifiant la pulsion libertaire des individus au rouleau compresseur de l'inéluctabilité économique de l'histoire, sans d'ailleurs que soit scientifiquement réglé le problème de l'origine du premier mode de production non-primitif. P. Clastres a ainsi parfaitement montré à ce propos que l'apparition de l'agriculture n'était absolument pas une condition déterminante, contrairement à ce qu'avancent de nombreux analystes, dans la mesure où de nombreuses sociétés devenues agricoles dès le néolithique n'en sont pas devenues pour autant étatiques (Clastres, 1976).

On peut même penser, mais cela demanderait de plus amples travaux pour étayer cette hypothèse, que la confiscation ou la manipulation du savoir a été

un facteur décisif dans l'apparition des classes et des Etats à travers l'appropriation de la technologie. Un rôle-clé reviendrait aux religieux qui ont joué à fond de la méconnaissance d'un grand nombre de phénomènes naturels apparaissant à juste raison comme effrayants, inexplicables ou imprévisibles pour imposer une domination sur une masse crédule qui les soutenait en retour. Les travaux d'anthropologie révèlent que de nombreuses sociétés « primitives » contemporaines qui n'ont pas été soumises à une domination extérieure ont opéré un passage de l'anarchie vers une structure hiérarchique (para-étatique) à travers le personnage du « sorcier » et non celui du « big man », du « chef militaire » ou du « coordinateur » (Barclay, 1982). On peut également noter une concordance historique entre la monothéisation (Yaveh, Bouddha, Jésus, Mahomet) et l'étatisation.

A dire vrai, ce souci de rechercher un principe unique comme étant LE principe originel, qui anime tant de chercheurs, n'est pas autre chose que la raison de ce même mysticisme religieux qui veut nous faire avaler Dieu créateur de toutes choses. Il est paradoxal que même certains de ceux qui se prétendaient matérialistes, comme Marx et ses disciples, n'aient pu échapper à ce mythe de la Genèse dans leurs théorisations.

Mais le caractère artificiel de l'Etat ne fait pas disparaître la dimension essentielle de l'espèce humaine, à savoir sa vie en société, en tant qu'individus et groupes d'individus qui agissent en dehors et au-delà de l'Etat : c'est la « société civile ». Cette expression en définitive redondante est devenue nécessaire pour éliminer l'artefact étatique qui est inclus par la plupart dans le mot même de « société ». C'est ce que rappelle avec juste raison Murray Bookchin (Bookchin, 1986).

L'homme n'a pas besoin de l'Etat pour venir au monde — il n'a pas besoin de lois pour cela — ni pour adopter un certain nombre de comportements sociaux — il n'y a pas de loi votée au parlement pour préciser qu'il faut s'arrêter aux feux rouges. L'Etat a peur de cette réalité et c'est pourquoi il y a des lois et des contraintes pour régler la pro-

création ou la politique des transports.

Et parce que cette société civile vit malgré tout, coûte que coûte mais inéluctablement parce qu'elle est l'organisme vivant de l'espèce humaine sous toutes ses formes (la solidarité, l'amour, le couple, la protection de l'enfant, l'association libre et volontaire, la libre opinion, la libre circulation...), l'Etat et les classes dirigeantes doivent tout faire pour s'assurer son contrôle. Non sans contradictions car en leur sein des éléments sont partisans de politiques à courte vue, du profit et de l'exploitation à tout prix au risque de scier la branche sur laquelle ils sont assis. Ce sont les conservateurs. D'autres sont plus avisés et attentifs à tous les mouvements de la société civile : car pour contrôler, il faut comprendre et même, au besoin, s'adapter, se glisser, donner un peu de lest... d'une main, pour reprendre de l'autre. Et ils seront de plus en plus nombreux à cause des découvertes scientifiques démythifiantes, de la généralisation croissante de l'instruction et de l'accès à la connaissance au sein des masses, ce qui les menace dans leur autorité.

HOMME-PRODUCTEUR ET HOMME-HABITANT

C'est là que les enjeux idéologiques deviennent terriblement importants et, d'autant, terriblement manipulables. Les anarchistes, qui par définition et par situation historique sont à la fois le cœur et la raison du cœur de cette société civile, se doivent donc d'y être particulièrement attentifs. Les pièges nous guettent tous. Et il n'est pas sûr que quel qu'un comme Murray Bookchin, par exemple et pour ne citer que lui, n'y ait pas été attrapé d'une manière ou d'une autre. Son article « Du municipalisme libertaire », à l'intitulé déjà lourd d'ambiguïtés, en est un bon symptôme car au milieu d'analyses pertinentes se trouvent des réflexions et des propositions qui sont de facto, et quoi qu'il puisse en coûter, extérieures à la pensée et à la pratique libertaires.

Murray Bookchin a d'ailleurs lui-même regretté dans un autre article que sa pensée éco-libertaire ait été détour-

née, vidée de son contenu anti-étatique et récupérée par des idéologues qui se confortent tout-à-fait des grands principes sur lesquels repose la société bourgeoise (Bookchin, 1978). Mais pourquoi une telle récupération a-t-elle pu être si facilement possible sinon parce que dans cette pensée existaient déjà des traits qui venaient conforter, consciemment ou non, l'évolution de la bourgeoisie progressiste ?

Dans le premier article en question, M. Bookchin a raison de proposer une double approche de l'humanité, reposant sur une distinction entre l'homme producteur et l'homme habitant. Elle est vérifiée par de nombreux travaux en sciences humaines et singulièrement en géographie dont c'est en quelque sorte l'épistémologie. On peut certes tenter d'y apporter des raffinements et suggérer, par exemple, l'existence d'une troisième dimension, celle de l'homme-consommateur, car les lieux et les temps de consommation ne correspondent pas systématiquement aux lieux et aux temps de travail ou d'habitat. Mais cela demanderait des analyses supplémentaires. Il sera pour le moment intéressant de voir comment M. Bookchin utilise l'approche homme-producteur/homme-habitant.

Il opère d'abord un bizarre traitement de l'éthique puisqu'il la confine à la dimension habitant comme si le domaine économique pouvait mystérieusement y échapper. La production d'armes atomiques serait-elle donc dénuée de signification morale ou alors envisage-t-on sérieusement de l'utiliser dans une guerre révolutionnaire anarchiste, une sorte de Colonne Durruti de l'atome ? Je ne crois pas que Murray Bookchin y songe... ni nous non plus d'ailleurs. On se demande au passage comment il peut également prétendre que « la tendance libertaire du socialisme, c'est-à-dire l'anarchie, n'a malheureusement pas mis en avant de façon conséquente la primauté du moral sur l'économique » alors que les derniers travaux de Kropotkine ou de Malatesta, pour prendre parmi les plus connus, portaient justement là-dessus, et sans même parler des multiples expériences communautaires (donc éthiques) libertaires. M. Bookchin achoppe ensuite complètement sur le problème de l'articulation entre les deux dimensions de producteur et d'habitant. Il accorde la primauté à l'homme-habitant dans la dynamique propre de la société civile et, partant, dans la perspective d'un changement radical. Tirer une position tactique d'une analyse théorique est parfaitement cohérent mais le problème reste que cette primauté n'est ici malheureusement pas fondée, sinon sur des considérations purement subjectives, comme je vais tenter de le montrer. Et l'on sait qu'il ne suffit pas de vouloir quelque chose pour que ce quelque chose soit (cf. « la méthode du clou » communiste). A cet égard, le soutien qu'apporte

M. Bookchin à la phrase de G. Lukacs « tant pis pour les faits » et sa proposition d'en faire une position militante anarchiste sont non seulement confus (quelle est sa relation avec une action anarchiste au sein de l'espace-habitant sinon de refuser contradictoirement la situation sur laquelle on s'appuie ?) mais également dangereuse car elle rappelle trop la funeste « seule la vérité est révolutionnaire » de Lénine, affirmation confirmée par les milliers de nuques fracassées par les balles tchekistes. Mais où est donc passée l'éthique ?

LA CITE CONTRE L'ETAT ?

Pour M. Bookchin, le symbole de l'homme-habitant, c'est la ville. Il est parfaitement indéniable que la ville, en tant que communauté originelle (artificialisation poussée par rapport à la matrice de l'environnement physique) possède un rôle-clé dans l'évolution de la société civile. Mais de là à dire que c'est ici que le prolétariat « reprend vie » après avoir quitté l'usine, il y a une marge.

Il ne faut pas croire, comme le sous-entend M. Bookchin, que l'exploitation, la domination et la hiérarchie cessent en dehors du « lieu de travail », à moins de revenir à un strict économicisme du plus pur type marxiste, soit vers le bas (il n'y a d'oppression que dans la production), soit vers le haut (l'habitat se relie à la production et il n'y a que d'homme producteur).

La « cité contre l'Etat » de M. Bookchin est un raccourci saisissant. Bien sûr, et là il a raison de rappeler les travaux de Kropotkine, les communes libres médiévales se sont largement construites contre l'autorité féodale. Ce processus a affecté le monde entier comme le montre l'exemple de la « ville libre » de Sakai, au Japon, détruite par les daimyō (seigneurs féodaux) au XV^e siècle. Mais les travaux historiques contemporains ont également montré que toutes les formes d'émancipation de cette société civile urbaine pré-capitaliste ont été peu à peu contrôlées ou détournées par une partie de la nouvelle classe sociale des marchands constituée en une sorte d'aristocratie (détention des pouvoirs dans les assemblées municipales, non-rotation des responsabilités, dictée des chartes communales, etc.).

Là où elle ne réussissait pas, l'autorité royale grandissante a fait le reste, avec le soutien de l'Eglise en Europe, méfiante à l'égard de toutes tentatives d'autonomie sociale. Les guildes et autres associations artisanales ou marchandes ont subi le même sort que les communes. La célèbre Hanse baltico-nordique a été détruite par les rivalités des micro-Etats naissants. La classe marchande momentanément mise sous le boisseau a attendu sa revanche : ce fut la Révolution Française, avec toutes ses conséquences mondiales. A ce moment-là, elle détruit les rapports féodaux et s'approprie l'Etat absolutiste.

Cette révolution, elle l'accomplit dans sa sphère : la ville. Après tout, la « bourgeoisie » n'est rien d'autre que la classe qui vit dans les « bourgs ». Même si ce terme a largement été galvaudé par la suite, il importe de ne pas perdre de vue son sens initial.

Bien sûr, pour réussir, et comme l'ont montré aussi bien Proudhon, Kropotkine que Daniel Guérin, la bourgeoisie s'est appuyée sur la classe laborieuse avant de la dominer à son tour. Les aspirations d'émancipation furent jusqu'à un point communes mais jusqu'au bout antagoniques. Accorder à la bourgeoisie un rôle objectif de libératrice ou de progressiste ne reviendrait ni plus ni moins qu'à justifier n'importe quelle transformation étatique sous prétexte qu'il s'agit d'une étape soit transitoire, soit allant dans un quelconque sens de l'histoire. Ce qui est en définitive la même chose. C'est bien ce qu'ont fait les marxistes avec leur matérialisme historique, leur dictature du prolétariat et leur Etat décolonisé.

Pour les anarchistes, il ne peut en être ni éthiquement ni politiquement question ; ni scientifiquement non plus : l'histoire de l'humanité ne fonctionne pas comme un train qui part d'un point A pour arriver à un point B et qui s'arrête aux signaux. Les textes adoptés par le troisième congrès de l'I-F-A sont par exemple très clairs là-dessus (CRIFA, 1978).

QUELLE REVOLUTION URBAINE ?

Si Kropotkine a tellement insisté sur les réalisations des « communes médiévales », ce n'est pas tant, à mon sens, pour opposer les potentialités émancipatrices de la cité au désespoir de l'usine que pour prouver l'existence de la société civile, ses exigences libératrices même confuses, et, surtout, pour rappeler la capacité qu'ont les hommes de vivre en société complexe en dehors de l'Etat. Par ailleurs, il lui aurait été difficile de faire une théorie émancipatrice de l'usine dans la mesure où, qu'on le veuille ou non et au-delà des débuts de la première Internationale ou de l'anarcho-syndicalisme, le mouvement ouvrier n'était pas parvenu sur son lieu de travail à une expansion révolutionnaire (et Kropotkine était déjà vieux au moment de la Révolution Russe).

De fait, avant cette date, l'évènement révolutionnaire essentiel avait été la Commune de Paris et il se situe bien dans une dimension urbaine. Mais là aussi, il faut en rappeler les limites, comme l'a fait Elisée Reclus. Il souligne en effet avec amertume que le virus de l'autorité s'était malheureusement emparé des nouvelles constructions socio-politiques, ce qui a donné comme résultat incurie, bureaucratie puis échec (Sarrazin, 1986).

M. Bookchin n'hésite pas à écrire qu'« un examen approfondi de l'histoire montrera que l'usine, création de la rationalité bourgeoise, n'a jamais été le

lieu de la révolution». Comment peut-il balayer comme cela les premiers soviets de Pétrograd construits à partir des groupes ouvriers constitués sur leurs lieux de travail (fondation à laquelle ont participé des anarchistes comme Voline), toutes ces insurrections usinières qui ont jalonné la Russi révolutionnaire (comme le montre ce même Voline dans *La révolution inconnue*), les Conseils Ouvriers italiens en 1920, la révolution de la Catalogne industrielle en 1936 (insurrection ET grèves/occupation d'usines à Barcelone, l'un des plus grands centres industriels de l'Europe, même à cette époque, ne l'oublions pas) et tant d'autres événements encore... Dans tous ces cas, la dimension de commune urbaine ne peut être isolée d'une dimension ouvrière-autogestionnaire. On ne peut leur invoquer un échec que l'on pourrait tout aussi bien rétorquer aux tentatives communales-libertaires non usinières, c'est-à-dire rurales, comme l'Aragon de 1936, l'Ukraine de la Maknovtchina (1917-1921) et la Mandchourie de 1930 (épopée des anarchistes coréens autour de Kim Shwa Jin).

Kropotkine décrit la dimension communale de la lutte sociale à travers l'histoire parce que c'est à ce niveau que l'émancipation pouvait s'accomplir : civilisation rurale et urbaine, mais pas encore industrielle. Cela implique deux choses : d'abord que, effectivement, il y a une tradition anti-autoritaire qui correspond à une échelle communale, décentralisée voire fédéraliste ; ensuite, et à contrario, ce qui est très important, que l'Etat s'est construit dans ce cadre territorial. Cela veut dire que la décentralisation rurale ou la commune urbaine ne sont pas en soi les garantes d'une inexistence de l'Etat, c'est-à-dire soit de sa non-apparition, soit de sa destruction.

La révolution bourgeoise s'est faite contre les châteaux et pour la ville. Aujourd'hui, d'ailleurs, il n'y a absolument aucun sens à opposer cité et usine. Des générations de géographes, de sociologues ou d'urbanistes ont parfaitement montré et démontré que les première et deuxième révolutions industrielles (la vapeur puis l'électricité) ont conjugué industrialisation et urbanisation. La troisième révolution industrielle (l'atome) n'a absolument pas remis en cause ce processus, la localisation périphérique des centrales nucléaires n'étant qu'une déconcentration (souvent guidée par des motifs éco-politiques) mais non pas une décentralisation au sens propre, et aucun signe ne permet de dire qu'il en ira autrement avec la quatrième (micro-composants). Les experts des Etats occidentaux se montrent d'ailleurs divisés à ce sujet : les uns pensent que les nouvelles technologies permettront aux entreprises et aux bureaux de s'installer n'importe où, ce qui entraînerait une «déterritorialisation» voire même une «fin des villes» ; les autres estiment au contraire que plus elles se développe-

ront, plus elles rendront nécessaires les contacts inter-personnels proches (effets boule de neige et d'échelle), plus elles avantageront les lieux centraux, c'est-à-dire les grandes villes qui possèdent déjà les réseaux d'information ; ce serait une «re-métropolisation» (Roullier, 1986). Compte-tenu des tendances actuelles de la croissance urbaine mondiale qui ne se ralentit guère, la seconde hypothèse paraît plus que probable. Nous sommes loin de l'idéalisation post-industrielle affirmée par M. Bookchin !

De fait, le double processus d'industrialisation et d'urbanisation caractérise aujourd'hui le monde entier : aussi bien les pays de l'OCDE que les pays du Pacte de Varsovie, plus les anciens pays colonisés, ceux-ci rappelant au passage que la relation de cause à effet entre les deux termes du processus peut jouer dans les deux sens : la ville attire l'industrie (Hong-Kong, Singapour, Taïpeh, Buenos-Aires) aussi bien que le contraire (Sao-Paulo, Santos, Seoul).

politique», de «formes participatives de citoyenneté», de «contre-pouvoir», d'«autoriser (sic) l'existence d'institutions de démocratie directe» et même de «participer à des conseils municipaux». Il a au moins le mérite d'annoncer la couleur et sa terminologie bâtarde de «municipalisme libertaire» est tout-à-fait conséquente. Mais, il faut bien le dire haut et fort, cela n'a rien à voir avec l'anarchisme. Expliquons-nous :

Que feront en effet des anarchistes organisés pour se concerter régulièrement avec des institutions officielles (démocratie participative) ou installés directement dans des assemblées municipales ? Prenons un exemple concret, là où il ne faudra plus se faire plaisir avec les mots : la gestion foncière, qui commande toute politique d'urbanisme dans le système actuel. Que feront les anarchistes lorsque la mairie décidera d'acheter ou de vendre des terrains pour réaliser telle ou telle opération, soit directement d'aménagement, soit de renfloue-



QUEL MUNICIPALISME LIBERTAIRE ?

Attribuant une essence libertaire à la cité, et ce encore aujourd'hui, Murray Bookchin propose donc logiquement au mouvement anarchiste de s'engager résolument à ce niveau et de pratiquer un «municipalisme libertaire». Il ne s'agit pas là de groupes organisés d'une manière autonome et traduisant les aspirations de la société civile pour dégager des espaces de liberté dans une société de plus en plus dominée par l'Etat, jusqu'au niveau des politiques d'urbanisme, pour s'opposer par exemple à des opérations spéculatives à des destructions de sites ou à des expulsions multiples et pour construire des alternatives : squatters-rénovateurs, comités de quartier, groupes géographiques d'entraide. Non, Murray Bookchin parle d'«assemblée

ment financier ? Les cités sont elles aussi des agents économiques : elles sont propriétaires foncières et à ce titre elles obéissent à la loi du marché. Que devront faire les anarchistes ? Engager des experts et proposer le meilleur prix de vente ou d'achat ? Casser les marges ou extorquer un bénéfice ? S'ils sont cohérents, ils devront s'engager jusqu'au bout, préparer un budget, équilibrer les dépenses et les recettes, et tailler dans les dépenses sociales (la crise ! et elle affecte largement les collectivités locales...) pour faire face aux échéances financières, aux diktats des banques, aux contrôles des institutions centrales, bref batailler avec l'Etat et le capital, c'est-à-dire accepter leur règle du jeu et, en définitive, se plier à eux. S'ils sont incohérents, s'ils refusent d'assumer leur situation d'élus, ils ne voteront pas ou plus, ils boycotteront... à ce compte-là, à quoi leur servirait-il d'être dans cette

assemblée municipale ? ou dans une situation de partenaire officiel ?

Tout cela n'est pas que de la théorie, c'est aussi un constat maintenant bien établi sur l'expérience. Il suffit de se pencher un peu dessus. On peut même dire qu'au fur et à mesure que progresse l'histoire et que s'accroissent les échecs réformistes (j'entends ceux qui sont sincèrement réformistes et au départ bien souvent anarchistes), il devient de plus en plus inadmissible de les ignorer. Et ils sont légion !

On peut évoquer l'exemple du PSU français qui, dans sa splendeur autogestionnaire des années 70, s'est essayé à une sorte de «municipalisme libertaire» dans la commune péri-urbaine de Louviers (Seine-Maritime). Une tentative bien instructive... qui a tourné court. Par sa politique de construction d'équipements sociaux et de leur accès gratuit, la municipalité PSU s'est trouvée rapidement confrontée aux réalités d'une gestion capitaliste et d'une société non moins capitaliste, y compris à l'échelle micro (ici un territoire communal), au sein de laquelle vivaient des couches possédantes peu désireuses de pratiquer une philanthropie sociale ou des couches moyennes peu enclines à voir leurs impôts augmenter. Il n'y a pas de mystère : l'argent, il faut bien le prendre quelque part ! Résultat, obligée par les faits de l'ovoyer entre les réformes radicales et une base électorale fluctuante (dont ses propres partisans connaissant le syndrome du pouvoir — s'en remettre aux institutions conquises — de plus en plus démobilisés), la municipalité PSU s'est fait balayer aux élections suivantes... et la nouvelle équipe s'est empressée de liquider les «acquis».

On peut se pencher sur l'exemple des «Verts» en Allemagne Fédérale ; rien que l'étude de l'évolution de leurs discours vaut son pesant d'or : fini les diatribes contre les socialo-nucléaires ou les refus de toute politique avec eux. Aujourd'hui, les alliances électorales vont bon train au niveau local (est-ce du «municipalisme libertaire» ?)... à quand le niveau national ?

Sur cette pratique, J.-M. Le Pen a cyniquement raison contre Chirac qui boudait le soutien du Front National pour l'élection des présidents des Conseils Régionaux. Il déclarait que la logique des chiffres était incontournable... et les candidats RPR ont bien été élus grâce au Front National dans les cas où ils avaient besoin de ses voix !

On peut rappeler le cas du Mouvement Provo, aux Pays-Bas dans les années 60, dont la radicalité libertarienne s'est engluée dans l'électoratisme municipal. On peut multiplier les exemples.

Tout cela n'est pas nouveau. Le mouvement anarchiste connaît régulièrement ce type de manifestations, malheureusement prémises de dérivations de plus en plus accentuées vers l'autorité. L'un des plus célèbres exemples historiques est peut-être celui de Saverio Merlino auquel

s'opposa Malatesta dans une brillante polémique, laquelle n'était pas que théorique puisqu'elle s'appuyait entre autres sur le cas de l'Emilie-Romagne passée en quelques années d'un bastion anarchiste à un réformisme rouge.

Sur la politique municipale proprement dite, Elisée Reclus écrivait déjà dans *L'homme et la Terre* que les édiles pouvaient être «d'un goût parfait» en matière d'urbanisme, rien ne pouvait changer véritablement dans la ville tant que les rapports socio-économiques n'étaient pas transformés. C'est toujours vrai. Les chimères architecturales de projection urbaine complètement idéalisée nous le montrent tous les jours. Il n'y a pas que Brasilia et ses bidonvilles... tournons-nous vers nos grands ensembles voisins, chers aux modernistes.

CHIMÈRES ET RECUPERATIONS

Il faut en finir avec cette vision vaporeuse et évanescence d'une société où les corps décentralisés qui nous apparaissent physiquement plus proches et plus humains comme les municipalités sont imaginés comme des constructions intellectuelles éthérées véhiculant «la communauté», «le civique», «l'organique» et autre «communion», où n'existerait aucun rapport d'argent, de parti, de magouilles ou de pouvoir. Il faut se débarrasser de l'angélisme anarchisant. Ce n'est pas des «contre-pouvoirs» qu'il faut, mais abattre les «pouvoirs». Et si l'on veut éliminer l'ambiguïté typiquement francophone de ce mot de «pouvoir» (qui exprime aussi bien l'autorité que la potentialité), on peut très bien utiliser celui de «force». Oui aux «contre-forces» !

Il faut appeler les choses par leur nom : tout ce que nous ressort Murray Bookchin, c'est bien du «parlementarisme». Libre à lui d'y croire et de le pratiquer. L'histoire nous montre les échecs de ce genre d'expérience. Nous ne les ferons pas. Les anarchistes ont déjà bien à faire avec l'autonomie des groupes sociaux ou idéologiques qui sont placés en dehors du parlementarisme mais qui doivent vivre toutes les pressions d'une société capitaliste et étatisée.

Les propositions de Murray Bookchin ne sont pas nouvelles mais elles sont bien actuelles. Après nous avoir prôné la solution de «l'Etat-providence», la fraction progressiste des classes dominantes nous présente maintenant celle de la «société duale» : d'une part, un secteur étatique et capitaliste forts qui gèrent les grands pouvoirs économiques et politiques ; de l'autre, la société civile (bien entendu contrôlée d'une manière ou d'une autre par le secteur précédent) qui gère la structuration sociale, voire une certaine décentralisation des pouvoirs économiques et politiques. Cette idéologie rejoint en partie celle de «l'Etat minimum» qui renoue avec le plus pur libéralisme mais elle s'en sépare sur ses origines sociologiques/culturelles

(gauche contre droite) et sur sa focalisation (plus socialisante — à la limite totalitarisante, cf. ce «fascisme rampant» que certains ont évoqué à propos de la toute puissante social-démocratie suédoise — contre plus économiciste).

La fraction progressiste, largement alimentée par une intelligentsia parfois brillante, a fait l'analyse du mouvement actuel de la société civile : rejet croissant de la bureaucratie, désaffection des idéologies socialistes ou communistes étatiques, refus de l'anonymat de masse, émergence de nouveaux mouvements sociaux, explosion de révoltes individuelles souvent violentes ; bref une guerre sourde mais croissante contre ce Leviathan qu'est l'Etat. Elle apporte ses solutions en utilisant habilement les revendications qui s'en dégagent pour récupérer les pulsions qui les animent.

C'est René Lefort qui tente d'orienter la «société civile» vers des «citoyennetés d'Etat» (Lefort, 1981). C'est André Gorz qui s'adresse au PS Suisse et aux Verts allemands en réclamant une «auto-organisation des tâches collectives» (avec citation des ouvriers de Siemens qui organisent leur travail — mais ne désignent pas de la production — et des fonctionnaires québécois qui gèrent leur temps de travail — mais toujours imposé), les «petits réseaux» et les «décisions de production décentralisées» (Gorz, 1985). Il précise : «l'entraide mutuelle auto-organisée ne doit être en aucun cas imposée par l'Etat en lieu et place des prestations publiques existantes». A quoi sert donc l'Etat ? Et qu'est-ce que le «public» ? Cela, A. Gorz ne le dit pas. Mais sa manœuvre est claire : d'un côté, il récupère un vieux thème anarchiste («l'aide mutuelle») et la fibre auto-gestionnaire, de l'autre il confirme l'existence de l'Etat, puisqu'il ne le rejette pas, et même il se garde bien d'en définir le rôle. Tout le discours d'A. Gorz tourne autour de la seule gestion du temps de travail mais jamais de la production dont s'occupe ce même travail : quoi, comment, à quel prix ? En fait, toute l'organisation capitaliste est maintenue, toute sa logique de profit est préservée.

Philippe Lucas nous parle des «multicitoyennetés» en nous précisant «l'impossibilité de parler aujourd'hui de la société civile (...) à moins de désigner par là ce qui reste de la société lorsqu'on a abstraitement extirpé le "chancré étatique"» (Lucas, 1985). On ne peut mieux dire : mais oui, extirpons ce chancré étatique, concrètement et sans guillemets s'il vous plaît !

On retrouve aisément cette tonalité générale dans le texte de M. Bookchin. Je ne dis pas que M. Bookchin fait (délibérément ou non) partie de ces idéologies ; je m'inquiète simplement d'une lente dérive de ce libertaire qui affecte son analyse de la ville/cité et que l'on retrouve aussi dans sa conception presque complètement erronée de la «décentralisation». Ce dernier point est

également très important. Il nécessite une analyse spécifique; disons pour résumer que Murray Bookchin tend, selon moi, à éliminer l'idée même de centre alors que la position d'une dynamique «du bas vers le haut» et «de la périphérie vers le centre», et vice-versa, exprimée en particulier par Bakounine me semble toujours correcte.

M. Bookchin résout ainsi à sa manière l'antagonisme qu'il établit entre l'homme producteur et l'homme habitant: évoluant dans une société complètement décentralisée, c'est-à-dire sans centre, il vivrait en auto-subsistance, en autarcie, en communauté de production et de consommation internes; en tous les cas, M. Bookchin n'est guère disert sur le problème de l'échange sur une grande dimension; il se contente même de prôner la diminution des moyens technologiques permettant l'échange à distance comme le téléphone, le télégraphe, etc., pour favoriser la communication proche et conviviale (Bookchin, 1971) ! (1).

La distinction anthropo-sociologique *gemeinschaft/gesellschaft* que M. Bookchin reprend comme orientation politique se situe dans cette perspective mais fait preuve d'une parcellisation bien préoccupante (Bookchin, 1986).

La «communauté» (*gemeinschaft*) implique des relations humaines strictement limitées à l'intérieur d'une sphère de petite dimension (inexistence de l'anonymat); la «société» (*gesellschaft*) concerne un ensemble très vaste, soit fondé sur la disparition de ces communautés, soit sur leur intégration dans des rapports où les membres ne se connaissent pas tous entre eux. M. Bookchin soutient implicitement une organisation anarchiste en «*gemeinschaft*». Mais dans une société anarchiste, doit-on, sous prétexte que l'individu devrait connaître le visage de ceux auxquels il a affaire jusque dans la circulation des biens économiques et que cette connaissance est matériellement impossible en cas d'échange élargi, doit-on se replier sur un espace communautaire et autarcique? Le dédain des moyens modernes de communication à distance se trouve justifié mais est-ce décent de soutenir une pareille proposition?

Tout cela ne peut que supprimer la ville citée que M. Bookchin défend pourtant paradoxalement par ailleurs, à moins de remplacer les grands boulevards par des champs de carottes ou de faire d'une manière ou d'une autre de la place pour cela (à vos pioches), c'est-à-dire détruire l'essence même de l'urbain. Tout cela par le municipalisme libertaire (avec des édits — coercitifs — municipaux?).

Encore un bon coup de pouce au cliché de l'anarchiste ruraliste et passéiste! Cela ne suffit-il pas d'avoir entendu certains affirmer que l'utopie meurtrière de Pol Pot et des Khmers Rouges, qui ont vidé les villes cambodgiennes manu-militari pour transformer les ri-

zières en camps de travail ou de mort, avait été influencé par l'anarchisme?

FEDERALISME ET SOCIALISME ANARCHISTES

Je serais tenté de dire: soyons sérieux. Pour assurer l'harmonie entre l'homme-producteur et l'homme-habitant dans une société anarchiste, il n'y a pas 36 moyens: c'est le fédéralisme libertaire. Cela aussi, ce n'est pas nouveau. C'est le groupement libre des individus sur leurs lieux de travail, de résidence et de consommation, c'est la gestion directe de ces groupements entre eux et à l'intérieur d'eux, c'est une planification auto-gestionnaire librement décidée, c'est une circulation et une coordination des décisions à tous les niveaux. Ce même Kropotkine qui a tant insisté sur la dimension historique de la commune a parfaitement résumé cette position de structuration sociale

en vient à adopter des positions qui s'en écartent pratiquement. On peut invoquer une erreur d'analyse initiale qui s'appuie sur une vision géographique partielle. La «théorie bookchinienne» repose en effet sur l'allégation suivante: «le prolétariat diminue historiquement en même temps que l'usine traditionnelle qui lui a donné naissance en tant que classe» (Bookchin, 1985); et de donner la composition sectorielle de la population active américaine où, effectivement, le secteur tertiaire l'emporte largement. Cet exemple lui-même est l'entachement de toute l'analyse qui écarte résolument toute dimension mondiale des processus socio-économiques; il repose sur un seul pays ou, si l'on veut lui donner tout son sens, sur le symbole de l'ensemble des pays dits développés, les USA. La remise en cause du concept de «prolétariat» se situe au niveau objectif, la classe sociale *in se* (en



anarchiste qui remonte à Proudhon, Bakounine et la première Internationale: 1. groupements territoriaux: fédération de communes. 2. groupements par fonctions sociales: fédération de métiers (c'est-à-dire syndicats). 3. groupements par affinités personnelles: l'association (in *La science moderne et l'Anarchie*).

Et ce tryptique n'est pas qu'une proposition pour le futur: il est déjà en partie le présent; il suffit d'observer les mille et une manifestations de la liberté humaine; il est aussi tactique de lutte et organisation actuelle du mouvement anarchiste: dans la commune, dans le syndicat et dans l'association affinitaire. Et la seule stratégie possible pour leur succès, c'est l'action révolutionnaire conjuguée entre les trois.

Reste à savoir pourquoi Murray Bookchin qui nous crédite par ailleurs d'excellentes contributions sur le fait écologique ou le fait naturel, qui se déclare anarchiste et qui s'appuie consciemment sur l'histoire du mouvement,

elle-même, sociologiquement quantifiable); c'est donc de là qu'il faut partir pour y répondre.

Si l'on raisonne à l'échelle de la planète entière, on constate exactement le contraire de ce qu'affirme Murray Bookchin: le secteur secondaire (le prolétariat proprement dit) ne cesse statistiquement de s'enfler, le secteur tertiaire également, mais la répartition spatiale n'est pas la même; seul le secteur primaire (agriculture, pêche, mine) régresse globalement et on peut dire que les phénomènes actuels dominants sont: déruralisation/industrialisation-urbanisation. Il n'y a même pas lieu de tenter une nouvelle classification ou un élargissement vers les concepts de «cols bleus/cols blancs» ou de «fonctionnaires» comme l'évoque M. Bookchin.

Il faut bien voir que cette répartition géographique n'est pas le fruit du hasard. L'industrialisation qui affecte aujourd'hui de nouveaux pays (Corée, Taiwan, Asie du Sud-Est, Inde, Brésil,

etc.) obéit à une restructuration capitaliste générale. Son pendant est la tertiairisation accélérée des pays impérialistes proprement dits comme les USA, l'Europe Occidentale et le Japon. Il y a également une forte tertiairisation dans les pays néo-industrialisés mais à côté des appareils d'Etat modernes qui s'y sont développés (et parfois qualifiés — sans ironie — de «tertiaire parasitaire») combien de petits commerces misérables, de déclassés, de fonctionnaires quasi-prolétarisés groupés dans la même catégorie? Il y a aussi des usines sophistiquées qui sont loin des manufactures du XIXème siècle ou même du début du XXème... mais à côté d'elles, combien de bagnes ouvriers, d'ateliers sous-équipés, de basses sous-traitance. Ceux qui ne bougent pas de chez eux ne les voient jamais!

Isoler les aspects les uns des autres serait une erreur totale d'interprétation. Un peu comme si l'on prenait le luxe des quartiers d'affaires du centre-ville pour qualifier le processus urbain dans son ensemble en oubliant les quartiers populaires et la ségrégation socio-spatiale. Il n'y a pas que Manhattan ou l'Amérique! Cela ne pourrait amener, à tout le moins, qu'à proposer des contre-politiques étroites, confinées à tel ou tel cadre national. Cela ne ferait que gommer en définitive l'internationalisme anarchiste, dont Murray Bookchin se réclame sincèrement mais dont il vide le contenu objectif.

De là aussi, une répudiation de la révolution comme moyen et comme perspective possible de rupture, comme affirmation subjective *per se* de l'ensemble des dominés (prolétariat y compris). Or, si l'on considère effectivement le mouvement révolutionnaire depuis 1945 à l'échelle du monde, on constate qu'il a bien plus d'ampleur qu'à l'époque où Marx et Bakounine spéculaient sur son avenir, ou même que dans les années de la Révolution Russe. Evidemment, cela se passe un peu plus loin parfois que New York ou Paris et les blancs occidentaux sont moins touchés par les conséquences ou l'afflux des réfugiés. On ne peut oublier la Chine (un tiers de l'humanité en effervescence révolutionnaire!), l'Indochine, Cuba, l'Algérie, le Chili, l'Uruguay, le Nicaragua, Kwangju, les Philippines, Haïti... un flux et un reflux qui ne s'arrête pas. On ne peut même pas objecter sa disparition des pays dits développés: la Hongrie, la Tchécoslovaquie, la Pologne depuis 1970 jusqu'à Solidarnosc, à l'est, tous les Mai 68 à l'ouest sont là pour prouver le contraire.

Et par mouvement révolutionnaire, j'entends bien celui qui affecte la société civile, sur lequel s'incrumentent les chancres étatiques, et non pas les changements violents de régime politique. C'est la «société prenant conscience d'elle-même», pour paraphraser une expression de Reclus. Ce n'est même pas un quelconque attachement romantique à l'idée de prolétariat ou de révo-

lution. C'est ce qu'une analyse ouverte nous livre. Et l'on oublie trop souvent que sur ces deux points le mouvement ouvrier naissant au XIXème siècle a déjà dû livrer bataille (cf. la contre-offensive idéologique menée par le sociologue Emile Durkheim que soulignait Georges Sorel). Le manichéisme des classes et le messianisme révolutionnaire n'ont existé que dans la tête de certains, marxistes pour la plupart.

Il ne s'agit pas non plus d'un quelconque téléologisme marxisant: les anarchistes ne croient pas à l'inéluclabilité du cheminement historique et au pouvoir autonome des forces objectives, comme il a été dit précédemment. Sans conscience de ces forces et sans volonté délibérément orientée, rien n'est possible vers l'émancipation définitive. Le fait que les dernières manifestations révolutionnaires d'envergure (Pologne, Kwangju, Haïti, Philippines) échappent aux PC devrait plutôt nous inciter à l'espoir et au renforcement de l'action libertaire.

Il est frappant que Murray Bookchin puise en Amérique presque tous ses

exemples contemporains. Son regard est comme limité par l'espace où il habite. Il connaît certainement l'expérience canadienne du Mouvement Communiste des Citoyens (Toronto, Montréal, Québec) dans les années 70. En a-t-il tiré le constat d'échec relatif qu'a provoqué son rapprochement d'avec les institutions? Ou au contraire en a-t-il subi l'influence pour tenter d'en théoriser un «municipalisme libertaire»?

Certes, une Amérique post-industrielle peut incarner l'ultime évolution du capitalisme. Mais le revers ne se situe pas qu'au fin fond de l'Amérique Latine; au sein même des Etats-Unis, il y a des îlots d'inégal développement. Partout, aux USA comme ailleurs, il y a division entre classes sociales, entre villes et campagnes, entre régions et entre peuples. C'est bien contre cette division absurde, irrationnelle, meurtrière, intolérable qu'il faut lutter. Et dépasser l'horizon de nos hexagones. C'est le sens profond du mot «socialisme».

Philippe Pelletier
Avril 1986

Note:

(1) «des appareils électroniques (sic) comme les téléphones, les télégraphes, les radios et les récepteurs de télévision devraient être utilisés aussi peu que possible pour médiatiser ("to mediate") les relations entre les gens».

Bibliographie:

BARCLAY, Harold. 1982. *People Without Government, an Anthropology of Anarchism*, Kahn & Averill and Cienfuegos Press, 152 p.

BOOKCHIN, Murray. 1971. *Post-Scarcity Anarchism*, Rampart Press, Palo Alto, California.

BOOKCHIN, Murray. 1978. *Ecology and Revolutionary Thought*, Antipode 10, 3 & 11, 21-32.

BOOKCHIN, Murray. 1985. *Un anarchisme pour 1984*, L'Etat et l'Anarchie, Un Anarchisme Contemporain, Venise 84, ACL, Lyon, 121 p.

BOOKCHIN, Murray. 1986. *Du municipalisme libertaire*, IRL n. 66, mars-avril 1986, pp. 9 à 15.

CLASTRES, Pierre. 1976. *La société contre l'Etat*, Minuit, Paris.

C.R.I.F.A. 1978. *Troisième Congrès de l'IFA, Carrara, Mars 78*, CRIFA, 106 p.

GORZ, André. 1985. *Socialisme: thèses pour demain*, texte présenté au Congrès du PS Suisse (nov. 84), Les Temps Modernes, n. 471, oct., pp. 431 à 445.

LEFORT, Claude. 1981. *L'invention démocratique*, Paris, Fayard.

LUCAS, Philippe. 1985. *Après la citoyenneté, les multi-citoyennetés*, Cahiers Internationaux de Sociologie, vol. LXXIX, PUF, pp. 239 à 252.

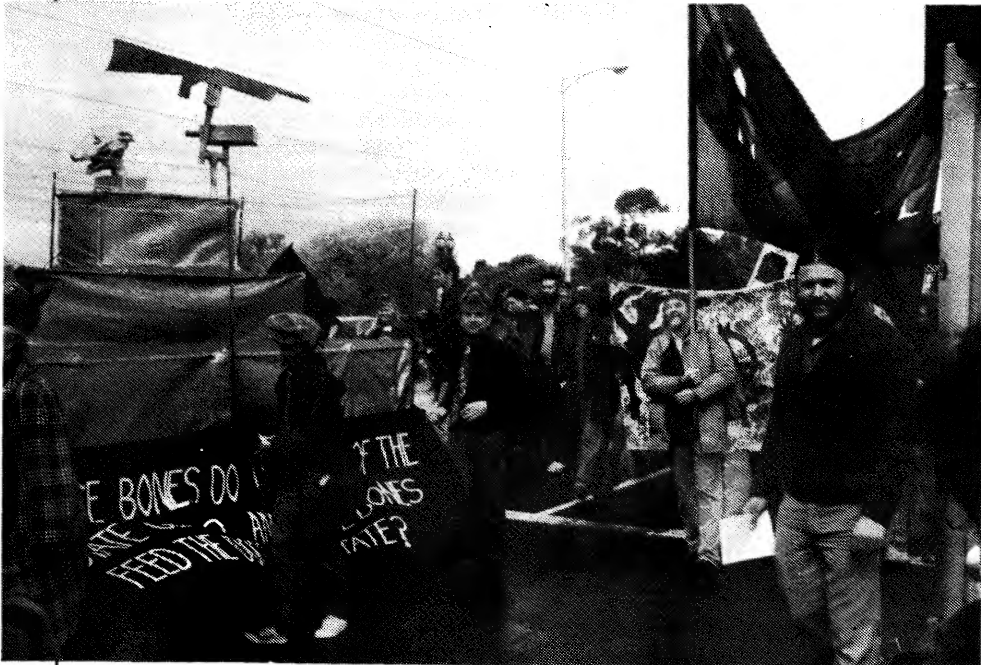
ROULLIER, Jean-Eudes. 1986. *Les problèmes urbains en France, tendances, prospective et recherche urbaine*. Conférence publique à l'Institut Franco-Japonais du Kansai, Kyoto, 7 avril 1986.

ROUSSOPOULOS, Dimitri. 1982. *The City and Radical Social Change*, Montréal, Black Rose Books.

SARRAZIN, Hélène. 1985. *Elisée Reclus, ou la passion du monde*, Paris, La Découverte, 266 p.



L'anarchisme vit...



groupes, elle s'est passée sans graves heurts et a permis de nouveaux contacts, de nouvelles ouvertures. Les **Libertarian Workers** vont publier la documentation de ces journées, textes, photos, impressions des participants — à condition qu'il leur arrive du matériel.

Aux langues vernaculaires des aborigènes, raconte Lud, il suffit d'un millier de mots. *Kurri* veut dire nous, *kurri kurri*, c'est le groupe des ancêtres. Selon la manière et la situation dans laquelle on dit le mot *bunji*, il peut vouloir dire mon ami, mon peuple là-bas de l'autre côté de la rivière, mon amant si je suis seule avec lui ; dans le bush, *bunji* veut dire nourriture, veut dire qu'on peut manger les feuilles ou les fruits des arbres. C'est une jolie métaphore pour l'anarchisme et les anarchistes. Nos *bunji* australiens mettent sur pied des collectifs de vie, de travail, de lutte. Ils travaillent dans une mouvance libertaire large; où tous les jours on exerce l'auto-organisation, où l'on essaie de surmonter la division entre la vie et le travail, le privé et le politique. Ils vivent sans fric mais certains n'hésitent pas à utiliser celui des contribuables, touchant les allocations de chômage ou demandant des fonds au gouvernement. Ils organisent des places de travail ou de non travail (syndicat de squatters ou de chômeurs), où l'on discute et travaille aussi sur les rapports entre hommes et femmes, entre enfants et adultes, où la question du pouvoir se pose concrètement dans la vie quotidienne.

Il y aura probablement matière à d'autres articles, quand les compagnons auront fait le point, quand nous serons rentrés de l'autre côté de la terre et que plusieurs voix diront leurs impressions.

Marianne Enckell - 7 mai 1986



C'était la première fois depuis longtemps que des anarchistes s'adressaient aux passants dans une rue piétonne du centre de Melbourne. Le cortège du Premier Mai était moins nombreux que je ne l'imaginais, quelques trois cents personnes, mais riche en couleurs, en calicots, en marionnettes géantes, en masques et maquillages.

Comme dans d'autres pays anglosaxons, il y a en Australie un Jour du Travail à une autre date, et les syndicats défilent le dimanche qui suit le 1er mai. C'était l'autre jour le centenaire de l'anarchisme en Australie, mais peu de militants semblent s'y intéresser. Ils étaient plutôt venus se rencontrer, échanger des expériences, chercher de nouvelles idées.

Au cours des quatre jours de « célébrations », un millier d'entre eux sont passés par là. Les compagnons d'outre-mer ont parlé du mouvement anarchiste au Japon, en Corée, en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Angleterre, en France. L'actualité et l'avenir du syndicalisme révolutionnaire, avec en arrière-fond l'expérience de deux participants pendant la révolution espagnole, ont été débattus en long et en large. On entendait parler macédonien, espagnol, italien. On a causé d'organisation, d'art, de médias, de relation entre hommes et femmes de l'avenir du mouvement ici et là. Les femmes se sont retrouvées à différentes reprises. Dans des séminaires il y avait trente ou quarante personnes, dans d'autres deux ou trois, certains se sont poursuivis dans les halls et les cours.

Les enfants avaient leur salle et leurs pincesaux, les musiciens et les poètes leur

scène. Bob James avait mis sur pied deux expositions, l'une qui présentait des extraits de l'expo historique de Venezia 84, l'autre sur l'anarchisme en Australie : chacun de ces vingt panneaux partait d'un moment historique pour traverser les années jusqu'aujourd'hui, liant les préoccupations des pionniers aux questions actuelles ou en mettant en évidence les discontinuités. D'autres panneaux étaient occupés par des articles, par les compagnons de Nouvelle-Zélande (mais oui, April, il y en a d'autres !), par l'un ou l'autre des journaux existants, par le résumé de l'anarchisme allemand de Horst Stowasser, qu'il trimballe sous son bras partout où il se rend... Dans une salle adjacente, un festival international de film a attiré un large public.

Les uns et les autres attendaient des choses bien différentes de ces quatre jours. Un nouveau départ, une ouverture au monde, une plus grande efficacité ? Il y a eu beaucoup de répétitions, beaucoup d'affirmations, et le dialogue n'a pas toujours été facile. On est pragmatique ici, on s'intéresse bien plus à ce que les gens font, à ce qu'ils vivent, qu'à ce qu'ils formulent ou théorisent, qu'aux expériences passées ou à la réflexion sur les structures de la domination. Ou bien ceux qui travaillent à ces questions étaient peu représentés.

Les organisateurs avaient mis un espace et des infrastructures à disposition ; cela a été bien utilisé, et ils avaient tout lieu d'en être contents. Ou encore, comme l'exprime Susie, « le processus est plus important que le produit » : la préparation des célébrations a renforcé les compagnons de Melbourne et leurs

La campagne des Cent Fleurs

L'ORDRE IMPOSSIBLE

La fin de l'année 1955 est sombre pour les milieux intellectuels chinois. Leur chef de file, l'écrivain non-conformiste Hu Feng - héraut de la liberté de pensée et d'expression, pour lequel la littérature doit demeurer même en régime de dictature du prolétariat « un espace ouvert » - est critiqué pour son idéologie petite-bourgeoise et ses activités contre-révolutionnaires et mis en prison. Une draconienne « remise dans le moule » s'ensuit, semant la peur et la confusion.

En effet, de même que le monopole d'Etat devait s'étendre peu à peu à tous les rouages de l'économie, de même l'idéologie officielle ne pouvait accepter trop longtemps que se manifestent d'autres courants d'idées, susceptibles de créer le désordre dans les esprits, comme

le commerce de détail était accusé de le faire dans l'économie.

Mais les membres les plus lucides du Parti communiste percevoient aussitôt le danger de la mise au ban de la société de l'intelligentsia et font approuver par le Comité Central en janvier 1956 un rapport du premier Ministre, Zhou Enlai, sur les intellectuels. Ce rapport constate qu'« une partie des intellectuels sont séparés de notre Parti par une sorte de mur » et que « les méthodes violentes pour la réforme des esprits ne résolvent pas le problème ».

Pour y remédier, le Parti va lancer une campagne de recrutement parmi l'intelligentsia, s'étendant à tout le pays et touchant surtout les scientifiques et les cadres techniques. En effet, les exigences du développement de l'économie rendaient *nécessaire* et urgent le ralliement des cadres intellectuels au Pouvoir celui-ci étant prêt en échange à leur ac-

order certains privilèges de caractère essentiellement matériel : augmentation des rémunérations, cartes de « traitements préférentiels » à usage dans divers services (coiffeurs, hôpitaux, magasins, etc.), mais aussi réduction des réunions obligatoires et des rapports écrits « idéologiques ».

Cette nouvelle politique du Parti va être concrétisée par un nouveau mot d'ordre lancé à une réunion d'écrivains, d'artistes et de savants par Lu Dingyi, chef du département de la propagande - et qui sera 10 ans plus tard une des premières victimes de la Révolution Culturelle -, et repris dans le « Renmin Ribao » du 13 juin 1956 : « Que Cent Fleur s'épanouissent, que Cent Ecoles rivalisent », c'est-à-dire retour à la pluralité de pensée et à la discussion. En tolérant la diversité des styles dans les arts et les lettres, en acceptant la controverse et la polémique en matière de recherche scientifique, les autorités espéraient que leur nouvelle attitude aurait un rôle de stimulant, permettant ainsi de créer dans ces 3 secteurs de la culture les conditions favorables à leur épanouissement : un *remake* de la Renaissance Italienne en quelque sorte !

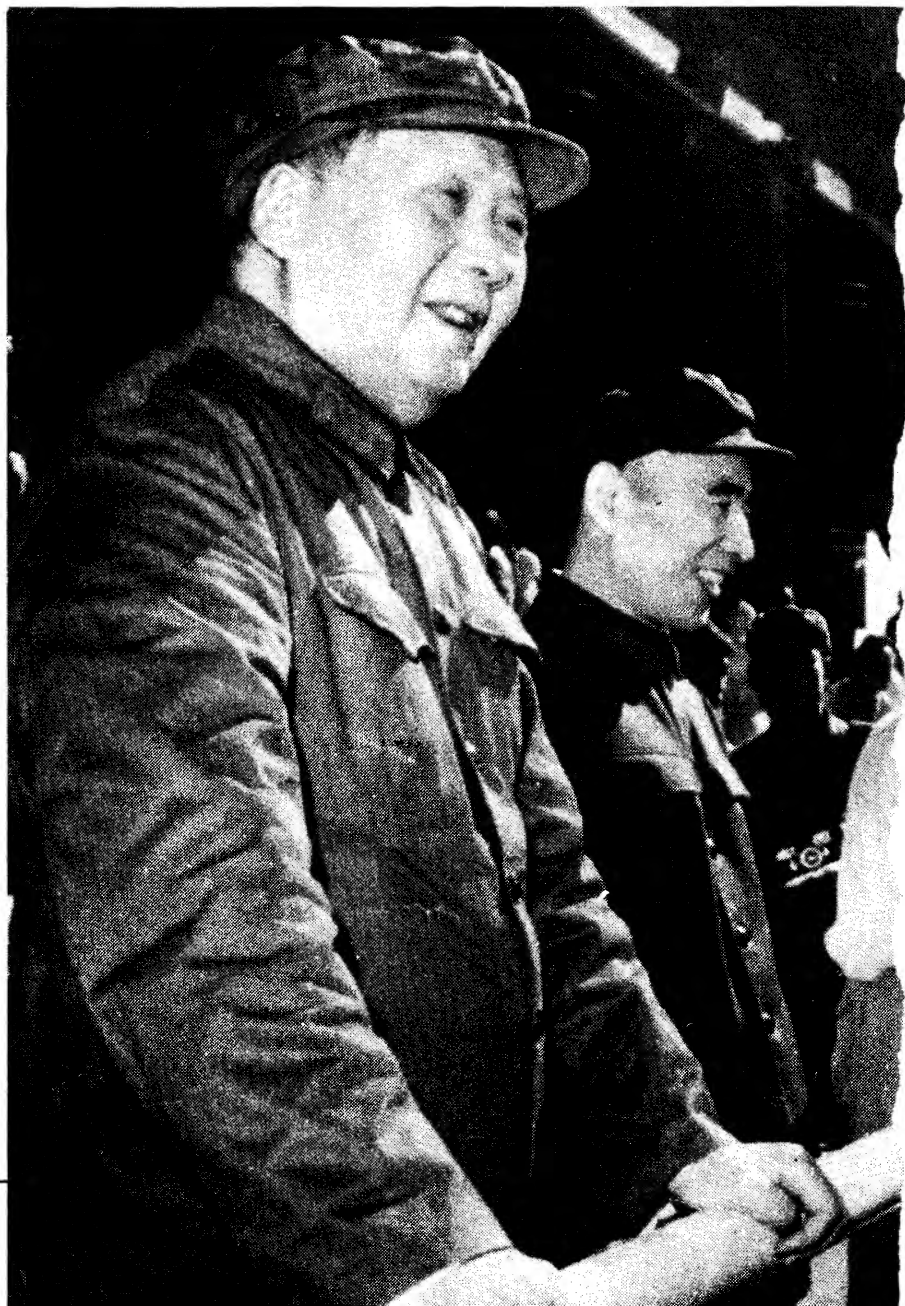
Mais les restrictions apparaissent vite. Dès le VIII^e Congrès du Parti Communiste tenu en septembre 1956, il est précisé que le droit de désaccord joue « dans les questions au jour le jour » mais nullement sur les principes ni même sur les « activités dans les questions pratiques ». La base du parti est « l'idéologie unifiée ».

MAO ZEDONG « EN BALANCE »

A propos d'idéologie justement, l'étoile de Mao semble pâlir quelque peu au firmament du Parti : ce même VIII^e Congrès décide la suppression de la référence à la pensée de Mao des statuts du Parti, au nom de la nouvelle ligne « démocratisante ». Pire : en février et mars 1957, Mao prononce deux discours à la Conférence du Parti, le désormais fameux « sur les Contradictions au sein du peuple » - alors faussement interprété dans un sens « libéral » par la presse occidentale - et le second sur le travail de propagande, qui ne seront divulgués qu'au mois de juin lorsque la situation sera redevenue « normale ». Mao aura beau protester auprès de la Direction du « Quotidien du Peuple », il est bel et bien censuré ! En outre, lors du premier discours « 80 % des membres du Parti présents avaient quitté la salle »...

Deux positions s'affrontent en effet au sein du Parti Communiste :

La première est hostile à la collectivisation accélérée qu'elle estime impossi-



ble sans une mécanisation de l'agriculture. Il faut donc développer en premier lieu l'industrie ; le rythme de la collectivisation doit se régler sur les possibilités de l'industrie à équiper les campagnes, nécessitant des liens économiques étroits avec l'étranger, en particulier avec l'URSS.

La deuxième est représentée par Mao Zedong, partisan d'une collectivisation accélérée au terme de laquelle l'accumulation nécessaire au développement de l'industrie sera seulement possible, présupposant une conception autarcique de l'économie.

Or, la collectivisation avait nécessité la formation de nouveaux cadres et le Parti avait dû accroître son recrutement dans les régions rurales et y renforcer son infrastructure politique. Ceux qui devaient à la collectivisation leur appartenance à la classe dirigeante et qui constituaient la majorité du Parti, ne pouvaient que se révéler de fervents partisans de Mao.

En mobilisant cette majorité de la base du Parti, que la campagne de critique prônée par la fraction - majoritaire au sommet - hostile à Mao, avait ébranlée, ce dernier va engager le Parti dans la deuxième phase des Cent Fleurs - la répression - en se servant de cette même campagne pour démontrer le danger que le Pouvoir encourait et l'aventurisme d'une « démocratisation », brandissant le spectre de la contre-révolution qui lui permettra de réaliser l'unité du Parti face au danger, et par ce mouvement de retrouver le sceptre.

L'ORDRE CONTESTE

En effet, les vannes ouvertes, véritable boîte de Pandore, allaient voir après un temps d'hésitation et d'expectative, la critique s'installer partout, dans toutes les institutions et à tous les échelons. Bientôt, au delà de simples « réformes », certains vont s'en prendre aux rapports de domination et de classe qui constituent à leur yeux le fondement du régime. Ceux-là, des étudiants pour la plupart, osent mettre en question le pouvoir du Parti Communiste et la raison d'être de celui-ci ; ils se sentent étrangers à ses principes et son éthique ; ils vont jusqu'à affirmer que les prétendues « conditions objectives » auxquelles il fait appel pour justifier ses décisions ne servent qu'à masquer l'étouffement des libertés, l'exploitation accrue des travailleurs, les pratiques coercitives dans la réalisation du Plan, les privilèges croissants des cadres du Parti et le renforcement de la machine d'Etat.

« Guangchang » - « Place Publique », journal des étudiants de l'Université de Pékin : « Le problème n'est pas seulement celui du style ; il met en question le système d'Etat. »

Affiche de l'étudiant Dang Tian-rong, citant Héraclite : « Les Ephésiens devraient se pendre et abandonner leur cité aux enfants. »

Lin Xiling - actuellement en France depuis 1983, après avoir passé 15 ans en prison de 1958 à 1973 - à un meeting tenu le 23 mai à l'université de Pékin : « J'appelle cette société un socialisme né sur la base du féodalisme. Le vrai socialisme est très démocratique ».

Mais au de là du monde étudiant, ce sont toutes les villes de Chine qui connaissent le même déferlement de la parole libérée, *remake* du « Mouvement du 4 mai 1919 ». Ce que l'on retrouve partout c'est le même refus du contrôle absolu du Parti sur la vie.

La réaction ne va pas tarder : le 25 mai 1957, une phrase du message de Mao à la troisième conférence de la Ligue des Jeunes Communistes est reproduite en gros caractères sur les murs de l'Université de Pékin : « Toute parole, tout acte s'écartant du socialisme est totalement dans l'erreur ». Le Socialisme est ici identifié délibérément à sa représentation officielle : le parti communiste et le gouvernement ; en attaquant l'un, on s'écarte de l'autre.

L'ORDRE VICTORIEUX

L'heure n'est plus désormais à la critique mais à l'épuration des « droitiers », ennemis du peuple, traîtres au « socialisme » et punis en tant que tels par la loi. Face à des accusés qui refusent d'être complices, le Pouvoir va frapper sans attendre des autocritiques : la romancière Ding Ling, le poète Ai Qing... 800 étudiants de la seule Université de Pékin seront accusés d'être des droitiers. Les plus connus, Lin Xiling et Dan Tian-rong iront rejoindre Hu Feng et bien d'autres dans les oubliettes de la « rééducation par le travail », la folie ou la mort.

A la fin de l'année, l'épuration ira bon train dans le parti également à tous les échelons, frappant notamment les cadres provinciaux : un premier secrétaire, 18 membres de comités permanents, 4 gouverneurs, 10 vice-gouverneurs, etc., permettant ainsi au Grand Timonier de mieux affermir son pouvoir et d'achever la collectivisation avant sa prochaine étape : le lancement du Grand Bond en Avant.

Sur le plan international, au vu du libéralisme supposé initial - bien que lors de la Révolution Hongroise d'octobre-novembre 1956, la Chine ait « apporté son ferme soutien matériel et moral » à la double intervention de l'armée soviétique -, les partis communistes de l'Allemagne de l'Est, de la Bulgarie, de la Tchécoslovaquie et d'Albanie n'avaient pas caché leur hostilité à la politique des Cent Fleurs. Ils ne dissimulèrent pas leur soulagement lors de la répression de l'été 1957...

J.-J. Gandini

Pour plus de détails, voir Les Cent Fleurs de Siwitt Aray, Flammarion, 1973.

Jean Jacques GANDINI

PA KIN



Le coq qui chantait dans la nuit

atelier de création libertaire

- Ce n'est donc pas par hasard si Pa Kin est actuellement poussé sur le devant de la scène internationale. Mais le régime communiste oublie de mentionner à son sujet deux petits détails : les convictions anarchistes, au moins jusqu'en 1949, de l'actuel Président de l'Union des Ecrivains, et le fait que TOUS ses romans qui l'ont rendu célèbre ont été écrits AVANT 1949.

C'est donc à cette re-découverte de Pa Kin qu'est ici convié le lecteur.

48 pages, 24 francs

En septembre paraîtra :
Aux origines de la
révolution chinoise
LES ANARCHISTES
(Contribution historique
1902-1927)

TABLE DES MATIERES

- La filiation historique, taoïsme et sociétés secrètes.
- Le mouvement anarchiste.
- Le « Mouvement du 4 mai 1919 ».
- Les années 20 : révolution et contre-révolution.

1000

histoire désordonnée du MIL

Quelques souvenirs vagues à propos d'un groupe révolutionnaire espagnol à l'idéologie mal définie qui faisait dans le braquage de banques. Quelques flashes plus forts relatifs aux procès de Barcelone de 1974, à quelques manifestations de soutien et surtout au garrutage du Puig Anticho... C'est à peu près tout ce qu'il reste aujourd'hui du MIL (Mouvement Ibérique de Libération) dans la mémoire militante. Dur !

Dans ces conditions, ce livre d'André Cortade qui nous conte l'histoire du MIL et qui lui laisse la parole en reproduisant les plus importants de ses textes, tombe bien. Il permet aux souvenirs de se refaire une santé. Et il donne à ceux qui n'ont pas vécu cette époque les moyens d'approcher la connaissance du MIL autrement que par les rumeurs, les sous-entendus et les mythes.

« C'est à partir de 69 que l'on trouve trace de ceux qui allaient plus tard créer le MIL. Une opposition à la dominance du PCE au sein des commissions ouvrières commence en effet à se faire jour et va alimenter en Catalogne de nombreuses expériences organisationnelles (ASO, FLP, Acción Comunista...). Et c'est « En traversant ces diverses expériences que les trois équipes qui sont à l'origine du MIL vont pouvoir faire connaissance ».

« Ces trois équipes – ET (équipe théorique), EE (équipe extérieure), et EO

(équipe ouvrière) – fonctionneront informellement de nombreuses années avant l'existence du MIL ». Fin 69, l'ET élabore une brochure « le mouvement ouvrier à Barcelone », critiquant le parti communiste catalan, les commissions ouvrières, les groupuscules léninistes. Cette brochure « encore assez syndicaliste » permettra des discussions, des regroupements... En 1970 après la grève d'Harry Walker à Barcelone les trois équipes seront partie prenante de la mise sur pied des G.O.A. (groupes ouvriers autonomes), où va se faire jour une sensibilité conseiliste. En mai 1971 des désaccords apparaîtront ; l'EE (basée à Toulouse) constituant le bras armé et s'inspirant « de l'activisme anarchiste », l'ET acceptant l'activisme armé tactique mais se réclamant d'avantage de l'ultra-gauche et du situationnisme, et l'EO restant réservé par rapport à l'activisme armé et se réclamant du conseilisme sur des bases néo-léninistes. Fin 71 la rupture sera définitive. L'ET, l'EE et quelques dissidents de l'EO s'accorderont pour « abandonner l'idée de devenir un noyau de quoi que ce soit ; rejeter l'ouvriérisme transparaissant dans le GOA, et rompre avec l'activité essentiellement défensive liée aux conflits ouvriers. Des groupes autonomes de combat (GAC) coordonnés au sein du Mouvement Ibérique de Libération seront créés. L'aventure du MIL commençait. S'en suivra alors de nombreuses attaques de banques, l'édition d'un certain nombre de textes... et en août 1973 à l'issue du congrès de Toulouse l'autodissolution du MIL comme organisation politico-militaire ; cette dissolution signifiant « l'aspiration à une réflexion renouvelée sur les luttes révolutionnaires, l'arrêt des expropriations comme activité centrale et l'idée de la non-compatibilité entre l'activité révolutionnaire et une organisation permanente spécialisée dans ce

but ». En septembre 73, Oriol Salé et Pons Llobet seront arrêtés. Puis ce sera le tour de Puig Anticho...

Comme on le voit l'histoire du MIL est brève mais dense. Elle est significative d'une époque. Celle de l'après 68. D'une volonté rageuse toute entière tendue vers la révolution. Du désir de dépasser le « vieux conflit » entre Marxisme et Anarchisme. De la confusion idéologique la plus extrême.

Pour toutes ces raisons, il est pour le moins abusif d'affubler le MIL de l'étiquette anarchiste ou libertaire. En avril 1973 dans « notes pour une analyse de l'ensemble de notre tendance et des perspectives », le MIL écrivait qu'il avait, entre autre, étudié « l'organisation du prolétariat dans l'optique de Marx et Engels et dans celle de l'ultra-gauche », ce qui situait clairement ses affinités idéologiques. Seul, peut-être, son rapport à la violence relève clairement de l'éthique libertaire.

Au bout du compte, et contrairement à ce que pense A. Cortade qui voit dans les actions du MIL « une critique vivante du naïf idéalisme anarchiste » ; dans son autodissolution « un processus conduisant le MIL à s'affranchir de l'imagerie anarchiste » ; et qui n'hésite pas à dire que « le MIL représente l'expérience majeure du mouvement révolutionnaire dans l'Espagne des vingt cinq dernières années »... Le MIL n'aura vécu, physiquement, politiquement et théoriquement que le temps de la confusion après-soixante-huitarde : le temps d'une illusion !

Là se situe l'explication de sa quasi-disparition dans la mémoire militante.

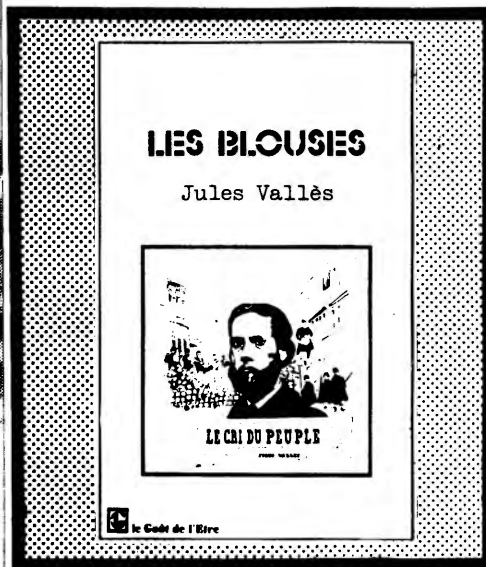
J.M. Raynaud

*Histoire désordonnée du MIL
par André Cortade
Editions Dérive 17*

QUELQUES LIVRES POUR VOS VACANCES



Dans toute bonne librairie bien-pensante



1936
à travers « Le Libertaire »

Les Cahiers
du Vent du Clément
5bis, rue Roland Vacherie
93200 - Saint-Denis.

CONTINUER LE DEBAT — C'est de cela que nous avons discuté à l'AG du 14 juin, avec des copains et copines de Clermont-Ferrand, du Vaucluse et de Paris. Du développement d'IRL et des projets à court (et moyen) termes. Pour l'année à venir, nous avons trois dossiers en projet. D'abord, à la rentrée, un dossier sur l'Espagne libertaire aujourd'hui; dans le numéro suivant, une étude sur le concept et la réalité, aujourd'hui, de ce qu'on appelle la lutte de classes; enfin un dossier sur «l'Anarchie des sexes». Que tous ceux et toutes celles qui ont des idées, envie d'écrire des choses, sur ces sujets et/ou sur d'autres, nous envoient leurs contributions, leurs réflexions. Il reste entendu que, pour nous, les dossiers ne visent pas à être exhaustifs, à faire le point, même provisoire, sur un problème, mais à ouvrir un débat, à proposer des pistes. Et qu'il nous faut maintenir aussi un équilibre entre le dossier et les autres articles de chaque numéro, qui voudraient coller de plus près à l'actualité.

IRL-ACL — Quelles sont les relations entre ces deux structures? Elles sont d'abord liées au fait que, pour une grande partie de la rédaction d'IRL, l'ACL en constitue le prolongement.

Il y a presque sept ans, pour approfondir nos réflexions, nous avons été amenés à publier une première brochure *Interrogations sur l'Autogestion*. Depuis, l'ACL a fait beaucoup de chemin. Mais son optique a toujours été de publier des textes qui contribuent à l'actualisation de nos idées.

Ce travail, l'ACL a pu le réaliser grâce aux activités du Centre d'Etudes Libertaires Pinelli, de Milan, qui depuis dix ans essaie de favoriser une culture libertaire à travers les colloques, rencontres (Venise 84), séminaires, et en participant directement à des revues (Volonta, trimestriel anarchiste italien) et à des éditions (Antistato). Un travail auquel ont participé aussi quelques camarades qui pensent, comme nous, qu'il faut donner à nos espoirs-désespoirs, idées, réflexions, la possibilité de bénéficier du soutien important qu'est le livre.

Le but est de remettre des outils, des textes pour aujourd'hui et pour demain, à la disposition de tous ceux et celles qui recherchent les possibilités pratiques de réaliser des changements libertaires. Si nos textes sacrés conservent toujours la même importance, nous pensons aussi qu'il faut pousser tous ceux qui le veulent ou le peuvent, à travailler sur tous les sujets qui nous préoccupent, en confrontant la pensée anarchiste traditionnelle à la culture actuelle.

D'autre part, les éditions de l'ACL essayeront de promener ceux et celles qui le voudraient bien sur des sentiers plus littéraires (un essai: *Georges Sard ou ces dames voyagent* sera prêt en juillet, et un petit livre de nouvelles sortira à la rentrée).

PROPOSER UNE CULTURE LIBERTAIRE — Nous pensons qu'il faut essayer d'apporter de la culture, des idées libertaires partout où nous le pouvons et avec tous les moyens dont nous disposons, dès lors qu'ils ne sont pas en contradiction avec notre éthique (et pourquoi pas les radios, TV, minitel, etc...).

Le problème se pose des liens organiques qui peuvent exister entre ces différentes structures, dès lors qu'elles vont dans la même direction, et s'appuient sur les mêmes principes. Par ailleurs, la situation juridique actuelle d'IRL n'est pas saine: faute de structure, le journal est la propriété légale de son directeur de publication. Nous allons essayer de mettre au point un projet qui puisse organiquement rendre compte de ces objectifs communs tout en respectant l'autonomie rédactionnelle, administrative et financière de chacune de ces structures. Nous l'enverrons alors à tous ceux et toutes celles qui se sont intéressés à la vie du journal et des éditions, afin qu'ils nous fassent part de leurs observations.

Dans tout ce que nous avons publié (IRL-ACL), il y a des contradictions, des points sur lesquels nous, vous, ne sommes pas forcément d'accord, mais enfin, il est important de pouvoir penser que nous ne sommes pas forcément dans l'absolue vérité et d'écouter ce que d'autres peuvent avoir à dire.

Pour terminer cette longue «lettre», nous pouvons et devons vous assurer de notre détermination à continuer le travail dans lequel nous sommes investis et vous demander encore, et pour longtemps, de nous aider dans cette tâche qui continue de nous enthousiasmer.

En un mot comme en cent: «Ce n'est qu'un début...».

A bientôt

IRL

ABONNEZ-VOUS

NOM:
PRENOM:
ADRESSE:
.....
CODE POSTAL:
VILLE:

- ABONNEMENT 5 NUMEROS (1 AN): 70 FRANCS
 - ABONNEMENT 10 NUMEROS (2 ANS): 140 FRANCS
 - ABONNEMENT DE SOUTIEN (2 ANS): 200 FRANCS
 - ABONNEMENT MILITANT (5 EXEMPLAIRES PENDANT 1 AN): 300 FRANCS
- (AJOUTER 10 FRANCS POUR L'ETRANGER)

LIBELLER LES CHEQUES A: IRL CCP 4 150 95 N LYON
IRL 13 RUE PIERRE BLANC 69001 LYON



IRI

Ⓐ BAS L'ARMÉE

